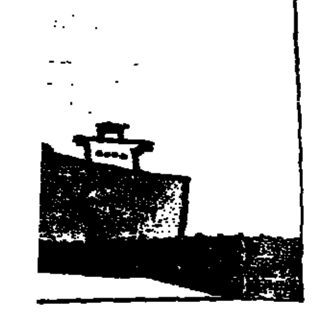
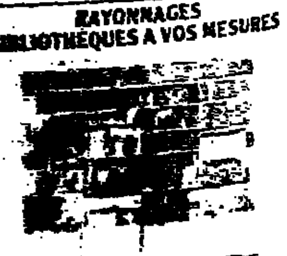




DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 13981 — 4,50 F — MARDI 9 JANVIER 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les Khmers rouges à nouveau

POUR la première fois depuis le retrait militaire vietnamien de septembre, des saboteurs khmers rouges se sont infiltrés, le week-end dernier, dans Battambang, tandis que six attentats semaient la panique à Phnom-Penh, sans toutefois y faire de victimes. On ignorait encore, lundi, l'étendue des dommages, mais un constat s'impose d'ores et déjà : l'insécurité a gagné les deux plus grandes villes du Cambodge.

Les Khmers rouges, puissamment armés par la Chine et qui ont déjà repris pied dans les zones rurales du centre du pays, constituent une grave menace pour l'armée de Phnom-Penh, laquelle fait preuve pour sa part d'un manque tout aussi patent d'agressivité.

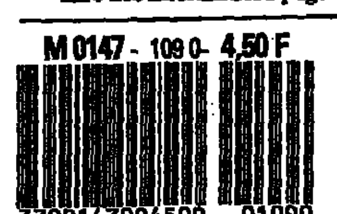
IL n'est sans doute pas fortuit que ces opérations de commandos, dont l'impact psychologique ne peut être sous-estimé, aient lieu au moment où la diplomatie australienne tente de relancer, sur de nouvelles bases, une négociation dans l'impasse depuis l'échec, au début du mois de septembre, de la conférence internationale de Paris. Devant l'impossibilité d'un accord entre Cambodgiens sur un gouvernement provisoire de coalition, Canberra propose, pour l'essentiel, de confier l'administration du pays aux Nations unies jusqu'à la tenue d'élections générales.

Simultanément, l'ONU serait chargée de s'assurer du respect d'un cessez-le-feu et de la réalité du retrait militaire vietnamien. Les Khmers rouges ont déjà signifié leur hostilité à ce plan. Ils n'ont pu le faire qu'avec l'aval de Pékin, où l'on garde le silence sur une proposition soviétique, émise la semaine dernière et approuvée par Washington, de moratoire sur les aides militaires à toutes les factions cambodgiennes.

LES attaques du week-end ne font que souligner le refus de toute solution qui exclurait une participation des Khmers rouges au pouvoir pendant une phase de transition. En outre, elles montrent à quel point la marge de manœuvre du prince Sihanouk est limitée. Ce dernier clame que, faute de pouvoir éliminer militairement les Khmers rouges, il faut les intégrer, car ils seront balayés à l'occasion d'élections libres. Comment peut-on encore envisager que la deuxième force politico-militaire du Cambodge, une fois associée au pouvoir à Phnom-Penh, accepterait de se faire hara-kiri en tolérant un scrutin libre dans un Etat sans réelle tradition démocratique, dont les dernières élites s'entre-déchirent, et où le fusil tient lieu, depuis vingt ans, de carte d'électeur ?

« Il faut prendre les Khmers rouges au mot », répète à l'envi le prince Sihanouk à propos de leur engagement de respecter un processus démocratique. Mieux vaudrait les juger aux actes. Après avoir, quand ils étaient au pouvoir, massacré plus d'un million de personnes, ils tentent aujourd'hui de reconquérir le pays. Pour les Occidentaux, il serait temps de vaincre une myopie qui revient à les considérer comme un mal nécessaire. Sinon, jamais la Chine ne renoncera à leur fournir l'aide qui leur permet de poursuivre, comme ils le font depuis trois mois, la reconquête de leur « empire ».

Lire nos informations page 7



M 0147 - 109 0 - 4,50 F

Les tensions dans les pays de l'Est

• Bulgarie : l'agitation antiturque s'accroît
• Roumanie : le pouvoir joue l'apaisement

En Bulgarie, de nouvelles manifestations ont eu lieu dimanche pour protester contre la décision du gouvernement de rendre ses droits à la minorité turque du pays. La seconde session des entretiens turco-bulgares sur ce sujet doit s'ouvrir mardi à Koweït (lire page 5). *En Roumanie, en dépit de la persistance des manifestations, la situation semble en voie de stabilisation. Les autorités s'appliquent à apaiser les tensions, tant avec les étudiants qu'avec les partis politiques d'opposition.*

A Bucarest, des contestataires transis...

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Climat polaire et effervescence politique : le temps de loup qui transit la Roumanie tout entière depuis quelques jours (– 20 degrés à Bucarest) n'était pas parvenu, lundi 8 janvier, à engourdir l'enthousiasme révolutionnaire qui habite encore les principaux acteurs des événements des dernières semaines. Le gouvernement du CFSN travaille, les sept partis politiques d'opposition qui se sont constitués s'opposent et les étudiants contestent. Autour des braseros des grands carrefours, c'est un monde nouveau qui bouillonne.

Ils étaient quatre mille à cinq mille jeunes, dimanche, qui avaient voulu manifester sous la neige, aller crier leurs slogans de liberté sur les boulevards patinoires de la cité, place de la Victoire, devant le siège du gouvernement provisoire. Mais celui-ci les en avait empêchés puis, en acceptant certaines de leurs revendications, il les avait convaincus de se replier vers l'Institut polytechnique.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite et nos informations page 3



CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'automobile américaine parie sur l'Europe

Malmenés par les Japonais, les constructeurs des Etats-Unis pensent trouver leur salut sur le Vieux Continent

DETROIT

de notre envoyé spécial

Pour sa version 1990, le Salon automobile, *qui se tient à Detroit* depuis 1899, a vu les choses en grand. Ouvert au public le samedi 6 janvier pour une semaine, le North American International Auto Show présente une quinzaine de nouveaux modèles. Et *autant de mannequins* court vêtus susurrant à longueur de journée, au micro, les vertus cachées sous les rutilantes carrosseries. Debbey Turner, Miss America 1990, s'efforce aussi d'honorer chaque stand de sa présence. Sans oublier les majorettes venues marteler la moquette du Cobo Hall pour signifier l'importance de l'événement.

Mais derrière les sourires de circonstance, on sent bien qu'à la différence de l'année dernière le cœur n'y est *pas. Detroit a le* blues. La capitale de l'automobile fête ses voitures. Et pendant ce temps, loin des paillettes, ses *ouvriers se croisent* les bras... Bien malgré eux. Mettant à profit les fêtes de fin d'année, General Motors, Ford et Chrysler ont fermé des usines. Une cinquantaine au moins. Et mis leurs ouvriers au chômage technique. Plus de 140 000 « cols bleus » – près de la moitié des effectifs dans la région – sont invités à prolonger *leurs* vacances. Pour une durée indéterminée. Motif : des stocks de six mois pour la plupart des modèles, au lieu des deux mois habituels.

Les derniers chiffres viennent de tomber, confirmant la mévente qui affecte les modèles des « Trois Grands ». En dépit d'une guerre des prix – marquée par une politique de rabais systématiques – et d'une campagne de marketing sans précédent, les parts de marché se réduisent comme peau de chagrin.

Si Ford résiste tant bien que mal à la diminution de la demande, General Motors, le *numéro un mondial* (et premier groupe international avec un chiffre d'affaires de plus de 120 milliards de dollars, dont *10 % à l'exportation*) n'en finit pas de reculer.

SERGE MARTI

Lire la suite page 26 - section C

A quoi sert SOS-Racisme ?

Portrait d'une génération qui rêvait de « ringardiser Le Pen »

La fête est finie. SOS-Racisme, cette formidable machine à mobiliser les foules sur fond de musique rock, compte aujourd'hui ses amis. Tous n'ont pas déserté, loin de là, *mais l'association* que préside Harlem Désir a perdu de sa séduction. Les années l'ont banalisée, *l'affaire du foulard islamique* l'a coupée de nombre d'intellectuels, et la rupture est dans l'air avec le gouvernement.

Les déclarations faites dimanche 7 janvier par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, favorables au droit de vote des résidents étrangers pour les municipales de 1995, ne suffi*sent pas à assurer* une reconciliation. D'autant que M. Rocard ne cesse de répéter que la France ne peut pas supporter *« toute la misère du monde »* et ne peut plus être *« une terre d'immigration nouvelle » (lire page 10).*

Les coups pleuvent de part et d'autre. Harlem Désir : *« Un certain nombre de leaders socialistes n'hésitent plus, aujourd'hui, à surfer sur un racisme de gauche. »* Le philosophe Alain Finkielkraut (à *Libération*) : *« L'affaire du foulard sonne le glas de l'hégémonie morale de SOS-Racisme. »*

Où s'arrêtera ce jeu de massacre dont certains dirigeants de l'association, comme Bernard Pignerol, commencent à trouver qu'il coûte cher ? *« Désormais, il n'est plus absurde d'être de gauche et d'être contre SOS-Racisme. »* Un comble !

S'il est clair que SOS-Racisme traverse une passe difficile, cette situation, paradoxalement, la sert. A ne devoir compter que sur ses propres forces, l'organisation fétiche du Tout-Paris qui pense, crée ou cause, l'association chérie de *François Mitterrand*, a gagné en maturité. La fête est finie, mais SOS-Racisme est au travail. Le mouvement des « potes » n'était pas un feu de paille. Il s'inscrit désormais dans la durée. Pour quoi faire ?

La réponse réside dans ce que fut SOS-Racisme – un feu d'artifice médiatique au service d'une noble cause – et dans sa mue d'aujourd'hui. L'avenir dira si les amis d'Harlem Désir sont capables de surmonter leurs déconvenues, eux qui rêvaient de *« ringardiser »* Jean-Marie Le Pen et l'observent, impuissants, marquer des points. Eux aussi, que François Mitterrand a traumatisés, en usant, à propos des immigrés, le 10 décembre 1989, sur Antenne 2, de l'expression, honnie par eux, de *« seuil de tolérance »*.

Ebranlée par les succès du Front national, désespérant de la gauche, SOS-Racisme n'a pourtant rien perdu de son punch. La boutique tourne, tandis que le mouvement s'enracine petit à petit dans les cités d'HLM. Ce qu'elle a cédé en scintillement cathodique, l'association d'Harlem Désir l'a gagné en densité. Surgie sans crier gare, il y a cinq ans, du cerveau et des tripes de jeunes vieux routiers du militantisme, elle fait désormais partie du paysage politique, qu'elle a bousculé.

Cela justifie qu'on s'intéresse à un mouvement dont la nouveauté saute aux yeux. S'il s'est toujours trouvé des grognons pour railler une *« organisation branchée en permanence sur l'Elysée et le Top 50 »* (Alain Finkielkraut), il ne fait pas de doute que Harlem Désir et ses amis ont inventé une autre manière de faire de la politique, à l'image d'une jeunesse qui s'en méfie ; un nouveau militantisme est né des méga-concerts organisés par l'association, à la conjonction de l'individualisme d'une génération et des exigences morales de celle-ci.

Comme un miroir tendu aux *années qui passent*, la geste de SOS-Racisme reflète surtout une époque où se lit l'anxiété de *la société française aux prises*, pour longtemps sans doute, avec son identité. Erigés en contre-poison d'un racisme *défensif* (par opposition à celui, offensif, de la colonisation), Harlem *Désir et ses « potes » réussiront*-ils ? Autrement dit, à quoi sert SOS-Racisme ?

BERTRAND LE GENDRE

Lire la suite page 10

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Droits de l'enfant

La nouvelle statue de Pavel Morozov

par Alain Finkielkraut

DES Jeunesses hitlériennes aux gamins-gardiens des grandes révolutions, tous les régimes totalitaires se sont appuyés sur les enfants. Le totalitarisme, c'est le mariage monstrueux de la politique et de l'enfance.

On était donc en droit d'attendre de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant qu'elle tire les leçons du siècle et qu'elle prononce à tout jamais la nullité d'un tel mariage. Or elle a fait exactement le contraire.

Qu'a-t-il été décidé, en effet, à l'unanimité et après dix longues années de négociations épuisantes ? Qu'il était temps de mettre un terme à l'inégalité des générations. Que l'adultocratie avait assez duré. Que les privilèges de l'âge étaient aussi scandaleusement arbitraires que les privilèges du sang. Que le droit à l'information, le droit de s'exprimer et de répandre ses idées, le droit de se réunir et de former des associations, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion qui avaient été monopolisés pendant des millénaires par la caste des grandes personnes devaient être étendus aux moins de dix-huit ans. Bref, que les enfants n'étant pas des mineurs mais les membres d'une minorité, le moment était venu de les libérer de la domination de la majorité, à l'instar de ce qui avait été fait, après des siècles de lutte, pour les femmes, les Noirs, les juifs, les homosexuels et tant d'autres communautés opprimées ou marginales.

1989 : c'est la date-symbole que tous les Etats du monde – les riches et les pauvres, les théocraties et les démocraties, l'Irak et l'Iran, la Chine et les Etats-Unis – auront choisie pour prendre la bastille de l'Homme Majeur et célébrer, en grande pompe, l'avènement de l'enfant-citoyen.

S'il est déjà un homme

Certes, tout n'est pas joué, et la route qui va des principes à leur application est encore longue, même en France, pays évolué, *« performant dans le domaine législatif sur la protection physique et morale »*, mais, nous dit Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille, *« plus limité sur l'enfance citoyenne* (1)*»*. Il n'empêche : une véritable révolution mentale a eu lieu le 20 novembre 1989 à l'ONU. Comme l'écrit Jean-Pierre Rosenczveig, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille, *« c'est une approche totalement nouvelle de l'enfant. L'enfant est appréhendé comme une personne. C'est en ce sens que je pense que la Convention est tournée vers le vingt et unième siècle. On sort de l'idée que l'enfant est un petit être fragile à protéger contre autrui et contre lui-même pour lui reconnaître une citoyenneté. Beaucoup de gens disent encore à propos de l'enfant: « Il faut le préparer à être citoyen. » La Convention vient dire : « Non, il est citoyen* (2). *»*

Mais si l'enfant est déjà un homme, comment le soustraire aux pressions que les hommes exercent sur lui ? Le traiter à égalité avec l'adulte, affirmer qu'il est responsable de ses actes, qu'il faut le croire sur parole et prendre ses adhésions pour argent comptant, ce n'est pas le respecter ou le défendre, c'est garantir l'impunité à ceux qui le manipulent. Déclarer que l'enfant n'est pas un être fragile, ce n'est ni lui donner de la force ni lui donner des droits, c'est, au moment même où l'on fait de l'enfance non plus un âge mais un absolu, le priver du droit à l'enfance. Voir en lui une personne achevée et non une personne en devenir, c'est, sous l'apparence du libéralisme le plus généreux, lui dénier férocement la légèreté, l'insouciance, l'irresponsabilité qui sont ses prérogatives fondamentales pour l'exposer, alors qu'il est sans défense, à tous les conditionnements et à toutes les convoitises.

Soumettre chaque problème politique à l'arbitrage des nouveaux venus sur la Terre, c'est faire de ceux-ci non des sujets autonomes, comme le prétendent les journalistes et les sondeurs en plein accord avec la philosophie de la Convention, mais du gibier de démagogues : à modifier aussi spectaculairement la condition enfantine, en effet, on ne ferme pas la chasse à l'enfant, on innocente le chasseur et on incrimine à sa place celui qui s'aviserait encore de vouloir combattre ses agissements.

Tout armé d'intelligence

Pour le dire autrement : l'ennemi des nouveaux amis de l'enfant n'est pas le doctrinaire friand de cervelles fraîches et malléables ni le publicitaire jetant, tout sourire, son dévolu sur Sa Majesté le bébé-client ; l'ennemi des nouveaux amis de l'enfant est le maître d'école voué à la tâche anachronique et désormais sacrilège de former le jugement de ses élèves. Car le propre de l'être humain, c'est de penser. Or – qui osera encore le nier ? – l'enfant est un être humain à part entière. Donc, comme le dit encore Jean-Pierre Rosenczveig, *« il pense. Un enfant n'a pas seulement des sentiments, il a des opinions* (3) *»*. L'enfant, pour ses nouveaux amis, est doté des mêmes propriétés que Minerve dans la mythologie gréco-latine : il n'a nul besoin d'attendre sa majorité pour accéder à la maturité ; c'est au complet, tout armé d'intelligence, d'indépendance d'esprit et du badge *«Touche pas à mon pote ! »* qu'il sort du ventre de sa mère. Et le maître d'école ne révèle à leurs yeux que sa morgue d'adultocrate dès lors qu'il ne se contente pas d'adapter l'enfant aux exigences de la vie professionnelle, mais qu'il prétend *l'élever* à l'autonomie et lui donner les moyens de penser par lui-même, comme s'il ne les avait pas déjà par droit de naissance.

Qui a dit à propos de l'enfant : *« Il faut le préparer à être citoyen ? »* Condorcet et Kant. Qui a dit, au contraire : *« Non, il est citoyen ? »* Hitler, Pol Pot, Mao, Khomeiny et Staline. Les nouveaux amis de l'enfant détestent sincèrement, viscéralement Hitler, Pol Pot, Mao, Khomeiny et Staline. Mais dans leur beau souci de ne pas laisser l'enfant à la porte des droits de l'homme, c'est à Kant et à Condorcet qu'ils déclarent la guerre.

Dans les années 30, en Union soviétique, un enfant-citoyen a dénoncé comme koulaks son père et sa mère. Il s'appelait Pavel Morozov, et l'on peut parier que lorsqu'il se réunissait avec les autres enfants, ce n'était pas pour parler de patins à roulettes ou de hockey sur glace, mais pour parler de l'exploitation de l'homme par l'homme. On peut penser aussi que l'Histoire lui ouvrait les bras, lui murmurait ses mots tendres : *« Tu n'es pas un enfant, tu es un homme, viens ! J'ai besoin de toi pour m'aider à édifier le socialisme... »*, et que, s'il a livré ses parents, c'est qu'il n'a pas su résister à l'attrait de cette vertigineuse étreinte. Et l'Etat soviétique reconnaissant a dressé une statue à l'enfant-citoyen pour bien montrer que l'autorité parentale était un concept bourgeois dont l'humanité en marche n'avait plus que faire.

Il y a peu, cette statue a été déboulonnée, et Pavel Morozov est tombé, après sa mort, dans la poubelle de l'Histoire où il avait jeté tout vifs son père et sa mère. Pas pour longtemps. Les nouveaux amis de l'enfant viennent de l'en retirer et de lui offrir beaucoup mieux qu'un monument de bronze : une version sur mesure des tables de la Loi.

► **Alain Finkielkraut est philosophe et écrivain.**

(1) *Le Monde* du 22 novembre 1989.
(2) *Libération* du 21 novembre 1989.
(3) *Idem.*

Europe

La dernière idéologie

par Albin Chalandon

VOICI les Français saisis par la passion européenne. Convertis avec vingt ans de retard à l'idée d'une Europe unie, ils l'idolâtrent au point d'en faire leur dernière idéologie. Demandez à nos hommes politiques de quelle façon traiter nos maux, petits ou grands, ils vous répondront tous : « L'Europe ! L'Europe ! » François Mitterrand, à l'occasion des vœux du Nouvel An, a donné l'estocade à ces fantasmes. En lançant l'idée d'une confédération paneuropéenne, il a *du coup minoré, sinon enterré*, celle d'une Europe des Douze, tirant ainsi, sans le dire, les conséquences du chambardement en cours devant lequel les Occidentaux continuent de parler et d'agir comme si rien ne s'était passé.

La décision de Gorbatchev de retirer l'appui des chars soviétiques aux régimes totalitaires de l'Europe de l'Est a déjà deux résultats d'une portée incalculable :

– Les forces populaires qui y ont imposé la démocratie imposeront demain, de la même façon, leur volonté aux dirigeants, si grands soient-ils, de l'Ouest comme de l'Est. Les tentatives de récupération politique seront vaines, la reprise en main par la force trop coûteuse pour l'URSS.

– La libération en cours va faire surgir de nouvelles nations, conscientes de leur identité, de leur frontière, de leur particularisme, qui, indifférentes à l'ordre moribond de Yalta, vont affirmer leur vocation européenne.

L'Europe des Douze, à ambition supranationale, va se dissoudre dans une Europe des douze nationalités, celle-là même qu'avait tracée en 1920 le traité de Versailles.

Pour la même raison que la Pologne s'est libérée, l'Allemagne va se réunifier. Malgré la divergence des mentalités dans les deux Etats qui la composent, l'unité du peuple allemand l'emportera, et nulle puissance ne pourra s'y opposer ni même en contrôler la réalisation.

Cette perspective donne à l'Allemagne fédérale un visage nouveau. Déjà elle n'agrée plus rien sur le plan communautaire qui ne puisse s'appliquer à la RDA. Déjà, profondément pacifique et tournée tout entière vers la conquête économique, donc vers le monde, elle se sent à l'étroit dans la Communauté. L'axe Paris-Bonn l'intéresse moins. Elle regarde désormais vers une « Mittel Europa » et, au-delà, une URSS qui l'ont déjà choisie comme partenaire privilégié pour assurer leur modernisation.

Le centre de gravité de l'Europe va se déplacer vers l'Allemagne, dont les jeunes générations ne cachent pas qu'elles sont prêtes à sacrifier, s'il le faut, la Communauté des Douze et l'alliance atlantique à sa réunification. L'URSS saura l'exploiter.

C'est de l'évolution interne de l'URSS que va, en dernier ressort, dépendre la carte politique de l'Europe. En laissant les pays satellites se libérer du communisme, et en proposant inlassablement la réduction des armements et le retrait des troupes étrangères d'Europe, M. Gorbatchev décharge l'économie soviétique d'un fardeau qui la ruine ; mais il rend aussi crédible la « maison européenne » qu'il offre en lieu et place d'une Europe des Douze ainsi déstabilisée.

Voici la Communauté séduite et la gorbimanie à son comble ! Et pourtant, avant de se prononcer, il faudrait attendre que l'URSS, vivant son heure de vérité, nous révèle, enfin qui est M. Gorbatchev. Va-t-il agir dans son empire comme sur son glacis : décoloniser et laisser dépérir progressivement le communisme ? Ou va-t-il, au contraire – lui ou un successeur plus brutal et plus conservateur, – tenter de consolider à l'intérieur, fût-ce au prix du sang, ce qu'il a abandonné chez les autres ?

Dans le premier cas, la « maison européenne » aura un attrait irrésistible, et l'Europe qu'elle rassemblera sera une Europe des nations. Dans le second cas, elle se fractionnera en plusieurs blocs : Europe de l'Ouest, Allemagne, Europe centrale, URSS.

Etats garde-fous

Devant ces perspectives nouvelles, rien ne peut se faire comme avant, et rien ne peut se décider rapidement. L'achèvement du marché commun, l'abandon des frontières, encore nombreuses, qui limitent son fonctionnement, s'imposent à l'évidence plus que jamais.

L'harmonisation fiscale, budgétaire ou sociale est dans la logique de l'institution. Pourtant, vouloir trop et trop vite uniformiser au sein des Douze des pays radicalement différents ne peut que créer des distorsions et des inégalités insupportables pour eux : les Etats sont encore des garde-fous nécessaires pour protéger les faibles. Il faut ménager les transitions.

L'union monétaire ne dépend que de l'Allemagne. Acceptera-t-elle de prendre en charge la faiblesse des autres ? Rien n'est moins sûr. Le projet d'une union politique soulève des problèmes d'une tout autre nature. Il existe dans l'Europe des Douze deux catégories de pays : ceux qui se sont donné les moyens d'assurer leur indépendance et leur sécurité, et les autres.

Alors que tout va pousser au désarmement de l'Europe, la France dispose des attributs de la souveraineté. Doit-elle l'abandonner à un exécutif européen qui pourrait, à la majorité de ses membres, sacrifiant tout à l'économie et cédant au pacifisme des peuples, renoncer à toute diplomatie active et désarmer unilatéralement l'Europe ?

La configuration potentielle de l'Europe est trop incertaine, l'impuissance des Douze trop manifeste chaque fois qu'ils veulent parler d'une seule voix ou faire progresser leur défense, pour que notre pays accepte l'accélération d'un processus *qui le forcerait à abandonner tout* ce qui a fait sa force et son originalité au sein de la Communauté et qui l'empêche d'y être marginalisé.

Remettre le destin national entre les mains d'un gouvernement fédéral ne sera légitime que le jour où s'établira clairement un nouvel équilibre des forces en Europe et un accord sur une politique qui en assure la *sécurité et l'indépendance.*

En attendant, prudence ! Prudence archaïque, diront, bien sûr, ceux qui n'ont connu que la paix et qui rêvent d'une fraternité des peuples. *Même si celle-ci semble* avoir fait d'immenses progrès en Europe depuis cinquante ans, on ne peut pour autant ignorer les éternels et cruels retours de l'histoire !

► **Albin Chalandon est ancien ministre.**

Bibliographie

Pierre Pflimlin Strasbourgeois et européen

PIERRE PFLIMLIN, c'est connu, n'a pas beaucoup de tendresse pour les journalistes, surtout *« les porteurs de micro... ceux qui ne connaissent rien, débarquent en pensant tout savoir et vous harcèlent de questions souvent stupides »*. Il a cependant accepté de se livrer, à sa façon, pudique, à deux éditorialistes des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, Jean-Louis English et Daniel Riot, qui viennent de réunir les longs entretiens qu'ils ont eus au cours des dernières années avec le dernier président du conseil des ministres de la IVe République, l'ancien maire de Strasbourg et l'ancien président du Parlement européen.

On se précipite d'abord sur le chapitre consacré à mai 1958, durant lequel Pierre Pflimlin était, suivant les propres termes du président de la République d'alors, *« la dernière carte »* de René Coty pris dans la tempête des événements d'Algérie. *« Lorsque survient le drame, on est seul avec sa conscience. Très seul »*, dit Pierre Pflimlin, qui veut encore rester d'une grande discrétion sur l'entrevue qu'il eut, dans la nuit du 26 au 27 mai, chez le conservateur du parc de Saint-Cloud, avec le général de Gaulle.

Les deux hommes ne s'étaient jamais vus. *« Je trouve Pierre Pflimlin calme et digne »*, écrit le général dans ses Mémoires. Et en écho cette simple confidence de son interlocuteur : *« Ce que je peux dire, c'est que cet entretien s'est déroulé de façon très digne, entre deux hommes qui avaient le sens des responsabilités à l'égard de l'Etat. »* Et encore : *« Nous avions certainement quelque chose en commun à ce moment-là, c'était le souci du respect de la légalité. »*

Pierre Pflimlin restera ministre du général de Gaulle jusqu'en 1959 et de Georges Pompidou pendant quelques mois de 1962, jusqu'à ce qu'éclate son désaccord avec les idées européennes du chef de l'Etat.

Il serait faux de penser qu'ensuite, retiré sur ses terres alsaciennes, Pierre Pflimlin allait se consacrer à une paisible retraite. Rien de tel. Il va continuer à mener de front deux grands chantiers : l'aménagement de Strasbourg – dont il sera maire de 1959 à 1983 – et la construction européenne. De ses deux préoccupations – ses deux passions – il parle volontiers. Insistant par exemple sur *« le sérieux combat à mener... pour Strasbourg capitale européenne »*. Combat, il insiste, qui doit être conduit *« en dehors des clivages politiques »*. Ancien président du Parlement européen, il cite les sources de son action. *« Quand Robert Schuman, dit-il, proposait dès le 9 mars 1950 de créer une communauté du charbon et de l'acier, il ajoutait aussitôt qu'il s'agissait de la première étape vers la fédération européenne. »* Quarante ans après, Pierre Pflimlin commente : *« Il faudra donc faire un pas en avant considérable : ériger enfin une autorité politique en matière de défense et devenir un partenaire égal des Etats-Unis et de l'Union soviétique. »*

Fragments d'une vie politique

La discrétion et la noblesse de caractère de Pierre Pflimlin lui font éviter toute appréciation trop directe sur les acteurs politiques d'aujourd'hui. Il corrige cependant un jugement sur Mgr Elchinger, ancien évêque de Strasbourg : *« Il n'est pas l'intégriste réactionnaire que certains croient ou veulent faire croire : c'est un grand chrétien généreux, ouvert. »* Il a cette appréciation sur François Mitterrand : *« Je l'ai toujours trouvé très intelligent : il a l'avantage de réunir les qualités de l'homme d'Etat, du fin tacticien politique et de l'homme de culture. »* Mais il élude les questions sur ses deux successeurs à la mairie, son ami Marcel Rudloff (UDF-CDS), battu par la socialiste Catherine Trautmann : *« Chacun est en état d'assumer ses responsabilités. »*

Ces quatre cents pages ne sont pas des Mémoires mais, plus modestement, des fragments d'une vie publique. Elles permettent de parcourir un *demi-siècle d'histoire* à travers le regard d'un homme perspicace, volontaire, souvent attachant et jamais désabusé.

JACQUES FORTIER

► **Jean-Louis English et Daniel Riot. *Entretiens avec Pierre Pflimlin, itinéraires d'un européen,* Editions de la Nuée Bleue, 400 pages, 165 F.**

AU COURRIER DU Monde

Le mal du siècle

Après la chute sans violence du mur de Berlin est venu le temps des incertitudes. Après la libération de la Roumanie au prix de sang de ses fils est venu le temps des interrogations.

L'immense élan de solidarité et la découverte, par certains, du grand capital d'amitié dont nous disposons toujours là-bas ne doivent pas permettre d'oublier la question qui s'impose : la France, patrie des droits de l'homme – pour ne pas parler de l'Occident tout entier – est-elle coupable de silence ? Aujourd'hui, nous nous précipitons, mais hier, qu'avons-nous fait pour tenter d'aider le peuple roumain ou, à tout le moins, condamner publiquement un régime inhumain ?

Force est de constater que nos gouvernements de gauche ou de droite, nos intellectuels, nos médias, nos organisations de défense des droits de l'homme n'ont guère brillé dans la dénonciation du système communiste roumain. Durant la vingtaine d'années où le dictateur a plongé son pays dans la terreur et la misère, une voix s'est-elle élevée pour réclamer des sanctions économiques ou un boycott, ou le gel des relations diplomatiques ou sportives ? En *1989 encore, des équipes roumaines* sont venues en France sans provoquer la moindre réaction. Le socialisme aux couleurs du nationalisme a servi de manteau de Noé à Ceausescu. Il faudrait à l'avenir, sur le plan des relations internationales, regarder de plus près ce qui se cache derrière les étiquettes et les détournements de vocabulaire.

Les tueries en Roumanie ne doivent pas faire oublier celles de Chine, d'Algérie, du Cambodge etc., qui étaient elles aussi dans la droite ligne d'une idéologie qui depuis soixante-dix ans prétend instaurer un monde plus juste. Entre Hitler, Staline, Mao, Pol Pot, Ceausescu et Compagnie, on ne sait à qui décerner le prix Nobel de la guerre contre son peuple. L'idéologie, qu'elle soit fasciste, communiste ou intégriste, n'a-t-elle pas été dans ce vingtième siècle finissant le mal absolu ?

ROBERT TATON
Boulogne, Haut-de-Seine

TRAIT LIBRE



Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ÉTRANGER

ROUMANIE : soutien soviétique sur fond de manifestations

Tandis que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, apportait *samedi 6 janvier* l'entier soutien de l'URSS à la jeune révolution roumaine – ainsi qu'une invitation à M. Ion Iliescu à se rendre, fin janvier, en visite officielle à Moscou – des manifestations d'étudiants ou de partis d'opposition se poursuivaient et se prolongeaient dimanche à Bucarest ainsi que dans plusieurs villes de province, notamment à Sibiu et en Transylvanie. Elles semblent cependant n'avoir donné lieu à aucun incident notable et le pouvoir s'applique à désamorcer par le dialogue les tensions qui pourraient devenir menaçantes. Ainsi a-t-il donné satisfaction à diverses revendications des étudiants et envisage-t-il de repousser, comme le souhaitent les partis d'opposition, la date des élections prévues pour le mois d'avril.

D'autre part, le Conseil du Front de Salut National (CFSN) a annoncé la création de tribunaux militaires d'exception qui seront chargés *de juger, selon une procédure d'urgence*, les personnes reconnues coupables d'activités terroristes ainsi que les crimes de *« non-dénonciation et d'aide aux terroristes »*. La radio a rappelé que la peine de mort avait été abolie en Roumanie depuis l'exécution du couple Ceausescu et qu'elle a été remplacée par une peine de réclusion à perpétuité.

Dans les déclarations qu'il a faites dimanche soir à TF 1 (*voir page 9*), le premier ministre, M. Petre Roman, a enfin évoqué certains *aspects des récents événements de* Roumanie. Il a notamment affirmé que la révolution roumaine *« a les mains libres »* car elle s'est faite *« sans aucune aide étrangère »*. Contrairement à ce qui paraissait établi, il a également déclaré qu'il *n'était « pas prouvé »* que l'armée ait tiré sur les manifestants à Timisoara au tout début des affrontements, le 16 décembre, et émis l'hypothèse que *« des officiers de la Securitate se sont* (alors) *habillés en militaires »*.

« La révolution roumaine est parfaitement compatible avec la nôtre »

a affirmé M. Chevardnadze à Bucarest

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Soutien enthousiaste et inconditionnel à la révolution, aide énergétique importante aux populations frigorifiées et meilleurs vœux de réussite *« aux nouveaux camarades dirigeants »* de Roumanie. Il était vain, samedi 6 janvier à Bucarest, d'essayer de déceler dans les propos de M. Edouard Chevardnadze la moindre réserve, la plus infime circonspection soviétique à l'égard des événements roumains. Pour ce premier contact direct et officiel entre Moscou et Bucarest – précédé la semaine dernière d'un coup de téléphone de M. Gorbatchev aux nouveaux dirigeants, – louanges réciproques et congratulations mutuelles étaient évidemment de rigueur. Et si le caractère éminemment anticommuniste de la révolution prend chaque jour, au moins dans le peuple, une ampleur grandissante, le chef de la diplomatie du Kremlin n'en a laissé paraître à aucun moment le moindre ombrage.

« Dans la mesure du possible, a-t-il promis, *l'Union soviétique prêtera assistance politique, morale et matérielle aux sages objectifs de la nouvelle direction roumaine. »* D'ores et déjà, Moscou a parfaitement compris ou accepté la suspension décidée aux premières heures de la révolution de l'exportation de produits alimentaires roumains vers l'Union soviétique. *« Nous avons*, a ajouté M. Chevardnadze, *accordé une aide d'urgence d'un montant de 1,2 million de roubles »* livrée sous la forme de *« cent trente wagons de produits alimentaires et médicaux »*. Au surplus, le rythme d'acheminement de gaz soviétique en Roumanie est passé de 16 à 22 millions de mètres cubes par jour et *« il fait si froid ici que nos livraisons atteindront 390 000 tonnes pour le seul mois de janvier »*. Il était difficile, au cours du week-end, d'obtenir à Bucarest les chiffres comparables précédents et l'on ignore donc encore si l'aide soviétique a ou non le caractère *« massif »* souhaité par les dirigeants roumains. Il fait également très froid cet hiver dans la campagne russe et l'on sait que Moscou éprouve déjà certaines difficultés à honorer les engagements d'exportation de gaz et de pétrole vers la Pologne et la Tchécoslovaquie.

La Roumanie, avec sa révolution si particulière, peut-elle obtenir de Moscou un statut privilégié alors qu'ailleurs, à l'Est, les partis frères communistes ont au moins survécu aux bouleversements ? Pour l'instant, mystère. On peut certes remarquer que la majorité des membres actuels du Conseil du front de salut national (CFSN) étaient et sont peut-être restés des gorbatchéviens bon teint. Que certains d'entre eux, comme le premier ministre et le président du Conseil, ont fait de longues études à Moscou et que la plupart n'avaient aucune difficulté à donner, samedi soir, des interviews en impeccable russe aux journalistes soviétiques qui accompagnaient leur ministre. Ce sont des indices pour le présent et non des garanties pour l'avenir.

« Chaque nation est libre... »

De toute façon, a dit l'homme du Kremlin, *« chaque nation est libre de choisir le système politique qui lui convient.* (...) *La révolution roumaine, qui est d'importance mondiale, est parfaitement compatible avec la nôtre, celle que nous appelons la perestroïka. »*

Pour le reste, c'est clair : Moscou est *« opposé à toutes les dictatures, qu'elles soient communistes, soi-disant communistes ou bourgeoises »*.

« Jamais encore, a ajouté M. Chevardnadze, *je ne m'étais rendu dans un pays avec un tel sentiment d'émotion. »* Les rencontres avec Ceausescu étaient *« éprouvantes et nous en sortions toujours accablés »*. Ce fut, en revanche, *« un réel plaisir »* de discuter toute la journée de samedi avec *« les nouveaux camarades dirigeants »*, qui sont *« si intelligents et chaleureux »*. Un dernier petit coup d'encensoir et le ministre soviétique, entouré d'une garde militaire roumaine casquée et armée de kalachnikovs, a poursuivi sa conférnce de presse à l'Intercontinental de Bucarest.

D'abord une mise au point, précédée d'une intervention impromptue de M. Sergiu Celac, son homologue roumain, sur le thème « voici-ce-qu'il-faut-dire ». Bien entendu, a donc répété M. Chevardnadze, *« le gouvernement soviétique n'a pas eu le moindre contact avec le CFSN avant le 22 décembre puisque celui-ci n'existait pas »*. Curieux, curieux comme les meilleurs diplomates – et M. Celac, le polyglotte, en est un excellent – aboutissent parfois, en cherchant à trop prouver, à renforcer le doute...

C'EST LA FIN DU SOCIALISME À VISAGE ROUMAIN !

PANCHO

Passons. Les énigmes de la révolution roumaine sont trop nombreuses pour en dresser aujourd'hui l'inventaire. L'essentiel, pour l'URSS comme pour la Roumanie nouvelle, est que les relations bilatérales, *« désormais ouvertes à de larges possibilités »*, demeurent *« fondées sur le respect mutuel et l'esprit de bon voisinage »*. Or, s'il faut en croire les deux parties, elles le seront. COMECON, pacte de Varsovie et Acte final d'Helsinki : selon le ministre soviétique, *« il y a* (sur ces trois sujets), *une large convergence de vues »* entre Moscou et Bucarest. Nul besoin, pour appartenir à l'alliance militaire de l'Est, *« que nous sommes en train de moderniser »*, d'adopter chez soi un système communiste, « perestroïké » ou non. *« Nous avons*, a encore affirmé M. Chevardnadze, *des intérêts nationaux et géopolitiques communs qui subsistent (...). Cela dit, nous sommes prêts à discuter avec l'Ouest d'une dissolution des deux blocs militaires. »*

Pour le reste, *« si j'ai bien compris mon interlocuteur*, a-t-il poursuivi, *la nouvelle direction roumaine confirme son attachement à l'Acte final d'Helsinki »*, dont un texte complémentaire, relatif aux droits de l'homme, ne fut cependant approuvé, qu'*« avec des réserves »*, par les diplomates de Ceausescu à Vienne en février 1989. L'Acte final, a précisé le chef de la diplomatie soviétique en réponse à une question sur les revendications réunificatrices moldaves d'URSS, *« stipule notamment l'intégrité territoriale des pays qui l'ont adopté et le respect des frontières existantes »*.

C'est clair. Ceux qui, à Kishinev – capitale de la Moldavie, – réclament leur rattachement à la Roumanie (*le Monde* du 3 janvier) auront compris le message. Sur ce point, qui fut, nous dit-on, longuement abordé au cours des conversations soviéto-roumaines, les deux parties sont en accord parfait.

Toutefois, *« pour favoriser les contacts sans entraves »* entre les Moldaves des deux côtés de la frontière *« et éliminer les nombreux problèmes existants, des négociations seront entamées »* entre Moscou et Bucarest, en vue d'ouvrir un peu plus le passage et de *« faciliter l'octroi de visas »*. Frontières, visas, invitations officielles des nouveaux dirigeants de Bucarest en URSS, Mikhaël Gorbatchev est sans doute le premier Russe authentiquement populaire en Roumanie depuis longtemps.

PATRICE CLAUDE

□ **Cinq cent mille livres détruits à la Bibliothèque nationale.** – La Bibliothèque nationale roumaine, qui a été incendiée au cours de la révolution, a perdu 500 000 volumes dans les flammes, selon l'agence *Rompres*. Les fonds de livres rares et d'exemplaires uniques ont été détruits en leur totalité. Parmi les ouvrages disparus les plus connus se trouvent le Nouveau Testament de Balgrad, la Bible de Se Ban Cantacuzino, le Livre de préceptes de Jassy, l'Evangile de Bucarest et la Bible de Buda. – *(AFP.)*

Des contestataires transis...

Suite de la première page

Discours improvisés ou écrits, phrases grandiloquentes et revendications corporatistes : les étudiants veulent l'autonomie des universités, des congés plus longs, des heures de cours moins nombreuses ; ils veulent des bourses d'Etat, des contacts avec les facultés étrangères et l'abrogation de l'obligation d'assister aux cours. Ils veulent tout simplement un peu plus de liberté.

Entre les cris et les acclamations, les chevelures trop longues et les anoraks multicolores, les désordres foisonnants et la chaleur dans les regards, l'Institut polytechnique, pendant quelques heures de ce dimanche de Saint-Jean orthodoxe, avait un côté Nanterre cuvée 1968. Petite différence cependant : même si un jeune « héros » de Timisoara, emporté par son élan, se laissa aller à promettre au micro une nouvelle révolution pour le cas où les autorités n'accéderaient pas aux revendications, il n'y eut aucun slogan anti-gouvernemental. Un étudiant barbu se risqua même à louer *« le travail extraordinaire »* de son ancien professeur, actuellement premier ministre, sans déclencher autre chose que des applaudissements.

Le retour du roi ?

M. Petre Roman, puisque c'est de lui qu'il s'agit, poursuit, sous la conduite du CFSN, son travail d'assainissement général à la tête du gouvernement. Chaque jour qui passe apporte sa moisson de nouveaux décrets et tous, pour l'instant, vont plutôt dans la bonne direction. « la Télévision roumaine libre » continue, pour sa part, de jouer avec les tâtonnements et les insuffisances de néophytes son rôle de grand amphithéâtre public et national. Retournée comme un gant au profit de la « grande révolution populaire », la langue de bois fleurit pourtant encore, ici et là, dans la bouche des présentateurs. *« On devrait les changer*, nous dira une jeune femme, professeur de Bucarest. *Non parce qu'ils seraient plus coupables que nous, mais parce que les mêmes voix ont tendance à produire les mêmes réactions de rejet. Ils étaient l'environnement sonore de la dictature, ils ne peuvent être celui de la liberté. »*

Dimanche, après l'un de ces innombrables dessins animés américains qui resteront curieusement associés pour les générations futures à la période révolutionnaire, les représentants des deux plus grands partis d'opposition ont eu soudainement accès à l'écran. Ils réclamaient ce privilège depuis une semaine et ne se sont pas privés de le rappeler. Le Parti national paysan, *majoritaire en Roumanie* avant sa dissolution par les communistes en 1947, a attaqué le gouvernement provisoire (infesté de communistes), à qui il est reproché de s'arroger tous les pouvoirs et d'influencer l'opinion publique.

Le porte-parole du Parti libéral reprend grosso modo les mêmes critiques et, coup de théâtre, réclame en direct la constitution d'une monarchie constitutionnelle avec le retour du roi Michel. Nul doute que le monarque, septuagénaire en exil à Genève, est désormais en contact avec ses thuriféraires ressuscités. L'éventualité de sa réinstallation sur le trône, cependant, ne suscite pour l'heure que des sourires ironiques. Dans l'intelligentsia comme dans la jeunesse. Mais si le CFSN échouait sur toute la ligne, qui sait ?

Il faut le dire pourtant, l'équipe provisoire en place conduit les affaires avec prudence et manœuvre avec une certaine habileté. Les partis embryonnaires sont également enregistrés et se sont vu offrir des locaux et quelques moyens techniques pour se développer, tandis que l'on donnait aux étudiants du matériel typographique pour s'exprimer.

Tous les indices de confiance cependant ne sont pas à la hausse. Le dollar américain, qui était tombé sur le marché noir à 60 lei il y a une semaine – contre 9 lei pour un dollar officiel – était remonté dimanche à plus de 100 contre un. Sur le marché couvert de la capitale, les consommateurs tout éberlués trouvaient de la viande, du fromage, du café. Certains stockent tout ce qu'ils peuvent. Ceux qui les suivent ne trouvent plus ce dont ils ont besoin et une certaine grogne populaire se fait jour.

Le ministre de l'économie, le général Stanculescu, est intervenu dimanche soir pour rappeler ses concitoyens à la raison. Celui de l'énergie a fait de même sitôt après et a invité les consommateurs à économiser l'électricité et le chauffage pendant les heures les moins glaciales de la journée. Il a indiqué au passage que, pour servir les demandes des particuliers, plusieurs complexes sidérurgiques ont vu réduire leur approvisionnement de plus de la moitié. Les problèmes économiques ne font que commencer.

Pas de recette miracle

« Il faut que chacun, ouvrier, technicien et paysan, fasse preuve de patriotisme, retrousse ses manches et se remette au travail », a déclaré dimanche soir le président du CFSN, M. Ion Iliescu. *« D'inévitables improvisations ont pu se produire »*, a-t-il reconnu, *mais il faut désormais tenir les démagogues à distance* (...). *Les conseils* (du Front) *dans les entreprises ne doivent pas se mêler de la gestion »* mais, au contraire, *« aider les cadres à accomplir leur tâche* (...). *Nous devons tous rester unis pour être dignes de la révolution* (...) *et pour démontrer qu'un peuple libéré est capable des meilleures performances. »*

Souriant, mais ferme, le numéro un roumain a ensuite averti ses concitoyens qu'il *« n'était pas possible d'augmenter les salaires »* dès ce mois-ci. *« Nous avons encore de grandes difficultés*, a-t-il expliqué. *C'est toujours plus facile de détruire que de reconstruire. »* Cela dit, *« une nouvelle étape constructive de la révolution »* est amorcée. Et, pour la réussir, *« il n'y a pas de recette miracle »*. *« La Roumanie a besoin d'organisations efficaces et d'hommes compétents. »* Faites-donc confiance au Front, a conclu M. Iliescu, et *« n'ajoutez pas foi aux rumeurs alasmistes qui détruisent l'unité »*. *« L'armée nationale est avec nous* (...). *Notre seul objectif est de créer une société ouverte à tous, sans discrimination et sans a priori idéologique. »*

A écouter ces propos, on pouvait avoir l'impression que la campagne électorale pour la première consultation démocratique depuis un demi-siècle était déjà ouverte. Mais, samedi déjà, le président du Front avait laissé entendre que, pour rassurer les partis qui craignent de ne pas avoir le temps suffisant pour s'organiser, les élections annoncées pour avril prochain pourraient bien être reportées de quelques mois...

P. C.

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Parti communiste se dote d'une nouvelle direction collégiale

Le nouveau comité central du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a élu, samedi 6 janvier, un comité exécutif politique qui constitue la nouvelle direction collégiale du mouvement. Composé de vingt-quatre personnes, ce comité est présidé par M. Ladislav Adamec, *soixante-trois ans, qui sera assisté* par le premier secrétaire, M. Vasil Mohorita, trente-sept ans. Le comité central a par ailleurs élu trois nouveaux secrétaires. M. Frantisek *Adamek, trente-cinq ans, employé d'une entre*prise de bâtiment de Prague, sera chargé des questions sociales et économiques. M. Jiri Machalík, quarante-quatre ans, professeur de marxisme-léninisme à l'université d'Olomouc, s'occupera des questions idéologiques et culturelles, et M. Ondrej Saling, quarante-neuf ans — le seul « survivant » avec M. Mohorita de l'ancien présidium du PCT — travaillera dans le domaine de l'organisation et de la vie interne du parti.

Sept commissions du comité central ont été *mises en place, dont une chargée* de l'enquête sur les abus de pouvoir commis par d'anciens responsables du PCT. Par ailleurs, le numéro deux du PCT, M. Vasil Mohorita, a présenté un plan d'urgence en quatre points, qui vise à *« en finir avec la panique et le chaos »* au sein du parti et à le *« restructurer »*.

La rencontre entre M. Jack Lang et le président Havel

Le théâtre au Château

PRAGUE

de notre envoyé spécial

« Havel au Château ! » criaient un mois auparavant les manifestants sur la place Venceslas. Un défi, ils étaient encore loin d'y croire. Mais, depuis le 29 décembre, l'« ami Vaclav » est devenu « Monsieur le président » par une brusque accélération de l'Histoire et un véritable coup de théâtre, le célèbre dramaturge siège au château de Prague, entouré dans son cabinet d'une majorité de collaborateurs issus, comme lui, du monde des arts et des lettres.

Quoi de plus normal, dans ces conditions, que ce soit un autre homme de théâtre qui, dès la semaine suivante, vienne de l'étranger lui rendre visite ? Le ministre français de la culture, M. Jack Lang, a été, dimanche 7 janvier, le premier membre d'un gouvernement d'Europe occidentale reçu par le nouveau chef de l'Etat.

« Je me réjouis de voir que mes amis de théâtre ont pris le pouvoir en Tchécoslovaquie », a déclaré M. Lang, en précisant qu'il s'agissait de *« retrouvailles »* étant donné ses nombreuses relations avec les milieux artistiques de ce pays depuis les années 60 et 70, époque durant laquelle il animait le Festival de Nancy *et y accueillait fréquemment* troupes et spectacles venus de l'Est.

Samedi, le ministre a fait un pèlerinage aux hauts lieux de cette « révolution de velours » *qui, en douceur ou presque* (à l'exception de rudes matraquages policiers au début), a *changé un pays jusqu'alors en* retard sur ses voisins dans le mouvement de l'Est vers la *démocratie. Ce coup de force* tranquille qui, en quelques jours, a eu raison de l'hégémonie du *Parti communiste* tchécoslovaque, amenant celui-ci à accepter la formation avec l'opposition d'un gouvernement d'entente où il est minoritaire, qui a permis le retour d'exil intérieur de M. Alexandre Dubcek, l'homme du « printemps de Prague », élu *président du Parlement, et qui,* enfin, a poussé à la tête de l'Etat un Vaclav Havel encore en prison l'été dernier.

Sous la conduite de *Milan* Knazko, comédien vedette du Théâtre national slovaque de Bratislava, promu « premier conseiller » du président Havel, M. Lang s'est rendu sur la place Venceslas, là où tout s'est joué en novembre, là où se sont rassemblées des foules qui n'avaient jamais été aussi nombreuses de mémoire de Tchécoslovaque.

Milan Knazko était l'un des principaux acteurs de ces manifestations aux côtés des autres dirigeants du Forum civique, coalition de l'opposition au PC. *« Il faut se pincer,* dit-il, *pour réaliser aujourd'hui que l'on a pas rêvé. Une révolution somme toute paisible. Pas une vitrine brisée, pas une voiture renversée. »*

Dans les rues froides de l'hiver pragois, il fait remarquer la buée qui couvre les vitres des cafés : *« C'est le signe,* note-t-il avec un sourire, *que les conversations sont beaucoup plus animées que les années précédentes. Après quarante ans de silence, les gens parlent... »* Au centre de la place de la Vieille Ville, l'association Pour un avenir plus joyeux continue sa propagande malgré le vent de liberté qui souffle sur le pays. Ce groupe d'étudiants a été l'un des pionniers de la contestation du *« triste régime »* avec des *« happenings »* si humoristiques ou ésotériques qu'il a souvent déjoué la répression.

A la taverne du Calice — où ce héros national et imaginaire qu'est le brave soldat Svejk donnait rendez-vous *« à 6 heures, après la guerre »*, — on retrouve Michael Laznovski, autre dramaturge du Forum, qui vante les mérites de la *« révolution polie et gaie »*, tout en redoutant des lendemains moins sereins pour la *« prochaine étape »* : la préparation des premières élections libres depuis 1948. A sa table, la cinéaste Vera Chytilova soutient qu'il faut préserver une certaine forme de contrôle d'Etat comme garantie de qualité pour la production artistique. M. Lang acquiesce et se laisse volontiers entraîner à l'assemblée de l'Union des gens de cinéma, une de ces multiples réunions où, en ce moment, chaque catégorie de citoyens tente de refaire la Tchécoslovaquie.

Sous les applaudissements, le ministre donne ce conseil : *« Gardez le meilleur de ce que vous avez. Pour vous délivrer du pire que vous avez pu vivre ici, n'adoptez pas le pire de ce qui existe en Occident. (...) Surtout, méfiez-vous des mirages et des séductions des télévisions commerciales. Au nom de la liberté, elles imposent une autre forme de dictature, celle de la médiocrité et de la rentabilité immédiate. Elles (...) écrasent les cultures. »*.

« Des porte-parole professionnels »

Autre taverne, autres rencontres. Celle, par exemple, de cet *architecte qui vient de sortir de* prison et qui témoigne de la diversité des opinions au sein du Forum civique. *Il est monarchiste* et pour cela assez seul. Mais il l'est beaucoup moins quand il se *dit « thatcherien »* et affirme son souhait d'une économie totalement libérée selon les canons de la *Dame de fer*. Il souligne, d'autre part, *« l'inexpérience », « le côté amateur »* et *« la relative inorganisation »* du Forum. Il est interrompu par l'entrée, remarquée, de Jiri Bartoska, star de la scène et de la révolution. Il emmène tout le monde au Théâtre de la Balustrade, où débuta Vaclav Havel en qualité de machiniste puis d'auteur. Ce fut, comme tant d'autres théâtres du pays, l'un des principaux foyers de la contestation « sous l'ancien régime ». Il relate avec talent et plaisir la « fête du grand soir » après l'élection du président Havel. Sur les murs de la salle, des traces de champagne sont pieusement conservées comme souvenir de la « douce révolution ».

M. Ladislav Chudik, comédien célèbre, lui aussi, et nouveau ministre slovaque de la culture, explique que les théâtres ont toujours été en Tchécoslovaquie plus qu'ailleurs en Europe de l'Est des *« lieux de liberté ». « Nous sommes des porte-parole professionnels,* ajoute-t-il, *nous avons le contact avec le public, aussi nous sommes-nous mis à son service pour exprimer ce qu'il avait à dire quand la parole n'existait pas. Nous avons accueilli les étudiants, notamment, qui sont un élément moteur. »*

Au Château, les collaborateurs que le président présente à M. Lang sont très jeunes pour la plupart, et les jeans de plusieurs d'entre eux leur donnent des airs de *« sans-culottes »* dans ces salons où l'apparat de l'ancien régime est pesant. M. Lang rappelle *l'idée du président* Mitterrand d'une confédération européenne et souligne que l'Europe *tout entière est déjà une entité* culturelle sur laquelle on peut et doit bâtir rapidement. Il indique *son intention d'organiser à Paris,* le mois prochain, un « sommet » des ministres de la culture de toute *« l'Europe nouvelle »*. M. Havel approuve et, pensant dans l'immédiat à son pays, déclare : *« Je dois bannir de notre conscience tout ce que le système totalitaire y a mis. »*

La dernière pièce de Vaclav Havel, le moraliste, s'intitule *l'Assainissement*.

FRANCIS CORNU

□ **Nouveau suicide dans la police.** — Le chef de la police de Telpice, ville située au nord de Prague, M. Josef Petracek, s'est donné la mort, a annoncé, samedi 6 janvier, l'agence CTK. M. Petracek ne supportait plus d'être tenu pour responsable de la répression contre des manifestants écologistes, selon une lettre rédigée avant sa mort. Jeudi, M. Jiri Becvar, un policier de Prague, s'était déjà donné la mort et, le lendemain, un ancien membre du bureau politique du PCT avait fait une tentative de suicide (*le Monde* du 6 janvier). — *(AP.)*

POLOGNE

Le comité central du POUP approuve les statuts provisoires d'un nouveau « parti de gauche »

Le comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP-communiste), réuni en plénum samedi 6 janvier à Varsovie, a examiné la déclaration de programme et les statuts d'un *« nouveau Parti de la gauche »* appelé à remplacer le POUP, qui doit disparaître lors de son onzième congrès, le 27 janvier.

Ce congrès, a déclaré samedi M. Rakowski, premier secrétaire du POUP, doit se transformer en *« congrès fondateur d'un nouveau parti »*, pour lequel plusieurs noms sont proposés, comme Parti socialiste ou Parti social-démocrate de Pologne.

M. Rakowski a souligné *« la nécessité de tout faire »* pour sauvegarder l'unité de la gauche polonaise. Il est important, a-t-il dit, que ce prochain congrès ne débouche pas *« sur des querelles et des règlements de comptes »*, mais qu'il *« donne naissance à un nouveau parti unique »*.

Les statuts, dont le projet a été soumis au comité central, prévoient notamment une direction bicéphale de la nouvelle organisation, avec un président et un secrétaire général, ainsi qu'une structure régionalisée et la possibilité de créer des fractions, une idée honnie de tout parti marxiste.

Le programme du nouveau *« parti de gauche »* dresse un bilan très lourd du passé : *« Le POUP,* y lit-on, *a trahi les principes de la démocratie, il porte la responsabilité des crimes staliniens, des conflits avec la classe ouvrière et de l'actuelle crise socio-économique »* en Pologne.

La déclaration se propose de rompre avec tous les dogmes du marxisme-léninisme, comme la *« dictature du prolétariat »*, le *« collectivisme »* et le *centralisme démocratique »*. Elle se prononce en faveur du *« multipartisme »* et de la *« démocratie parlementaire »*, avec pour source unique de pouvoir *« la volonté d'un peuple, exprimée lors d'élections libres et démocratiques. »*. — *(AFP.)*

GRANDE-BRETAGNE : douche froide pour le journal communiste

L'URSS cesse d'acheter la moitié du tirage du « Morning Star »

LONDRES

de notre correspondant

Les temps sont durs pour le quotidien du Parti communiste britannique, *The Morning Star*. L'Union soviétique a brutalement mis fin à des décennies de subventions indirectes qui permettaient à ce journal de survivre. Mejkniga, un organisme d'importation spécialisé, achetait chaque jour 11 000 exemplaires, soit environ la moitié du tirage. Le reste était vendu en Grande-Bretagne où subsiste un public fidèle, mais déclinant, de militants ouvriers, petits employés, professeurs et intellectuels.

Le vol régulier d'Aeroflot emportait quotidiennement ces 11 000 exemplaires à Moscou. On les retrouvait ensuite, à côté de *l'Humanité* ou de *Granma*, l'organe du PC cubain, dans les boutiques des hôtels pour étrangers et les kiosques de la capitale. Les acheteurs étaient rares et les numéros s'empilaient. Et puis on les jetait. Certaines écoles et bibliothèques municipales avaient aussi leur contingent obligé. Plus d'un lycéen soviétique a appris l'anglais à travers le prisme assez particulier du *Morning Star*...

Tout cela s'est terminé récemment lorsque Mejkniga a décidé d'appliquer les nouvelles règles concernant la rentabilité des entreprises. L'achat de la moitié du tirage du quotidien coûtait fort cher en devises et ne rapportait à peu près rien.

Pour le *Morning Star*, c'est la catastrophe. Il est possible que le journal communiste, fondé en 1930 (il s'appelait alors le *Daily Worker*) ne s'en remette pas. Le manque à gagner, selon l'*Independent* qui a révélé cet étonnant avatar de la perestroïka, est de 400 000 livres par an, sur un chiffre d'affaires de 1,5 million de livres (15 millions de francs). Le prix de vente au numéro est très bas, 30 pence (3 francs) et la publicité presque absente.

Le Morning Star suit toujours fidèlement la ligne de Moscou, quelle qu'elle soit. Il est donc gorbatchévien comme il a été brejnévien. La tradition anglo-saxonne de stricte séparation du fait et du commentaire est cependant si forte qu'on peut souvent lire dans ses colonnes des comptes rendus honnêtes et complets des événements du jour.

Le *Morning Star* a dû vendre ses locaux il y a trois ans à la suite d'une grave crise financière due à l'érosion de ses lecteurs. Loin des 100 000 exemplaires de l'après-guerre, le tirage oscillait alors entre 30 000 et 40 000. Il a encore baissé depuis.

DOMINIQUE DHOMBRES

RFA : afflux record

720 000 réfugiés de souche allemande ont été accueillis en 1989

Le ministère ouest-allemand de l'intérieur a rendu publics, vendredi 5 janvier, les chiffres des réfugiés de souche allemande venus de RDA et d'autres pays de l'Est au cours de l'année 1989. Celui ci s'élève à 720 000, un niveau jamais atteint depuis la création de la République fédérale en 1949, et qui est même trois *fois plus élevé qu'en 1988*.

BONN

de notre correspondant

Les statistiques distinguent les réfugiés venus de RDA *(Übersiedler)* dont le nombre s'élève à 343 854, contre 39 832 en 1988, et les personnes de souche allemande qui ont quitté les autres pays de l'Est *(Aussiedler)* : 377 055, soit 174 000 de plus que l'année précédente. On assiste à une augmentation continue du flot de ces migrants, dont le plus gros contingent vient de Pologne (250 340), suivie de l'URSS (98 134) et de la Roumanie (23 387). Quelques milliers d'Allemands ont *par ailleurs* quitté la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Cet afflux a *nécessité le doublement* de la capacité des centres d'accueil : 46 000 nouvelles places ont été *créées*, en utilisant notamment des casernes de la Bundeswehr et des gardes-frontières touchés, eux, par des réductions d'effectifs.

L'accueil et l'intégration de ces réfugiés posent des problèmes qui inquiètent les autorités régionales et municipales, qui en supportent — décentralisation oblige — le poids le plus lourd. Le ministre-président de Bavière, M. Max Streibl, s'est adressé la semaine dernière au gouvernement fédéral pour qu'il augmente ses subventions aux Länder, communes et associations qui s'occupent des réfugiés. Le ministère des finances a promis que dans le cadre du collectif budgétaire qui va être proposé au vote du Parlement, de nouveaux moyens seront mis à la disposition des collectivités territoriales. D'autres revendications se font jour, liées à l'afflux de visiteurs est-allemands dans les villes frontalières. Le bourgmestre de Hof, en Bavière, une ville située *tout près de la fontière de la RDA*, demande que soit mis en place d'urgence un système de transports en commun reliant Hof aux localités voisines en Allemagne de l'Est : ses administrés protestent de plus en plus contre les nuisances provoquées par les gaz d'échappement des innombrables Trabant qui envahissent les rues, et se plaignent de voir les parkings occupés sans arrêt par les véhicules des « frères » de l'autre Allemagne.

Si l'organisation des premiers jours de la vie de ces migrants dans leur nouveau pays se passe relativement bien dans le cadre des camps d'accueil répartis sur le territoire, il n'en va pas de même pour la suite : les tensions sur le marché du travail, et surtout le manque de logements sociaux rendent souvent difficile l'accès de ces nouveaux arrivants à une vie « normale » au sein de la société ouest-allemande. Certains vivent depuis plusieurs mois dans des hôtels réquisitionnés à cet effet, dans l'attente de la mise à leur disposition de logements dont la construction à été lancée en toute hâte dans le dernier trimestre de l'an passé.

Recyclage pour les Polonais

Une étude de la Commerzbank analyse les perspectives de ces migrants sur le marché du travail. *La structure démographique* de ce groupe est notablement différente de celle de l'ensemble de la République : *les migrants sont plus* jeunes que la moyenne de la population ouest-allemande — 80 % d'entre eux ont moins de quarante-cinq ans et sont demandeurs de travail. L'étude distingue nettement les personnes venues de RDA, dont la formation et les connaissances linguistiques facilitent l'accès à l'emploi, des personnes venues des autres pays de l'Est, notamment les Polonais, dont la grande majorité n'ont, en arrivant, que de vagues notions d'allemand, et qui ont besoin d'un recyclage linguistique et professionnel avant de pouvoir prétendre à un emploi. L'étude souligne cependant que *« la motivation au travail de ces migrants, qui correspond à celle des Allemands de l'Ouest des années cinquante »*, laisse bien augurer de leur avenir. Les techniciens hautement qualifiés — on cite souvent l'exemple des contrôleurs est-allemands de la sécurité aérienne qui ne connaissent pas un jour de chômage — ont plus de facilités à s'intégrer que des universitaires qui souffrent de l'encombrement des facultés et des *différences entre* les *sytèmes* d'enseignement en vigueur dans les deux pays.

Le *gouvernement* est *bien en* mal de faire des prévisions sur l'évolution de cette « grande migration » des Allemands. Il constate que le rythme actuel des arrivées s'est stabilisé à la fin décembre autour de 1 200 par jour, ce qui, en toute logique, devrait donner au bout de l'année 1990 un chiffre de migrants nettement inférieur à celui enregistré en 1989. Mais si l'on se réfère à l'exemple de l'an passé, on pourrait assister à de nouvelles vagues de migration liées à la situation dans les pays dont ils sont originaires. Le potentiel des « Allemands » vivant hors des frontières de la RFA et susceptible, d'utiliser leur droit au retour est loin d'être *épuisé*. On s'attend notamment à un afflux prochain en provenance de Roumanie, ou l'importante communauté allemande de Transylvanie pourrait fournir de gros contingents (on parle de 200 000 *candidats au départ*). La libéralisation des autorisations de sortie d'URSS devrait aussi favoriser l'*émigration des Soviétiques* de souche allemande.

La chute du mur de Berlin et la possibilité des voyages *illimités* vers l'Ouest vont-elles tarir la principale source de migrants vers la RFA, celle des citoyens est-allemands désireux de goûter au bien-être de la société ouest-allemande ? Tout dépend, bien sûr, de la rapidité avec laquelle les nouveaux dirigeants de la RDA, aidés par ceux de Bonn, organiseront cette *« communauté contractuelle »* destinée à améliorer la condition morale et matérielle des gens vivant entre l'Elbe et l'Oder. On peut actuellement constater un changement de nature de cette émigration, qui s'apparente de plus en plus à un déménagement à l'intérieur d'un même pays. Les touristes est-allemands qui viennent en masse en RFA ne se contentent pas de lécher les vitrines et de visiter les monuments célèbres : ils se renseignent au passage sur les possibilités de logement et de travail, et ne prennent la décision de quitter leur pays qu'après avoir organisé leur nouvelle vie.

Faux émigrants et travail noir

Le fait de pouvoir revenir en visite dans sa région d'origine dédramatise aussi un départ qui, l'an passé encore, se traduisait par une rupture totale des relations avec la famille et les amis restés en RDA. Cette nouvelle émigration Est-Ouest, moins spectaculaire que les occupations d'ambassades ou les passages en masse par la frontière hongroise, n'en est pas moins préoccupante pour les autorités de la RDA, car elle concerne en priorité des personnes dont la qualification professionnelle manquera cruellement au pays. Dans le grand bouleversement interallemand, on peut également constater des phénomènes que les consultations RDA-RFA vont s'attacher à supprimer : celui par exemple de ces *« faux émigrants de RDA »* qui utilisent des lois ouest-allemandes pour améliorer de manière sensible leur niveau de vie. Un retraité de RDA peut ainsi, lorsqu'il passe en RFA, percevoir sa pension comme *s'il avait effectué sa carrière dans* ce pays. Certains d'entre eux se sont fait domicilier chez des amis en Allemagne de l'Ouest *tout en* conservant leurs papiers est-allemands. Ils venaient ainsi une fois par mois en RFA pour toucher leur retraite (en marks-ouest), la changer au noir contre des marks-est, ce qui permettait de s'assurer un revenu plus que confortable au regard des normes en vigueur en RDA. Ce tour de passe-passe ne sera désormais plus possible : les nouveaux migrants ne recevront désormais de papiers ouest-allemands que contre la remise de leurs pièces d'identité est-allemandes.

Il sera en revanche plus difficile de contrôler le travail noir effectué dans des régions ouest-allemandes frontalières et à Berlin par des ressortissants est-allemands. La menace d'une suppression du passeport pour les contrevenants ne peut se révéler efficace que si les autorités de Bonn collaborent dans ce domaine avec celles de Berlin-Est. Cette coopération a déjà commencé dans le domaine judiciaire : les citoyens est-allemands surpris à voler dans les magasins de Berlin-Ouest sont désormais traduits devant les tribunaux de Berlin-Est. Ceux-ci sont beaucoup plus sévères que leurs homologues occidentaux dans la répression des *« délits d'atteinte à la propriété capitaliste »*.

LUC ROSENZWEIG

EUROPE

BULGARIE

Nouvelles manifestations nationalistes contre la minorité turque

Plus de dix mille personnes ont de nouveau manifesté dimanche 7 janvier à Sofia pour protester contre la récente décision du gouvernement bulgare de restituer ses droits à la minorité turque et musulmane du pays. Le premier ministre, M. Guerogui Atanasov, le ministre de l'intérieur, M. Atanase Senerdgiev, et le vice-président de l'Assemblée nationale, qui étaient venus appeler la foule *« à la raison et à la retenue »* ont été conspués. D'atures manifestations se sont déroulées dans plusieurs villes du nord-est du pays.

A Sofia, les manifestants ont annoncé la création d'un comité exécutif du Front pour la défense des intérêts nationaux. Selon ses membres, l'annulation des mesures coercitives de bulgarisation des patronymes imposées ces dernières années par le régime de Todor Jivkov à la minorité de langue turque aboutit à accorder à cette communauté une *« semi-autonomie »*.

Ces manifestations sont intervenues à la veille de l'ouverture, mardi 9 janvier à Koweït, de la deuxième session des entretiens entre la Turquie et la Bulgarie sur le sort des Turcs de Bulgarie. Plus de trois cents mille d'entre eux s'étaient réfugiés l'été dernier en Turquie. Depuis, entre quatre-vingt et quatre-vingt-dix mille ont regagné leurs foyers. Les autorités bulgares réfutent l'hypothèse selon laquelle ces mouvements de protestation ne seraient pas *« spontanés »* mais viseraient à renforcer la position bulgare dans les pourparlers.

Leyla, une émigrée déboussolée

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

« Quel est votre nom ?

— Je ne sais pas. J'en avais un il y a cinq ans, un autre il y a deux ans, un autre aujourd'hui et, demain, je ne suis pas sûre. »

Née Leyla Anemova, Bulgare d'origine turque, elle a dû changer de patronyme pour devenir Lidia Aneva, puis Andreeva, enfin Parçale.

Absurde. Comme tous les événements qui ont transformé cette jeune fille bien dans sa peau en émigrée déboussolée. Ici, à Istanbul, on les appelle, elle et ses pareils, les Bulgares. En Bulgarie, le pays qu'elle a quitté avec sa famille à la fin du mois de mai dernier, on les appelait des Turcs. *« Pour nous, les jeunes, ça ne voulait pas dire grand-chose. Notre pays, c'était la Bulgarie. »* Et pourtant, « leur pays » a tant fait pour transformer de force ces Bulgares d'origine turque en Bulgares tout court, les obligeant à changer de nom, interdisant leur langue et leur religion, qu'ils sont partis, du jour au lendemain, par milliers, pour rejoindre la Turquie. En tout, de mai à octobre 1989, 310 000 personnes ont fui jusqu'à ce que la Turquie, débordée, referme ses frontières. Sept mois plus tard, après la chute de Todor Jivkov, responsable de la politique brutale de bulgarisation, environ 80 000 émigrés sont rentrés en Bulgarie. Exode pour rien, désastreux pour la Bulgarie, la Turquie et pour les « turcs ethniques ».

La jeune fille, assise gauchement dans un appartement bourgeois d'Istanbul où elle est employée comme bonne d'enfant, ne rêve que de faire sa valise.

Elle est née il y a vingt-cinq ans dans un village de l'est de la Bulgarie, sous le nom de Leyla Anemova. Quand ses parents sont allés s'installer en ville, à Choumen, ils ont cessé de parler turc à Leyla et sa sœur pour qu'elles ne se sentent pas différentes des autres. Elle n'a jamais ressenti de discrimination. *« Ce n'est pas écrit sur notre figure que nous sommes turcs, non ? »* Cheveux châtain clair, blues-jeans et sweat-shirt, Leyla passerait inaperçue à Londres, Paris ou Prague. Elle pouffe en se rappelant la première manifestation de la politique de *« bulgarisation »* : au menu du restaurant où elle était serveuse, le café turc fut rebaptisé *« café de Choumen »* !

De l'absurde au tragique

Quand les autorités bulgares, en 1985, ont cessé de reconnaître l'existence d'une minorité turque, alors évaluée à un million de personnes sur les neuf millions d'habitants du pays, et décrété qu'il n'y avait dans le pays que des Bulgares, dont certains avaient été islamisés de force par l'occupant turc entre le quinzième et le dix-neuvième siècle, elle ne se souvient pas de réactions très vives dans sa communauté (des heurts violents ont en fait eu lieu, mais dans d'autres régions du pays). Même lorsque la milice les a convoqués pour changer de nom. *« A la maison, on a discuté entre nous et nous avons choisi le nom de famille d'Anev, le plus proche d'Anemov. Pour le prénom, à la milice, ils avaient des listes et j'ai choisi Lidia. Toute l'affaire nous semblait ridicule. »* Mais les changements de nom se faisant par entreprise, son directeur décréta qu'Aneva ne faisait pas assez bulgare et qu'elle s'appellerait Andreeva. *« Quand j'ai dû faire établir un passeport, pour expliquer que je m'appelais Andreeva, née d'un père nommé Anev et d'une mère — décédée — nommée Anemova, c'était si compliqué qu'on m'a décrétée orpheline. »*

Et puis l'absurde est devenu tragique. Le 24 mai 1989, une manifestation de Turcs a eu lieu à Choumen, devant la maison du parti. *« C'était un mercredi. Au début, les autorités ont fait semblant de discuter et les manifestations se sont répétées. Les gens réclamaient leurs droits. Le dimanche, on a tiré sur la foule. »* D'après Leyla, il y a eu des morts mais elle n'a vu que des blessés.

Rentrer à la maison

Avec le recul, Leyla juge sévèrement le départ en masse vers la Turquie. *« Nous sommes partis comme des moutons, en abandonnant tout. Dans les villages, les gens ont laissé là les récoltes, le bétail, les maisons. »* A l'arrivée en Turquie, chez une tante installée à Istanbul, le choc : *« J'ai trouvé ça sale, chaotique. Il faisait chaud, l'eau était coupée. Notre argent — 500 leva par personne, l'équivalent de deux payes mensuelles — ne valait rien ici. Un désastre. »*

Cette déception, nombre de Turcs de Bulgarie l'ont éprouvée. Prenant le contrepied de la propagande, ils attendaient un pays de cocagne, opulent et fraternel. Ils ont trouvé une société dure, compétitive, inégalitaire. Les efforts des Turcs pour accueillir le flux d'immigrants ont été en proportion de la richesse du pays : insuffisants. La solidarité a joué, pourtant. Leyla ne semble pas étonnée que son père, sa belle-mère, ses demi-frères et elle-même aient trouvé des emplois au bout de trois mois, alors que le chômage frappe 14 % (au bas mot) de la population active turque. Elle ne voit que la déqualification : ses frères, un vétérinaire et un médecin, travaillent comme ouvriers, son père comme gardien de nuit, elle comme domestique. *« Nous sommes plus éduqués qu'eux et on nous traite comme les derniers des derniers. »*

Une seule solution, rentrer à la maison, en Bulgarie. Leyla ne semble pas craindre la réinsertion. *« Ma sœur est rentrée la semaine dernière. Son beau-père l'avait précédée pour nettoyer la maison. Ils ont repris leur travail. On leur a même proposé de changer, s'ils trouvaient ça humiliant. »* La jeune fille n'est nullement consciente des tensions entre nationalistes bulgares et turcs qui s'aggravent en Bulgarie. La religion ? Un problème individuel, selon elle. Toute cette *« cacophonie »* — c'est le mot qu'elle emploie — semble n'être pour elle qu'un vaste malentendu.

S. Gh

URSS

Les tensions persistent à la frontière iranienne

L'Iran a dépêché une mission diplomatique à Moscou, samedi 6 janvier, pour tenter d'apaiser les troubles frontaliers dont se sont rendus responsables, en Azerbaïdjan, des habitants azéris, a indiqué l'agence iranienne Irna. Selon cette agence, la délégation iranienne était conduite par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi.

L'agence iranienne Irna a par ailleurs annoncé que l'Iran et l'URSS ont signé un accord vendredi afin de faciliter le franchissement de leur frontière commune pour les Azéris vivant dans les deux pays. Le *Teheran Times* a, pour sa part, invité Moscou à *ouvrir la frontière d'Azerbaïdjan* et à *« apaiser l'intense émotion de ceux qui veulent voir la terre de leurs ancêtres et rendre visite aux parents dont ils sont séparés depuis longtemps »*. Pendant une semaine, des Azéris de la région soviétique de Nakhitchevan se sont attaqués aux installations frontalières.

Samedi encore, selon des journalistes sur place, les déprédations se poursuivaient malgré un appel lancé la veille, par une délégation officielle, en faveur du remplacement des postes-frontières dégradés. Dimanche, plusieurs centaines d'Azéris ont continué à se rassembler — pour le huitième jour consécutif — de part et d'autre du fleuve frontalier Arras en scandant des slogans islamiques. Un député iranien, M. Karim Shaféi, leur a conseillé, depuis la rive iranienne, de s'adresser à leurs responsables et a qualifié leurs manifestations d'*« infructueuses »*.

Samedi soir, des nationalistes ont exigé l'ouverture de la frontière soviéto-turque, à l'occasion d'une petite manifestation à Nakitchevan, la capitale de la République autonome du même nom, située entre l'Arménie et l'Iran, mais dépendant de l'Azerbaïdjan. Le Nakitchevan longe la frontière soviéto-iranienne sur cent soixante-dix kilomètres et la frontière soviéto-turque sur une dizaine de kilomètres.

« Les problèmes se sont accumulés dans cette région depuis plusieures dizaines d'années », reconnaissait dimanche le quotidien *Izvestia*, citant M. Rafik Nichanov, président de la chambre des nationalités au Soviet suprême, envoyé sur place par le Kremlin.

Explosion dans une gare

Dans la ville d'Agdam, en Azerbaïdjan, deux personnes ont été tuées et deux autres blessées par une explosion à la gare. Selon les premières informations — qui demandent cependant à être confirmées — l'explosion a été provoquée par une fuite de gaz. Agdam est situé à proximité du Haut-Karabakh, région rattachée à l'Azerbaïdjan mais revendiquée par l'Arménie voisine, où de violents heurts se produisent depuis deux ans. L'agence Tass n'a cependant établi aucun lien entre ces tensions et l'explosion.

Par ailleurs, un Arménien a été tué jeudi dans un affrontement entre Azéris et Arméniens, dans la région de Khanlar, à l'ouest de l'Azerbaïdjan, a rapporté samedi *Interfax*, une publication de Radio-Moscou. *Interfax* a précisé que les voies routières et ferrées qui mènent au Haut-Karabakh font l'objet d'un nouveau blocus. — *(AFP, Reuter.)*

□ **Premier Noël orthodoxe à la télévision.** — A l'occasion de la fête de Noël, qui était célébrée dimanche 7 janvier par les Russes orthodoxes, la télévision et la radio soviétiques ont diffusé, pour la première fois, un message aux croyants lu par le patriarche Pimen, chef de l'Eglise orthodoxe. De nombreux fidèles ont assisté aux offices, a rapporté l'agence Tass, selon laquelle plus de trois mille églises ont été rendues au culte et vingt monastères réouverts depuis les célébrations du millénaire du christianisme en Russie au printemps 1988. — *(AFP.)*

RDA : la réunion de la table ronde

Controverses autour de la nouvelle loi électorale

BERLIN

de notre envoyé spécial

Le premier week-end après la trêve des fêtes a été largement consacré par les différentes forces politiques est-allemandes à préparer une campagne électorale qui démarre, sinon dans la clarté, du moins sur les chapeaux de roue. Plusieurs partis ou groupes politiques avaient réuni, samedi 6 et dimanche 7 janvier, leurs instances dirigeantes en vue des premières élections libres, le 6 mai prochain. Parmi ceux-ci figuraient notamment le Parti communiste (SED) et Neues Forum, qui a décidé de rester un mouvement plutôt qu'un parti politique, et de présenter des candidats sous sa propre bannière.

Les hostilités avaient déjà été ouvertes quelques jours plus tôt par le SED, avec sa tentative d'utiliser les tendances ultra-nationalistes qui se sont manifestées ces dernières semaines sur le thème de la réunification pour dénoncer un complot néofasciste et reconstituer derrière lui-même un front commun des forces progressistes du pays.

Les divers groupes d'opposition continuent d'accuser le SED, qui détient toujours les rênes du gouvernement, de traîner des pieds dans la liquidation de l'ancien régime et de refuser de leur donner les moyens de faire campagne sur un pied d'égalité avec lui. Ils disposent sur ce point d'une formidable caisse de résonance à l'Ouest où le gouvernement du chancelier Kohl se voit reprocher aujourd'hui de ne pas exercer suffisamment de pressions sur Berlin-Est pour accélérer la démocratisation et de faire le jeu de l'équipe au pouvoir.

C'est dans ce vent de polémique que se réunissait lundi, pour la sixième fois, à Berlin-Est, la table ronde de toutes les formations politiques est-allemandes. Cette table ronde, qui avait quelque peu ronronné au cours de sa première séance, a commencé à connaître un peu d'animation la semaine dernière après la menace de Neues Forum de s'en retirer s'il ne pouvait jouer un véritable rôle de contrôle, comme cela avait été décidé au départ.

On devait y aborder pour la première fois la question de la nouvelle loi électorale qui doit être adoptée pour le scrutin. Cette loi doit définir sur quelles bases les formations politiques pourront ou non présenter des candidats. Une controverse a d'ores et déjà éclaté ce week-end après la divulgation des grandes lignes de l'avant-projet de texte préparé au Parlement. Celui-ci prévoit notamment l'interdiction de toute aide matérielle venant de pays étrangers, c'est-à-dire en fait d'Allemagne fédérale. Plusieurs formations, notamment le Parti social-démocrate, qui comptent bien obtenir un concours de la RFA pour leur campagne ont immédiatement violemment protesté.

HENRI DE BRESSON

Le PC est-allemand propose de réduire de moitié en deux ans les forces armées des deux Allemagnes

« Un projet à étudier dans le cadre des négociations de Vienne », estime-t-on à l'OTAN

La proposition présentée samedi 6 janvier par M. Gregor Gysi, président du PC est-allemand (SED-PDS), de réduire de moitié les forces armées des deux Allemagnes doit être étudiée dans la perspective de l'accord de désarmement conventionnel qui devrait être signé cette année à Vienne, estime-t-on de sources proches de l'OTAN à Bruxelles. Pour sa part, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a estimé que cette proposition devait *« se comprendre à la lumière des prochaines élections »* en RDA et que ce n'était *« pas notre problème »*.

Selon l'agence ADN, M. Gysi a présenté sa proposition lors d'une réunion de la direction de ce parti à *Berlin-Est*. Cette initiative, baptisée « modèle pour la sécurité 2000 », prévoit que les forces des deux Allemagnes soient réduites de moitié dans un délai maximal de deux ans et que leurs alliés retirent pendant ce temps tout armement chimique et nucléaire de leurs territoires. Elle s'accompagne d'une demande de retrait des deux Allemagnes des troupes alliés du pacte de Varsovie et de l'OTAN d'ici à l'an 2000.

Parallèlement, toute modernisation des armements et équipements militaires serait arrêté d'ici à 1991 et le service militaire serait ramené à douze mois dans les deux Allemagnes. Le 4 janvier, le ministère est-allemand de la défense avait annoncé qu'un projet de loi réduisant la durée du service militaire de dix-huit à douze mois serait élaboré au mois de janvier et soumis à la Chambre du peuple (Parlement).

Les deux Etats allemands devraient encore désarmer à leur frontière commune, ne laissant pas d'unité supérieure à la compagnie dans une bande de territoire de 50 à 80 kilomètres de part de et d'autre de la frontière. Ils y démantèleraient également tout terrain d'entraînement et de manœuvres. Les vols à basse altitude y seraient supprimés immédiatement, tandis que les sous-marins et bateaux de débarquement seraient retirés de la Baltique, selon la proposition du PC est-allemand.

« De l'Atlantique à l'Oural, il ne devrait y avoir aucune fusée nucléaire, aucune arme biologique ou chimique, aucun char, aucun canon, aucun bombardier et aucun hélicoptère de combat. Les blocs militaires d'une telle Europe doivent être dissous », a dit M. Gysi, avant d'ajouter : *« Si on ne met pas fin à la rivalité militaire entre les deux Etats allemands, aucune discussion sur l'unité de la nation n'est crédible. »*

L'armée de la RDA (NVA) dispose de 173 000 hommes et est donc numériquement très inférieure à l'armée ouest-allemande, dont les effectifs s'élèvent à environ 490 000 hommes, pouvant être renforcés par quelque 770 000 réservistes. En cas de mobilisation, les forces armées de la RDA peuvent être portées rapidement à 619 000 hommes, que viennent renforcer quelque 400 000 Soviétiques. La RFA héberge pour sa part 264 000 soldats américains, 67 000 Britanniques et 50 000 Français, auxquels s'ajoutent 11 000 militaires occidentaux à Berlin-Ouest.

Il y a un an, la RDA de M. Honecker avait annoncé une série de mesures de désarmement, dont une réduction des effectifs de la NVA de 10 000 hommes et une diminution de 10 % des dépenses pour la défense nationale d'ici à la fin de l'année 1990. — *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

HAITI
Publication du calendrier électoral

Le conseil électoral de Haïti a annoncé, samedi 6 janvier, la date des élections législatives et présidentielle. Les deux tours des législatives auront lieu les 22 juillet et 12 août prochains, tandis que des *élections municipales et locales* sont prévues pour le 19 avril. Le premier tour de l'élection présidentielle a été fixé au 28 octobre et, s'il y a lieu, un second tour aura lieu le 25 novembre. Le nouveau président haïtien entrera en fonction le 7 février 1991. — *(AP.)*

HONGRIE
Opération « ciel ouvert »

Pour la première fois dans l'histoire de l'OTAN et du pacte de Varsovie, un avion militaire canadien a survolé longuement, samedi 6 janvier, des bases militaires hongroises et soviétiques en Hongrie, avec la bénédiction des autorités de Budapest. Des experts hongrois avaient pris place, aux côtés de l'équipage canadien, à bord de l'avion, un Hercules C 130, désarmé et débarrassé de tout son équipement électronique. L'opération, qui s'inscrivait dans le cadre de la doctrine « ciel ouvert », initialement proposée par M. Bush pour créer un climat de confiance entre l'OTAN et le pacte de Varsovie sera suivie dans les prochaines semaines du survol du Canada, dans les mêmes conditions, par un avion hongrois ou soviétique. — *(AFP.)*

ISRAËL
Un soldat jordanien tué à la frontière

Un soldat jordanien a été tué, dimanche 7 janvier, en Israël, par les tirs de soldats israéliens, au sud-est du lac de Tibériade, à l'issue d'une semaine qui a vu se multiplier les échanges de coups de feu de part et d'autre de la frontière. Le militaire jordanien était en possession d'un fusil d'assaut M-16 de fabrication américaine lorsqu'il a été tué par une patrouille israélienne.

Peu après que cet incident eût été connu, l'armée jordanienne a fait état de la *« disparition d'un conscrit, en possession de son arme individuelle »*. De son côté, un mouvement palestinien dissident du Fath de Yasser Arafat, le « Fath-Intifada » du colonel Abou Moussa, a revendiqué, depuis Damas, la responsabilité de deux *« attaques »*

D'autre part, un Palestinien de dix-huit ans a été tué par balle dimanche en Cisjordanie et un autre est mort des suites de blessures reçues le 27 décembre lors d'une manifestation à Bethléem. — *(AFP).*

M. Shamir aurait rencontré en 1987 le roi Hussein

Le premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, a rencontré le roi Hussein de Jordanie en 1987, selon les révélations d'un livre à paraître en janvier aux Etats-Unis, a rapporté, dimanche 7 janvier, le quotidien *Hadashot*. Selon le livre *Derrière l'Intifada : Israéliens, Jordaniens et Palestiniens*, écrit par deux journalistes, MM. Yossi Melman et Dan Raviv, la rencontre a eu lieu à la suite de pressions américaines. Elle s'est déroulée en territoire israélien dans une caravane spécialement aménagée à cet effet dans la région désertique de la Aravah, près de la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne. — *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Duels d'artillerie à Beyrouth

Des duels d'artillerie ont éclaté, samedi 6 janvier, sur la ligne de démarcation à Beyrouth, faisant deux morts (deux civils), au lendemain de l'installation à Beyrouth-Ouest – le secteur musulman sous contrôle syrien – du président Elias Hraoui, qui résidait jusque là dans une caserne de l'armée libanaise de la Bekaa, également sous contrôle syrien (*le Monde* daté 7-8 janvier).

Ces échanges, considérés par un porte-parole de la police libanaise comme *« la plus grave violation »* du cessez-le-feu conclu en septembre, n'ont pas empêché les partisans du général Michel Aoun de former une chaîne humaine entre le palais présidentiel de Baabda – où réside l'homme fort du camp chrétien – et la nonciature apostolique située à Harissa, à près de vingt kilomètres au nord-est de Beyrouth. Cette initiative était destinée à attirer l'attention sur les conditions de détention de prisonniers libanais en Syrie. Elle est intervenue le jour même où le nonce, *Mgr Pablo Puente*, présentait ses lettres de créance à M. Hraoui, levant les doutes que le silence du Vatican entretenait jusqu'à présent sur la reconnaissance par le Saint Siège de la légitimité du président Hraoui.

Le général Aoun a, pour sa part, violemment critiqué les représentations diplomatiques au Liban. *« Il est regrettable et pitoyable*, a-t-il dit, *de voir les ambassadeurs du monde libre ramper pour présenter leurs lettres de créance à un gouvernement formé par l'occupation syrienne ».*

Par ailleurs, dans le sud du pays, les combats qui opposent depuis plus de quinze jours les milices chiites rivales du Hezbollah (pro-iranienne) et d'Amal (pro-syrienne) se sont transformés en guerre de position tandis que des Palestiniens se sont déployés entre les combattants et qu'un émissaire iranien, M. Ali Mohamed Becharati, vice-ministre des affaires étrangères, entreprenait dimanche une nouvelle mission au Liban pour tenter de mettre fin au conflit. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **IRAN : l'ancien ministre de l'intérieur justifie les prises d'otages au Liban.** – Député et ancien ministre de l'intérieur iranien, M. Ali Akbar Mohtachemi, a justifié, dimanche 7 janvier, dans un entretien accordé au quotidien de langue anglaise *Tehran Times*, les prises d'otages au Liban. *« Les Libanais sunnites, chiites, druzes et chrétiens sont les otages des Etats-Unis, d'Israël et d'autres puissances occidentales. C'est donc leur droit naturel de prendre des otages pour infliger de lourdes défaites à leurs ennemis »*, a-t-il déclaré. – (AP.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : pour participer à la lutte anti-drogue

Washington confirme l'envoi d'un porte-avions

Cinq semaines avant le sommet anti-drogue du 15 février à Carthagène, le porte-avions américain *John-F.-Kennedy* a été choisi pour participer à la lutte contre la drogue au large des côtes de la Colombie. La décision finale sur l'envoi de ce bâtiment à cette fin n'a cependant pas encore été prise, a-t-on indiqué, samedi 6 janvier, au département américain de la défense. Un porte-parole du Pentagone a indiqué que le porte-avions et une frégate qui l'accompagne, *Virginia*, ont quitté jeudi leur base de Norfolk en Virginie pour des exercices de routine dans l'Atlantique. Le porte-parole s'est refusé à préciser la localisation actuelle des deux bâtiments, invoquant les raisons classiques de sécurité.

Un responsable de l'administration américaine, qui a requis l'anonymat, a, d'autre part, démenti qu'un quelconque blocus américain soit en train de se mettre en place, précisant que des consultations étaient toujours en cours à ce sujet avec la Colombie. Les radios colombiennes, citant des sources officielles, ont indiqué samedi que la Colombie refusait la mise en place par les Etats-Unis dans ses eaux territoriales d'un blocus aérien et maritime destiné à empêcher le départ de ce pays de cargaisons de drogue.

Selon ces radios, ces déclarations répondent à des rumeurs selon lesquelles un blocus américain aurait commencé à être appliqué dans l'Atlantique, face au littoral colombien. Les plans définitifs concernant une proposition du Pentagone sur un éventuel blocus aérien et maritime au large des côtes colombiennes, pour aider ce pays à lutter contre les exportations de drogue, sont toujours à l'étude, ont assuré des sources du Pentagone.

L'organisation clandestine des « extradables » multiplie pour sa part les attentats et a menacé d'assassiner M. Alvaro Diego Montoya, l'un des fils du secrétaire général à la présidence enlevé en décembre. – *(AFP.)*

ETATS-UNIS : la polémique sur l'intervention au Panama

Le secrétaire à la défense nie mettre en œuvre une « nouvelle doctrine Bush »

Faisant suite aux propos tenus dès vendredi par M. George Bush – qui se défendait d'avoir opéré, avec l'intervention américaine au Panama, un retour à la *« politique de la canonnière »*, – le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, a estimé, samedi 6 janvier, que l'opération « Juste cause », qui avait pour but premier de renverser le général Noriega, ne *devait pas être interprétée comme* l'annonce d'une *« nouvelle doctrine Bush »* ; selon celle-ci, les Etats-Unis seraient enclins à intervenir à l'étranger lorsque la démocratie n'est pas respectée. M. Cheney a fait cette réponse alors qu'on l'interrogeait sur l'attitude qu'adopterait Washington dans le cas où le gouvernement de M. Daniel Ortega ne respecterait pas *le résultat des élections prévues* pour la fin du mois de février au Nicaragua.

La préparation du procès de l'ancien « homme fort » du Panama continue, elle aussi, à provoquer des remous. Et l'un de ses avocats, Me Frank Rubino, a écarté dimanche l'éventualité d'un marché entre son client et les autorités américaines, destiné à éviter la publication de documents secrets, peut-être embarrassants pour le gouvernement, en échange de l'abandon des charges retenues contre Noriega.

A ce propos, l'hebdomadaire *Newsweek* publie dans sa dernière édition des extraits d'un livre écrit par le journaliste Frederick Kempe, *Divorcing the Dictator*, à paraître en mars, dans lequel on apprend que M. Noriega était bien payé par la CIA, du temps où M. Bush la dirigeait (1976). Son « salaire » était de 110 000 dollars par an, pour, entre autres, garder le silence sur l'existence de réseaux d'écoutes américaines au Panama. Malgré cela, d'après ce livre, M. Noriega aurait par la suite tenté d'*« acheter »* à son tour des responsables de la CIA et, surtout, il aurait été impliqué dans des attentats à la bombe contre des objectifs américains. – *(AFP.)*

□ **Deux mille policiers mobilisés pour une manifestation du Ku Klux Klan à Atlanta (Géorgie).** – Plus de deux mille policiers ont été mobilisés, samedi 6 janvier, pour tenir à distance une manifestation d'une cinquantaine de membres du Ku Klux Klan à Atlanta. Il s'agissait d'empêcher que la manifestation ne dégénère en bagarre avec une centaine de contre-manifestants, en raison de la tension provoquée dans le sud des Etats-Unis par une vague d'attentats racistes au colis piégé, qui a fait deux morts, ces dernières semaines. – *(AFP.)*

□ **Décès de Margaret Kelly, mère de la princesse de Monaco.** – Margaret Kelly, mère de la défunte princesse Grâce de Monaco, est morte, samedi 6 janvier, à Linwood (New-Jersey), d'une pneumonie, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. – *(AFP.)*

SALVADOR

Le président Cristiani admet la participation de militaires à l'assassinat de six jésuites

Le président salvadorien Alfredo Cristiani a reconnu, dimanche 7 janvier, la participation de membres des forces armées à l'assassinat de six jésuites et de deux employées de l'université de San-Salvador, le 16 novembre dernier, dans la capitale. S'adressant au pays par la radio et la télévision, le président Cristiani a déclaré que *« certains éléments des forces armées ont été mêlés »* à l'assassinat des religieux. Il n'a toutefois pas révélé l'identité des militaires impliqués.

« Cette nuit nous voulons annoncer au peuple salvadorien et en particulier à la communauté religieuse que l'enquête de la commission des faits délictueux a permis de déterminer que des militaires ont participé à cet abominable crime », a déclaré le président. Quelques heures auparavant une radio salvadorienne avait annoncé que plusieurs individus, parmi lesquels des membres de l'armée salvadorienne, venaient d'être arrêtés pour leur participation à l'assassinat.

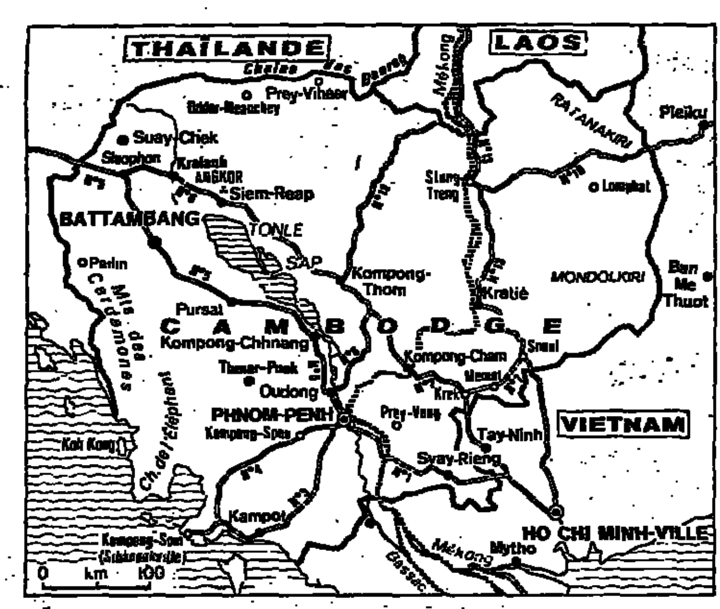
Les six jésuites assassinés, cinq Espagnols et un Salvadorien, avaient été abattus le 16 novembre dans l'enceinte de l'UCA (université centraméricaine de San-Salvador). Parmi eux se trouvaient le recteur de l'université, Ignacio Ellacuria, et son vice-recteur, Martin Baro. Ces deux hommes avaient été accusés à plusieurs reprises par des hauts responsables militaires d'être les *« idéologues de la guerilla »*. L'assassinat, qui, selon des témoins, a été commis par un groupe d'une trentaine d'hommes vêtus en civil, a eu lieu au sixième jour de l'offensive déclenchée par la guérilla du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN), la plus importante depuis dix ans. – *(AFP.)*

ASIE

CAMBODGE

Des commandos de Khmers rouges ont pénétré dans Battambang

Les Khmers rouges ont annoncé, dimanche 7 janvier, avoir attaqué Battambang, la deuxième ville du Cambodge. Phnom-Penh a attendu lundi pour démentir ces attaques, mais diverses sources confirment que la principale ville de l'ouest cambodgien a, effectivement, été l'objet d'opérations de commandos tandis que Phnom-Penh était le théâtre de six attentats qui n'ont, toutefois, fait aucune victime.



Dans ce qui semble être leur action la plus ambitieuse depuis le retrait, en septembre, des troupes vietnamiennes, les Khmers rouges ont mené plusieurs raids à l'intérieur de Battambang, une agglomération de quelque deux cent mille habitants. Selon leur radio, le quartier général des forces gouvernementales, le marché et l'aéroport, situé à 4 kilomètres au sud-est de la ville, auraient été notamment attaqués. La radio a même ajouté que, samedi à l'aube, plusieurs incendies s'étaient déclenchés en ville. A Phnom-Penh, un porte-parole officiel a affirmé lundi : *« Il y a eu de petites attaques nocturnes dans la province de Battambang, mais tout est normal dans la capitale provinciale. »* Il a également qualifié de « propagande » l'information selon laquelle la voie ferrée et la route reliant Battambang à Phnom-Penh avaient été coupées. Il a, enfin, confirmé que six explosions s'étaient produites à Phnom-Penh dans la nuit de samedi à dimanche, sans faire toutefois de victimes et en ne causant que de légers dégâts. La sécurité a été néanmoins considérablement renforcée dans la capitale du Cambodge, dimanche, à l'occasion du onzième anniversaire de la création du régime. En outre, le premier ministre, M. Hun Sen, s'est rendu à Svay-Rieng, dans l'est du pays, pour y rencontrer un émissaire australien, M. Costello, avec lequel il a eu des entretiens dimanche et lundi. A l'origine, le vice-ministre australien des affaires étrangères, qui vient de se rendre également à Hanoï et à Bangkok, devait rencontrer le premier minstre cambodgien à Phnom-Penh.

Selon diverses sources, des commandos de Khmers rouges auraient effectivement pénétré dans Battambang après avoir, au cours des deux derniers mois, quadrillé la campagne avoisinante. Ces opérations, comme les attentats à Phnom-Penh, auraient pour objectif de prouver aux populations la vulnérabilité des défenses de l'armée de Phnom-Penh. Ces dernières semaines, les Khmers rouges, qui forment – de loin – la guérilla la plus forte et la mieux armée de la coalition présidée par le prince Sihanouk, ont déjà nettement renforcé leur présence dans au moins deux provinces du centre du pays, celles de Kompong-Thom et de Kompong-Chhnang, qui encadrent le Tonlé-Sap. De petits groupes de Khmers rouges se déplaceraient également aux alentours de Phnom-Penh mais rien ne prouve encore qu'ils soient les auteurs des attentats du week-end dernier dans la capitale.

Immobilisme de l'armée

Pour le régime de Phnom-Penh, *le bilan des combats depuis* le retrait militaire vietnamien n'est pas encore inquiétant. Les trois composantes militaires de l'opposition armée (Khmers rouges, sihanoukistes et FNLPK de M. Son Sann) ont dégagé une bande de terrain sur la frontière thaïlandaise, dans l'extrême ouest du pays. Les Khmers rouges ont, en outre, repris pied dans leurs *anciens bastions ruraux*. Mais le régime de Phnom-Penh conserve le contrôle de la majeure partie du pays, notamment de toutes les grandes villes. Le plus inquiétant, cependant, pour M. Hun Sen et ses amis, est l'immobilisme dont semble faire preuve leurs troupes, qui demeurent cantonnées sur des positions défensives alors que, depuis deux mois, la saison sèche est censée jouer en leur faveur. A plusieurs reprises, Phnom-Penh, qui bénéficie d'un armement lourd d'origine soviétique, a annoncé des contre-offensives. Ces dernières ne se sont toujours pas matérialisées.

J.-C. POMONTI

□ **CHINE : nouvelles attaques contre les dissidents.** – L'agence Chine nouvelle a accusé, dimanche 7 janvier, la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), regroupant les dissidents en exil, de s'être livrée à *« des actes de sabotages antigouvernementaux »*, d'avoir *« essayé de s'infiltrer en Chine »*, *« répandu des rumeurs »* et de *« s'être associée aux services secrets taïwanais »*. D'autre part, *le Quotidien du peuple* a publié samedi une violente attaque contre l'écrivain opposant Wang Ruowang, actuellement incarcéré, indiquant que la répression contre les dissidents *« n'était pas terminée »*. – *(AFP, UPI.)*

□ **Vers une levée des sanctions japonaises.** – Le ministère nippon des affaires étrangères a annoncé, samedi 6 janvier, la prochaine visite de M. Zou Jiahua, ministre chinois du plan, à Tokyo, où il devrait s'entretenir avec le premier ministre nippon, M. Kaifu. Selon le quotidien *Mainichi* du 8 janvier, ce dernier devrait annoncer aux dirigeants qu'il rencontrera au cours de la tournée européenne qu'il vient d'entreprendre son intention de lever les sanctions économiques prises par son pays à l'encontre de la Chine l'an dernier. Les négociations pourraient reprendre sur un prêt de 810 milliards de yens (5,6 milliards de dollars) sur six ans. – *(AFP.)*

□ **Un conseiller de Mme Thatcher s'est rendu à Pékin en décembre.** – Sir Percy Cradock, conseiller diplomatique de Mme Thatcher, s'est rendu secrètement à Pékin, au début du mois de décembre pour discuter avec les dirigeants chinois du problème de Hongkong. D'autre part, le gouverneur de Hongkong, sir David Wilson, est attendu à Pékin, mercredi 10 janvier. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, doit quitter Londres, vendredi, pour une visite de quatre jours à Hongkong.

LE GRAND CONCOURS INFORMATIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL *Le Monde*

CAP SESA est le groupe opérationnel en France de CAP GEMINI SOGETI, leader européen des sociétés de services et de conseil en informatique.

CAP SESA a pour vocation de conseiller et d'assister les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, dans le développement et l'optimisation de leur système informatique : elle a ainsi réalisé l'Annuaire électronique, le système de péage du métro de Paris ou encore le système d'information d'Ariane.

Pour ce faire, CAP SESA réunit plus de 5 600 ingénieurs et techniciens qui travaillent au sein d'agences autonomes de 50 à 80 personnes, réparties sur toute la France.

PASSIONNÉS D'INFORMATIQUE GAGNEZ UN CYCLE D'ÉTUDES AUX ÉTATS-UNIS !

COMMENT PARTICIPER

Vous êtes passionné d'informatique ? Vous n'avez pas plus de 28 ans ? *Vous êtes étudiant résidant en France métropolitaine, ayant en février 1990 au minimum le baccalauréat plus 3 ans d'études révolus ? Alors le Grand Concours Informatique* organisé par Cap Sesa, vous intéresse directement.

Ce concours se déroulera en deux étapes :
- Une première étape de sélection, pour laquelle les candidats devront répondre à une série de questions liées à l'informatique (stratégie des entreprises, applications, recherche...) ;
- *Une deuxième étape, la Finale, qui désignera les cinq* Grands Gagnants.

Pour participer à la première étape, rien de plus simple : du 9 au 15 janvier 1990, le journal *le Monde* (daté du 10 janvier au 16 janvier) publiera au total 12 questions (à raison de 2 par jour). Le mardi 16 janvier 1990, vous trouverez dans *le Monde* (daté du 17 janvier) le bulletin de participation comprenant le rappel des questions et la question subsidiaire.

Vous pouvez également retirer un dossier de participation à *partir du 9 janvier 1990, dans les BDE ou en écrivant avant le* 12 février 1990 à Grand Concours Cap Sesa - 264, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris (timbre remboursé sur demande).

Pour la 2e étape... bonne chance !

LES PRIX

A l'issue de la finale :

Les Cinq Grands Gagnants se verront offrir un cycle d'études informatiques d'été dans un campus américain ou un *stage en informatique aux États-Unis ou au Royaume-Uni.*

Par ailleurs, un prix spécial sera attribué. Le prix spécial consistera en une dotation d'une valeur de 50 000 F proposée à l'école ou à l'université dont sera originaire celui des Cinq Grands Gagnants qui aura prouvé au jury l'esprit d'initiative et d'à-propos le plus développé.

De plus, chaque finaliste recevra une carte d'abonnement valable un an pour douze séances de cinéma.

3614 CAP SESA

A PARTIR DU 9 JANVIER 1990
POUR TOUT SAVOIR SUR CAP SESA ET DÉCOUVRIR UN INDICE PAR JOUR SUR L'UNE DES 12 QUESTIONS.



La préparation du congrès de Rennes

M. Fabius estime que le PS doit « mettre les choses à plat et prendre un nouveau départ »

M. Laurent Fabius a confirmé, dimanche 7 janvier, devant mille cinq cents de ses partisans réunis à Créteil, dans le Val-de-Marne, son intention de présenter sa propre motion au vote des militants pour le congrès du Parti socialiste, en mars prochain, à Rennes, ce qui laisse entendre qu'il refusera une synthèse préalable lors de la réunion du comité directeur, les 13 et 14 janvier. Le président de l'Assemblée nationale estime nécessaire de *« clarifier »* les orientations que les socialistes souhaitent voir mises en oeuvre et de *« revitaliser »* le parti. Il a proposé que les composantes du courant mitterrandiste passent un *« pacte d'unité »*, par lequel elles s'engageraient à s'accorder entre elles à la veille du congrès, avant de rechercher une synthèse avec les autres courants. M. Lionel Jospin a déclaré, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il n'est *« pas bien grave »* que les mitterrandistes présentent des textes différents, mais qu'il existe, néanmoins, un danger de *« fragmentation »* du PS et que l'attitude de M. Fabius *« risque d'empêcher la synthèse »*. M. Jean Poperen a confirmé, pour sa part, qu'il déposera sa propre motion. Les amis de M. Michel Rocard ont annoncé qu'ils feront de même, tout en souhaitant qu'un accord puisse être obtenu au comité directeur.

Sans jamais employer lui-même le terme de « motion », M. Fabius a justifié la présentation d'un tel texte, après la prochaine réunion du comité directeur, en répondant aux arguments de ceux qui plaident pour que cette réunion aboutisse, au contraire, à une synthèse. Pour le président de l'Assemblée nationale, il faut *« laisser la parole et la décision aux militants »* et, s'il est vrai que *« les points de vue, depuis un certain temps, se sont rapprochés »*, le débat, *« en réalité, s'est déplacé »*. Ensuite, s'il convient de la nécessité d'être *« attentif »* à ne pas déstabiliser le gouvernement, M. Fabius refuse de considérer que les socialistes ne pourraient *« débattre et avancer »* que lorsqu'ils sont dans l'opposition. Il a souligné, enfin, que le PS n'avait pas connu de *« véritable »* débat depuis plus de dix ans et qu'il faut y *« faire circuler le sang nouveau »*.

Plusieurs orateurs, s'exprimant avant M. Fabius, avaient souhaité que l'heure de la motion arrive, ou constaté qu'elle était arrivée. *« Nous sommes, maintenant, courant de pensée »*, a affirmé M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, en invitant les fabiusiens à débattre *« avec la passion nécessaire, les pulsions normales, et la maîtrise qui va de pair »*. M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé à la mer, a assuré à M. Fabius que *« la fédération du Pas-de-Calais, dans sa large majorité,* [lui] *apportera son appui »*. M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, a annoncé le retrait de sa contribution et son ralliement à *« la motion Egalité »*. M. Pierre Bérégovoy a, lui aussi, exprimé son soutien à la *« motion »*. Le ministre de l'économie, qui prenait la parole pour la première fois devant les militants fabiusiens et qui a été accueilli chaleureusement, a invité ses auditeurs à ne pas perdre de vue la *« priorité »* que doit être, pour les socialistes, la lutte contre le chômage.

Les fabiusiens ont, en effet, renforcé, dans le texte de ce qui n'est encore que leur contribution, les passages relatifs à la justice sociale. Le titre « Egalité » *« sous-entend : plus d'égalité »*, a souligné le président de l'Assemblée nationale. M. Thierry Mandon, député de l'Essonne, présentant les amendements issus des réunions organisées le 9 décembre dans quatre-vingts fédérations, avait évoqué le souhait d'un *« puissant effort de justice sociale »*. Pour Mme Frédérique Bredin, député de la Seine-Maritime, qui a rendu compte des travaux de la commission consacrée à cette question, c'est un *« plan d'urgence »* qui est nécessaire, car *« non seulement les inégalités existent, mais elles s'aggravent »*.

« Un puissant effort de justice sociale »

M. Fabius et ses amis souhaitent, désormais, qu'un *« plan de modernisation et de revalorisation de la fonction publique »* soit *« négocié, décidé, puis mis en oeuvre rapidement »*. Ils réclament l' *« extension »* des lois Auroux sur les droits des salariés et proposent que l'attribution d'aides publiques aux entreprises soit soumise à la présentation, par celles-ci, d'un *« plan d'égalité professionnelle »* entre hommes et femmes. Ils demandent qu'un *« bilan social de la nation »* soit présenté et discuté, chaque année, au Parlement. Ils s'inquiètent de la *« dégradation »* du système de santé. Ils se prononcent pour un *« plan d'urgence »* en faveur des universités et pour une augmentation rapide du nombre des bénéficiaires du congé-formation.

Le texte fabiusien comportera, en outre, des paragraphes consacrés à la laïcité – *« un rempart et un ciment, une exigence avec laquelle on ne peut pas transiger »*, a dit M. Fabius – et à l'intégration des immigrés, qui suppose notamment, selon Mme Bredin, le *« droit de vote »*. Il insistera sur l'importance des problèmes d'environnement et de cadre de vie, en proposant la création d'institutions de contrôle et de recherche et celle, au sein du PS, d'un secrétariat national chargé de ces questions.

S'ils souhaitent *« clarifier »* les positions au sein du PS, le président de l'Assemblée nationale et ses amis insistent plus encore sur la nécessité, selon eux, de *« revitaliser le parti »*, afin, selon les termes de M. Alain Claeys, premier secrétaire de la fédération de la Vienne, de *« reconquérir notre électorat, rassembler la gauche, retrouver notre âme, reprendre un esprit d'initiative »*. *« Le moment est venu de mettre les choses à plat et de prendre un nouveau départ »*, a déclaré M. Fabius. Entre autres propositions, les fabiusiens suggèrent l'organisation régulière de *« séminaires »* associant le gouvernement, le parti et les groupes parlementaires, et ils avancent l'idée d'un *« contrat »* avec les militants, sur les orientations que la direction du parti serait chargée de mettre en oeuvre, contrat dont l'exécution serait contrôlée par des conventions nationales réunies entre les congrès.

M. Lionel Jospin, qui avait réuni, samedi, les principaux signataires de la contribution qu'il avait rédigée avec M. Michel Delebarre, a déclaré, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, à propos de la démarche de M. Fabius, qu'il n'est *« pas bien grave »* que les mitterrandistes présentent des textes différents. *« Sur le fond des problèmes, nous sommes en gros d'accord,* a-t-il dit, *et nous devrions pouvoir nous rassembler : ceux qui ont constitué le courant majoritaire du PS et puis, ensuite, au-delà. »*

M. Jospin : danger de « fragmentation »

M. Jospin souhaite, néanmoins, que le congrès de Rennes ne soit pas *« le congrès de la fragmentation du PS »*. *« Je ne suis pas sûr,* a-t-il dit, *qu'un grand parti, le parti au pouvoir, le premier parti de France, puisse se permettre d'avoir sept ou huit textes sur lesquels les militants doivent se prononcer. Je ne voudrais pas que l'on fasse tourner la roue de l'histoire à l'envers et que l'on aboutisse à fragmenter le PS. »*

Pour le ministre de l'éducation nationale, l'attitude de M. Fabius *« risque d'empêcher la synthèse »*. Il estime que le PS *« ne doit pas être un parti qui soit lié à un homme »*, mais *« exister quelles que soient les conditions politiques »* et qu'il *« doit être un parti de militants, pas une machine électorale rassemblée autour d'un homme »*. Selon M. Jospin, rien n'empêche le courant Rocard d'être dans la majorité du parti. Il juge, d'autre part, que le PS devrait *« avancer au congrès »* sur la question sociale, qui *« continue à exister en France »*. Il propose une augmentation des salaires, puisque *« nous sommes revenus à un certain niveau de croissance »*, et que le gouvernement, *« dans les années qui viennent, s'efforce de donner davantage aux revenus salariaux qu'aux revenus du capital »*.

M. Jean Poperen a réuni, de son côté, à Paris, trois cents animateurs de son courant, avec lesquels il a confirmé sa volonté de présenter sa propre motion, ce qu'il n'avait pas fait depuis le congrès de Grenoble, en 1973 (*le Monde* daté 7-8 janvier). Le ministre des relations avec le Parlement va déposer un texte sensiblement modifié par rapport à celui de sa contribution, afin de tenir compte des événements internationaux et des débats de l'automne dernier, en France, à propos de la laïcité et de l'immigration. Il propose, en outre, de *« préparer des assises du mouvement socialiste »*, qui réuniraient autour du PS la mouvance des anciens communistes et celle des écologistes, selon une méthode intermédiaire entre le congrès d'Epinay, en 1971, et les Assises du socialisme, qui, trois ans plus tard, avaient accueilli au PS la « deuxième gauche » rocardienne.

Ecartant tout *« complexe de force d'appoint »*, M. Poperen et son second, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, parient sur un score de 15 % des mandats. Ils estiment être *« les seuls qui proposent au parti un axe stratégique »*, constitué par leur proposition de *« contrat pour le progrès social »* et par celle des assises. A leurs yeux, le congrès de Rennes doit être *« un congrès d'orientation et un congrès de militants »*, car *« un congrès socialiste n'est pas fait pour régler le destin de quelques personnalités, si éminentes soient-elles ou se jugent-elles »*.

Les rocardiens, réunis, eux aussi, à Paris, déposeront, eux aussi, une motion si la synthèse, qu'ils jugent *« souhaitable »*, se révèle impossible, à la fin de cette semaine, au comité directeur. Refusant de *« s'engager dans des combats de personnes »* et déplorant *« le climat de tension qui s'est installé dans le parti »*, les amis du premier ministre entendent *« participer à la reconstitution d'un pôle de stabilité »* au sein du PS et affirment attendre *« avec confiance le vote des militants »*.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, député de l'Essonne, membre du bureau exécutif du PS, a réuni, dans sa mairie d'Athis-Mons, ses amis, qui l'ont mandatée pour déposer au comité directeur la motion du courant Sésame (« Sensibilité européenne pour unsocialisme autogestionnaire, mondialiste et écologiste »). L'ancienne néo-rocardienne et ses amis estiment que leur proposition de *« redistribution du pouvoir pour transformer la société »* est, avec celle du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, *« nationaliste, antieuropéen et militariste »*, et le texte *« antirocardien »* de M. Julien Dray, la seule qui propose un véritable choix d'orientation.

M. Pierre Mauroy, qui réunit, le 10 janvier, les responsables de contribution se réclamant du courant mitterrandiste, ne doit guère se faire d'illusion sur la possibilité de les convaincre d'accepter une synthèse préalable. Les fabiusiens parient, de leur côté, sur sept motions au congrès de Rennes.. comme à ceux d'Epinay et de Metz.

P. J.

Le Parti socialiste et l'intégration des Francais maghrébins

M. Mauroy est favorable au droit de vote des résidents étrangers pour les élections municipales de 1995

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains a organisé, du vendredi 5 au dimanche 7 janvier, à Paris, une rencontre entre les élus socialistes originaires du Maghreb, des membres du gouvernement et des responsables du parti pour débattre des problèmes de l'intégration. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a plaidé vigoureusement en faveur du droit de vote pour les résidents étrangers à l'occasion des prochaines élections municipales.

M. Jacques Chirac, président du RPR, M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, et le RECOURS, organisation de rapatriés d'Algérie, ont vivement critiqué cette prise de position. M. Chirac a déclaré, lundi 8 janvier à Europe 1, que les propos de M. Mauroy sont *« provocateurs et irresponsables »*.

Il y avait urgence. Les interventions de nombreux élus de Marseille ou de Dunkerque, en porte à faux entre les aspirations des communautés dont ils sont membres et les silences gênés du Parti socialiste (qui ont souvent constitué sa seule réponse aux problèmes concrets de ces communautés), l'ont montré : il était temps que les socialistes prennent position alors que fleurissent à l'Assemblée nationale comme au Sénat les missions d'information sur les questions liées à l'immigration et à l'intégration. La présence de sept ministres, et non des moindres, celle de M. Michel Rocard, ainsi que le message de M. François Mitterrand (*« Je me réjouis de cette initiative. (...) J'attends de vos travaux (...) des suggestions fécondes pour le grand chantier de l'intégration auquel le gouvernement se consacre »*), ont attesté de l'intérêt soulevé par l'initiative de M. Georges Morin, délégué national auprès de M. Mauroy, chargé des Français originaires du Maghreb.

Les tables rondes organisées sur des thèmes extrêmement concrets (le logement, l'emploi, le rôle des médias, la justice, l'islam en France, l'armée, l'école, l'enseignement des civilisations et l'intégration politique) ont donné l'occasion aux principaux responsables socialistes d'énoncer un certain nombre de principes sur lesquels pourrait s'appuyer une véritable politique d'intégration.

Première idée force, énoncée entre autres par M. Jean-Pierre Chevènement : l'intégration requiert une *« double volonté »*. D'une part celle de la société française et d'abord de l'Etat, d'autre part celle des Français originaires du Maghreb. Cette intégration - M. Michel Rocard l'a souligné - *« n'est pas l'assimilation ; chacun doit pouvoir continuer à porter sereinement sa propre culture »*. Mais l'intégration n'est pas pas non plus *« la coexistence, où chacun côtoie l'autre en l'ignorant superbement, où un prétendu respect des différences n'est en fait que le stade suprême de l'apartheid »*.

Deuxième idée issue des débats : la politique d'intégration des Français maghrébins issus de l'immigration ou de la communauté harkie (les pieds-noirs ayant été par comparaison beaucoup mieux intégrés) ne doit pas se faire par le biais de mesures spécifiques, qui pourraient donner l'impression aux laissés-pour-compte de la société française d'un traitement de faveur susceptible d'alimenter un vote pour le Front national. *« Il faut une politique d'intégration pour ceux qui sont originaires du Maghreb,* a affirmé avec force M. Mauroy, *mais il en faut une aussi pour ceux qui vivent avec eux. La meilleure intégration ne se fait pas à coup d'exceptions. »*

C'est ce même souci qui a poussé le premier ministre à préciser que le Haut Conseil d'intégration qui vient d'être créé ne concerne pas les seuls Français originaires du Maghreb mais bien *« tous les Français »* marginalisés. M. Rocard a pris soin de rappeler que *« la France ne peut plus être une terre d'immigration nouvelle »* et qu'elle ne peut pas accueillir *« toute la misère du monde »*.

M. Mauroy a traité, pour sa part, du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. *« Avoir passé sa vie* (dans une commune) *et ne pas pouvoir voter sur les problèmes* (de celle-ci) *c'est véritablement une atteinte à la dignité »*, a-t-il déclaré.

« Sur ce sujet, le président a raison, le PS a raison, mais je comprends que le gouvernement ne puisse agir en ce sens. Nous devons faire de la pédagogie pour que la prochaine fois (les municipales de 1995) *ils* (les résidents étrangers) *puissent voter »*, a ajouté M. Mauroy, qui a convenu que l'effort pédagogique reste important. Il a estimé que les maires socialistes devaient y participer en mettant sur pied dans leurs communes des commissions extramunicipales ou des conseillers associés.

Cette question du droit de vote ne fait pas l'unanimité au sein du Parti socialiste. Elle pourrait même devenir une ligne de reclassement à l'occasion du congrès de Rennes. M. Lionel Jospin, qui y est pourtant favorable contrairement à M. Chevènement ou à M. Jean Poperen, a pris soin de se démarquer des propos de M. Mauroy. *« Je ne suis pas sûr que ce soit possible aux prochaines élections »*, a-t-il indiqué sur Europe 1. *« Cette mesure sera mise en œuvre quand l'opinion l'acceptera »*, a-t-il ajouté.

GILLES PARIS

Invité du Grand Jury RTL-« le Monde »

M. Charles Millon revient à la charge pour essayer d'accélérer « l'union et la rénovation de l'opposition »

M. Charles Millon ne veut pas renoncer. Chef de file des « rénovateurs » du printemps 1989, M. Charles Millon s'est déclaré, dimanche 7 janvier, déterminé à *« favoriser, dans les semaines qui viennent, une initiative pour accélérer l'union et la rénovation de l'opposition »*.

Partisan *« d'une grande formation unie, décentralisée et pluraliste »*, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale pense que cette rénovation devra se faire avant la fin 1990 ou ne se fera jamais. A la fin de l'année dernière, M. Millon avait déjà manifesté une certaine impatience en lançant notamment, le 30 novembre sur TF 1, cet avertissement : *« Soit les chefs, nos chefs, s'unissent, se rénovent, changent d'option, soit il faut changer de chefs. »*

On ignore pour l'instant quel genre d'initiative M. Millon se propose de prendre, dans la mesure où il semble toujours en être au stade des consultations. Il est possible aussi que par cette déclaration d'intention impromptue, le président de la région Rhône-Alpes ait voulu d'entrée étouffer certaines velléités personnelles que la rumeur accorde en particulier à M. Michel Noir. Il est probable également que, nourri par l'expérience du printemps dernier, M. Millon veuille mener l'entreprise sans être placé sous les feux constants des projecteurs de la presse.

En tout état de cause, son pari ne paraît guère plus facile à tenir que l'an dernier. Le RPR et l'UDF ont entrepris, chacun à sa façon et à son rythme, leur propre rénovation. Le RPR réunit, mardi 9 janvier, sa commission de synthèse. L'UDF doit tenir, mercredi 10 janvier, un premier conseil national consacré particulièrement aux problèmes des pays de l'Est. Le Conseil de coordination de l'opposition se réunira jeudi 11 janvier.

Ces deux formations sont également lancées sur les rails des « états généraux » de l'opposition dont la première convention – consacrée à l'éducation – sera organisée les 20 et 21 janvier à Marne-la-Vallée. Interrogé lundi 8 janvier sur Europe 1, M. Jacques Chirac a, d'ailleurs, déjà proposé une sorte de fin de non-recevoir à l'appel de M. Millon en rappelant que la constitution d'un parti unique de l'opposition demeurait à ses yeux un projet *« un peu prématuré »*.

La multiplication des interprétations

Le président du RPR se montre de toute évidence moins inquiet que M. Millon sur l'état de l'opposition. *« Rien d'essentiel,* a-t-il relevé, *ne sépare les différentes formations de l'opposition en dehors d'ambitions partisanes ou personnelles contradictoires. »* Reflétant le sentiment d'une grande partie des centristes, Mme Simone Veil a, de son côté, expliqué dimanche 7 janvier, au *Forum FR 3-RMC, qu'elle demeurait* favorable à la constitution de deux grands partis de l'opposition, l'un conservateur, l'autre centriste.

« Chaque jour qui passe, constate M. Millon, *est un jour perdu pour la crédibilité de l'opposition. »* Chaque jour qui passe, pourrait-on plutôt faire observer, multiplie les interprétations sur ce registre de la rénovation.

DANIEL CARTON

A quoi sert SOS-Racisme ?

Suite de la première page

La poignée de jeunes gens qui, à l'automne 1984, font enregistrer à la préfecture de police de Paris les statuts d'une association dénommée « SOS-Racisme, Touche pas à mon pote », ne doutent, à l'époque, de rien. Il y a là Julien Dray dit « Juju », qui est probablement le vrai père de « SOS » et fut longtemps son moteur. « Juif pied-noir » aguerri par des années de militantisme effréné à la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, il est passé au PS en 1981 avant de devenir député en 1988.

A l'origine de « SOS », il y a aussi Didier François, dit « Rocky », un « ex », pareillement, de la Ligue communiste, aujourd'hui correspondant de *Libération*, et occasionnellement de *l'Express*, en Afrique du Sud. C'est lui l'inventeur du slogan « Touche pas à mon pote » qui ornera le fameux badge dont SOS-Racisme affirme avoir vendu un million et demi d'exemplaires.

« Juju » et « Rocky » ont en commun un « pote », un certain Harlem Désir qui, lui, n'a pas besoin de sobriquet. Parce qu'il est de père antillais et que son nom semble tout droit sorti de l'imagination fertile d'un publicitaire, il est propulsé président.

Le noyau fondateur est loin d'imaginer la suite des événements. Les statuts de l'association sont vagues, « consensuels ». Juju et sa bande se proposent de *« faire, entreprendre, faire entreprendre toute action humanitaire susceptible de résoudre les problèmes nés du racisme »*.

Dans l'esprit de ces pères fondateurs, il ne s'agit nullement de créer l'organisation structurée que « SOS » est devenue depuis, mais de mobiliser l'opinion autour d'un thème porteur, l'antiracisme. Le militantisme traditionnel est inadapté, est convaincu Julien Dray, à une telle campagne, plus civique que politique. Il faut plutôt *« jouer à fond la carte des médias, sans honte »*, en allant chercher chez elle, *« par la voie cathodique »*, *« la génération de la télévision »*. *« S'ils suivent, c'est gagné. »*

Pour l'heure, en cette fin de 1984, rien n'est joué. Expert ès « entrisme », l'ancien trotskiste qu'est Julien Dray s'emploie plutôt à préserver SOS-Racisme d'un éventuel noyautage gauchiste ou communiste. Les statuts ont prévu pour cela que l'association sera dirigée par un conseil où siégeront, de droit, une moitié de *« membres fondateurs »*, c'est-à-dire Juju, Harlem et une vingtaine d'autres.

Ces autres, chargés de « verrouiller », en cas de nécessité, le pouvoir, vont d'Eric Montès, aujourd'hui directeur du personnel à l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard (Neuilly-sur-Marne), à Isabelle Thomas. Figure emblématique du mouvement étudiant de 1986, celle-ci est devenue chargée de mission à l'Elysée et membre, comme Harlem Désir, du Conseil économique et social. Les « potes » ont fait leur chemin.

Figurent aussi parmi les fondateurs quelques militants de l'Union des étudiants juifs de France, dont son président de l'époque, Eric Ghebali, l'actuel secrétaire général de SOS-Racisme. Ces étudiants juifs n'appartiennent pas au tout premier cercle, celui qui a conçu « SOS ». Ils ont été appelés en renfort par les premiers « potes » : *« Notre idée initiale était de mouiller aussi des militants juifs, à cause du poids moral que représente la communauté »* (Bernard Pignerol).

Politiquement, les « potes » du premier cercle sont proches ou membres du PS, y compris Harlem Désir *(« J'ai été, quelque temps, animateur des Jeunesses socialistes à l'université de Créteil »)*. Beaucoup ont appartenu, étudiants, au Mouvement d'action syndicale, puis, après la création de celle-ci, à l'UNEF-Indépendante et démocratique, contrôlés l'un et l'autre par des trotskistes.

Socialement, ils viennent de la petite ou moyenne bourgeoisie. Aucun n'est un « beur », un handicap lorsqu'on aspire à se faire les porte-parole des victimes du racisme. Handicap vite surmonté : le 24 octobre 1984, Harlem Désir, Rocky et quelques autres débarquent à Lyon dans le bureau du Père Christian Delorme, le « curé des Minguettes », qui, racontera Harlem Désir, visiblement soulagé, leur assure qu'il est prêt à leur *« faire rencontrer des immigrés »*...

Une star nommée Désir

Encore quelques mois, et le même Christian Delorme reprochera à SOS-Racisme d'avoir étouffé dans l'œuf, par son succès même, le militantisme « beur ». Là aussi, les choses ont été très vite. Mais elles n'étaient pas acquises.

La première conférence de presse que les militants de SOS-Racisme se risquent à organiser est, de leur aveu même, *« un bide presque total »*. Il faudra encore quelque temps pour que Bernard-Henri Lévy, qui s'y connaît, concocte pour la toute jeune association, *« un plan de bataille* [médiatique] *en or massif »*, *dixit* Harlem Désir. Le Tout-Paris antiraciste — cela fait du monde — se prête volontiers à la manœuvre : Marek Halter, Coluche, Valérie Kaprisky, Georges Moustaki... Les « potes » ont visé juste. Leur pari est gagné.

SOS-Racisme est désormais à la mode, le badge « Touche pas à mon pote » un *must*, Harlem Désir une star. Le voilà sacré gourou d'une époque qui se cherche des boussoles. On l'interviewe sur tout et sur rien : *« Gorbatchev vous apparaît-il comme un homme sincère ? » (l'Express)*.

Il pose pour *Lui* dans un costume de Saint Laurent, aux côtés d'un ravissant mannequin (Pierre Bergé, le PDG de Saint Laurent, est un *« ami »*. Il versera 2 millions de francs pour l'organisation du concert parisien de SOS-Racisme, l'année suivante). La presse internationale commence à s'intéresser au jeune président de SOS-Racisme, jusqu'au prestigieux *New York Times (« A black Frenchman organizes a movement to fight racism »)*. « SOS » s'est non seulement imposée. Elle dispose, pour la suite, d'un exceptionnel atout médiatique, Harlem Désir.

Vous avez dit Harlem Désir ? Pourquoi pas Brooklyn Bonheur ? *« Il doit s'appeler Alphonse Bitru comme tout le monde »*, prétendra Jean-Marie Le Pen. Le jour de son sacre médiatique, le 19 août 1987, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le président de SOS-Racisme se sentira obligé de brandir ses papiers : il s'appelle réellement Harlem Désir ! Désir, *« un nom martiniquais »*. Harlem, *« par référence aux Noirs américains qui sont des Noirs en exil »*.

Aujourd'hui, ce jeune divorcé de trente ans, que le tourbillon des événements ne semble pas avoir gâté mais bonifié et affermi dans ses convictions *(« Le racisme ne m'a pas concerné très tôt »)*, a d'autres soucis en tête : la pérennité de « SOS ».

Cette pérennité repose sur trois cent vingt comités, constitués patiemment depuis l'immense succès du concert de juin 1985 place de la Concorde à Paris (trois cent mille spectateurs venus rocker avec le groupe Téléphone et faire griller des merguez devant chez Maxim's, rue Royale).

Les effectifs de SOS-Racisme tourneraient présentement *« autour de dix-sept mille adhérents »*, selon Harlem Désir, dont dix permanents, des « pros », « smicards » ou « tucistes », qui font rouler la machine en haut d'un escalier raide et glacé de la *rue de la Folie-Méricourt* à Paris (11e).

Des amis bien placés

Au-delà des frontières, le badge « Touche pas à mon pote ! » a essaimé : *« Hands off my buddy »*, *« Rör intemin kompis »*, *« Mach'meinen Kumpel nicht an ! »*... La Fédération internationale SOS-Racisme regroupe aujourd'hui une douzaine de comités, selon son secrétaire général, le Belge Yanic Samzun, dont deux vrais bastions, en Norvège et en Suède.

Cet énorme et soudain succès n'a pas valu à SOS-Racisme que des amis, y compris parfois à gauche, en particulier à la Ligue des droits de l'homme, au MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et, au-delà de la gauche, à la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme). Il faut dire qu'avec la fougue du néophyte, Harlem Désir n'avait pas ménagé ces organisations « concurrentes ». *« Elles n'ont pas réussi à (...) endiguer la montée (...) du racisme,* écrivait-il en 1985. *Et puis tout cela est trop officiel, trop lourd, trop bureaucratique. »* Avec SOS, on allait voir !

Jean-Pierre Pierre-Bloch, le président de la LICRA, le prit très mal : *« Certains membres de « Touche pas à mon pote » sont manipulés. »* Pauvre LICRA qui avait monté en octobre 1982 une permanence juridique baptisée... SOS-Racisme, *« née,* explique-t-elle, *de la volonté d'un groupe de jeunes copains de milieux et de couleurs différents de ne pas rester sans réagir face à la vague montante du racisme » !* (Les choses se sont arrangées, depuis, entre l'association de Harlem Désir et les trois autres).

Devant le formidable succès de SOS-Racisme, les communistes, eux aussi, ont pointé le bout du nez. Dans *l'Humanité* du 1er mars 1985, Jacques Perreux, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France, s'emballe : *« Nous disons, nous aussi, « ne touche pas à mon pote »*. Un enthousiasme vite réfréné : au mois de septembre suivant, SOS manifeste à Paris, à la veille de la venue de Mikhaïl Gorbatchev, au cri de : *« Les juifs d'URSS sont aussi nos potes ! »* L'URSS, s'offusque *l'Humanité*, qui est pourtant *« le seul exemple connu de cohabitation normale de races, de nationalités et de couleurs »*... C'en est fini du flirt avec SOS-Racisme. Harlem Désir et ses amis sont rejetés dans les ténèbres, catégorie *« simple instrument du PS »*.

Avec le « ils sont payés par le gouvernement », ce soupçon d'être depuis toujours une marionnette dans les mains de François Mitterrand est le reproche dont SOS-Racisme doit se défendre le plus souvent. Variante, qui conjugue ces deux accusations : des valises bourrées de billets de banque partiraient directement du bureau de Jean-Louis Bianco, secrétaire général de d'Elysée, dans la caisse des « potes ».

L'impression que laisse SOS-Racisme est plutôt celle d'une association qui vit chichement, pour ses dix-sept mille revendiqués. Et qui n'hésite pas à ouvrir ses comptes. Selon sa trésorière, son budget pour 1989 aura été de 3 millions de francs, dont une moitié de ressources propres, surtout des dons (de Guy Bedos à Jérôme Seydoux), et une moitié de subventions accordées, comme à beaucoup d'autres associations ayant une action sociale, par diverses administrations.

A ce budget de fonctionnement s'ajoutent 3 millions et demi de francs alloués par le *ministère de la culture* pour l'organisation du concert de juin 1989, esplanade de Vincennes. Comme le reconnaît Harlem Désir, qui nie l'existence de tout financement occulte, SOS-Racisme a des amis bien placés, capables, quand il le faut, de débloquer ou de faire débloquer des fonds, *« de Jack Lang à Jean-Louis Bianco et, parfois, ça aide »*.

Ça aide d'autant plus que derrière Jean-Louis Bianco, qui s'est intéressé très tôt à SOS-Racisme, avant même sa création officielle, s'est rapidement profilée l'ombre du président, lequel chouchoute, depuis, Harlem Désir et ses « potes ». Inclination réciproque : on rencontre beaucoup de mitterrandiens, sinon de mitterrandistes, à SOS-Racisme, et même quelques mitterrandolâtres : dans le local de la rue de la Folie-Méricourt a été collé au mur un chèque de 1 000 francs, obole personnelle de François Mitterrand, jamais touché et pieusement conservé, depuis, sous sa protection de plastique, telle une relique.

Je suis quand même plus belle qu'une affiche pour Le Pen.



D.R.

Une publicité « détournée » par SOS-Racisme.

Plus sérieusement, François Mitterrand ne pouvait pas ne pas courtiser une organisation qui, rompant délibérément avec le jeu politique traditionnel, rencontrait un tel succès auprès des jeunes.

La recette de ce succès est simple (mais il fallait y penser) : un mot d'ordre vague, généreux et rassembleur, l'antiracisme ; un discours anti-classe politique, toujours payant (Harlem Désir : *« SOS ne s'intéresse pas aux partis (...) parce que plus personne parmi les jeunes ne prend au sérieux leurs leaders sentencieux et leurs querelles ineptes »)* ; une organisation souple, *« en réseau »*, comme dit encore Harlem Désir, qui permet des formes d'adhésion convenant à chacun, de la communion antiraciste sur fond de concert rock au militantisme de quartier beaucoup plus traditionnel.

S'ancrer dans la société française

Le tout présente aujourd'hui les traits d'un mouvement métapolitique, bien adapté à l'air du temps, que les leaders de la gauche seraient fort sots de ne pas couver (et, de fait, ils se bousculent aux manifestations de SOS-Racisme). Cette affection a été longtemps payée de retour : à la veille de l'élection présidentielle de 1988, Harlem Désir n'a-t-il pas appelé à voter Mitterrand les dizaines de milliers de « potes » réunis sur la pelouse de Reuilly pour un nouveau concert : *« Toutes les politiques ne se valent pas. Nous avons toujours pensé qu'un jour viendrait où il nous faudrait choisir. Nous y sommes. »*

La première réponse à la question « à quoi sert SOS-Racisme ? » découle de ce « positionnement » politique : comme le mouvement étudiant de 1986 dans lequel « SOS » a jeté toutes ses forces, d'abord dans l'ombre puis ensuite officiellement, l'organisation inventée par Julien Dray et ses amis a (r)amené à la politique une génération qui s'en défiait. (Harlem Désir : *« Il est plus que jamais nécessaire de faire de la politique hors des partis puisqu'il y a de moins en moins de militants dans les partis. »)* Le succès de l'opération a massivement profité à la gauche : dans une large mesure, la « génération Mitterrand » est une « potes génération ».

La seconde réponse à la même question est fonction du pari que s'est lancé à elle-même SOS-Racisme : ancrer sa présence dans la société française, favoriser l'intégration des enfants d'immigrés, assurer la relève de ses cadres, se doter de ses propres relais politiques, bref durer.

Politiquement, « SOS » a créé, pour ce faire, une organisation satellite, vivier virtuel de militants, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne. Selon sa présidente, Carine Seiler, la FIDL (*prononcez* « fidèle ») grouperait trois mille lycéens. Politiquement encore, les plus aguerris des « potes » sont désormais potentiellement aspirés par la Nouvelle école socialiste de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, un courant du PS qui prône une alliance « rougé-rose-vert ». Avec le même enthousiasme qui l'animait en 1984, Julien Dray parle de *« favoriser, grâce à la Nouvelle école socialiste, l'émergence politique de toute une génération »*. La suite de SOS-Racisme en quelque sorte. Mais il s'attaque cette fois à forte partie : les éléphants du PS apprécient modérément qu'on vienne braconner sans permission sur leurs terres.

Sociologiquement, SOS-Racisme a évolué, une évolution dont Harlem Désir s'irrite parfois, comme dans une lettre récente à *Passages*, qu'elle ne soit pas assez perçue : *« Faut-il que je rappelle que les deux vice-présidents sont des jeunes issus de l'immigration maghrébine et que la trésorière l'est également ? »* (respectivement Hayette Boudjema, Malek Boutih et Schéhérazade Ouarem).

Ce poids pris à SOS par les Maghrébins d'origine a provoqué quelques frictions dues à la coexistence, au sein de l'association, de pro-sionistes et de pro-Palestiniens. On s'est beaucoup engueulé à propos de l'Intifada, il y a eu quelques ruptures puis les choses sont rentrées dans l'ordre.

Un seul mot : « Intégration ! »

Il suffit de circuler dans les banlieues, de la Seine-Saint-Denis aux cités du nord de Marseille, pour se rendre compte que SOS-Racisme colle davantage, depuis cette évolution, à la morne réalité du terrain. C'est aussi l'opinion du Père Delorme, qui, s'il continue de reprocher à « SOS » *« d'avoir contribué à précipiter la chute des associations de jeunes issus de l'immigration »*, affirme, mais c'est son opinion, qu'elle est aujourd'hui *« la seule à regrouper vraiment des jeunes Maghrébins »*.

Du coup, « SOS » a changé. Longtemps virtuose du tam-tam médiatique, la voilà désormais aux prises avec le réel moins riant de l'immigration. Si la tâche est titanesque, elle ne semble pas effrayer SOS-Racisme, qui commence à ouvrir ici et là des « Maisons des potes » destinées à prouver que *« l'intégration, ça marche quand on s'en occupe »*. Mi-maisons de quartier, mi-MJC, ces « Maisons des potes », comme celles du Luc en Provence (Var), ou de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), offrent aux habitants déracinés des cités d'HLM les services les plus divers : depuis les cours de rattrapage pour gosses maghrébins scolairement en perdition jusqu'à la vente de billets pour concerts de rock.

Ce début d'enracinement dans les banlieues explique que SOS-Racisme n'ait désormais qu'un mot à la bouche, fruit de cet empirisme de terrain : l'intégration. Le temps n'est plus où Harlem Désir, dans la fièvre d'un des grands rassemblements de SOS-Racisme, lançait à la foule : *« La jeunesse multiculturelle est (...) la France de demain ! »*. Ce que, naturellement, certains comprenaient comme une exaltation du « droit à la différence ». Une revendication peut-être séduisante, mais grosse d'un danger potentiel : la différence de droits.

Le même empirisme explique la réaction de SOS-Racisme à propos du port du foulard islamique à l'école publique, réaction que Harlem Désir s'est époumonné, ces dernières semaines, à exposer : si on laisse faire, *« le jeans finira par l'emporter sur le tchador »* ; *« les religions ne se sont jamais aussi bien développées que dans les catacombes »*, etc. Peu sensibles à ces formules, que le président des « potes » usine si bien, nombre d'*« intégristes de la laïcité »*, comme on dit sous cape à SOS-Racisme, se sont éloignés de celle-ci.

Le temps n'est plus où, badge à la boutonnière, les « potes », qui ne doutaient de rien, partaient sus au racisme en fredonnant *l'Aziza (« Ton étoile jaune, c'est ta peau (...). Ne la porte pas comme un fardeau »)*. Le racisme, qui résiste aux chansons et aux bons sentiments, est toujours là. « SOS » aussi, qui s'est convaincue qu'elle avait affaire à un gros morceau et en a tiré les conséquences, quitte à heurter quelques-uns de ses amis d'hier.

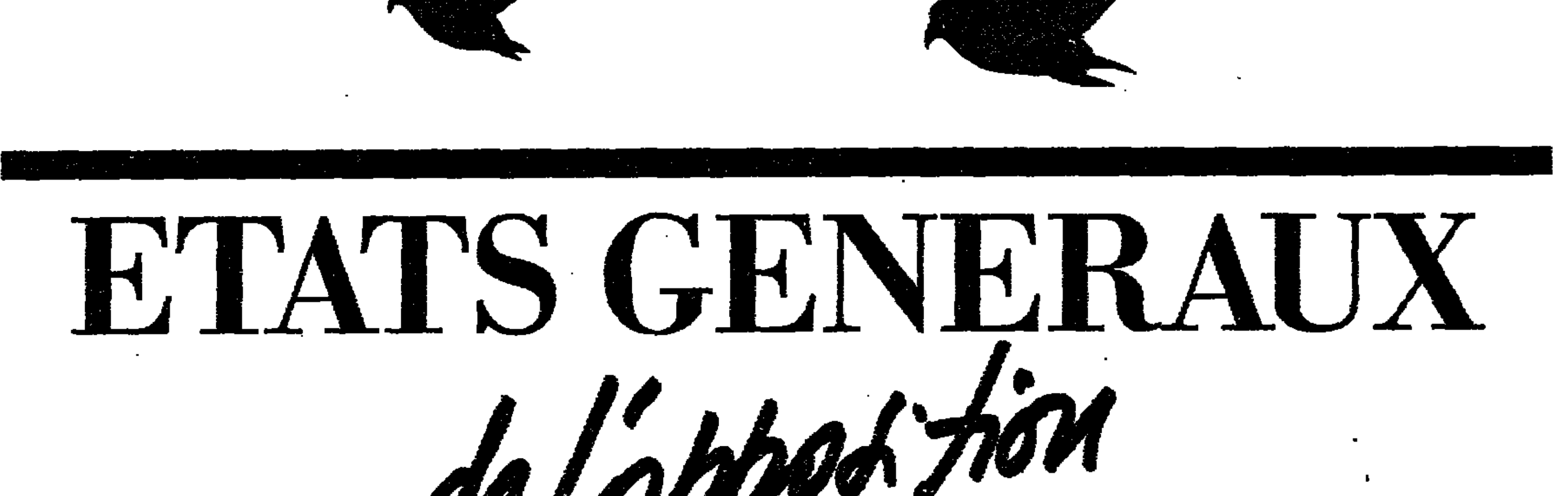
BERTRAND LE GENDRE

▶ **SOS-Racisme, 64, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris. Tél. : (1) 48-06-40-00.**

Des années sans élections ne veulent pas dire des années sans opinions. Jamais le besoin d'expression des Français n'a été aussi grand. Jamais aussi grand n'a été leur sentiment que la classe politique ne les entendait plus, ne les écoutait pas.

Tout de suite il est temps. De donner la parole à tous les Français qui ont quelque chose à dire. De réfléchir, de débattre, de proposer. Ensemble, avec toutes les formations de l'opposition. En dix conventions ouvertes à tous. Ouvertes sur tout : de l'école à l'écologie, de la famille à l'immigration, de la culture à la justice, de la drogue à l'emploi...

Tout de suite, il est temps d'ouvrir les États Généraux de toute l'Opposition. **Tout de suite la Convention Education, les 20 et 21 janvier à Marne-la-Vallée. Pour vous inscrire, appelez le 45 49 02 03.**



ETATS GENERAUX
de l'opposition

LE DEBAT EST OUVERT

EN NOUS ADRESSANT CE BULLETIN, VOUS SEREZ ASSOCIÉ À LA PRÉPARATION ET AU DÉROULEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX ET VOUS RECEVREZ DES INFORMATIONS RÉGULIÈRES. VOUS POUVEZ CONSULTER LE PROGRAMME DE LA CONVENTION EDUCATION SUR 3617 EGO. VOUS POURREZ, SI VOUS LE SOUHAITEZ, PARTICIPER AUX DÉBATS. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT APPORTER VOTRE CONTRIBUTION FINANCIÈRE SOUS LA FORME D'UN CHÈQUE À L'ORDRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION.

NOM ____ PRÉNOM ____

RUE ____

VILLE ____ CODE POSTAL ____

PROFESSION ____

A RENVOYER À : ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION, 17, BD RASPAIL 75007 PARIS - TÉL. : 45.49.02.03 - MINITEL : 3617 EGO.



Face à l'édification du marché unique

Israël redoute que les considérations politiques n'interfèrent dans les relations économiques

Quand les Israéliens parlent de leurs relations avec la CEE, le ton est souvent acrimonieux. C'est le reflet du sentiment qu'ils ont d'être mal aimés d'une Europe accusée de n'avoir d'attentions – au Proche-Orient – que pour le monde arabe. Les conversations en cours sur l'échéance 1993 – comment Israël doit-il se préparer au grand marché communautaire ? – n'échappent pas à la règle. Du côté de Jérusalem, on manifeste volontiers une certaine aigreur.

JERUSALEM

de notre correspondant

Le débat, d'abord économique et financier, n'est pas exempt de connotations politico-historiques. Ancien directeur général du ministère des affaires étrangères, M. Arye Levavi évoque, dans le *Jerusalem Post*, à propos de l'ouverture du marché unique, *« la dette sans équivalent dans l'histoire de l'humanité que l'Europe a contractée à l'égard des juifs »*. Et de relever, douloureusement, ce qu'il appelle *« cette réticence de l'Europe de l'Ouest à coopérer plus avant avec Israël ou à seulement paraître sympathique à notre égard »*. Ancien ambassadeur à Bonn, familier des questions européennes, M. Yohanam Meroz écrit quelques jours plus tard dans le même journal, et toujours à l'adresse des Européens : *« Nous ne sommes peut-être pas des parangons de vertu, mais nos adversaires arabes non plus. »* Contrairement aux Européens, dit-on encore à Jérusalem, les Etats-Unis n'ont pas ce ton de donneur de leçons lorsqu'ils s'adressent à Israël.

Voilà pour le climat. Les propos sont plus neutres – même si les arrière-pensées sont les mêmes – chez les hauts fonctionnaires chargés de négocier avec la Commission. Il y a la volonté de ne pas rater un rendez-vous appréhendé, celui de 1993. Faute de débouchés intérieurs dans un pays d'à peine plus de quatre millions d'habitants, l'économie israélienne est extrêmement dépendante de ses capacités à l'exportation. Le marché unique européen – 320 millions de consommateurs – sera férocement compétitif. L'objectif est clair : ne pas être exclu de la *« forteresse Europe »*, comme disent les Israéliens avec un soupçon de méfiance pour le géant économique en voie de constitution.

Déficit des échanges

Ils entendent aménager dans un sens plus favorable le texte de base organisant leurs relations commerciales avec la CEE, un accord de libre-échange (et totale réciprocité) conclu avec Bruxelles en 1975, auquel sont venus s'ajouter différents protocoles. Depuis janvier 1989, droits de douane et taxes à l'entrée des produits européens en Israël ont été abolis – mais la Commission européenne relève aujourd'hui une très forte tendance du ministre de l'industrie et du commerce, M. Ariel Sharon, à ériger des barrières non tarifaires. Il reste qu'il y a, en gros, une pleine zone de libre-échange entre les deux parties.

Israël veut des garanties pour absorber le choc de 1993. Contrairement à ce qui est souvent indiqué, *« nous ne demandons pas globalement le même statut que celui accordé aux pays de l'Association européenne de libre-échange* (AELE), *mais un régime identique dans certains domaines spécifiques »*, déclare M. Yaacov Cohen, directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères, qui tient à la nuance, et énumère trois revendications : plus de facilités pour certaines productions agricoles ; assouplissement de la réglementation sur les certificats d'origine (Israël veut pouvoir davantage exporter sa production électronique – les industriels de l'AELE ont un libre accès au marché communautaire, même si moins de 40 % de leurs produits sont manufacturés dans le pays d'origine) ; enfin, la possibilité d'être candidats sur les marchés publics (là encore, cela concerne essentiellement l'électronique et l'informatique israéliennes).

Pour avoir un pied dans la *« forteresse Europe »*, les industriels israéliens veulent s'associer à des partenaires européens. En sens inverse, pour attirer des investissements sur place, ils font valoir la situation particulière d'Israël : signataire d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, c'est une base pour pénétrer le marché américain ; signataire d'un accord du même type avec la CEE, c'est un point de départ pour les industriels américains qui visent le grand marché communautaire.

Leitmotiv des responsables israéliens : d'une façon ou d'une autre, il faudra impérativement remédier au déficit croissant que le pays enregistre dans ses échanges avec la Communauté. Israël réalise aujourd'hui près de 40 % de son commerce extérieur avec la CEE – 50 % des importations, 30 % des exportations. En 1988, le déficit a atteint 3,5 milliards de dollars. *« Cela représente la moitié du déficit des Etats-Unis dans leurs échanges avec la CEE ; aucun pays ne peut longtemps supporter pareil trou »*, affirme M. Yaacov Cohen. Le chef de la délégation des Communautés en Israël, M. Gwyn Morgan, fait valoir que le déficit n'est en fait « que » de 2 milliards de dollars si l'on prend en compte les réexportations israéliennes de diamants.

Pour expliquer le déficit, Israël incrimine volontiers le boycottage arabe – la menace de se voir inscrit sur la liste noire des pays arabes qui pèse sur tout industriel commerçant avec Israël. *« Le plus grave,* explique M. Cohen, *c'est ce que j'appelle le boycottage volontaire, quand les industriels s'autolimitent eux-mêmes par peur, allant sans doute au-delà de ce que demandent les pays arabes. »* Au moment où reprend le dialogue euro-arabe, les Européens, poursuit-il, seraient bien inspirés s'ils exigeaient de leurs interlocuteurs l'abandon d'une pratique discriminatoire qui heurte profondément l'opinion publique israélienne. Sur l'efficacité de ce boycottage, le représentant des Communautés, M. Morgan, est plus sceptique : *« Les Israéliens sont sûrement de bonne foi quand ils mettent en avant le boycottage pour expliquer le déficit, mais je crois qu'ils se trompent : il n'y a pas de preuve véritable pour avancer cela. Sans boycottage, le déficit serait sans doute du même ordre. »*

« Partis pris » européens

Autre point de friction : les exportations agricoles en provenance des territoires occupés. Il a fallu que les Européens bataillent et menacent pour que l'Etat hébreu accepte que les agriculteurs de Cisjordanie et de Gaza puissent vendre directement sur le marché communautaire – sans passer par le monopole d'exportation israélien – une production portant de vrais certificats d'origine – et non plus estampillée *« made in Israel »* comme c'était le cas jusqu'en 1988. Bataille d'emblèmes, bataille politique...

C'est peu de dire que les Israéliens ont traîné les pieds. Lors de la première campagne d'exportations, l'an passé, une partie de la production palestinienne transportée par la compagnie de navigation israélienne Zim n'est curieusement pas arrivée à temps à Marseille ou bien avait pourri dans des réfrigérateurs bizarrement mal réglés. De l'avis de multiples sources concordantes et dignes de foi, l'opération a ressemblé très fort à du sabotage. La deuxième campagne s'annonce sous de meilleurs augures. Les deux premières cargaisons sont, cette fois, parties sur des bateaux étrangers et sans encombre – n'était un incident lors d'un contrôle de sécurité sur le port d'Ashdod, incident que les milieux communautaires ont eux-mêmes qualifié de *« très mineur »*.

Ce qui compte dans cette affaire des exportations palestiniennes, c'est plus le symbole politique que les volumes ou les sommes en jeu – assez faibles. Pour les Palestiniens, il y a là la reconnaissance – élémentaire – du fait que les territoires sont une entité bien distincte d'Israël. Les Israéliens n'ont voulu y voir que la confirmation de ce qu'ils perçoivent comme des partis pris européens systématiquement pro-palestiniens. Quand le conseil européen met le doigt sur les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires – par exemple dans le domaine de l'éducation, – le réflexe israélien est d'affirmer que les Européens ne sont pas si sourcilleux avec leurs partenaires arabes.

Si l'on n'apprécie guère ce que l'on qualifie de *« jugement partial »*, ni cette manière de lier politique et relations commerciales, on sait aussi qu'il faudra faire avec. Car l'exaspération même des Israéliens témoigne de leur prise de conscience que l'Europe de 1993 sera également une force politique avec laquelle il faudra compter. A parler clair : le dossier des relations économiques sera influencé par l'évolution du conflit avec les Palestiniens.

ALAIN FRACHON

PORTRAITS D'EUROPÉENS

Mme Anne-Marie Lizin la « pétroleuse » belge de la Communauté

Il arrive, dit-on, à Mme Anne-Marie Lizin, secrétaire d'Etat belge à l'Europe 1992, de répondre elle-même à l'« Europhone », une ligne ouverte qui permet à tout citoyen du royaume de se renseigner sur les affaires communautaires. *Il faut dire que* Mme Lizin commence à bien connaître *« ses »* dossiers européens : à quarante ans, elle a passé plus de dix-sept ans dans la mouvance communautaire.



En 1973, elle entre au cabinet de M. Henri Simonet, vice-président belge de la Commission européenne. *« Vous serez la jeune wallonne de l'équipe »*, lui dit ce dernier. Equilibre belge oblige : il faudra aussi *« un jeune Flamand »*. Ce sera M. Karel Van Miert, qui, aujourd'hui, après avoir présidé aux destinées du Parti socialiste flamand, représente la Belgique au sein de la commission Delors. Après un bref séjour dans le cabinet de M. Etienne Davignon – qui a succédé à Henri Simonet, – Mme Anne-Marie Lizin rejoint ce dernier lorsqu'il prend le portefeuille des affaires étrangères.

En 1979, elle entre au Parlement européen où elle sera réélue en 1985, avant d'être nommée secrétaire d'Etat en 1988. Mme Anne-Marie Lizin poursuit une carrière politique au sein du Parti socialiste belge francophone. Conseillère communale de sa ville natale de Huy – à proximité de Liège, – elle est élue bourgmestre (maire) en 1983.

Fonceuse, voire pétroleuse, ses manières à l'emporte-pièce surprennent, notamment dans les locaux feutrés de la Commission de Bruxelles ou du Parlement européen. Elle ne s'embarrasse pas de détails. Ainsi, en 1986, au terme d'une aventure rocambolesque, elle tente de ramener d'Algérie les enfants d'un couple mixte séquestrés par leur père. Découverte – elle voyageait sous un faux nom, – elle passera plusieurs jours en résidence surveillée. L'affaire se terminera finalement bien puisque, aujourd'hui, le couple est réconcilié, les enfants sont de nouveau en Belgique et le père algérien a trouvé un emploi... grâce aux interventions de Mme Lizin. Celle-ci, pourtant, aura quelques démêlés avec le ministère belge de la justice, qui lui reproche d'avoir fait fabriquer dans sa propre commune les faux passeports destinés à son équipée algérienne. Les Algériens, eux, lui « pardonnent » d'autant mieux son intrusion qu'elle a toujours été une avocate ardente du Front Polisario.

Tiers-mondiste non repentie

Tiers-mondiste non repentie, Mme Anne-Marie Lizin s'efforce maintenant de rassurer les pays pauvres – notamment africains – que la construction européenne inquiète. Elle a ainsi organisé, le 26 octobre dernier, en marge de la réunion de l'« Interafricaine socialiste », un séminaire sur les implications de l'Europe de 1993 pour les pays africains.

Mais sa principale tâche, aujourd'hui, est de *« préparer les Belges à utiliser au mieux le futur grand marché européen »*. Mme Anne-Marie Lizin reconnaît qu'elle travaille sur un terrain privilégié. *« Les Belges,* dit-elle, *sont si peu nationalistes ! »* Autre avantage : la meilleure conjoncture économique a coïncidé avec le lancement de l'idée du grand marché, *« l'Europe est donc perçue favorablement »*. Pour convaincre ses concitoyens, mais aussi les responsables politiques, économiques, sociaux du pays, la secrétaire d'Etat travaille par capillarité. Elle a mis sur pied de nombreux groupes de travail – *« équivalence des diplômes »* pour les étudiants, *« marchés publics »* pour les édiles locaux – et a lancé l'organisation de *« journées 1992 »* dans les principales villes du royaume.

En liaison avec le Conseil central de l'économie, elle a créé un comité de quinze experts chargés d'encadrer une série d'études sectorielles. Appuyée par le premier ministre, M. Wilfried Martens, Mme Anne-Marie Lizin a aussi organisé une réunion des principaux ministres concernés par les affaires européennes. Autres activités du secrétariat d'Etat : l'édition et la diffusion d'*Europoches*, une série de fascicules expliquant l'impact de 1993 sur certaines catégories sociales. Parmi les premiers titres parus : *l'Europe des femmes*. Faut-il ajouter que Mme Anne-Marie Lizin est une féministe convaincue ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

Noël en Arménie : le goût de revivre

Treize mois après le tremblement de terre, d'Erevan à Leninakan les rescapés vivent entre le fatalisme et l'espoir

EREVAN

de notre envoyé spécial

Un virage puis un autre. Pouvait-on rêver plus beau tableau de Noël que cette godille-là. Pour hésitante qu'elle soit encore, en trois jours de stage sur les pentes de Tsarkadzov, la principale station de sports d'hiver arménienne, Anna maîtrise désormais les virages rapprochés, et il n'est pas besoin de la regarder longtemps pour se rendre compte que sa vie a déjà changé.

S'agissant de tout autre adolescent, l'émerveillement serait incongru. Mais Anna a perdu ses deux jambes dans le tremblement de terre de 1988 et si elle peut skier c'est grâce à un uniski, superbe machine à skier importée de France pour les besoins de ce stage par Médecins sans frontières.

Enseigner le ski des jours durant à quinze enfants qui ont laissé dans les décombres un ou deux de leurs membres n'était pas gagné d'avance. Vaincre successivement le scepticisme et l'inertie, héritages du système soviétique et de ses prolongements arméniens, et ...les télésièges, véritables appareils à estropier leurs utilisateurs, a nécessité autant d'astuce que de persévérance de la part de Taren, le chirurgien arménien initiateur du projet, et de la poignée d'éducateurs grenoblois spécialisés dans le sport pour handicapés, rameutés en quelques jours.

Qu'importe ! Les résultats sont là. Les gamins d'Erevan avalent la piste avec autant d'appétit que n'importe quel frimeur de Val-d'Isère et, au cours du toast du repas de Noël – que les Arméniens, conformément aux rites de leur Eglise apostolique, fêtent le 6 janvier, – l'infirmière du groupe a fait presque pleurer son monde en disant de grands mots banals sur le bonheur, l'immense bonheur de vivre malgré tout.

Disons-le, à Erevan comme sur toute la terre d'Arménie, ce fut le plus beau Noël depuis longtemps. Pas seulement, bien sûr, parce que la télévision d'Erevan a offert à son public l'opéra *Jésus-Christ superstar* en version anglaise sans sous-titres, ni parce que Charles Aznavour, qui a débarqué à la tête d'une cargaison de fours à pain, couveuses, magnétoscopes, électrocardiogrammes pour enfants, a été accueilli comme le Père Noël par tout un peuple.

Simplement, pour la première fois depuis 1970, ceux qui se définissent fièrement comme la plus ancienne nation chrétienne du monde – depuis la conversion en l'an 301 du roi Tiridate III, premier souverain à embrasser le christianisme – ont pu fêter Noël publiquement (1).

C'est tout et c'est énorme. Les autorités ont bien tenté de sauvegarder ce qui pouvait l'être, c'est-à-dire bien peu, de l'idéologie officielle. Ainsi, c'est une étoile rouge qui surplombe le sapin *« gouvernemental »* dressé par le gouvernement sur la place Lénine. Dans l'indifférence générale, les militants préfèrent se rassembler quelques centaines de mètres plus loin, sur la place de l'Opéra, théâtre privilégié des manifestations nationalistes de l'an dernier, où les militants du mouvement arménien ont dressé un sapin plus grand que celui de l'an dernier. Détournant un vocable à la mode, tout Erevan s'est aussitôt baptisé *« alternatif »*. Ainsi appelle-t-on désormais les candidats non officiels des élections.



Photo extraite d'un reportage en Arménie d'Igor Gavrilov qui collabore à la revue soviétique Ogoniok *et dont le travail a été exposé pour la première fois au Festival de Perpignan, « Visa pour l'image », en septembre 1989.*

Le petit sauna de l'hôtel de luxe

EREVAN

de notre envoyé spécial

Catastrophe ou pas, la Nomenklatura soviétique garde *ses droits et ses petits* privilèges. Ainsi, les hauts cadres moscovites qui supervisent la reconstruction de Spitak ont-ils eu comme premier souci, alors que les sinistrés s'entassaient encore dans *les domiks, de se faire* construire à leur usage personnel un luxueux hôtel en bois style isba, d'une cinquantaine de chambres, dont une suite ministérielle agrémentée d'une piscine et d'un sauna. *« Une toute petite piscine et un sauna miniature,* nuance avec embarras Evgueni Akimov, ingénieur en chef moscovite chargé de la reconstruction à Spitak. *Que voulez-vous, notre ministre vient ici une ou deux fois par mois. Il faut bien l'accueillir ! Et quand nous repartirons, cet hôtel profitera au peuple. »*

Un « peuple » qui, pour l'instant, ne se doute guère du cadeau qui l'attend, l'existence de cet hôtel étant le secret le mieux gardé de Spitak. Le confort tout occidental *de l'établissement* posé au milieu des ruines ne choque pas l'ingénieur en chef qui sort à toute occasion sa calculette électronique et se souvient encore avoir payé 150 dollars une chambre d'hôtel lors d'un voyage en Allemagne fédérale.

Ce secret s'ébruiterait-il qu'il ne ferait sans doute même pas souffler un vent de révolte dans la population, toute repliée qu'elle est sur sa douleur et sa résignation.

D.S.

Leninakan abominable bidonville

Pour occuper le terrain ainsi conquis, les nationalistes ont organisé dans les jours précédant Noël des libations gratuites sur cette même place. Un jour, c'est un gâteau de 4 tonnes qui a été servi à la population. Le lendemain, on pouvait déguster vin et côtelettes en provenance du Karabakh, cette enclave à majorité arménienne en territoire d'Azerbaïdjan que se disputent les deux Républiques. Les paysans ont dû y abattre nombre de leurs bêtes faute de pouvoir les nourrir, en raison du blocus azéri. Toutes les côtelettes gratuites ! Béni soit pour une fois le blocus ! *« Les années précédentes, nous avons eu assez de raisons de pleurer,* résume Karen, *un militant nationaliste. Cette année, nous voulons signifier que nous en avons marre des tragédies et montrer à nos ennemis qu'on ne peut pas casser le peuple arménien. »*

Certes, l'histoire ne progresse pas partout uniformément, et ce droit d'ériger leur propre sapin octroyé aux citoyens d'Erevan-la-Turbulente a été refusé à Leninakan, la plus grande ville touchée par le séisme. Refusé par qui ? L'histoire est confuse. A peine les nationalistes avaient-ils manifesté leur volonté d'installer l'arbre symbolique que quarante veuves de victimes de la catastrophe – manipulées par les communistes, accusent les nationalistes – manifestaient bruyamment leur refus. Alors qu'on venait à peine de mettre *en bière leurs disparus,* l'idée même de fêter Noël n'était-elle pas indécente ? Il n'y eut donc pas de sapin à Leninakan. L'incident n'a pas empêché les dizaines de milliers de sinistrés de célébrer la nativité dans leurs domiks, ces cubes préfabriqués où ils s'entassent à six ou huit dans 30 mètres carrés en attendant la reconstruction. Sur toute la zone sinistrée, le territoire *en est recouvert. Il y a des domiks* en plastique ou en bois, des élémentaires et des améliorés composés de plusieurs pièces. Il y a des domiks en rase campagne et d'autres dans la cour même des immeubles qui, sans être effondrés, on été déclarés inhabitables. Depuis un an, toute l'énergie des rescapés a été employée à restaurer ces modules de bois, à y aménager des sanitaires, *des coins cuisines,* des salles de bains ou autres minuscules dépendances.

De fait, si, vue de l'extérieur, avec ses rues défoncées et boueuses et ses alignements de tubes, Leninakan évoque un abominable bidonville, dès que l'on passe le seuil des domiks, on est saisi par l'ingéniosité déployée pour rendre douillets, presque accueillants, ces *cubes de plastique. Ce ne sont que* napperons, bibelots, friandises, sapin de Noël dans le coin – peut-on dire la chambre – des enfants. Et, hormis pendant les coupures de courant, assez rares semble-t-il, il fait chaud, le radiateur électrique étant en permanence branché au maximum.

Pour ceux dont les décombres ont englouti la dernière cuillère, un *rien suffit, un poster de Mickey,* un vélo dans un coin, pour rendre joyeux ces quelques mètres cubes de malheur. On entre, on se présente, on est tout de suite invité à s'asseoir. En trois minutes, comme par magie, du café fume dans les tasses. Les gateaux traditionnels du nouvel an sortent de la boîte. On commence à parler et tout d'un coup la voix de l'hôte s'assourdit, les yeux de l'interprète s'embuent. Invariablement, on replonge dans ces 45 secondes du 7 décembre 1988 qui séparèrent les deux secousses. On revoit les escaliers alors dévalés, les enfants sauvés en les jetant dans les rues, mais aussi les vieux parents sacrifiés ou le fils lui-même abandonné à la colère de la terre.

Trois ans pour rebâtir

C'est cela aujourd'hui Leninakan, les milliers de cauchemars chaque soir revécus dans des boîtes de plastique alignées sous la neige. Et cela promet de durer encore longtemps. De l'homme de la rue à l'homme de chantier, du médecin à l'ingénieur, il n'est plus personne qui ne pense, sans au minimum sourire, à la promesse de M. Gorbatchev, au lendemain des séismes, de tout reconstruire en deux ans. *« Il a dû être mal conseillé »,* assurent les plus indulgents.

Selon les prévisions les plus optimistes, il faudra plutôt autour de trois ans à dater d'aujourd'hui pour que soit entièrement rebâtie, si elle l'est un jour, la zone sinistrée. *Même sous la neige, l'ardeur des* ouvriers venus de toutes les Républiques de l'Union en échange d'un confortable salaire, ne paraît pas faiblir. Les constructeurs étrangers, eux, ont tenu leurs délais. Les Italiens ont livré à Spitak un village d'une centaine de maisons préfabriquées qui ont aussitôt trouvé preneurs. Cent autres maisons construites par les Autrichiens à Leninakan attendent aussi leurs habitants, mais elles ne risquent pas de les recevoir de sitôt. Les canalisations d'égout qui incombaient à la municipalité ont pris plusieurs mois de retard.

La cause de ce retard-là et de *tous les autres,* à en croire les autorités ? Le blocus, bien sûr, ce maudit blocus provoqué par les Azéris qui empêcheraient les trains de charger les matériaux de reconstruction et le ravitaillement de parvenir jusqu'en Arménie. Le blocus *et les sabotages :* les vitres arriveraient brisées, le ciment mélangé d'eau, la nourriture moisie.

Défauts d'organisation

En fait, si le blocus, tout au long de l'été, a incontestablement provo*qué des retards* – une moitié des matériaux envoyés du Kazakhstan, pour ne prendre qu'un exemple, n'est jamais arrivée, – ils semblent *bien avoir cessé avec l'arrivée du* froid.

Ses conséquences à retardement, bien sûr, se font encore sentir, mais il est surtout un commode prétexte aux autorités pour masquer les inévitables défauts d'organisation provoqués par l'immensité du chantier et la multiplicité des intervenants. Le choix de laisser chaque République maîtresse de ses travaux sans supervision moscovite n'a pas été sans conséquences surprenantes. Ainsi les Ouzbeks qui ont construit un magnifique village sur les hauteurs de Spitak ont-ils tout simplement oublié d'installer les sanitaires dans les appartements. Tradition locale, paraît-il...

Difficilement évaluables, les détournements auxquels se sont livrées les équipes de reconstruction, ont encore contribué à ralentir le rythme. Nombre d'Arméniens racontent comment des ouvriers moscovites, kazakhs, biélorusses ou autres, sont venus leur proposer, au noir bien entendu, béton ou structure métalliques, ce qui accessoirement peut faire douter de la qualité des futurs logements.

Les détournements ne sont d'ailleurs pas réservés aux matériaux de reconstrucion. Sourires en coin, les habitants de Leninakan se souviennent comment des stocks entiers de vêtements en provenance de France, destinés à l'aide humanitaire, se sont retrouvés l'an dernier... vendus dans les magasins d'Etat. Ce sont quelques épisodes *de cet ordre* qui auraient d'ailleurs coûté son poste voici quelques mois au ministre arménien du commerce.

Sur le plan de l'inorganisation, l'aide humanitaire internationale n'est pas en reste, à l'image de ces camions de l'association lyonnaise Equilibre qui, au milieu de produits de première nécessité convoient, parfois jusqu'en Arménie des cargaisons dont personne n'a véritablement besoin. Ainsi est destiné à moisir ce millier de pots de compote arrivés peu avant Noël alors *que chaque famille* arménienne, traditionnellement, prépare elle-même sa compote. Ainsi encore ces quarante maisons préfabriquées en provenance de la région de Marseille, et que l'on peut admirer inhabitées, posées en plein champ à la sortie de Léninakan. Ni les convoyeurs, ni les autorités locales ne s'étaient apparemment souciés de les raccorder à l'eau et à l'électricité.

Il est une conviction unanime dans la population et qui donne aussi le vertige : le tremblement de terre... n'a pas été une catastrophe naturelle. Il a été artificiellement provoqué. *« Par qui ? »,* demande-t-on naïvement. Allons donc, qui avait intérêt à casser le mouvement pour le rattachement du Karabakh qui battait alors son plein. En son *temps, Brejnev ne s'était-il pas* vanté de pouvoir déclencher à distance une explosion souterraine en tout point sensible du territoire de l'empire ! Un racontar de bonne femme ? Un délire de sinistre déboussolé ? Ecoutons, par exemple Raphaël Kazarian, membre éminent du comité Karabakh, et phycisien réputé qui s'exprime avec mesure et pondération *« Nous n'avons pas de raison de penser que le séisme a été provoqué »,* explique-t-il. Après un temps de silence : *« Mais nous n'avons pas non plus de raisons de penser le contraire ».*

Tout est dit. Et notamment que dans sa détresse, cette paranoïa est peut-être le seul piment de ce peuple, sa seule issue, la seule façon de garder la foi malgré tout. Car, de quelque *côté qu'ils se tournent,* l'avenir paraît bien terne aux Arméniens, à l'image de leur paysage quotidien où ne chatoie aucune couleur, où prédominent les gris et les beiges sales, des murs des villes aux robes des femmes.

Certes, ici comme ailleurs, le gorbatchévisme a relativement détendu l'atmosphère politique. Depuis la libération l'an dernier des membres du comité Karabakh, on peut dire à peu près ce que l'on veut dans les manifestations publiques et quand le mouvement arménien a décidé d'investir, pour en faire un siège permanent, les locaux d'une école professonnelle située quasiment en face du siège du parti, personne, et surtout pas ce dernier, n'y a trouvé à redire.

Scepticisme sur la libéralisation

Certes le KGB contrôle toujours chaque semaine les hôtels pour étrangers mais on peut aller où l'on veut, rencontrer qui l'on souhaite, sans craindre d'être suivi, et les envoyés des organisations humanitaires ont cessé de chercher l'agent du KGB derrière chaque interprète... L'an dernier on a même vu des miliciens arméniens se joindre aux manifestants qui réclamaient le rattachement du Karabakh et l'on ne cache pas qu'il y ait eu des *sanctions.*

Il en faudrait pourtant davantage pour dissiper le scepticisme général quant à la sincérité de la libéralisation politique. Les prochaines élections prévues au mois de mars ? *« Elles seront truquées »,* pronostiquent sombrement les nationalistes. Mais, pour la première fois, la pluralité des candidatures n'y sera-t-elle pas admise ? Cela ne représente-t-il pas un spectaculaire progrès ? Interrogés, les militants regardent le visiteur comme s'il arrivait de la planète Mars. Poser ces questions, répondent-ils, c'est ne pas soupçonner de quelles ruses sont capables *les appareils communistes pour* s'accrocher au pouvoir ni par quels moyens ils savent s'attacher des clientèles. Les dernières élections municipales de Leninakan n'ont-elles pas été organisées le jour de Pâques si bien que mobilisées par leurs célébrations religieuses, nombre de chrétiens n'ont pu y participer ? Des histoires de cet ordre, chacun peut en raconter. De toute façon, la déliquescence idéologique du parti communiste qui a progressivement fait siennes toutes les revendications nationalistes – à commencer par le rattachement du Karabakh voté l'automne dernier par le Soviet suprême d'Arménie, *en contradiction* avec la constitution de l'URSS, – paraît, aux yeux des Arméniens, réduire singulièrement l'enjeu du scrutin. L'Arménie, c'est la seule certitude, n'a pas fini de donner du fil à retordre à Moscou.

DANIEL SCHNEIDERMANN

(1) La légende fait remonter la christianisation de l'Arménie à 301, mais elle n'aurait en fait eu lieu qu'en 314, un an après l'édit de Milan, par lequel l'empereur Constantin accordait la liberté religieuse dans tout l'empire romain.

JOSÉ-ALAIN FRALON

SOCIÉTÉ

L'arrivée des enfants roumains dans leurs familles adoptives françaises

« Elle joue, elle chante, elle danse... »

Soixante-deux enfants roumains adoptés par des familles françaises, mais retenus par Ceausescu, sont arrivés samedi *6 janvier, vers 18 heures, à Paris.*

L'avion de la Croix-Rouge française, responsable du convoiement, avait décollé d'Orly vers 10 heures avec, à son bord, un membre de chaque famille et des représentants du ministère des affaires étrangères, du secrétariat d'Etat à la famille, des associations France-Roumanie *et Enfance et familles d'adoption*, ainsi que le responsable des actions d'urgence à la Croix-Rouge, le docteur Michel Joli.

A l'arrivée à Paris, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la *famille*, a *remercié* les nouvelles autorités roumaines. Pour les familles qui attendent encore leur enfant, Mme Dorlhac a souligné la bonne volonté du gouvernement roumain et promis que les discussions allaient continuer pour que la situation se débloque rapidement.

« Elle joue, elle chante, elle danse... Tout va bien, vraiment tout va bien ! », répète Pierre Labrosse, un grand gaillard de la région lyonnaise. Lui, tellement sociable *d'habitude, ne trouve plus ses mots* pour décrire ce premier dimanche passé en famille avec sa femme, son fils, Luc, sept ans, et Laure, trois ans et demi, qui est enfin arrivée de Roumanie. Ces dernières semaines, et plus particulièrement les dernières quarante-huit heures, ont été trop éprouvantes. Il ne sait plus qu'une chose : elle est là, bien là.

Laure avait trois mois quand, avec sa femme, il l'a vue la première fois. C'était en 1986. La procédure d'adoption avait été particulièrement rapide. Avec la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, en France, le dossier n'avait pas mis un an à être bouclé. *Un ami de Lyon, lui-même parent* adoptif de deux petits Roumains, leur avait conseillé de s'adresser à ce pays où, à cause d'une politique très sévère contre la contraception et l'avortement ainsi que des conditions de vie extrêmement difficiles, un grand nombre de parents ou de femmes seules abandonnaient leurs enfants. L'ami donna le nom de son avocat. Celui-ci, trois mois après avoir été contacté, annonça qu'une petite fille née d'une mère célibataire *les attendait. Ils* se rendirent donc à Bucarest où, munis de la déclaration d'abandon et de *l'accord du conseil populaire, ils* purent signer les papiers devant un notaire.

*L'attente commença pour obte*nir l'autorisation de sortie du territoire. Jusqu'à fin 1987, ils purent se *rendre* régulièrement en Roumanie pour voir la petite. Mais, début 1988, Ceausescu, qui avait décidé de prendre les enfants en otage pour *faire pression sur les Etats, interdit* toute sortie, mais aussi toute visite des parents adoptifs. M. Labrosse fit une tentative, en vain, en 1988. Il parvint toutefois en 1989, grâce à des complicités roumaines, à rencontrer la fillette.

Terrorisée par le chat

Mme Huet, *dimanche, ne tarissait* pas d'éloges sur sa petite Vérane, quatre ans et demi, qu'elle attendait depuis plus de trois ans *(le Monde* daté 31 décembre-1er janvier). *« Elle est mignonne, affectueuse, dégourdie. »* A son arrivée, samedi soir, père, mère et grande sœur lui ont fait visiter la maison. Dimanche, elle allait de pièce en pièce, comme *si elle avait toujours habité* là. Les Huet ont même eu droit à un petit caprice : *« Elle va nous observer pendant quelques jours pour voir nos limites »*, explique la maman, qui, à l'évidence, a été préparée à l'accueil de ces enfants qui ont déjà subi plusieurs traumatismes : abandon de la mère, passage dans plusieurs crèches, liens *irréguliers avec les parents adoptifs.*

Il est vrai que, pour eux, l'adoption n'est pas quelque chose de nouveau, *puisque* leur aînée, Mariana, est elle-même d'origine roumaine. Mariana prend très au sérieux son rôle de grande sœur. Elle a voulu que Vérane dorme pour la première nuit avec elle et lui a fait visiter le voisinage. Seul petit problème : la gamine, qui n'a jamais vu d'animal domestique, est terrorisée par le chat de la maison et a fui à grandes jambes en entendant aboyer le chien du voisin...

Mme Huet se souviendra longtemps de ce voyage en Roumanie. A cette arrivée à Bucarest où on leur avait dit que les parents retrouveraient *leurs enfants* dans *l'intimité.* En fait, une horde de journalistes attendaient. A la pagaille due à la presse, *s'ajoutait un petit désordre* dû à l'arrivée d'autres parents, Italiens cette fois, venus eux aussi chercher leurs enfants. Après un moment d'hésitation, on demande aux Français de rebrousser chemin et d'attendre dans une salle. On les fit venir ensuite, chacun à son tour, pour prendre qui sa fille qui son fils.

Repris par leurs parents

Bien que toute à sa joie, Mme Huet, membre de l'association *Enfance et familles d'adoption*, qui a lutté sans relâche pour la venue des enfants, pense aux autres familles, aux autres enfants qui ne sont toujours pas réunis. Les causes sont multiples. Quatre enfants ont été repris par leur famille d'origine, le gouvernement ayant voulu que, chaque fois que cela était possible, les parents naturels confirment l'abandon. Quelques-uns, *confiants* dans un nouvel avenir pour le pays, ont décidé de revenir sur leur décision.

« Nous sommes heureux pour ces parents et ces enfants », déclarent avec cœur M. et Mme Goacalou, qui attendaient une petite fille de deux ans, que sa mère a reprise. M. Goacalou est toutefois revenu de Roumanie avec Florian, trois ans et demi, qu'il a également adopté. Le couple a l'espoir de pouvoir revenir dans quelque temps en Roumanie, car le gouvernement a promis à tous ceux qui sont dans ce cas de leur permettre d'adopter un autre enfant. Une promesse importante, quand on sait que les nouvelles autorités roumaines ont décidé de freiner les adoptions des étrangers, pour améliorer les accueils en Roumanie.

D'autres parents ont eu la douleur d'apprendre que leur enfant était mort ou n'était plus adoptable parce qu'il avait subi une maladie grave ou un fort traumatisme. D'autres devront attendre que les communications avec *le reste* du pays soient meilleures.

Enfin, des parents français, compte tenu de la longueur de l'attente, ont renoncé à prendre avec eux des enfants qu'ils avaient pourtant adoptés. Ils ont probablement été effrayés par la rencontre avec des gamins déjà grands.

CHRISTIANE CHOMBEAU

ÉDUCATION

Un « plan d'urgence » pour les universités sera adopté cette semaine

M. Lionel Jospin a confirmé lors du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 7 janvier, son intention de mettre en œuvre un *« plan d'urgence »*, puis un *« plan à moyen terme »*, pour accueillir le nombre croissant de jeunes qui veulent faire des études supérieures (*le Monde* du 6 janvier).

Sans dévoiler *le détail du plan* d'urgence, qui doit être arbitré lundi 8 janvier et présenté au *conseil des ministres de mercredi*, le ministre de l'éducation nationale a fait part de son intention de *construire, pour la rentrée* universitaire de l'automne 1990, 200 000 mètres carrés de locaux supplémentaires. Pour atteindre cet objectif ambitieux, *« il faudra que tout le monde m'aide »*, a-t-il précisé : le gouvernement, l'administration, mais aussi les collectivités locales, qu'il propose d'associer *« dans un véritable partenariat »* à la politique universitaire.

Quant au financement de ce plan d'urgence, comme des projets à moyen terme, M. Jospin reprend à son compte une formule récente du premier *ministre* : *« Pour cet effort exceptionnel, il faudra des ressources exceptionnelles. »*

Enfin, le ministre a annoncé que des discussions allaient être engagées dans les prochains jours avec les organisations syndicales d'étudiants. Au programme : la définition d'un plan social destiné à accroître le nombre des bourses et des prêts aux étudiants.

COMMUNICATION

Les victimes de l'harmonisation A 2 et FR 3

« Cinéma-cinémas » entre deux chaînes

Après Antenne 2 (*le Monde* du 21 décembre), FR3 – où l'éviction de Jean-Pierre Cavada a entraîné quelques *retards – achève sa grille de* programme. Un double accouchement qui n'est pas sans douleurs. De nombreux producteurs se plaignent de voir leurs émissions repoussées en fin de soirée, comme « L'heure de *vérité », purement et simple*ment supprimées, comme le magazine « Haute curiosité », de l'académicien Maurice Rheims, ou encore suspendues à des arbitrages qui tardent, comme le c'est le cas pour *« Résistances »*, de Noël Mamère. Enfin, il en est *d'autres... entre deux chaînes.*

C'est une histoire absurde. Absurde et désolante. Une histoire qui témoignerait à merveille du dysfonctionnement du service de l'audiovisuel, à moins de penser qu'il s'agit d'un faux pas et d'espérer que la communication passera mieux désormais entre les deux chaînes concernées. Mais une histoire qui risque de coûter la vie à l'un des magazines les plus primés de ces dernières années, « Cinéma-cinémas » qui, après avoir été encensé par tout le monde, réclamé sur FR3 et regretté sur A2, n'est plus programmé nulle part.

Début novembre, les producteurs de « Cinéma-cinémas » sont contactés par Jean-Marie Cavada, alors directeur d'antenne de FR3. Le magazine – mensuel depuis sept ans sur Antenne 2 – l'enthousiasme au plus haut point et il souhaiterait l'intégrer sur un rythme bimensuel dans sa programmation du jeudi soir dont la thématique est précisément le cinéma. Surpris et flattés, Michel Boujut, Anne Andreu et Claude Ventura ont alors un premier rendez-vous à la direction de FR3. Ils s'y font expliquer la cohérence de la soirée cinéma (où leur magazine alternerait avec l'émission de Pierre Tchernia et la « Dernière séance », juste après le film de 20 h 20) ainsi *que la stratégie du directeur de* l'antenne, lequel fait « son affaire » des questions relatives au budget et aux relations avec Antenne 2.

Influencés par le discours du *président* Guilhaume sur l'harmonisation de la « maison » commune A2-FR3 et persuadés qu'il s'agit *d'une stratégie concertée et glo*bale, ils font confiance à Jean-Marie Cavada, lequel affirme d'ailleurs être en contact permanent avec son homologue de la 2, et un accord est conclu pour une première diffusion le soir du 18 janvier. Le transfert du magazine est dès lors quasi officiel : son nom figure sur un projet de grille émanant de la présidence ; et lors d'un appel téléphonique purement amical, Eve Ruggiéri – qui affirme regretter son départ d'Antenne 2 – souhaite bon vent au trio de producteurs.

Las ! Jean-Marie Cavada saute dès le début janvier – *« Ce monsieur ne travaille plus à FR3 »*, répond désormais le standard en oubliant qu'il y conserve tout de même une émission – et Jacques Chancel prend les rennes des programmes. Un Jacques Chancel angoissé par l'urgence de bâtir une grille attendue de toutes parts, décidé à la marquer de son empreinte – *« J'en suis le seul maître »* – et affolé de découvrir les promesses et engagements – non contractuels – de son prédécesseur, sans rapport, dit-il, avec les contraintes du budget.

« Cinéma-cinémas » est dans ce cas. Deux fois plus coûteux qu'un magazine moyen de FR3, *il* ne figure donc plus sur aucun projet. *« Je découvre l'affaire*, affirme Jacques Chancel, *et je suis tout neuf dans l'histoire. Mais personne ici, tant à la programmation qu'à la production, n'attendait ce magazine. La légèreté et l'inconséquence de la promesse me semblent ahurissantes... Trop cher, vraiment. Voyez sur Antenne 2, leur maison. »*

Sur Antenne 2 ? Mais le magazine n'y est plus ! *« Pensez-vous sérieusement qu'une case reste vide plusieurs semaines et qu'on puisse se permettre d'entrer et sortir d'une grille comme d'un hall de gare ?*, demande Eve Ruggiéri, visiblement navrée. *J'ai annoncé ma grille, pris de nombreux engagements. »*

Voilà. Tout espoir n'est sans doute pas perdu puisque chacun affirme sa volonté de contribuer à trouver une solution. Rendez-vous est également pris avec Marcel Jullian, au niveau de la structure commune. Mais l'histoire qui, murmure-t-on, est loin d'être isolée, est absurde. Vraiment.

ANNICK COJEAN

La guerre des télévisions privées aux Pays-Bas

TV 10 se saborde au profit de la CLT

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le producteur Joop van den Ende, pionnier de la télévision commerciale aux Pays-Bas, vient de tourner définitivement le dos à la chaîne TV 10, qu'il avait portée sur les fonts baptismaux il y a moins d'un an. Deux mois après *s'être retiré du capital de TV 10, il* a rendu public, le 5 janvier, un accord de coopération avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), principal actionnaire de la chaîne néerlando-luxembourgeoise RTL-Véronique. Sa concurrente, TV 10, a immédiatement tiré la seule conclusion possible de la *« trahison »* de son père spirituel et principal pourvoyeur de programmes : elle a annoncé sa cessation d'activité et le licenciement de ses cinquante salariés.

Dans son avis de décès, TV 10 fait également part de l'échec des pourparlers de la dernière chance menés depuis plusieurs mois avec des sociétés de télévision étrangères, tel le groupe américain NBC, et TF 1. Ainsi s'achève un compte à rebours fatal déclenché fin septembre par la décision du commissariat aux médias, le gendarme de l'audiovisuel aux Pays-Bas, d'interdire aux sociétés de télédistribution la diffusion de TV 10.

RTL-Véronique n'en finit pas de profiter des déboires de sa concurrente malheureuse. Après s'être engouffrée dans la brèche juridico-politique ouverte par Joop van den Ende, elle avait reçu le feu vert des pouvoirs publics néerlandais. Emettant depuis le 2 octobre, elle a *conquis* 10 % des téléspectateurs des Pays-Bas et commence à attaquer le gâteau publicitaire. Ses atouts sont, aujourd'hui, plus que solides : Joop van den Ende apporte à la CLT les vedettes, ce que l'on appelle ici son « écurie ». Celle-ci accueille la quasi-totalité des étoiles du petit écran néerlandais, qui sont sous contrat avec la société van den Ende Productions, dont l'avenir, un moment menacé, est assuré.

En passant avec armes et bagages du côté de RTL-Véronique, le producteur le plus *efficace des Pays-Bas place une* bombe à retardement dans le jardin des chaînes « publiques » néerlandaises. Il travaillait hier pour elles, il produit désormais contre elles. Il donne également à la CLT les moyens de concurrencer, dans la partie flamande de la Belgique, la chaîne publique VTM.

CHRISTIAN CHARTIER

A l'occasion du renouvellement des statuts

Les journalistes du « Figaro » veulent être mieux représentés au sein de la société de gestion

Les deux cent cinquante journalistes du *Figaro*, du *Figaro Magazine*, du *Figaro Madame* et du *Figaro littéraire* vont être appelés à voter, le 18 janvier, sur la nouvelle société de gestion du titre qui sera mise en place dans le courant du mois de janvier. Créée en 1971 pour dix-neuf ans, cette société de gestion avait été mise en place après une grève de la rédaction du quotidien qui voulait s'opposer à la mainmise de Jean Prouvost, alors patron du *Figaro*. Cette structure, chargée de la gestion, de l'administration et de la rédaction, se compose de deux entités : le directoire, formé de cinq membres (dont deux titulaires de la carte de presse, MM. Jean Miot et André Gillet) et présidé par M. Robert Hersant, et le conseil de surveillance, où *siègent douze* membres (sept représentants du propriétaire, quatre de la rédaction, et un cadre).

M. Robert Hersant, en rachetant *le Figaro* en 1976, avait conservé *cette structure jusqu'au bout* de sa durée de vie juridique. Compte tenu de l'échéance de celle-ci en 1990, des *discussions avaient lieu depuis* plusieurs mois entre la direction du *Figaro* et la société des rédacteurs, créée en 1965. Pour M. Hersant, deux solutions étaient possibles. Soit la société de gestion disparaissait au profit d'une société anonyme classique, soit il maintenait le système actuel. C'est cette deuxième solution qui a été retenue, après *« de nombreuses discussions, parfois houleuses »*, souligne un membre de la société des rédacteurs.

Trois éléments nouveaux apparaissent cependant. La nouvelle société de gestion est créée pour dix ans, et non plus pour dix-neuf ans, mandat qui apparaissait trop long, compte tenu des évolutions de la presse et de l'âge du propriétaire du *Figaro* (soixante-neuf ans). Ensuite, si les quatre représentants actuels de la *rédaction sont* reconduits au sein du conseil de surveillance, lors du départ de certains d'entre eux à la retraite, leurs remplaçants seront dorénavant élus par la rédaction. *« Nous nous sommes rendu compte que les quatre représentants étaient cooptés par le conseil de surveillance, ils avaient donc un côté notable »*, indique un membre de la société des rédacteurs.

Le troisième élément nouveau concerne justement cette société des rédacteurs. N'appartenant pas à la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) et détentrice *d'une très faible part du capital du Figaro* (moins de 0,5 %), la société des rédacteurs estime, dans cette négociation, avoir renforcé l'unité de la rédaction et joué un rôle de liaison. Ce n'est pas l'avis des syndicats de la rédaction (Syndicat national des journalistes, FO et CGC). Ces derniers ont décidé d'appeler la rédaction à refuser d'entériner la nouvelle société de gestion. Ils stigmatisent l'absence d'élections véritables au sein de cette société des rédacteurs *« atypique »*, qui *« n'a pas su obtenir du propriétaire une véritable part d'intéressement »*. *« Elle n'est pas représentative de la rédaction et elle a suivi les diktats de la direction »*, juge un syndicaliste.

Y.-M. L.

Satellites braqués vers l'Est...

Les récents événements en Europe de l'Est ont entraîné une forte demande de liaisons par satellite, pour les besoins des télévisions internationales. Eutelsat, l'organisation européenne de télécommunications par satellite, a ainsi réalisé pour les seuls mois de novembre et décembre 1989 près de 800 heures de transmissions, soit une augmentation d'environ 60 % du trafic.

Près de 400 heures venant de Roumanie (où cinq stations terriennes mobiles ont été installées à Bucarest, Arad et Timisoara), plus de 200 de Berlin, une centaine d'heures de Prague, 40 heures de Varsovie et de Gdansk ont ainsi transité par les satellites d'Eutelsat, sans compter les transmissions prévues d'événements comme le sommet de Malte ou le Paris-Dakar.

Reprise du travail à l'hebdomadaire « le Sport »

Après un accord avec la direction, la rédaction du *Sport* a *repris* le travail lundi 8 janvier. Le mouvement de grève avait été lancé jeudi 4 (*le Monde* du 6 janvier). L'accord porte sur le remplacement de journalistes démissionnaires, l'embauche définitive de certains rédacteurs, une augmentation de salaire et la communication des comptes de la société éditrice à un expert *choisi* par l'intersyndicale. La rédaction a aussi obtenu la promesse que le PDG du journal, M. Robert Lafont, *« ne s'immisce plus dans la conduite rédactionnelle »*. L'intersyndicale souligne que le *« vote de la rédaction ne remet nullement en cause la défiance de celle-ci à l'égard de M. Lafont. »* La direction de l'hebdomadaire déclare pour sa part qu'elle *« manifeste sa confiance renouvelée dans une équipe rédactionnelle qui a fait le succès »* du titre, dont la diffusion, selon elle, est de 65 000 exemplaires.

□ **Nominations à Radio France Internationale.** – Le nouveau PDG de Radio France International (RFI), M. André Larquié, vient de nommer directeur de l'information de la station M. Christian Billmann, jusqu'alors rédacteur en chef à Radio France, où il a mené l'essentiel de sa carrière. M. Billmann remplace M. Pierre Cayrol, nommé conseiller du PDG pour l'antenne et les opérations spéciales, et à ce titre chargé du dossier d'une fréquence FM sur Paris pour RFI. Les services de la promotion et des affaires commerciales, et de la communication, sont *regroupés en une direction* du développement et de la communication, confié à M. Denis Louche. M. Patrick Jacquin est *nommé* chef du service de la communication. Enfin, un comité stratégique – dont le président sera désigné d'ici quelques jours – est créé auprès du président de RFI pour réfléchir sur une réforme des programmes et de l'organisation de la radio.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Tandis que la nappe s'éloigne des côtes marocaines

Aucun pays ne veut accueillir le pétrolier pollueur

La menace de marée noire sur les côtes marocaines semblait complètement dissipée lundi 8 janvier. Le maintien du vent à l'est repoussait les traces de pétrole vers le large. La zone polluée la plus proche du littoral se trouvait à une cinquantaine de kilomètres des villes d'El Jadida et Azemmour. Néanmoins, avions et hélicoptères continuaient à surveiller le pétrole en dérive depuis les bases de Rabat et Safi.

Le plus préoccupant, aujourd'hui, reste le sort du *Kharg-5*. Le superpétrolier iranien et ses 200 000 tonnes de brut continuent à être remorqués en haute mer par plusieurs navires qui se relaient. Lundi 8 janvier, le *Kharg-5* se trouvait à plus de 700 kilomètres des côtes marocaines et à près de 300 kilomètres des Canaries, qui ont refusé d'accueillir le navire-épave, comme aussi le Maroc et le Portugal. A leur tour, le Sénégal et les îles du Cap-Vert ont annoncé leur refus de recevoir le *Kharg 5* dans leurs eaux territoriales.

La société néerlandaise de renflouage Smit Tak, qui a pris en charge le navire, est à la recherche d'une zone d'eaux calmes – pas de vagues de plus de 50 centimètres – pour mettre le *Kharg-5* à couple avec un navire allégeur et transvaser le pétrole. La compagnie nationale Iranian Oil Company a déjà envoyé dans les parages un pétrolier vide, le *Shir-Moon*, pour tenter de procéder à cette opération – délicate lorsqu'elle est effectuée en haute mer.

Avec les douaniers renifleurs

RABAT

de notre envoyé spécial

Dans le CESSNA des douanes françaises pourtant bourré d'électronique, les pilotent naviguent à vue. « Tiens, là-bas, on dirait des irisations », lance le pilote, Michel Dutrey, ancien militaire devenu contrôleur divisionnaire des douanes. « Non, ce sont seulement des zones de calme, coupe le co-pilote, lui aussi ancien militaire. Ou peut-être des lignes de courant. » Même pour des spécialistes, la reconnaissance du pétrole perdu en mer n'est pas évidente. Surtout après trois semaines de dérive, de tempête et d'abandon aux courants. Il était facile, au début, de suivre le sillage du Kharg 5 lorsque le superpétrolier iranien perdait encore son brut. Il est beaucoup plus malaisé, aujourd'hui, de suivre à la trace le pétrole abandonné au gré des flots de l'Atlantique.

Nos trois agents des douanes, pourtant, ne sont plus des novices. Voici maintenant un an qu'avec leur nouvel avion spécialement équipé, ils s'efforcent de faire appliquer la convention MARPOL sur la pollution des mers par les hydrocarbures. Trois ou quatre jours par semaine, ils survolent la Méditerranée, l'Atlantique ou la Manche à la recherche du pétrolier qui s'aviserait de dégazer en pleine mer au lieu de nettoyer ses soutes au port – ce qui coûte cher. Mais cela peut coûter encore plus cher d'être surpris en flagrant délit par l'avion des douanes, comme ceal est arrivé à un navire reliant Le Havre à l'Angleterre. « Nous l'avons immobilisé plusieurs semaines avant de lui infliger une amende », explique Michel Dutrey. Il n'est pas près de recommencer ! »

« Dégazer gratis »

Pour se livrer à cette traque, les douaniers disposent d'un avion pourvu d'un matériel ultra moderne : un radar latéral (de fabrication danoise) qui peut détecter jusqu'à 20 milles (36 kilomètres) une discontinuité quelconque à la surface de l'eau. Lorsqu'une anomalie est ainsi repérée, le CESSNA survole la zone suspecte avec son détecteur infrarouge qui, lui, décèle toute différence de température entre l'eau et un corps étranger. Même une couche de pétrole d'une épaisseur d'un micron apparaît sur l'écran du détecteur sous forme de zone noire, tandis qu'une couche plus épaisse apparaît en blanc – comme les navires. Pour pouvoir enregistrer les observations, le détecteur est pourvu d'une cassette enregistreuse qui inscrit toutes les variations sur une surface de mer d'environ kilomètre de large lorsque l'avion vole à 500 mètres d'altitude.

Ce samedi 6 janvier, au large de Rabat, le CESSNA survole davantage de bateaux de pêche que de pétrole, car les pêcheurs profitent du beau temps pour chaluter et jeter leurs filets. Lorsqu'ils avisent un pétrolier libérien en route vers le Nord, les douaniers retrouvent leur instinct de chasseur. « On va faire un passage pour lui faire peur : certains profitent des marées noires pour venir dégazer gratis. » Mais non, celui-ci est irréprochable. Sur l'écran du détecteur infrarouge, la coque blanche apparaît sans la moindre zone d'ombre dans son sillage.

A une soixantaine de kilomètres de la côte apparaissent les premières traînées de pétrole, qui se présentent aujourd'hui sous deux formes : les « irisations », ces flaques ou filets aux reflets irisés, qui trahissent la présence d'hydrocarbures en très fine couche ; les « galettes », ces grosses flaques couleur de rouille, que la houle réduit en chapelets de « gouttes de chocolat ». Chaque galette, poussée par le courant, traîne derrière elle un sillage qui s'effiloche au fil des jours et finit par disparaître, digéré par la mer.

Une fois parvenu dans la zone polluée – environ 70 kilomètres de long sur 30 kilomètres de large, mais avec une pollution très dispersée – le CESSNA multiplie les passages à basse altitude pour que le détecteur infrarouge filme les galettes. Installé au fond de l'avion en grand uniforme, le capitaine de corvette de la marine royale marocaine suit attentivement les opérations sur les écrans. « D'après ma carte, il y a un déplacement de la nappe d'une dizaine de milles vers le nord-ouest, dit-il. C'est très bon pour nos côtes. » En fait de « nappe », on ne découvre du ciel que des filaments plus ou moins effilochés, dont on voit mal aujourd'hui comment ils pourraient provoquer une marée noire.

A une centaine de kilomètres au large de Casablanca, on aperçoit une masse immergée qui souffle. Une baleine ! « Un rorqual commun », précise le pilote. Le CESSNA vire pour tenter de fixer la scène sur film infrarouge, et l'on a tout loisir d'observer l'animal qui file à bonne vitesse, apparemment pas incommodé par les relents de pétrole qui souillent l'Atlantique.

ROGER CANS

MÉDECINE

□ **Grève des biologistes du Nord.** – Les biologistes du Nord-Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise observeront une grève des dosages de cholestérol à compter du 8 janvier, pour une durée illimitée, afin de protester contre *« la baisse de tarfication des examens »*. Selon l'association des biologistes des régions du Nord, *« les mesures récentes, prises sans concertation par le ministère de la santé, vont conduire de nombreux laboratoires à fermer »*. Des mouvements de grève similaires se sont produits récemment dans plusieurs régions, notamment en Haute-Normandie, en Ile-de-France, dans les Pays de Loire et en Midi-Pyrénées.

JUSTICE

L'affaire du viol et du meurtre d'une infirmière

Gracié, Yves Ponthieu réclame la révision de son procès

Condamné en 1983 à vingt ans de réclusion pour le viol et le meurtre, le 16 juillet 1981, de Monique Soubeyran, vingt-cinq ans, une infirmière de l'hôpital d'Hauteville-Lompnès (Ain), Yves Ponthieu, quarante-trois ans, a bénéficié, vendredi 5 janvier, d'un décret de grâce présidentielle. Cette mesure lui a permis d'être immédiatement libéré de la prison de Loos-lès-Lille (Nord) où il était incarcéré. Yves Ponthieu a indiqué qu'il demanderait la révision de son procès.

LILLE

de notre correspondant

Ancien économe de l'hôpital de Hauteville-Lompnès (Ain), Yves Ponthieu avait été condamné à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Bourg-en-Bresse, pour le viol et le meurtre d'une infirmière de cet établissement, Monique Soubeyran, le 16 juillet 1981. Le cadavre de la victime, qui était partie en auto-*stop* faire des démarches administratives à Bourg-en-Bresse, avait été retrouvé, en partie calciné, près du col de la Berche.

A proximité, les enquêteurs avaient découvert deux livres pornographiques, ce qui les avait conduits à arrêter Yves Ponthieu, un libraire d'Hauteville ayant affirmé lui avoir vendu l'un de ces ouvrages. Après avoir reconnu les faits au cours de sa garde à vue devant les enquêteurs et devant le juge d'instruction, Yves Ponthieu était ensuite revenu sur ses déclarations et n'a cessé depuis de clamer son innocence.

« Je crie mon innocence »

Cette attitude, maintenue, avec véhémence, devant ses juges, et jamais démentie depuis, avait suscité, nous indique notre correspondant à Bourg-en-Bresse Laurent Guigon, la formation d'un comité de soutien, créé par sa femme Annie et un prêtre, ami de la famille, le père Jean-Hubert Vigneau, curé de la paroisse de *Marquette-lès-Lille (Nord), ville* dont la famille Ponthieu est originaire. Ce comité, le COSYP, fort de six cents membres et du soutien de nombreuses personnalités comme l'écrivain Gilles Perrault, le chroniqueur judiciaire Frédéric Pottecher, les avocats Henri Leclerc et Francis Serres, avait tout mis en œuvre pour obtenir la révision du procès. L'action du comité qui a publié un document de contre-enquête et réalisé un film, tous les deux intitulés *20 ans, le Prix de l'innocence*, n'avait pas abouti puisque la demande de révision, transmise à M. Albin Chalandon, alors garde des sceaux, le 15 juin 1987, avait été jugée irrecevable, par la forme en septembre 1988, par la cour de cassation.

Yves Ponthieu, qui a rejoint dès vendredi sa femme et ses enfants dans une commune de l'agglomération lilloise, bénéficie en fait d'une seconde grâce présidentielle. La première, portant sur cinq années, avait été signée au début de l'année 1989. Elle aurait pu permettre une libération conditionnelle (qui ne peut intervenir qu'à partir du moment où le détenu a purgé au moins la moitié de sa peine), mais le juge et le tribunal d'application des peines avaient rejeté sa demande de mise en liberté.

En accordant sa grâce à deux reprises, à un an de distance, le président de la République a ramené la peine d'Yves Ponthieu à quinze puis à douze ans de réclusion criminelle. Par le jeu des remises de peine (accordées pour « bonne conduite » et à l'occasion *de l'élection présidentielle*), Yves Ponthieu pouvait être immédiatement libéré, ayant purgé sa peine.

Pourtant, cette mesure de clémence ne met pas un terme à cette affaire : « *Je crie mon innocence*, a déclaré Yves Ponthieu à sa sortie de prison. *Il me faut encore me battre pour obtenir la révision de mon procès et mon acquittement.* »

« *Cette grâce présidentielle est pour nous la reconnaissance implicite, de la part des autorités, du doute qui plane encore sur cette affaire*, a déclaré pour sa part Jean-Hubert Vigneau, président du comité de soutien. *Nous continuerons notre action pour aboutir à la révision du procès et à la réhabilitation d'un homme injustement condamné.* »

JEAN-RENÉ LORE

Priziac ne veut plus de ses Tziganes

Malgré une décision du tribunal, les habitants de la petite commune bretonne exigent le départ des « gens du voyage »

PRIZIAC (Morbihan)

de notre envoyée spéciale

Désormais, chaque fois qu'il voit un tracteur, Vitorio, bambin de trois ans, se met à pleurer. Sa cousine, Freda, âgée de treize ans, ne pourra jamais non plus oublier cette nuit de novembre au cours de laquelle des habitants de Priziac (Morbihan), juchés sur leurs engins, sont venus les intimider pour les faire partir, elle et sa famille. Elle se souvient toujours avec effroi de ces mains qui frappaient rageusement contre les vitres du véhicule où elle s'était réfugiée avec ses sœurs et ses cousins.

Le cauchemar de Freda n'en finit pas puisque, de nouveau, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi *5 janvier, des voitures sont venues* rôder autour de leurs quatre caravanes stationnées en demi-cercle *sur le parking du terrain de sport*, en bordure de l'étang du Bel-Air. Les habitants de Priziac n'ont donc pas désarmé en dépit de la décision rendue, mercredi, par le tribunal de grande instance de Lorient. Ce dernier a, en effet, débouté le maire, M. Paul Lavolé, de son action en référé visant à expulser les nomades stationnés sur le périmètre de la commune, quitte à recourir à la force publique (*le Monde* du 5 janvier).

Le maire de Priziac s'estime *« bafoué »* par cette décision de justice et l'a d'ailleurs immédiatement contestée en appel, relançant du même coup la croisade qu'il mène depuis la rentrée scolaire contre les gens du voyage.

Elu en mars 1989, M. Paul Lavolé et le conseil municipal avaient, en effet, décidé de faire appliquer strictement un arrêté municipal du *19 février 1985* diposant que *« le stationnement des nomades est limité à quarante-huit heures sur le territoire de la commune »*. Or, depuis la fin de l'été, les quatre caravanes des familles Chevalier et Pougin sont installées sur le terrain vague réservé aux gens du voyage à la sortie du village et quatorze de leurs enfants sont inscrits à l'école publique de Priziac.

Une demi-surprise pour Mme Catherine Denis, directrice de l'établissement, qui avait déjà accueilli, au dernier trimestre l'an passé, sept petits Tziganes. « *Cela s'était très bien passé avec les autres enfants de l'école, une vingtaine au total*, rappelle Mme Catherine Denis, *et cela a convaincu les parents de me ramener leurs enfants à la rentrée.* »

Mais M. Paul Lavolé ne veut pas entendre parler de cette semi-sédentarisation hivernale. « *Je ne suis pas contre la scolarisation des enfants à l'école publique*, explique-t-il, *mais que ces nomades aillent s'installer ailleurs qu'à Priziac !* » Joignant le geste à la parole, le maire de Priziac a décidé de déloger ces indésirables.

Premier acte : le conseil municipal décide, le 20 septembre, de transformer le terrain spécialement acheté pour le stationnement des gens du voyage – sans eau courante ni électricité – en terrain d'entraînement de football. Deuxième acte : le maire ayant fait appel à la gendarmerie pour faire respecter l'arrêté municipal, les deux familles tziganes abandonnent, le 4 octobre, le terrain qui est aussitôt remblayé. Troisième acte : les quatre caravanes reviennent quarante-huit heures plus tard et s'installent sur le parking du terrain de sport en attendant de réintégrer le terrain remblayé.

Depuis lors, les choses se sont *envenimées. En réponse à la constitution* d'un comité de soutien aux gens du voyage, le maire a organisé, le *12 novembre*, un référendum municipal, « *sans aucune valeur juridique bien sûr* », tient-il *à préciser aujourd'hui.* Plus de 95 % des votants (54 % des inscrits) se sont alors prononcés en sa faveur. Trois jours plus tard, c'est au tour de SOS-Racisme de venir défendre à Priziac les gens du voyage en y donnant symboliquement le départ de la tournée nationale de son « bus de l'intégration ».

Le comité de soutien aux Tziganes rappelle que la législation oblige les communes à accueillir les gens du voyage pendant une durée minimal de quarante-huit heures mais qu'elle ne prévoit pas de seuil maximal. A l'opposé, M. Lavolé fait valoir qu'il s'agit de préserver « *la vocation touristique* » de la commune : « *Depuis que les nomades se sont installés sur le parking du terrain de tennis*, se lamente-t-il, *plus personne ne veut aller y jouer.* »

Sans compter que cette bataille d'arguments se joue dans un climat délétère. Rumeurs, effractions bizarres et, surtout, résurgence de la guerre des écoles mettent à vif les nerfs des mille deux cents habitants de Priziac. « *N'oubliez pas qu'ici l'école publique, c'est l'école du diable !* », rappelle une maman écœurée.

Dans ces circonstances, les gens du voyage ont adopté un profil bas. Les parents de Vitorio, Joanito et Patricia, qui se sentent « *tout autant Bretons que Tziganes* », en ont assez de passer pour des « *sauvages* ». « *On préfère acheter des poules tout emballées plutôt que de les voler* », ironise Joanito en réponse aux accusations dont ils sont l'objet. Leur souhait à tous les deux : se poser quelque part et permettre aux enfants d'apprendre, à lire et à écrire. Et Patricia, qui en « *a marre de tourner en rond sur les routes de Bretagne* », se prend même à rêver : « *Ce doit être plus facile dans une maison...* »

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

EN BREF

□ **Deux tableaux de Canaletto dans une consigne de la gare de Metz.** – Deux œuvres du peintre italien du dix-huitième siècle Giovanni Antonio Canal, dit Canaletto, ont été découvertes dans un casier de consigne de la gare de Metz (Moselle). Ces deux huiles sur toile viennent, semble-t-il, d'un cambriolage commis en mars 1988 dans le Bas-Rhin. Le SRPJ de Strasbourg, chargé de l'enquête, s'est refusé à révéler le nom du propriétaire de ces œuvres et les conditions dans lesquelles elles ont été retrouvées.

□ **Attentat en Haute-Corse contre une boucherie musulmane.** – Une charge explosive de faible puissance (50 à 100 grammes) a brisé, vendredi soir 5 décembre, la vitrine d'une boucherie musulmane à Ghisonaccia (Haute-Corse). Appartenant à M. François Cervetti et gérée par M. Lucien Costa, qui emploie un Marocain, M. Minoun El Iousfly, la boucherie, où viennent s'approvisionner les Maghrébins de la région, est spécialisée dans la vente de la viande hallal (viande d'animaux abattus selon les rites musulmans). En septembre et octobre 1989, une vingtaine d'attentats visant la communauté maghrébine ont déjà été commis dans cette commune. Le ou les auteurs de ces actions racistes n'ont jamais été identifiés.

FAITS DIVERS

Dans les Alpes-Maritimes

La mort d'un riche héritier lyonnais

Le corps de David Hosansky, un jeune millionnaire lyonnais âgé de dix-huit ans, a été retrouvé, dimanche 7 janvier, au pied de l'immeuble de la résidence Marina-Baie-des-Anges où il habitait, à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes). Selon les enquêteurs, David Hosansky se serait suicidé, mais, compte tenu de l'histoire du jeune homme (*le Monde* du 21 décembre 1989), ils n'écartent pas l'hypothèse d'une agression.

Orphelin à quatorze ans, David Hosansky était l'unique héritier de la fortune de son père, médecin à Lyon. Il était entré en possession de son héritage le 16 juin 1989, le jour de ses dix-huit ans, et avait passé l'été à jouer dans les casinos où il aurait perdu 3 millions de francs. Le 11 octobre, un juge du *tribunal* d'instance de *Lyon avait* engagé une procédure de mise sous tutelle et placé ses biens « sous le *régime* de la sauvegarde de la justice ». David Hosansky, qui affirmait que « *le cercle de famille s'était à nouveau refermé sur lui* », avait alors continué à dilapider son argent dans les casinos, où il s'exhibait avec d'épaisses liasses de billets, qui provenaient, disait-il, d'une vente d'or.

Il y a deux ans, en février 1988, David Hosansky avait rencontré l'épouse d'un armateur britannique. Après quelques mois de vie commune, la jeune femme s'était jetée du sixième étage de cet immeuble au pied duquel le corps de David Hozansky a été retrouvé. Une autopsie devait être pratiquée lundi 8 janvier, à Cagnes-sur-Mer.

En Corse-du-Sud

Deux restaurants détruits par un commando sur l'île de Cavallo

Au cours d'une opération de commando, deux restaurants de l'île de Cavallo, au large de Bonifacio *(Corse-du-Sud), ont été* détruits, dimanche 7 janvier vers 3 heures du matin. Après avoir ligoté et éloigné les employés, une dizaine d'hommes armés et porteurs de cagoules ont placé des charges explosives qui ont dévasté les bâtiments. Le signe FLNC a été tracé sur les murs, et l'attentat a été revendiqué au nom de l'ex-Front de libération nationale de la Corse auprès des journalistes d'Ajaccio, ce qui représente une forme inhabituelle de revendication.

Cet attentat semble s'inscrire dans la stratégie actuelle de l'organisation dissoute, qui observe une trêve dans ses opérations militaires depuis juin 1988. L'ex-FLNC a décidé, depuis lors, de diriger ses actions contre certains types d'installations touristiques. Le 6 novembre dernier, un commando avait ainsi détruit deux immeubles à Santa-Lucia-de-Porto-Vecchio. Le 11 décembre, un complexe touristique de Calvi avait été dévasté par des explosions. Dans ces deux cas, les projets immobiliers avaient soulevé des protestations de la part d'associations de riverains, et l'ex-FLNC avait revendiqué les attentats. Lors d'une conférence de presse clandestine organisée le 29 décembre dans le maquis de Corse-du-Sud, l'organisation dissoute s'est affirmée prête à « *développer la lutte armée* » et à s'en prendre à « *la logique d'une Corse vouée à la spéculation dans le tout-tourisme* », sans pour autant remettre en cause la trêve.

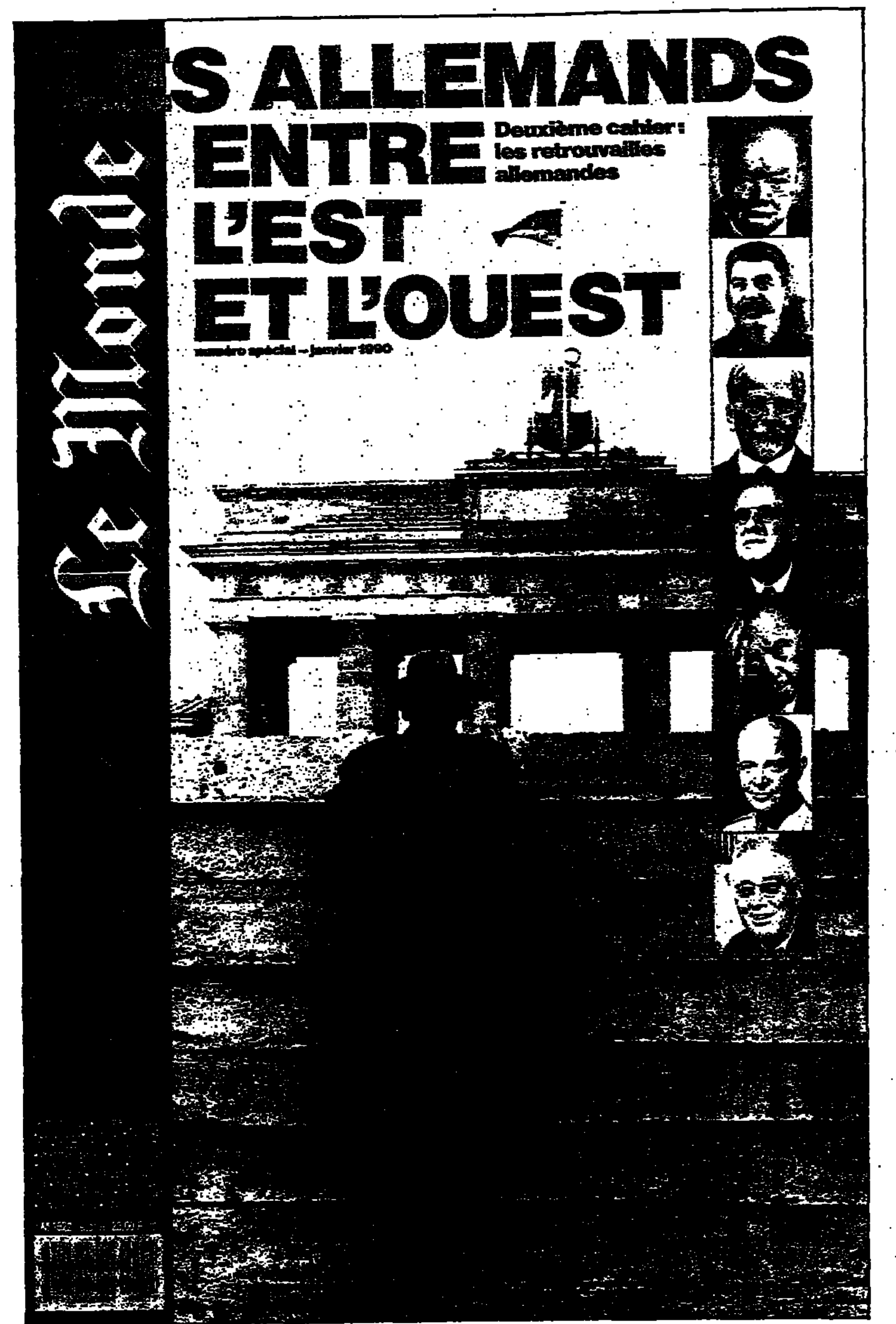
Les deux restaurants de l'île de Cavallo appartiennent à la société CODIL SA (Compagnie des îles Lavezzi). Constituée notamment avec des capitaux italiens et suisses, cette dernière société a prévu de bâtir sur l'île un complexe résidentiel de cent trente logements et un port de deux cent trente places. Située dans l'archipel des Lavezzi, classé en zone protégée, l'île de Cavallo est devenue « un paradis pour milliardaires », selon de nombreux insulaires. C'est dans cette même île qu'avait éclaté, en août dernier, l'affaire impliquant M. Jacky Setton, le PDG de Pioneer-France poursuivi en justice pour avoir aménagé un port privé sans autorisation de construire (*le Monde* du 19 décembre), et dont le jugement est mis en délibéré jusqu'au 2 février.

Le SRPJ d'Ajaccio a été chargé de l'enquête sur l'attentat de l'île de Cavallo.

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

SPECIAL ALLEMAGNE



DANS ce numéro hors série, *le Monde* retrace l'histoire récente de l'Allemagne, de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin.

A travers une sélection d'articles publiés dans ses colonnes depuis 1945, *le Monde* décrit le processus de démembrement de l'Allemagne nazie, la naissance de deux nations distinctes, les conflits entre Russes et Alliés ; il explique les raisons du réarmement allemand et analyse les développements de l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt.

A L'HEURE où l'Allemagne de l'Est renoue avec la démocratie, *le Monde* consacre un cahier spécial de 12 pages aux « retrouvailles allemandes ». Avec les témoignages et les reportages de ses envoyés spéciaux.

« LES Allemands entre l'Est et l'Ouest », un numéro hors série du *Monde* pour comprendre quarante ans de division entre les deux Allemagnes et les enjeux des bouleversements en cours.

28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : *LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST*

NOM : ______________________ PRÉNOM : ______________________

ADRESSE : ______________________

CODE POSTAL : ______________ LOCALITÉ : ______________________

PAYS : ______________________

FRANCE (métropole uniquement) — Nombre d'ex. : ________ × 33 F. (port inclus) = ________ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER — Nombre d'ex. : ________ × 38 F. (port inclus) = ________ F.

Bulletin à retourner : *LE MONDE*, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, France

LMPB

CULTURE

Du Sud au Nord les nouveaux dialogues

Un rendez-vous à Paris autour de la création artistique africaine. Des rencontres théâtrales entre troupes occidentales et africaines au Burkina-Faso, où la production cinématographique se développe. Le dialogue Nord-Sud évolue et les mêmes questions se posent : comment pallier le manque de moyens techniques et financiers, comment la coopération doit-elle s'exercer, comment théâtre et cinéma peuvent-ils sensibiliser le public aux indispensables progrès ?



ALAIN CHAMBARETAUD

« Les Voix du silence », un spectacle de l'Atelier-Théâtre burkinabé.

Les comédies du mal de vivre

Rencontres entre troupes occidentales et africaines

OUAGADOUGOU

de notre envoyée spéciale

Le théâtre-forum ou théâtre de l'opprimé, selon la formule de son initiateur et théoricien Augusto Boal, est né au Brésil dans les années 70. Dans un premier temps, les comédiens jouent un texte : le « modèle ». Un événement, une situation où les protagonistes sont pris au piège d'un mécanisme d'oppression – politique, sociale, familiale... Dans le modèle, ils n'arrivent pas à s'en sortir. Un autre comédien entre alors en scène ; c'est le « joker », sorte de meneur de jeu. Il lance une seconde représentation qui démarre comme la première, avec les mêmes acteurs, mais, cette fois, les spectateurs ont à tout moment la possibilité de crier « Stop ! » et d'intervenir.

Quand un spectateur juge qu'un personnage fait fausse route, il monte sur scène et joue sa proposition. En réponse, les comédiens improvisent la relation nouvelle et la poussent au bout de sa logique. Le joker compare, commente, interroge le public et l'invite à corriger sans cesse ce nouveau déroulement, à modifier les personnages, à explorer et à mettre en lumière tous les possibles d'une situation qui paraissait bloquée.

En octobre 1988, à Limoges, pendant le Festival international des francophonies, plusieurs compagnies théâtrales pratiquant cette technique s'étaient penchées sur un quartier malade, Beaubreuil, pour ausculter son mal-vivre. Aucun remède miracle ne fut trouvé, mais l'aventure révéla le besoin de confronter les méthodes et les expériences.

Le Franco-Forum qui vient d'avoir lieu au Burkina-Faso en décembre résulta de ce besoin. Organisée par Jean-Gabriel Carasso et François Campana (Théâtre Contact International), avec le concours de la Commission internationale du théâtre francophone, du ministère français de la coopération et du développement et du secrétariat d'Etat burkinabé à la culture, la rencontre a réuni, pendant quinze jours à Ouagadougou, l'Atelier-Théâtre burkinabé (ATB), qui a assuré l'intendance sur le terrain, Théâtre and Co (France), le Théâtre Sans Détour (Québec), la Compagnie du Brocoli (Belgique), le groupe Nyogolon (Mali) et Augusto Boal, venu en coup de vent entre deux tours des élections présidentielles au Brésil.

Problèmes communs et contradictions

Chaque compagnie a joué un ou deux spectacles dans des lieux et devant des publics différents : le Centre culturel français, une place publique, sans autre équipement que des nattes et des bancs pour matérialiser l'espace scénique, le Théâtre populaire de Ouaga et celui de Koudougou, une petite ville à 100 kilomètres de la capitale.

Tous étaient très curieux du travail des autres. Les artistes africains éprouvent un immense besoin de sortir de leur isolement, et les Occidentaux étaient impatients de voir comment leurs pièces seraient accueillies.

Le public burkinabé est entré de plain-pied dans le conflit familial présenté par la Compagnie du Brocoli : la difficulté pour une adolescente de faire accepter à ses parents sa propre perception du monde et ses choix pour l'avenir ; malgré la différence dans les rapports mère-fille, le forum a proposé des voies à expérimenter pour élargir le champ de vision des parents. De même, le propos de Théâtre and Co sur l'utilisation ou non du préservatif par les jeunes quand arrive une nouvelle relation amoureuse est d'actualité au Sud comme au Nord.

En revanche, le spectacle du « Sans Détour » a mis en évidence une énorme distance entre la situation au Burkina et les préoccupations des Nord-Américains (les tensions, la frustration et l'agressivité dans la vie de couple après le raz de marée du féminisme) et n'a pas proposé de propositions très positives.

A l'inverse, les pièces africaines ont suscité une formidable adhésion du public, surtout lorsqu'elles ont été jouées en langues nationales. Dès la présentation du « modèle », les spectateurs se manifestent, commentent l'action, encouragent ou invectivent les interprètes, avant de reprendre leurs rôles avec beaucoup de spontanéité et d'aisance dans le jeu. Les comédiens occidentaux ont été impressionnés par la force de la communication entre les troupes africaines et leur public.

Les problèmes abordés sont aigus, urgents, dramatiques, mais le spectacle n'est jamais triste. Des séquences directement pédagogiques – le planning familial, la réhydratation orale, la rééducation des enfants atteints de polio, etc. – succèdent aux moments d'émotion et à des scènes de comédie efficaces.

La vocation du jeu

Les compagnies travaillent pourtant dans des conditions très difficiles. Aucune troupe n'est subventionnée au Burkina. Chacun occupe un emploi pendant la journée et se consacre au théâtre le soir et les week-ends. Malgré tout, les équipes pratiquant le théâtre d'intervention, et particulièrement le forum, ont vu depuis peu leur situation s'améliorer grâce aux commandes que leur passent des structures officielles pour intervenir dans les domaines de la santé ou de l'action sociale, des organismes comme l'Unicef ou encore des organismes non gouvernementaux qui veulent utiliser l'impact du théâtre pour modifier les mentalités et accélérer la sensibilisation de la population aux thèmes du développement.

A côté des spectacles et du contact avec le public, des échanges d'un autre ordre se sont produits dans le cadre d'ateliers. Les participants au Franco-Forum et des comédiens de l'Unedo (l'union qui regroupe les ensembles dramatiques de Ouaga) ont participé à des séances de travail inspirées de la méthode Boal ; mise en images de situations, exercices sur l'écriture, l'improvisation, la technique du joker... Un stage, animé par Théâtre and Co (Lorette Cordrie et Bernard Grosjean) et pris en charge par l'Unicef, a réuni vingt participants venant de dix régions – enseignants responsables de troupes locales, agents sociaux ou animateurs culturels – désireux d'acquérir une formation leur permettant d'utiliser l'outil théâtre dans leur travail de développement.

A la fin de ces ateliers, comédiens et stagiaires Unicef ont exprimé avec insistance le vœu qu'une coopération durable puisse s'instaurer dans ce domaine, car il n'y a aucune structure de formation aux métiers du théâtre au Burkina (1).

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

(1) A ce propos, on a pu observer une différence sensible entre les comédiens burkinabés et les Maliens du groupe Nyogolon formés à l'Institut national des arts (INA) de Bamako.

Trois films et des projets

Le mois de décembre au Burkina s'est révélé exceptionnel dans le domaine de l'activité cinématographique avec trois tournages simultanés.

Moins d'un an après la sortie de *Yaaba* (Prix spécial du jury et Prix du public au Fespaco *(1)*, Prix de la critique internationale, à Cannes), Idrissa Ouédraogo réalise son troisième long-métrage, *Question d'honneur*, qui met en évidence la rigidité du code de l'honneur dans la société traditionnelle et l'impossibilité pour l'individu de s'y soustraire. C'est une coproduction entre la France, la Suisse et le Burkina. Idrissa Ouédraogo n'a jamais eu autant de moyens. Il veut les mettre à profit pour aller plus loin et refuse de se laisser enfermer dans le cinéma à impact socio-éducatif. Son seul but est de toucher le public, tous les publics.

Abdoulaye D. Sow a mis sur pied la première coproduction avec le Togo, qui entre ainsi dans le cinéma. A l'inverse de *Question d'honneur*, son film, *Yeelbédo ou le prix du méfait*, est un drame fait pour sensibiliser l'opinion à un problème préoccupant au Burkina : celui de l'enfance abandonnée (thème déjà présent dans *les Voix du silence*, une pièce écrite il y a quelques années par Prosper Kompaore, de l'Atelier-Théâtre burkinabé).

Le troisième tournage, sur un médecin militaire de l'époque coloniale, Eugène Jamot, et son combat contre la maladie du sommeil et contre l'administration coloniale, est lui aussi le fruit d'une coproduction, cette fois entre la France, le Burkina, le Cameroun et le Sénégal. Il est aussi l'objet d'une coréalisation franco-africaine, fait beaucoup plus rare. Les deux partenaires sont enchantés de leur aventure, Gérard Guillaume parce que cette collaboration apporte au film vérité humaine et émotion dans les scènes africaines, Gaston Kabore parce qu'il a pu s'enrichir professionnellement au contact d'autres méthodes et de moyens techniques nouveaux pour lui et parce qu'il a découvert le plaisir de tourner sans être accablé par tous les problèmes d'un *cinéaste-producteur africain*.

Plusieurs autres réalisateurs ont des projets en route dont certains sont déjà très avancés et doivent démarrer dès le début de cette année. D'autres en sont encore à la recherche de co producteurs. Si tous ces projets aboutissent, le Burkina pourra présenter sept films au prochain Fespaco, ce qui ne s'est jamais vu. Il y a également plusieurs films en cours de réalisation au Sénégal et en Côte-d'Ivoire.

T.-M. D.

(1) Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou.

« Afrique en création(s) »

Une rencontre autour de la *création artistique contemporaine en Afrique* dans les domaines du spectacle – théâtre, danse, musique, chanson –, de l'audiovisuel – cinéma, radio et télévision – et des arts plastiques va avoir lieu à Paris les 15 et 16 janvier à l'initiative du ministère de la coopération et du développement.

Au cours de ces journées « Afrique en création(s) », une quarantaine d'artistes et de producteurs africains rencontreront les responsables culturels des services français en Afrique, les organismes favorisant en France la diffusion des œuvres africaines et les artistes français travaillant avec leurs homologues d'outre-mer, pour établir ensemble *un inventaire de la création*, éclairer les conditions – difficiles étant donné le faible équipement *culturel des pays du* tiers monde – de la production et de la diffusion et essayer de dégager des axes d'action.

En analysant des créations récentes nées d'une coopération franco-africaine réussie, les participants s'interrogeront sur le choix des voies à suivre ou à ouvrir pour dynamiser la production.

De façon générale, les œuvres africaines sont trop peu diffusées, et dans certains secteurs – le cinéma en particulier – les *créateurs ont impérativement* besoin de recourir à des participations extérieures pour arriver à produire leurs œuvres. Ces journées vont permettre de faire le *point des possibilités offertes* dans ces domaines.

Enfin en présence de nombreux *responsables de centres* culturels français et de leurs autorités de tutelle, on pourra confronter les différents points de vue sur le rôle de ces centres : ont-ils pour mission exclusive de diffuser à l'étranger une culture française qui ne concerne pas forcément le *public local* (certaines tournées théâtrales ou musicales n'intéressent strictement que les résidents français) ou bien doivent-ils encourager l'*expression de la culture locale* en ouvrant largement aux artistes africains les portes des centres *culturels* ?

T.-M. D.

▶ **L'organisation des journées « Afrique en créations(s) » a été confiée à Eurekam, 77, rue de Charonne, 75011 Paris ; tél. : 43-48-98-87.**

CULTURE

MUSIQUES

Le nouveau souffle de Julien Clerc

« Tout nous porte à frémir, au désir, au plaisir », dit Julien Clerc dans un album réalisé par Phil Ramone où il renoue avec le bonheur de chanter.

Il y a vingt ans déjà que le succès à cueilli Julien Clerc. La fougue, la spontanéité, le talent de mélodiste, une voix aux inflexions multiples ont porté Julien Clerc au premier rang des chanteurs de sa génération. Julien Clerc a adopté la chanson comme mode d'existence plus que comme un métier. Et il a assumé cette passion avec un goût du bonheur qui est un héritage de ses origines antillaises. Comme dans la chanson que lui écrit alors Etienne Roda-Gil, le piano, son piano, est un *« éléphant dans la jungle d'un appartement. C'est sa mémoire et son printemps »*.

Son plus grand succès survient assez tard : à trente-neuf ans, il est le premier chanteur français à présenter pendant onze jours un spectacle au Palais omnisports de Bercy. Cette réussite sans trucages l'amène curieusement à produire un album minutieusement élaboré avec l'ordinateur Fairlight. *« En me frottant aux machines*, dit Julien Clerc, *je me suis fabriqué des barrières à une sorte de folie que j'ai en moi. Je l'ai d'autant plus compris qu'on me l'a répété mille fois et d'une façon insistante. »*

Avec le nouvel album réalisé à New-York par l'Américain Phil Ramone et imaginé pour les paroles par Jean-Claude Vannier, Françoise Hardy, David McNeil, Thierry Séchan, Jean-Louis Bergheaud et Maurice Vallet, l'ami des débuts, Julien Clerc a voulu offrir l'image d'un homme de la quarantaine, plus mûr, dont la réalité ne correspond plus aux photos qu'on laisse traîner derrière soi. Il a souhaité aussi renouer avec une tradition (mélodies à charge émotionnelle, textes d'auteur) qui a été celle de la première partie de sa carrière. Il a abandonné une certaine froideur, une trop grande pudeur, un certain repli sur soi et, comme le dit une de ses dernières chansons, il a *« levé le verrou qui nous retient. (Car) tout nous porte à frémir, au désir, au plaisir »*.

Suivant les directives de Phil Ramone, l'album a été conçu autour de la pulsation vocale d'un chanteur. Phil Ramone a demandé à Julien Clerc de chanter assis devant un piano, c'est-à-dire de se retrouver en studio dans la situation du compositeur chez lui, devant son instrument. Seul, et content de l'être.

Navigation à vue

Julien Clerc a ainsi trouvé un nouveau souffle. Il chante et s'emporte. Il court de nouveau après la vie et, à l'exemple d'un « animal tardif », il est mieux dans sa peau de quarante ans que dans sa peau de jeune homme. Il roule en accord avec lui-même. Il fait éclater une musique métissée, puisant d'avantage qu'autrefois dans ses racines antillaises.

La petite traversée du désert qu'il a subie a permis à Julien Clerc d'échapper au déroulement de plus en plus mathématique d'une carrière dans le show biz. Contrairement aux lois en vigueur dans l'industrie musicale, aucun spectacle n'est prévu après la sortie de cet album, aucune salle n'est retenue. Tranquille, presque fataliste, Julien Clerc navigue désormais à vue. En prenant le temps de vivre. Et sans avoir honte d'être heureux.

CLAUDE FLÉOUTER

C.D. et album Virgin.

Le fleuron discret de l'INA

Le Groupe de recherches musicales révèle de nouveaux créateurs : Philippe Leroux et Rémy Carré

Caché dans le giron de l'Institut national de l'audiovisuel (trop caché, puisque la présidente de l'INA n'a pas su en découvrir le repaire pendant les trois années de son mandat !), le Groupe de recherches musicales, toujours dirigé par François Bayle, poursuit inlassablement son activité de création. A côté des anciens, bientôt à l'âge de la retraite pour certains, émergent des nouveaux, nés à l'époque ou après les premiers travaux de Pierre Schaeffer et Pierre Henry. Si le GRM n'existait pas, où ces jeunes talents trouveraient-ils à travailler, à s'épanouir et à se faire entendre ?

Deux de ces « nouveaux » inauguraient vendredi le cycle acousmatique 1990 de Radio-France. Philippe Leroux (1959), sous le titre *Tournoi*, fait en effet tournoyer des sons crispés, des oiseaux électroniques, une machine au rythme saccadé qui rappelle les mécaniques primitives recueillies par Pierre Henry dans *Futuristie* ; des images sonores développent leurs vitualités avec un certain bonheur, jusqu'à une sorte de bref cataclysme. Pourtant les matériaux et les procédés ne sont guère originaux et la « réexpositon » des motifs de départ se fait sans trop de logique musicale.

Présentant ses *Allées de sable*, Rémy Carré (1954), qui a travaillé surtout aux studios de Bourges et de Vierzon, situe l'action dans *« un parc zoologique, avec ses allées qui nous mènent au plus près de l'animal »* ; un ours peut-être ? Le scénario importe peu, mais on est saisi d'emblée par le côté très brut, très concret de cette musique : palissades fracassées, déluges de rochers, les sons, les attaques, les rythmes ont une prégnance et un relief formidables, y compris, dans une seconde partie, les résonances ectoplasmiques qui s'évanouissent, le vent de l'au-delà, les pas sur le sable, des crachements et crépitements qui se fondent peu à peu dans un brouhaha très impressionnant.

Dans les cinq dernières de ces quelque vingt minutes, le développement se perd, les sons s'émiettent, le geste musical devien échantillonnage. Mais quel tempérament !

Le maître des lieux, François Bayle, « résistait » vaillamment à ce voisinage volcanique. Son nouveau *Théâtre d'ombres* (quarante minutes) est au contraire tout en finesse. Il commence devant un rideau sonore, par une sorte de petit concert qu'on dirait joué par des lutins dans les tuyaux de l'orgue de Messiaen. C'est léger, bondissant, chatoyant et il s'y mêle bientôt quelques coups de mailloche ou de sabot, comme si Maître Hans Sachs était dans les parages.

Le discours devient plus serré et voici que se mettent en branle des vols de canards électroniques, dignes du *Carnaval des animaux*, puis des cigales et divers autres personnages en un scherzo fort savoureux. Suit un grand adagio mystérieux, des jeux de souffle, de flûte, un orage lointain, un arc-en-ciel, des craquements qui se répandent comme un feu de forêt...

Le commentaire s'épuise à suivre une œuvre insaisissable, toute en métamorphoses. *« L'histoire*, écrit Bayle, *est celle de personnages-sons en lutte avec les espaces où ils se déploient, espaces bénéfiques ou maléfiques, résistants, hérissés ou au contraire harmonieux et lisses. »* Mais la musique passe à travers les murs les plus opaques, comme ces voix aériennes qui souvent reviennent jouer avec les nuages.

JACQUES LONCHAMPT

► Parmi les récentes publications du Groupe de recherches musicales, signalons deux disques compacts de Jean Schwarz (Celia 8908/8909-2) comprenant *Suite symphonique, Anticycle, Chantakos* (avec Michel Portal), *And around*.

DISQUES

Double Nelson
Ceux qui l'ont fait

Ils sont trois, viennent de Nancy, circulent probablement en GS Citroën, et ont choisi de se placer sous le signe d'une prise de catch, une clé particulièrement douloureuse pour la victime. Ce qui ne porte pas spécialement à conséquence. Double Nelson avance masqué, en crabe et à couvert. Il suffit de regarder la pochette pour s'en convaincre. Au verso, on les entrevoit derrière le pare-brise sale du véhicule cité plus haut, au recto un animal bleu et sommaire s'énerve devnt un trou creusé au milieu d'un paysage rudimentaire et orange. Ce n'est pas à l'intérieur qu'on comprendra mieux ce qui se passe. *Ceux qui l'ont fait* est un moment étrange. L'attention n'est jamais laissée en repos, de *Nani*, dub de traviole, à *Michelle King Size*, slow claustrophobe, mais on n'est pas toujours sûr que le jeu en vaille la chandelle. Le fouillis (le son est très synthétique brut, low tech) sert de camouflage mais surtout d'exutoire à un trop plein d'idées et — c'est l'essentiel — de sentiments. *Ceux qui l'ont fait* est peut-être le premier pas d'un beau parcours, c'est de toute façon une jolie photo de baptême, un moment émouvant et exaspérant.

T. S.

► Disque, cassette, CD, Cobalt/Just'in.

Tish Hinojosa
Homeland

Homeland aurait pu aussi s'écrire au pluriel : Tish Hinojosa chante les Etats-Unis, la patrie d'aujourd'hui, et le Mexique, celle de ses parents, celle des *wetbacks* qui franchissent à pied le Rio Grande. La chanteuse, qui a composé la quasi-totalité de l'album, s'est trouvé un son, un ton qui collent bien à l'intention première : avec l'assistance de Steve Berlin, qui a laissé son emploi habituel de saxophoniste au sein de Los Lobos pour produire *Homeland*, elle a réalisé un album de country texane.

C'est-à-dire qu'elle rend copieusement hommage à la tradition tex-mex, en allant et venant de l'espagnol à l'anglais, en invitant un notable de la musique du coin, l'accordéoniste Flaco Gimenez. Mais la production reste exrêmement claire, presque aseptisée, comme il sied à un album de country contemporaine. On retrouve les figures imposées du genre, chansons de cow-boy, de cheminot, exécutées avec grâce et puis, par moments, une passion sérieuse et désarmante qui étonne et séduit.

T.S.

► Disque, cassette, CD.A & M/Polydor.

LETTRES

Mort de Gaston Criel

La dernière fugue

Le poète et romancier Gaston Criel est décédé des suites d'une crise cardiaque, le vendredi 5 janvier, à l'âge de soixante-seize ans, à Seclin, dans la banlieue de Lille.

La cigarette aux lèvres et vêtu, hiver comme été, d'un blue-jean, Gaston Criel, qui ponctuait presque toutes ses phrases de tonitruants éclats de rire, aura gardé jusqu'à la fin une allure de blouson-noir.

Né le 30 septembre 1913 à Seclin, il était avant tout un homme d'amitié et de rencontres. Venu à Paris à l'invitation de Paul Eluard, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il deviendra quelques mois, grâce à Jean Paulhan, le secrétaire d'André Gide et rencontrera Jean-Paul Sartre qui, en échange d'un paquet de gauloise par mois, lui louera une chambre de bonne, rue Bonaparte. L'OAS, en plastiquant l'appartement du philosophe au début des années 60, mettra fin à ce sympathique contrat de location.

Gaston Criel n'habitera jamais vraiment Paris, mais le village de Saint-Germain-des-Prés. Il y vivra au jour le jour, consacrant l'essentiel de son énergie à la poésie et au jazz. Dès ses premières plaquettes de poèmes — *Etincelles* (Denoël), *Gris et Amours* (La Hune), *KG* (Seghers), — il habille sa révolte de tendresse.

En 1952, la gloire littéraire le frôle lorsqu'il publie *La Grande Foutaise* (Fasquelle), un roman autobiographique pour lequel il s'invente un double littéraire, Robert Reynaud, un marginal sympathisant de l'*« inaction française »*. *« C'est un langage vivant, plein du mordant et des sortilèges de la misère qui l'a produit »*, lui écrira Henry Miller dans une longue lettre enthousiaste.

« A Paris, on ne vit plus, on achète », disait volontiers Gaston Criel pour justifier son départ de la capitale. Après bien des mésaventures, il deviendra barman à La voie lactée, un bar pour noctambules de Lille où il vendait, à l'occasion, ses livres. Après des romans — *Sexaga* et *Phantasma* (Plasma), *Circus* (Vrac), Gaston Criel avait renoué, en 1988, dans *l'Os quotidien* (Est), avec le personnage de Robert Reynaud.

PIERRE DRACHLINE

□ **La mort d'Ian Charleson.** — Le comédien britannique Ian Charleson est décédé samedi 6 janvier à Londres du sida. Il était âgé de quarante ans. Connu pour avoir incarné l'athlète Eric Lidell dans *les Chariots de feu*, de Hugh Hudson, Ian Charleson venait d'interpréter le rôle d'*Hamlet* au National Theater de Londres.

□ **Fermeture temporaire des collections du Musée d'art moderne.** — Les salles des collections permanentes du Musée d'art moderne de la Ville de Paris seront fermées du 9 au 15 janvier en raison d'un nouvel accrochage. Les expositions Kupka et Sophie Taueber restent néanmoins ouvertes au public.

MUSIQUES

Godowsky et le délire des doigts

Un nouveau label — « Dante » — ressuscite un pianiste-compositeur oublié

Leopold Godowsky fut l'un des pianistes les plus admirés de son temps et le compositeur qui, après Chopin et Liszt, révolutionna la technique de son instrument. Né en Pologne en 1870, il mourut à New-York en 1938.

Godowsky a joué dans le monde entier, jusqu'en Chine, au Japon et à Java, s'est lié avec les plus grandes personnalités de son époque : Einstein (assez bon violoniste, comme on le sait), Saint-Saëns (qui voulut l'adopter), Gounod (à qui il fit découvrir la *Sonate « Appassionata »...)*, Fauré, Ferdinand de Lesseps (le constructeur du canal de Suez), Rachmaninov, Charlie Chaplin, Grieg, Chaliapine, Caruso, André Gide, Ravel, la pianiste Guiomar Novaes. Il a gravé de nombreux disques et rouleaux de piano mécanique, écrit des dizaines d'œuvres à peu près oubliées aujourd'hui, qui influencèrent cependant Kaikhosru Shapurji Sorabji, Darius Milhaud et Conlon Nankarow, avant de mourir ruiné. Pour la petite histoire, l'un de ses fils fut co-inventeur du Kodachrome et sa fille, Dagmar, fut une star du cinéma muet à Hollywood.

La musique de Leopold Godowsky est d'une incroyable complexité. Dans ses études, ses périphrases de concert, ses suites, il atteint, par la superposition des rythmes et des mélodies, un degré de complexité qu'aucun autre compositeur n'avait osé imaginer avant lui. Mais la virtuosité déployée dans ses œuvres ne produit pas de grands effets sur le public.



Godowsky (au centre) **avec Einstein**

A la différence de celles de Listz ou de Rachmaninov, pour ne prendre que ces deux exemples, les œuvres pour piano de Godowsky exigent une grande indépendance des mains et des doigts, une absolue décontraction musculaire et un grand sens de la couleur, bien davantage qu'une expression flamboyante. Exception faite, bien sûr, de ses ébouriffantes *Métamorphoses symphoniques pour piano sur l'ouverture de « la Chauve-Souris », de Johann Strauss*, que seul, ou à peu près, Nelson Freire ose jouer en concert de nos jours (après Jorge Bolet, ce serait l'œuvre la moins «jouable» de toute la littérature pianistique).

La composition des *Cinquante-trois études d'après vingt-six Études de Chopin* s'est étendue sur vingt et une années (1893-1914). Le but avoué de Godowsky était d'*« enrichir l'art pianistique de nouveaux moyens mécaniques, techniques et esthétiques »* ; de *« contribuer au développement de la nature particulière de l'instrument, si accessible aux combinaisons polyphoniques et polydynamiques »* ; de *« multiplier enfin les ressources de coloris de l'instrument (...), car les difficultés exceptionnelles, tant physiques qu'intellectuelles, que renferme cet ouvrage, contribueront à développer les qualités pianistiques de l'exécutant et lui feront acquérir une haute maîtrise de l'instrument »*. *« Ma musique n'est pas difficile ; certains passages peuvent être difficiles à lire, mais je maintiens qu'elle n'est pas difficile à jouer. J'ai de petites mains et j'écris ma musique de sorte qu'elle soit pianistique et s'adapte à la main. »* Y est-il arrivé ? Il semble que oui, même si, l'auditeur éprouve parfois quelque écœurement à écouter ces études tout à la suite (elles ne sont assurément pas faites pour cela).

Pour les enregistrer, il fallait un pianiste qui aime les défis ; Geoffrey Douglas Madge n'aime que les défis : l'*Opus Clavicembalisticum*, de Sorabji, ne lui fait pas plus peur que les grandes pièces de Feruccio Busoni, qu'il donne régulièrement en concert.

Il fallait aussi – et surtout – un éditeur assez toqué pour oser produire ce qui, *a priori*, est invendable : la musique inconnue, d'un compositeur inconnu, jouée par un pianiste qui n'est pas une star.

Cet éditeur existe, et à Paris. Fondé par Jean-Louis Percot et Bruno Saint-Germain, « Dante » produit des enregistrements qui ne sont pas tout à fait comme ceux des autres compagnies. Une intégrale de l'œuvre pour piano de Scriabine, jouée par Joseph Villa, un jeune pianiste américain. Il utilise un Steinway des années 50, transfiguré par un accordeur (une accordeuse, en fait, qui a eu l'idée de remplacer les têtes des marteaux par des modèles datant du début du siècle). Une intégrale des *Sonates* de Scarlatti et une bonne partie de l'œuvre pour piano de Godowsky par Madge.

Madge joue, lui, sur un Steinway de concert de 1926, un piano comme on n'en entend plus dans les salles de concert, un piano dont la sonorité n'est pas sans évoquer celle des grands Erard d'autrefois, dont les basses étaient si brillantes et profondes, le médium si coloré, cuivré sans être nasal ou dur, les aigus si lumineux, dont la mécanique était si rapide, si souple, les capacités dynamiques au moins aussi grandes que la faculté de chanter.

Parfois, il peine un peu... lorsque Godowsky superpose deux *Études* de Chopin ou lorsqu'il confie à la seule main gauche, une autre *Étude* déjà injouable lorsque ses difficultés se répartissent aux deux mains dans la version originale. D'autres fois, il émerveille par la beauté de sa sonorité, la simplicité de ses phrasés et l'aisance avec laquelle il restitue la polyphonie la plus inextricable.

En tout cas, après un tel marathon, personne n'aura le cœur de reprocher à Geoffrey Douglas Madge ses quelques imprécisions, puisqu'il s'agit, le plus souvent, de prises directes, sans correction, ou presque...

ALAIN LOMPECH

▶ ***Cinquante-trois Etudes d'après Chopin*, de Leopold Godowsky, par Geoffrey Douglas Madge. Deux coffrets de deux disques compact « Dante ». Distribution NTI, 10, rue Isaac-Newton, ZI du Coudray, 93150, Le Blanc-Mesnil. Tél. : 45-91-21-97.**

NOTES

La tour de Pise est fermée

La célèbre tour penchée de Pise (Toscane) a été fermée au public dimanche 7 janvier, pour la première fois depuis sa construction au XIe siècle. L'état du monument ne permet plus d'assurer la sécurité des nombreux visiteurs (plus de huit cent mille par an).

Une longue polémique a précédé cette décision, le monument est, en effet, le principal attrait de la ville, qui en tire de confortables avantages financiers. Selon le maire de la ville, M. Giacomino Granchi, la fermeture ne devrait pas durer plus de trois mois, mais la plupart des experts estiment que les travaux de restauration prendront beaucoup plus de temps. Haute de 58 mètres, la tour de Pise penche un peu plus chaque année (1,2 millimètre en moyenne) et les spécialistes qui ont demandé sa fermeture affirment que le monument risque de s'effondrer. *(AFP.)*

Florence redécouvre un Botticelli

Les visiteurs du Musée des Offices de Florence, découvriront à partir du 11 janvier un chef-d'œuvre de Botticelli, *le Couronnement de la Vierge* qui n'avait pu être exposé depuis 1940 en raison de la sévère dégradation de son support.
L'œuvre représente sur fond or, le paradis où Dieu couronne la Vierge, entourée de chérubins, au milieu de guirlande de fleurs et de nuages, dans un savant mélange de tons bleus, gris, safran et pourpre.

RÉGIONS

Tracé court ou tracé large ?

Polémique autour du futur métro de Bordeaux

L'étude réalisée par la SOFRETU, une filiale de la RATP, à la demande des élus de la communauté urbaine de Bordeaux (CUB) relance le débat sur le tracé du métro et sur son insertion dans le système de transports de l'agglomération.

Tout avait pourtant commencé dans une ambiance très consensuelle. En décembre 1986, M. Jacques Chaban-Delmas, président de la CUB, propose aux élus des vingt-sept communes de l'agglomération de se doter d'un VAL, le métro automatique conçu par la société Matra. Sur le principe, c'est l'unanimité vite troublée par des différends entre chabanistes et socialistes sur le tracé de ce métro. Dès 1987, le Parti socialiste, fort mécontent, découvre en effet que le VAL ne franchira ni les limites de la ville centre ni surtout la Garonne pour desservir les quartiers populaires de la rive droite. Longue de 10 kilomètres, la première ligne de métro équipée de seize stations relierait la gare de Bordeaux au quartier d'affaires du Lac, ainsi qu'au centre hospitalier universitaire. Le coût de sa construction est évalué à 3,820 milliards de francs.

En juillet 1989, un nouvel équilibre politique s'installe à la communauté urbaine, toujours présidée par Jacques Chaban-Delmas mais où sont désormais associés les socialistes. Le problème du métro revient à l'ordre du jour. Sous la pression du PS, la CUB commande une enquête sur les déplacements urbains dans l'agglomération. La SOFRETU donne au début de décembre 1989 un premier diagnostic, assorti d'une analyse détaillée du réseau VAL première tranche.

Un plan global de transports

Le constat est sévère : soit on s'en tient au tracé initial, dit en substance la SOFRETU, et il faut rapidement investir 2,220 milliards de francs supplémentaires pour prolonger la première ligne ; soit on s'oriente vers un nouveau réseau *« à caractéristiques plus performantes en termes de services rendus à l'agglomération »*. Ce nouveau tracé desservirait le campus universitaire et la rive droite de l'agglomération bordelaise.

La société d'études n'est pas tendre avec les options initiales de la majorité chabaniste : *« Le confinement de la première phase du VAL au centre-ville de Bordeaux handicape lourdement les possibilités de rabattement »* des passagers des autres modes de transports, en particulier les voitures individuelles ; or, s'il n'est pas accompagné de *« mesures qualitatives sur l'ensemble des déplacements, l'essai VAL sera limité à une minorité et créera un réseau de transports à deux vitesses »*. Bref, le Val n'améliorerait pas la qualité de la circulation en général dans l'agglomération.

La SOFRETU invite donc la CUB à saisir l'occasion *« probablement unique »* de *« repenser l'ensemble du système de transports »*. Ce système est également passé au crible. L'automobile a été royalement traitée par la CUB, qui lui a jusqu'alors consacré *« 84,5 % de ses ressources »* et a consenti *« des efforts hors normes »* pour le stationnement. Le réseau de bus urbains, emprunté par 13 % des habitants de l'agglomération, n'échappe pas à la critique. Il fut, affirme la SOFRETU, *« fondé au fil du temps sur le concept du tout-desservir et oppose des lignes performantes à des lignes à très faible rendement »*.

Les élus ont accueilli ce rapport fort peu complaisant comme une remise en question *« salutaire »*. Les Verts bordelais demandent que soit organisé un référendum sur l'ensemble des problèmes de transport dans l'agglomération. En attendant, M. Jacques Chaban-Delmas a pris unilatéralement l'initiative d'annoncer publiquement que le VAL franchirait la Garonne...

GINETTE DE MATHA

AQUITAINE

Esturgeons en eau chaude

Axée jusqu'alors sur les piscicultures de truites landaises et l'ostréiculture d'Arcachon, l'aquaculture aquitaine va développer en 1990 au moins une nouvelle filière : l'élevage d'esturgeons. La ferme du Blayais utilisera les eaux chaudes de la centrale nucléaire de Brand-et-Saint-Louis.

La viabilisation du site devrait commencer au printemps 1990 par l'intermédiaire d'une société d'économie mixte constituée par le conseil général de la Gironde. On prévoit 22 millions de francs d'investissements, financés par EDF, le département de la Gironde, la région Aquitaine et la mairie de Braud-et-Saint-Louis ainsi que par des entreprises qui intalleront d'une part des élevages d'esturgeons, d'autre part la première pisciculture de bars de la côte aquitaine. Les alevins d'esturgeons proviendront d'une écloserie en cours d'installation à quelques kilomètres de Braud-et-Saint-Louis.

AUVERGNE

La Haute-Loire dans le foie gras

Pour ce qui est du foie gras, le Sud-Ouest et l'Alsace, principaux producteurs français, et la Hongrie, numéro un mondial, ne doivent pas craindre pour leur place : la Haute-Loire ne la leur disputera pas. Cependant, la production de ce département, tard venu sur ce marché bien particulier, représente un plus non négligeable pour la quarantaine d'agriculteurs qui l'assurent, deux ou trois en vivant presque exclusivement.

Certains exportent vers la Suisse et vers Monaco, deux pays où les consommateurs ont la réputation d'avoir les moyens de s'offrir des produits de qualité.

La production de la Haute-Loire s'est élevée en 1989 à 10 000 palmipèdes (95 % de canards et 5 % d'oies), soit quelque 4 tonnes de foie gras. Il y a désormais un marché au foie gras à Yssingeaux (480 pièces) et au Puy-en-Velay (150). Le prix moyen a été de 300 francs le kilo.

BRETAGNE

L'apéro à la mairie

Comment éviter qu'un bourg rural déserté ne perde définitivement toute vie ? Le conseil municipal d'une petite commune bretonne a trouvé une solution originale en transformant une salle de la mairie en un café qui accueille les consommateurs après la messe du dimanche.

« Il ne nous restait plus qu'un commerce, le bistrot. Quand celui-ci a fermé l'an dernier, on a compris qu'il n'y aurait plus rien pour animer la commune. Alors, on a décidé d'accueillir les gens dans une salle de la mairie », explique Eugène Domagné, un solide sexagénaire, maire de La Selle-en-Luitré, près de Fougères, dans le nord de l'Ille-et-Vilaine.

Les choses se sont rapidement organisées dans ce village qui ne compte plus que trois cent soixante-dix habitants, et c'est une association familiale rurale qui assure le service pendant près d'une heure chaque dimanche grâce à des bénévoles.

Autoroutes sans péage

En l'an 2000, la Bretagne disposera d'un réseau autoroutier qui aura le statut de LACRA (liaison assurant la continuité du réseau autoroutier). Du péage de La Gravelle à Rennes et Brest, de Brest à Nantes et de Nantes à Rennes et Avranches, les usagers pourront circuler à 130 km/h sans avoir à s'acquitter d'un quelconque péage.

D'ici là et de façon progressive des travaux de mises aux normes, de suppression de tous les carrefours, d'élargissement des voies express, de rectification des virages, d'aménagement et de limitation des bretelles d'accès et de sortie auront été réalisés.

Dès la fin de 1990, il n'y aura plus de carrefour sur la RN 12 dans le département des Côtes-du-Nord. L'amélioration des conditions de circulation routière passe également par la réalisation des routes express (110 km/h) Rennes - Saint-Malo, Rennes - Lorient et Vannes - Ploermel, qui seront entièrement achevées en 1994, selon les services de l'équipement.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

A Sète, le livre dans l'hôpital

L'ancien hôpital de Sète, qui donnait des signes désespérants de vieillesse, vient de trouver une nouvelle jeunesse. Une médiathèque a pris sa place, dans des locaux rénovés, avec ses 2 000 mètres carrés voués à la lecture, mais aussi à toutes les nouvelles techniques de la communication, pour un coût global de 23 millions de francs répartis entre la ville, le département et la région.

Elle occupe trois niveaux. Au rez-de-chaussée, le service d'accueil qui est aussi le domaine de l'image : 4 000 cassettes audio et vidéo, 5 000 disques compacts, un auditorium pour les écoutes collectives.

Le premier étage est réservé aux livres avec près de 30 000 volumes, un service de prêt pour adultes, une salle de consultation de 5 000 volumes et 90 titres de périodiques.

A l'usage des enfants un étage spécial renferme 12 000 volumes pour le prêt, 25 titres de périodiques et 2 300 volumes à consulter sur place. Une bulle-amphithéâtre est réservée à la lecture.

MIDI-PYRÉNÉES

Sauver l'eau

La région toulousaine consomme en moyenne 186 000 mètres cubes d'eau par jour. Cette eau est prélevée à plus de 90 % dans les eaux de surface, notamment dans la Garonne. C'est dire l'importance du fleuve, qui peut à tout moment subir de graves pollutions d'autant plus dommageables que le niveau est bas, comme il le fut cet été.

Pour prévenir ces risques, l'Agence Adour-Garonne, gestionnaire de l'eau pour tout Midi-Pyrénées, a fait procéder à une coloration volontaire des eaux de la Garonne afin d'étudier, grandeur nature, la propagation d'une éventuelle nappe polluante. Ce produit rouge, de la rodamine B, sans danger pour la flore et la faune et facilement éliminé par les stations de pompage, devait permettre d'étudier le niveau de dégradation temporaire des eaux et les mesures à prendre pour parer le plus efficacement à toute éventualité.

Mais au-delà de la prévention des accidents écologiques, un important programme hydraulique a été décidé pour l'ensemble du bassin garonnais. 40 millions de francs viennent ainsi d'être affectés à la gestion des ressources en eau. 60 millions vont aider à lutter contre les pollutions industrielles et domestiques, dont plus de 35 millions pour la construction de stations d'épuration. Premières bénéficiaires, les villes de Pau, de Castres et de Graulhet dans le Tarn, où les activités mégissières constituent une très importante source de pollution.

La pollution directe des cours d'eau n'est pas le seul problème de Midi-Pyrénées. Les décharges, contrôlées ou non, demeurent d'importants foyers de contamination des nappes phréatiques. Ces décharges sont d'autant plus dangereuses que certains industriels n'hésitent pas, pour des raisons économiques le plus souvent, à y abandonner les déchets de leurs entreprises. Ces pratiques sont interdites et sévèrement réprimées. Encore faut il savoir où mettre les déchets industriels ?

En 1988, le centre d'incinération de Bassens, en Gironde, a traité 21 000 tonnes de déchets provenant de cent cinquante-quatre établissements de la région. Selon les responsables de l'Agence Adour-Garonne, ce tonnage représente les deux tiers des déchets produits dans la zone de leur compétence. Pour mieux répondre à la demande et aider les industriels, l'Agence a donc décidé la révision de son V[e] programme pour les années 1990 et 1991.

POITOU-CHARENTES

Une campagne américaine

MM. Marvin Traub, président de Bloomingdale's, et Jean-Pierre Raffarin, président UDF du conseil régional de Poitou-Charentes, viennent de signer un accord pour que les dix-sept grands magasins de la chaîne américaine réalisent une campagne de promotion de la région française et de ses produits spécifiques aux Etats-Unis.

Selon M. Jean-Pierre Raffarin, *« ce type d'accord passé avec la grande distribution présente un double intérêt. Cela permet de conjuguer la communication de la région et la vente de ses produits. Elle confirme que Poitou-Charentes peut avoir une démarche internationale crédible, avec ambition, mais sans prétention ni dispersion »*.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Les Japonais vont-ils acheter le Negresco ?

Le groupe SEKITEI, filiale d'un des leaders japonais de l'assurance, vient d'acquérir, pour 220 millions de francs, le Grand Hôtel du cap Ferrat, qui compte, avec soixante-six chambres de grand luxe, un terrain de 7 hectares, parmi les établissements hôteliers les plus huppés de la Côte d'Azur.

Le palace a été racheté à un assureur new-yorkais, M. Steinberg, qui en était devenu propriétaire en 1985. SEIKITEI, propriétaire depuis peu de l'hôtel Bel-Air de Los Angeles, se serait engagé à poursuivre l'exploitation de l'hôtel, nonobstant la médiocrité des résultats financiers actuels. Mais il n'est guère douteux que c'est la propriété foncière qui l'intéresse au premier chef. Il est vrai que le mètre carré de terrain au cap Ferrat, qui sépare les baies de Villefranche et de Beaulieu-sur-Mer, n'a littéralement pas de prix.

Les Japonais auraient des vues sur d'autres hôtels de la Riviera. La rumeur court selon laquelle le Negresco à Nice pourrait leur être vendu pour 700 millions de francs, de même que le Gonnet et le Carlton à Cannes, actuellement propriété de SEIPU-SAISON et de SAS (Scandinavian Air System).

Déjà bien implantés sur la Côte d'Azur, où ils possèdent une centaine d'immeubles et une part non négligeable de la technopole de Sofia-Antipolis, les Japonais lorgnent aussi vers le haut pays. Ainsi, Mitsubishi n'est-il pas insensible aux attraits de la station de ski d'Isola 2000, à moins de 100 kilomètres de Nice, où ils auraient l'intention de beaucoup bâtir.

La truffe à Carpentras

Paradoxe : la « truffe du Périgord » aura son université non pas en Dordogne mais... à Carpentras. Si le Vaucluse est moins connu que le Périgord pour ce cryptogame que le grand gastronome Brillat-Savarin appelait *« le diamant de la cuisine française »*, il n'en est pas moins l'un des premiers producteurs. En effet, 75 % des tonnages extraits du sol national proviennent aujourd'hui du Sud-Est de la France, et notamment de la région de Carpentras. En 1988 on a vendu sur le marché de cette ville une tonne de truffes par semaine.

Avec son université de la truffe, la première dans le monde, Carpentras deviendrait ainsi la capitale de ce mets de choix. Après des années d'études et de rencontres à travers la France, le projet a pris de la consistance avec la mise en place d'un conseil d'administration de vingt membres, présidé par Paul Bonnet, animateur du conseil technique de la truffe du Comtat.

L'université française de la truffe sera non seulement une *« structure de rencontre, de concertation et d'action »*, mais aussi un instrument de promotion, à partir de *« la recherche, la commercialisation et la préparation culinaire du produit »*. En tout cas, elle ne sera pas une machine de guerre des trufficulteurs provençaux – plus actifs – contre leurs confrères périgourdins – plus indolents. On y voit au contraire le signe d'une alliance entre le Sud-Ouest et le Sud-Est.

Dans la perspective de l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Europe, les producteurs du Périgord et du Vaucluse, comme ceux de la région de Digne, où est organisée depuis deux ans une fête célébrant la récolte du diamant noir, ont compris qu'ils avaient tout intérêt à se regrouper pour faire face aux importations provenant d'Italie et d'Espagne.

La réforme de l'administration territoriale

Pas d'hostilité systématique à la décentralisation

demande M. Paul Graziani, sénateur RPR

M. Paul Graziani, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, président de l'Institut de la décentralisation, a adressé le 12 décembre dernier à M. Jacques Chirac, président du RPR, une lettre dans laquelle il explique quelle devrait être, à son avis, l'attitude de l'opposition lorsque le projet de loi sur l'administration territoriale viendra en discussion devant le Parlement. M. Paul Graziani a toujours été un fervent défenseur de la décentralisation, à laquelle il a consacré en 1985 un essai intitulé « Le nouveau pouvoir ».

« Je souhaite attirer votre attention, écrit notamment M. Paul Graziani, sur l'importance du texte qui va nous être présenté, dont les quelques élus et experts que j'ai consultés semblent estimer qu'il s'agira, non pas d'une simple série d'aménagements techniques, d'une portée limitée et d'intérêt mineur, mais bien d'un projet d'ensemble, d'une réelle portée. Concernant tous les niveaux de collectivités territoriales, intégrant la perspective européenne et l'impératif de modernisation du service public, il semble, en fait, que ce projet de loi traduise une volonté globale de faire franchir, en 1990, de nouvelles étapes à la décentralisation.

» Si tel était le cas se poserait alors, de manière tout à fait fondamentale, la question de l'attitude qui sera celle de l'opposition nationale, et notamment du mouvement gaulliste. Si certaines considérations d'ordre « tactique » pourraient, en effet, nous conduire à nous opposer globalement à ce texte (et cela d'autant plus aisément qu'il ne sera probablement pas exempt de propositions avec lesquelles nous serons en désaccord), le moment me paraît venu, en effet, de nous interroger sérieusement sur l'appréhension qui est la nôtre du mouvement de décentralisation.

» Trois considérations, à cet égard, me paraissent devoir être prises en compte : la logique « gaulliste » dans laquelle s'insère, en tout cas à mes yeux, la décentralisation ; le bilan globalement très positif des premiers volets de la réforme, et la nécessité désormais de la poursuivre, face, notamment, aux échéances européennes ; le fort ancrage territorial, enfin, de l'opposition nationale, localement majoritaire...

» ... Pour ma part (...), je crois hautement souhaitable que l'opposition (et singulièrement le mouvement gaulliste, vingt ans après le référendum sur la régionalisation, voulu par le général de Gaulle) adopte, alors même que la décentralisation fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus, une attitude radicalement différente de celle qui avait prévalu en 1982, au moment des débats et des votes des grandes lois Defferre.

» Il ne saurait, bien entendu, être question de taire, le moment venu, nos désaccords avec tels ou tels aspects du ou des projets qui seraient avancés, et je suis tout disposé, en ce qui me concerne, à prendre part pleinement aux discussions parlementaires. Mais je crois indispensable que nous, gaullistes, sachions contribuer à l'instauration d'un débat d'envergure, et refuser, par conséquent, tout enfermement dans une logique d'opposition systématique *a priori*. Il serait, à l'évidence, par trop sommaire, ici, de considérer, en effet, que le choix à effectuer se situe entre la résistance à la gauche ou la complicité, alors qu'il se situe, en réalité, entre, d'une part notre fidélité aux idéaux du gaullisme et le sens de l'intérêt national, et, d'autre part, un nouveau sacrifice rituel aux lois des pesanteurs partisanes, que les Français désormais sont de plus en plus nombreux à récuser... »

Suivant les dernières statistiques

Un maire sur quatre est un retraité

La répartition socioprofessionnelle des maires évolue dans le temps : c'est ce que l'on constate en analysant les résultats des trois derniers scrutins municipaux de 1977, 1983 et 1989.

Le dernier bulletin statistique de la direction générale des collectivités locales apporte plusieurs précisions sur cette évolution.

La part traditionnellement élevée du nombre d'agriculteurs parmi les maires (28,5 % en 1989, alors qu'ils ne représentent que 7 % de la population active) est en régression constante : – 27,6 % de 1977 à 1989. Cette évolution tient tant à la diminution du nombre d'agriculteurs dans la société française qu'à l'apparition, sensible depuis 1977, de nouvelles catégories d'élus.

La disponibilité dont disposent les retraités peut expliquer la forte progression de leur représentation parmi les maires (+ 37 % entre les deux dernières élections) : près de un sur quatre est un retraité en 1989.

On note une forte progression des fonctionnaires et des enseignants, et une tendance à la désaffection des chefs d'entreprise, artisans et commerçants. Cette dernière catégorie, qui constitue 8 % de la population active, demeure néanmoins bien représentée parmi les maires (un sur dix), représentation proportionnellement supérieure à celle des fonctionnaires ou des salariés des entreprises publiques ou privées, mais moindre que celle des membres de professions libérales (5 % des maires pour seulement 2 % de la population active) ou celle des enseignants (9 % des maires pour 5 % de la population active).

	1989	1983	1977
Agriculteurs	10 395	13 301	14 362
Chefs d'entreprise, artisans, commerçants	3 579	4 270	4 628
Professions libérales	1 901	1 981	1 980
Enseignants	3 253	2 795	2 480
Fonctionnaires (hors enseignants)	1 417	1 219	1 146
Salariés du privé	5 346	5 005	4 523
Salariés des entreprises publiques	612	474	558
Retraités	8 632	6 288	5 569
Divers	1 352	1 116	1 088
TOTAL	36 487	36 449	36 334

Source : Ministère de l'intérieur.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Roger BECRIAUX,
Jean-Pierre FORON,
Ginette de MATHA,
Christian TUAL,
Gérard VALLÈS,
Michel VIVES.
Coordination :
Jacques-François SIMON.

CINÉMA

LUNDI 8 JANVIER

LA CINÉMATHÈQUE

Palais de Chaillot
(47-04-24-24)

Relâche.

Salle Garance, Centre Georges Pompidou

(42-78-37-29)

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Reconnaissance à travers le Yangzi (1954, v.o. s.t.f.), de Tang Xiaodan, 14 h 30 ; les Révoltés de Lomanach (1953), de Richard Pottier, 17 h 30 ; la Nuit de Varennes (1982), d'Ettore Scola, 20 h 30.

Vidéothèque de Paris

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

Relâche.

LES FILMS NOUVEAUX

BAL PERDU. Film français de *Daniel Benoin* : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

ROAD HOUSE. (*) *Film américain* de Rowdy Herrington, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC *Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SWEETIE. Film américano-australien de Jane Campion, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BANDINI (Fr.-Bel.-It.-A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BLACK RAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : *Saint-André-des-Arts II, 6e* (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.) : *Elysées Lincoln*, 8e (43-59-36-14).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; *La Nouvelle Maxéville, 9e* (47-70-72-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suis.) : *Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).*

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

HIVER 54 (Fr.) : *George V, 8e* (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr.-Hol.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé *Marignan-Concorde, 8e* (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MARQUIS (*) (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NOCE BLANCHE (Fr.) : *Pathé Impérial*, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : *Lucernaire*, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC *Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille*, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; *Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).*

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *Panthéon*, 5e (43-54-15-04).

PUNISHER (*) (A.-Austr., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; *14 Juillet Odéon*, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RAIN MAN (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Saint-Lazare-Pasquier, 8e* (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROUGE (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; *Gaumont Ambassade*, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; *Gaumont Ambassade*, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : *Accatone, 5e (46-33-86-86).*

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, *11e* (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VALMONT (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; *14 Juillet Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; *Gaumont* Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES FESTIVALS

HITCHCOCK LES ANNÉES D'OR (v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00). l'Homme qui en savait trop, lun. à 14 h 05, 16 h 30, 19 h 50, 22 h.

JEAN COCTEAU CINÉASTE, Les Trois *Luxembourg, 6e (46-33-97-77). L'Aigle* à deux têtes, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

PIER PAOLO PASOLINI (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Théorème, 19 h 50, Porcherie, 18 h ; Médée, 16 h.

ROBERTO ROSSELLINI (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Rome ville ouverte, 20 h, 22 h.

VOIR ET REVOIR NANNI MORETTI (v.o.), Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34). Je suis un autarcique, séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

THÉATRES

ATALANTE (46-06-11-90). Léon la France : hardi voyage vers l'Ouest africain : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◊ Match d'improvisation : 21 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 21 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). ◊ Contes d'hiver 3 : 20 h 45.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Comme il vous plaira : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM *DE LA GALERIE COLBERT* (40-15-00-15). ◊ Le Cycle des poètes André Frenaud : 18 h 30.

CONNOLLY'S CORNER (43-31-94-22). ◊ Zoo Story (spectacle en anglais) : 21 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Nouveau Testament : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). ◊ Du sang sur le cou du chat : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15. Apostrophons-nous : 22 h.

HOTEL LUTETIA (SALON SAINT-GERMAIN) (45-44-05-05). Menu Plaisir : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. L'Etranger : 20 h. ◊ Avant-garde : 21 h 45. Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). ◊ Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

PALAIS DE JUSTICE 1re CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL (43-28-31-02). ◊ Ultima Violenza : 21 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). L'Œuf, à la première personne : 21 h.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). ◊ Collège de théâtre : 18 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Phèdre (à repasser) : 20 h 15.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). *Bazar de nuit : 21 h.*

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-78-75-00). Zingaro : 20 h 30.

IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE D'IVRY) (46-70-21-55). ◊ Monsieur Bonhomme et les incendiaires XIIIe rencontres Charles-Dullin : 20 h 30.

▷ : *Ne sont pas jouées le mercredi.*
◊ : *Hors.*

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

TROP TARD POUR PLEURER. Elysée-Montmartre (42-52-76-84) (dim., lun., mar.) 20 h 30 (3).

LE TUNNEL. Théâtre Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) 20 h (4).

AVANT-GARDE. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (ven., sam., lun., mar.) 21 h 45 (5).

CONTES D'HIVER. Centre Mandapa (45-89-01-60) (dim.) 20 h 45 (5).

DAVID MATHEL. Les Déchargeurs (42-36-00-02) (dim. soir, lun.) 21 h, dim. 17 h (5).

DU SANG SUR LE COU DU CHAT. Dix-Huit Théâtre (42-26-47-47) (dim. soir) 20 h 30 ; dim. 16 h (5).

JE ME SOUVIENS. Mogador (48-78-75-00) (dim. soir, lun., jeu.) 20 h 30 ; dim. 15 h (5).

LE JEU DE LA VÉRITÉ. Théâtre 14-Jean-Marie Serreau (45-45-49-77) (dim. soir, lun.) 20 h 45 ; 17 h (5).

LÉON LA FRANCE : HARDI VOYAGE VERS L'OUEST AFRICAIN. *Théâtre de l'Atalante* (46-06-11-90) (dim. soir, mar.) 20 h 30 ; dim. 17 h (5).

MÉMOIRES DE DEUX JEUNES MARIES. Cité internationale universitaire (45-89-38-69). Grande salle (dim., lun., mar.) 20 h 30 (5).

MONSIEUR BONHOMME ET LES INCENDIAIRES. Ivry-sur-Seine. Théâtre d'Ivry (46-70-21-55) (dim. soir, mar.) 20 h 30 ; dim. 16 h (5).

ALEX METAYER AU CASINO DE PARIS. MORAL D'ACIER. Casino de Paris (42-85-30-31) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (9).

BRITANNICUS. Comédie française (40-15-00-15). Salle Richelieu 20 h 30 (9).

MATCH D'IMPROVISATION. Bataclan (47-00-30-12) 21 h (8).

LES COLOMBAIONI (nouveau programme). Boulogne-Billancourt. Théâtre (46-03-60-44) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (9).

MORDS DONC. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) *22 h* (9).

POLYEUCTE. Gennevilliers. Théâtre (47-93-26-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (9).

LE RODEUR. Montreuil. Studio théâtre (48-58-65-33), 21 h (9).

SCÈNES DE LA GRANDE PAUVRETÉ. Gennevilliers. Théâtre (47-93-26-30) (dim. soir, lun) 20 h 30 ; dim. 17 h. (9).

LA TRAVERSÉE DE L'HIVER. Théâtre national de la Colline (43-*66-43-60) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ;* dim. 15 h 30 (9).

LES FELUETTES OU LA RÉPÉTITION D'UN DRAME ROMANTIQUE. Ranelagh (42-88-64-44) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (9).

LES INCERTITUDES DU DÉSIR. Athénée-Louis Jouvet (47-42-67-27 (dim., lun.) 20 h 30 ; le mardi à 18 h 30 (9).

ISMENE. Théâtre 13 (45-88-*16-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ;* dim. 15 h (9).

LES ESCALIERS DU SACRÉ-CŒUR. Aubervilliers. Théâtre d'Aubervilliers. Groupe Tee (48-34-67-67) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h 30 (9).

CONCERTS

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Pierre Curon. 12 h 45 lun. Baryton, Jeff Cohen (piano). Œuvres de Duparc, Poulenc, Ravel, Fauré.

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Orchestre Colonne. 20 h 30. Dir. Vitaly Kataev. Philippe Entremont (piano). Œuvres de Tchaikovski, Rachmaninov, Liszt.

PARIS EN VISITES

MARDI 9 JANVIER

« La Légion d'honneur », 14 h 30, portail principal de la basilique à Saint-Denis.

« L'UNESCO, architecture des années 50 » (prévoir 2 h 20 avec projections de documentaires), 14 h 30, devant les grilles, place Fontenoy (*Monuments historiques*).

« Egypte-Egypte », 10 h 30, entrée de l'exposition, Institut du monde arabe (*P.-Y. Jaslet*).

« L'Institut du monde arabe et son musée », 14 heures, côté parvis (Paris passion).

« Le cimetière d'Auteuil et le quartier Boileau/Exelmans », 14 h 30, métro Exelmans, sortie rue Claude-Lorrain (V. de Langlade).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (M.-C. Lasnier).

« Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée, sous la statue de Lulli (Arts et castors).

« *Folles ou sages pyramides* pour le Grand Louvre, de Louis XIV à Mitterrand », 14 h 30, sortie métro Louvre (*S. Duval*).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro ***Saint-Paul (Résurrection du** passé)*.

« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 30, *métro* Pont-Marie (M. Banassat).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Ecoute du passé).

« L'Hôtel des ventes Drouot et l'Hôtel Aguado », 15 heures, 6, rue Drouot (Tourisme culturel).

« Exposition : Egypte-Egypte », 16 heures, Institut du monde arabe, entrée principale, rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire).

Paris-musées

« La « *Vallée des larmes* », de G. Doré et la peinture religieuse », 12 h 45 ; « Œuvres d'atelier : Carpeaux-Dalou », 14 h 30, avenue Wiston-Chuchill (Petit Palais).

« La Renaissance », 14 h 30, musée Carnavalet.

« La demeure et l'œuvre de Victor Hugo », 14 h 30, 6, place des Vosges.

« Bourdelle : atelier et œuvre », 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (*Musée* Bourdelle).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, *14 h 30 : « Les usages de la couleur dans* la peinture du dix-neuvième siècle », par G. Lecerf (Musée d'art moderne).

Salle Chaillot Galliéra, 28, avenue George-V, 15 heures : « Gershwin et Villa Lobos », par M. Meunier-Thouret (Paris et son histoire).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe : les grands chambardements de 1989 et perspectives 1990 », par J.-P. Gouzy (Maison de l'Europe).

Centre national des lettres, 53, rue de Verneuil, 18 h 30 : « A la rencontre de Jacques Doucet, un mécène exemplaire », par F. Chapon (Les amis de la Bibliothèque de France).

55, rue du Cherche-Midi, 18 h 30 : « Structures et architectures métalliques », par M. Mimram (Société française des architectes).

1, rue Descartes, 20 h 30 : « Soleil-Terre : les liaisons dangereuses », par E. Ribes, de l'observatoire de Meudon (Association française d'astronomie).

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5170

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III							■		■
IV		■		■					
V					■				
VI		■			■				
VII	■		■				■		
VIII									■
IX					■			■	
X									
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Savant en herbe. – II. Quand *elle est bonne, il n'y a pas* d'éclats. – III. Répété comme à une « veuve ». – IV. Qui peut donc flotter. – V. Descend évidemment avant l'arrêt. Dans le désert. – VI. Un peu de lumière. On en fait parfois du fromage. – VII. Jeu de balles. Pronom. – VIII. Peut être assimilée à la misère. – IX. Dans la poche de l'Iranien. « Terme » de jeu. – X. *Mettrait de côté.* – XI. La première communion. Peut soutenir la culotte.

VERTICALEMENT

1. Evoque une façon de couper le sifflet. Nom qu'on donne vulgairement à ce qui est liquide. – 2. Qui peut mettre dans la gêne. Pris à la source. – 3. Sur la tête du baron. N'est pas une fine mouche. – 4. Gendre de prophète. Qui peut *donc se mettre au travail.* – 5. Une bonne chose. Pour la troisième personne. – 6. Une question. Un bâtiment ancien. – 7. Agrément étranger. Partie de *campagne.* Détruisis. – 8. Pour la faire, on prend parfois des gants. Pas loin de Dijon. – 9. Préposition. *But la tasse. Pas conservé.*

Solution du problème nº 5169

Horizontalement

I. Partisan. Passif. – II. Osier. Usuraire. – III. Litron. Iode. Tir. – IV. Ile. Neutre. Bus. – V. Cession. *Tulle.* – VI. *Tenir. Rousse.* – VII. Esse. Sûr. Té. Us. – VIII. Recrues. Epitres. – IX. Puis. Offerte. – X. Bille. Noir. Ecus. – XI. Râpées. Iles. En. – XII. Tare. *Colin.* – *XIII. Duègne. Erroné.* – XIV. Erreur. Ordres. – XV. Ré. Réel. Liée. Us.

Verticalement

1. Policier. Broder. – 2. Asile. *Sépia. Ure.* – *3. Rites. Sculpter.* – 4. Ter. Stérile. Ger. – 5. Ironie. Usée. Nue. – 6. Néon. Stère. – 7. Unisson. – 8. Nuit. Ru. Foires. – 9. Sort. Refiler. – 10. Pudeur. Père. Roi. – 11. Are. Lotir. Score. – 12. Sa. Bluette. Onde. – 13. Situe. Recéler. – 14. Iris. Sue. *Uni. Eu.* – *15. Fer. Messes.* Ness.

GUY BROUTY

CAMPUS

Des « chaires européennes »

Comment faire entrer l'Europe dans les programmes universitaires ? La commission des communautés européennes souhaite encourager les universités à adapter le contenu des enseignements de sciences *humaines* (droit, économie, histoire, sciences politiques et sociales) aux développements communautaires, en leur proposant une aide par l'intermédiaire de *l'Action Jean Monnet.* Il s'agit de créer des postes d'enseignants et des cours obligatoires appelés symboliquement *chaires européennes,* ainsi que des *modules européens* pour mettre en place des structures durables d'enseignement sur l'intégration européenne. *« L'objectif final est d'inciter les universités à inscrire les matières « européennes » dans les cursus universitaires. »* Parallèlement, la Commission des communautés souhaite *« développer les capacités de recherche des universités dans le domaine de l'intégration européenne »,* en renforçant les structures de recherche établies auprès des enseignements européens existants ou auprès des nouvelles *« chaires européennes ».*

L'Action Jean Monnet propose pour cela des cofinancements. Un million d'écus ont été dégagés pour 1990, considérée comme une année pilote. Les universités et les établissements *d'enseignement supérieur sont invités à adresser, avant* la mi-janvier 1990, une *« manifestation d'intérêt »* à la Commission des Communautés européennes, direction générale information, communication et culture, information universitaire (Action Jean Monnet), rue de la Loi-200, B. 1049. Bruxelles. Belgique. En *retour, ils recevront un formulaire de candidature. La date limite* des dépôts de candidature est fixée au 26 février

J.-J. B.

Enseignement assisté par ordinateur

L'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) organise des stages d'initiation à la production et à l'utilisation d'outils destinés à l'enseignement assisté par ordinateur (EAO) et à la vidéo. D'une durée de trois *semaines, ces sessions sont* destinées aux formateurs et aux enseignants.

▶ Renseignements : (1) 43-*36-25-25 poste 58-49 ou 58-*50.

Stages en Angleterre

L'organisation Aigles pro*pose d'aider les étudiants* français à trouver une entreprise anglaise susceptible de les accueillir pour un stage. Inscription : 2 750 F.

▶ *Renseignements :* Aigles, 4 bis, rue de Staël, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-56-07-03.

CIRCULATION

L'autoroute A 14 déclarée d'utilité publique

La déclaration d'utilité publique de l'autoroute A 14 a été publiée au *Journal officiel* du 6 janvier. Le tronçon d'une longueur de 15 kilomètres reliera, au nord-ouest de Paris, l'axe de La Défense à l'autoroute A 13 près d'Orgeval. Ce sera la première autoroute urbaine à péage. Son ouverture est prévue pour 1994.

Le projet, et surtout le tracé, ont suscité de vigoureuses protestations des riverains et de plusieurs municipalités, en particulier celles de Saint-Germain-en-Laye, le Mesnil-le-Roi, Montesson et Carrières-sur-Seine Les contestataires ont obtenu quelques satisfactions. la traversée de la forêt de Saint-Germain se fera en tranchée recouverte ou en souterrain et celle de la plaine maraîchère de Montesson sera en tranchée plus profonde que prévu initialement, ce qui atténuera *le bruit et* permettra *un* recouvrement ultérieur

En revanche, le franchissement de la Seine aura lieu non en sous-sol mais en viaduc, au pied de la terrasse historique du château de Saint-Germain.

CARNET DU Monde

Décès

– *M. et Mme Pierre Benichou,*
et Antoine,
Mme Jeanne Benichou,
Laurent et Elsa,
Les familles Benichou et Dayan,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme André BENICHOU,
née Madeleine Dayan,

survenu le 4 janvier 1990.

L'inhumation a eu lieu le samedi 6 janvier, au cimetière du Montparnasse.

– Mme Juliette Cohen,
Ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Simon COHEN,
ancien combattant,
engagé volontaire
dans les Forces françaises libres
en Afrique du Nord
durant la seconde guerre mondiale,

le *vendredi 5 janvier 1990,* à l'âge de soixante et onze ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin, le mardi 9 janvier, à 16 heures.

– M. et Mme Pierre Colleville,
Le docteur et Mme Michael Strobel,
ses enfants,
Les docteurs Anne et Raymond Hayek,
M. et Mme Luc Colleville,
M. et Mme Florent Tatin,
M. et Mme Emmanuel Colleville,
Mlle Aude Colleville,
Mlles Sylvie et Elisabeth Strobel,
ses petits-enfants,
Sophie, Aymeric, Arnaud, Mélanie et Alexandre,
ses arrière-petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Maurice COLLEVILLE,
professeur honoraire à la Sorbonne,
officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie allemande,

le 27 décembre 1989, à Clairefontaine-en-Yvelines, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de Gravigny (Eure), son village natal, le 3 janvier 1990, dans l'intimité familiale

Ils rappellent le souvenir de son épouse qu'il a maintenant rejointe

Marcelle COLLEVILLE,
née Levaigneur,

décédée le 13 septembre 1967

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, allée Lemaistre,
78460 Chevreuse.
79, 9e rue,
Roxboro, H8Y 1J6 P.Q.
Canada.

[Maurice Colleville était né le 12 octobre 1894, à Gravigny (Eure). Il avait préparé au lycée Lakanal le concours de l'Ecole normale supérieure, où il était entré après *avoir fait la guerre de 1914-1918.* Successivement professeur d'allemand aux lycées de Cherbourg et Henri-IV, à Paris, il fut nommé professeur à l'université de Lyon en 1936. Peu après la Libération, il était *nommé* recteur de l'académie de Rennes jusqu'à son élection à la Sorbonne en 1949. *Spécialiste reconnu de langue et philologie* allemande et directeur de la revue *Etudes germaniques* de 1952 à 1970, il avait été membre de la Deutsche Akademie für Sprache und Dichtung. Il avait formé de nombreux germanistes des générations actuelles.]

– **Pauline DESPOIS**

est pieusement décédée le 5 décembre 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Une messe sera célébrée le lundi 15 janvier 1990, à 10 heures, à la Maison du Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7e

De la part de
Sa sœur Henriette Despois,
Et de toute la famille.

14, rue Valentin-Haüy,
75015 Paris.

– Mme Suzanne Gille,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges GILLE,
officier de la Légion d'honneur,
directeur régional honoraire
des services fiscaux
de la région Lorraine,

qui s'est endormi dans la paix du seigneur, *le 4 janvier 1990,* à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 janvier, au Foyer de Charité de Châteauneuf-de-Galaure (Drôme).

– Mme Pierre Gotscho-Granville,
son épouse,
Mlle Françoise Gotscho-Granville,
sa fille,
M. et Mme Jean Gotscho,
ses frère et belle-sœur,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le *3 janvier 1990,* du

colonel (t.h.)
Pierre GOTSCHO-GRANVILLE,

officier de la *Légion* d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
trois citations,
croix de guerre norvégienne,
ancien membre
des Forces françaises libres 1939-1945,
membre de l'état-major
du général de Gaulle (Londres 1940).

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 janvier, à 15 h 30, au cimetière parisien de Saint-Ouen.

55, boulevard des Batignolles,
75008 Paris.

– Montauban.

Mme Henri Lacaze,
Mme Annie Lacaze-Brugeilles
et son époux, M. Gérard Brugeilles,
Mme Monique Lacaze-Delzers
et son fils,
Mme Geneviève Lacaze-Raynal,
son époux, M. Alfred Raynal
et leurs enfants,
Leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LACAZE,
député honoraire de Tarn-et-Garonne,
ancien maire de Montauban,
ancien président
de l'académie de Montauban,

survenu à Montauban, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a été a célébrée en l'église Saint-Jean Ville nouvelle, à Montauban, le lundi 8 janvier, à 14 h 30.

20, rue Henri-Gauthier,
Chalet Ingres,
82000 Montauban.

– M. Philippe Morax,
son époux,
M. et Mme Michel Pelleray
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Thierry Gineste
et leur fille,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Nicole MORAX,
née Villenave,

survenu le 6 janvier 1990, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 janvier, en l'église de Behoust (Yvelines), à 14 h 30.

Domaine de Behoust,
78910 Orgerus.

– Lully (Haute-Savoie).

Graziella Camporota,
a l'immense douleur de faire part du décès de son époux

Antoine PARENTI,
professeur d'histoire
au lycée de la Versoie,
Thonon (Haute-Savoie),

enlevé à son affection le 31 décembre 1989.

Le Moulin-Blanc,
74890 Lully.

– Mme Joseph Poissonnier-Debonnaire,
Mlle Marie-Hélène Poissonnier,
Les familles Poissonnier-Demay, Poissonnier-Grard,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Joseph POISSONNIER,
ingénieur des Arts et Métiers,
chevalier de la *Légion* d'honneur,
ingénieur principal
hors classe honoraire à la SNCF,

décédé le 5 janvier 1990, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Une messe aura lieu, le même jour, à 15 h 30, en l'église de Gondecourt (Nord), *suivie de l'inhumation* au cimetière.

58, rue Gounod,
92210 Saint-Cloud.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Benjamin POTTECHER,

survenu dans *la dignité, le 16 décembre* 1989, des suites du sida, à l'âge de vingt-cinq ans.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Comme il le souhaitait, ses amis se réuniront pour un service à sa mémoire, le 11 janvier, à 18 heures précises, au temple de l'Etoile, 54, avenue de la *Grande-Armée,* Paris-17e.

De la part de
Patrick-Gilles Persin,
20, rue du Commandant-Mouchotte,
75014 Paris.

– Mme Robert Verret,
M. et Mme Jean-François Lemaignen,
M. et Mme Alain Izard,
Emmanuel, Clémence, Bernard, Elisabeth, Chloé et Aurélia,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert VERRET,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,

survenu le 6 janvier 1990, à l'âge de quatre-vingts ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 10 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly.

L'inhumation aura lieu le même jour à 15 heures, au cimetière de Pezou (Loir-et-Cher).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– **Mahmoud al HAMCHARI,**

est mort un 9 janvier.

« Les morts sont des vivants mêlés à nos combats. »
(Victor Hugo.)

Marie-Claude et Amina.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Soutenances de thèses

– Institut d'études politiques de Paris, le mardi 9 janvier, à 14 h 30, 30, rue Saint-Guillaume, salle A.-Siegfried. Mme Béatrice Sabater-Bono : « L'Etat et ses fonctionnaires dans la politique du Parti communiste français. Du programme « Changer de cap » au 25e Congrès (1971-1985) ».

– Université Paris-II, le vendredi 12 janvier, à 14 h 30, salle des conseils. Mlle Marie Gore : « L'administration des successions en droit international privé des français ».

– *Université* Paris-IV (Sorbonne), le samedi 13 janvier, à 9 heures, salle des actes, centre administratif. *M. Jean-Pierre Bougère : « Les éléments affectifs dans l'apprentissage de* l'anglais ».

– Ecole des hautes études en sciences sociales, Institut d'études politiques, le samedi 13 janvier, à 13 h. Salle A.-Siegfried. M. Robert Ilbert : « Alexandrie. Espace et société (1830-1930). Entre empire et impérialismes. *L'émergence de la communauté* urbaine ».

– Université Lyon-II (Lumière), 86, rue Pasteur (2e étage), le samedi 20 janvier, à 10 heures, salle des conseils. Mlle Antoinette Jacquemart : « Les déperditions d'élèves – France 1960-1987 – Ce qu'elles révèlent et ce qu'elles suggèrent ».

– Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 20 janvier, à 14 heures, amphithéâtre Est, perron Alexandre-III, cours la Reine. M. Paul-Henri Bideau : « Rudolf Steiner et les fondements gœthéens de l'anthroposophie ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.
Télex MONPAR 650 572 F.
Télécopieur : 45-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	87 F
Abonnés et actionnaires	77 F
Communications diverses	90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LOTO SPORTIF

RESULTATS COMPLETS Nº 01

MATCH DU JOUR R. MADRID 3 A. MADRID 1

13 bons pronostics	6 907	231,00 F
12 bons pronostics	66 942	29,00 F
11 bons pronostics	240 011	8,00 F
MATCH DU JOUR	45 146	20,00 F

NUMERO PACTOLE : 8
Tirage du Dimanche 7 Janvier 1990

TIRAGE DU LOTO Nº 1
DU SAMEDI 6 JANVIER 1990

18 20 21 24 28 42 — 6

6 BONS Nº	4	1 608 715,00 F
5 BONS Nº + complémentaire	44	77 250,00 F
5 BONS Nº	1 414	7 780,00 F
4 BONS Nº	67 766	110,00 F
3 BONS Nº	1 337 727	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 161 721 ... 9,00 x 2 = 18,00 F

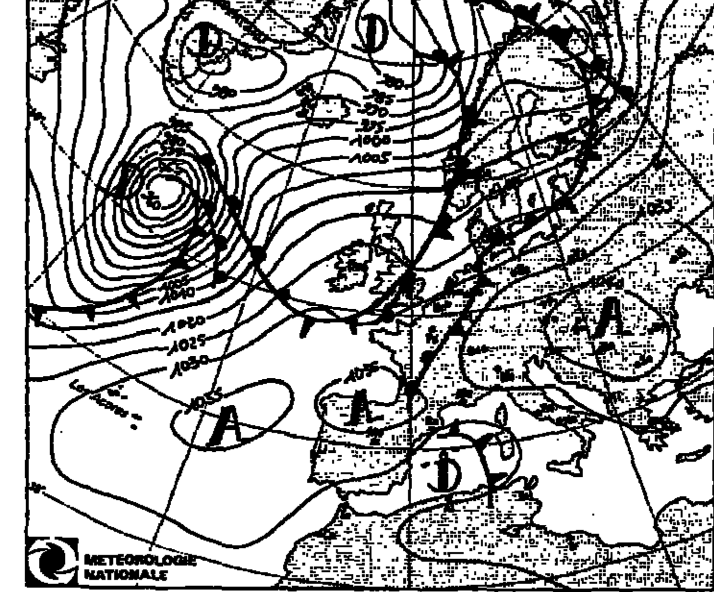
VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A 3 T
puis OSP

Cabinet de Me Gaston UZAN
Avocat au barreau de Nice
17, rue Hôtel-des-Postes NICE
VENTE
AU PALAIS DE JUSTICE DE NICE
LE JEUDI 11 JANVIER 1990, à 9 h
BEL APPARTEMENT
composé de 4 pièces, cuisine, dépendances (98 m² env.) avec TERRASSE de 16 m²
CAVE au sous-sol
sis à NICE, 8, rue Massingy au 2e étage
LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX : 400 000 F.
RENSEIGNEMENTS par téléphone au 93-85-27-80, l'après-midi exclusivement.
VISITES LE 10/01/90 de 9 h à 11 h 30.

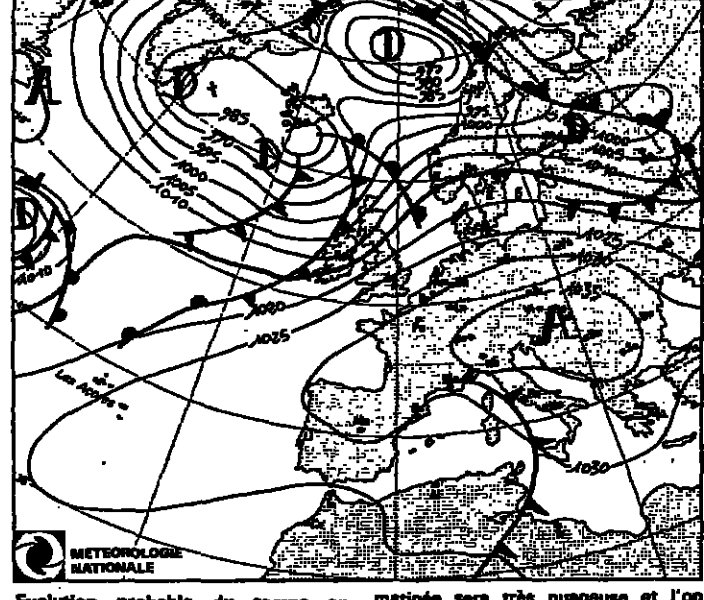
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 JANVIER 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 8 janvier à 0 heure et le mardi 9 janvier à minuit.

La France gardera tout au long de la période un champ de pressions élevées. Les perturbations océaniques ne parviendront pas à pénétrer sur le pays, elles se contenteront d'apporter des nuages et éventuellement quelques bruines sur le Nord et le Nord-Ouest. En revanche, des pluies se déclencheront en Corse, où un refroidissement en altitude générera une instabilité.

Prévisions pour mardi : soleil généreux sur le Sud-Est, voilé du nord à l'ouest, grisaille prédominante ailleurs. Pluie et vent en Corse.

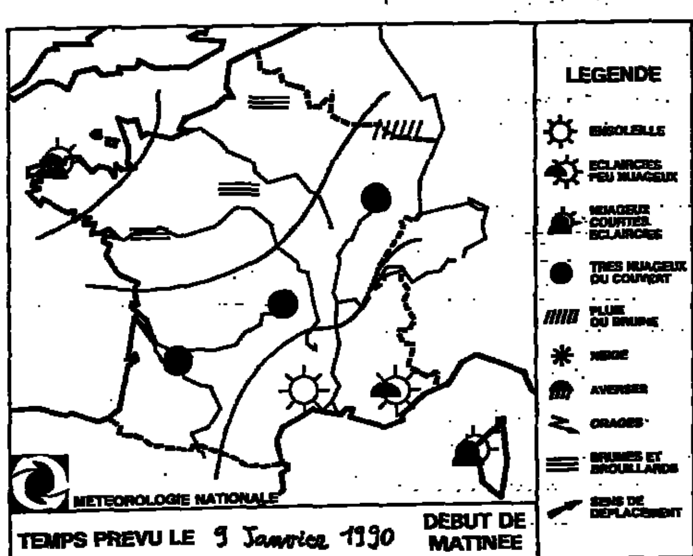
La Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne et le Lyonnais garderont toute la journée un temps gris et brumeux. Seules les régions situées au-dessus de 500 mètres d'altitude bénéficieront d'un temps ensoleillé.

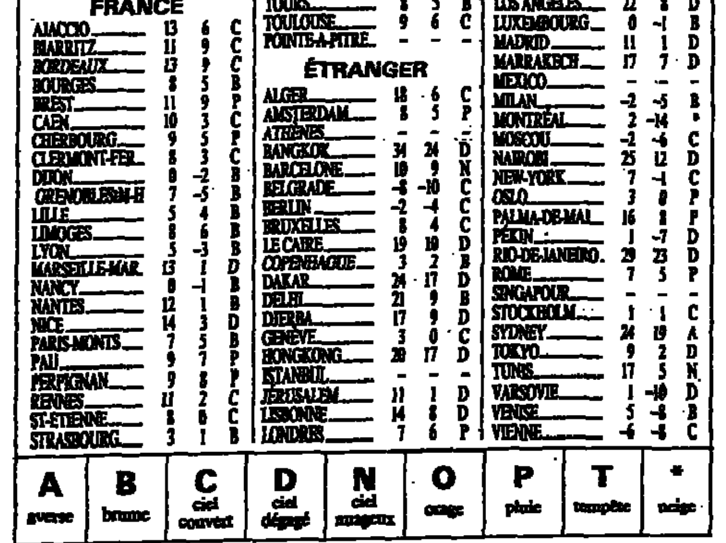
Sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, la matinée sera très nuageuse et l'on pourra observer quelques bruines. Des éclaircies se développeront dans l'après-midi, mais elles resteront timides à proximité des Pyrénées.

Du Nord et des Ardennes à l'Ile-de-France, la Champagne, le Centre, les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, le Limousin et l'Auvergne, les brouillards matinaux seront denses et nombreux. Ils laisseront la place à un soleil bien voilé par des nuages élevés.

Les températures minimales resteront négatives du Nord-Est au Centre-Est avec 0 à – 3 degrés. Elles avoisineront 1 degré sur le Sud-Ouest, la basse vallée du Rhône et le Massif Central, 4 degrés du Nord au Centre et au Nord-Ouest, ainsi que sur la Côte d'Azur, la Corse et le Roussillon, 7 degrés sur les côtes de la Manche.

Les températures maximales varieront souvent entre 8 et 10 degrés. Elles atteindront 12 degrés dans le Sud-Ouest et le Sud-Est, mais ne dépasseront pas 2 à 3 degrés du Nord-Est au Centre-Est.





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 8-1-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 7-1-1990 à 6 heures TU et le 8-1-1990 à 6 heures TU

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	13	6	C
BIARRITZ	11	9	C
BORDEAUX	13	9	C
BOURGES	8	5	B
BREST	11	9	P
CAEN	10	3	C
CHERBOURG	9	5	P
CLERMONT-FER.	8	3	C
DIJON	0	–2	B
GRENOBLE-St-M-H	7	–5	B
LILLE	5	4	B
LIMOGES	8	6	B
LYON	5	–3	B
MARSEILLE-MAR.	13	1	D
NANCY	0	–1	B
NANTES	12	1	B
NICE	14	3	D
PARIS-MONTS.	7	5	B
PAU	9	7	P
PERPIGNAN	9	8	P
RENNES	11	2	C
ST-ÉTIENNE	8	0	C
STRASBOURG	3	1	B
TOURS	8	5	B
TOULOUSE	9	6	C
POINTE-A-PITRE	–	–	–
ÉTRANGER			
ALGER	18	6	C
AMSTERDAM	8	5	P
ATHÈNES	–	–	–
BANGKOK	34	24	D
BARCELONE	18	9	N
BELGRADE	–8	–10	C
BERLIN	–2	–4	C
BRUXELLES	8	4	C
LE CAIRE	19	10	D
COPENHAGUE	3	2	B
DAKAR	24	17	D
DELHI	21	9	B
DJERBA	17	9	D
GENÈVE	3	0	C
HONGKONG	20	17	D
ISTANBUL	–	–	–
JÉRUSALEM	11	1	D
LISBONNE	14	8	D
LONDRES	7	6	P
LOS ANGELÈS	22	8	D
LUXEMBOURG	0	–1	B
MADRID	11	1	D
MARRAKECH	17	7	D
MEXICO	–	–	–
MILAN	–2	–5	B
MONTRÉAL	2	–14	*
MOSCOU	–2	–6	C
NAIROBI	25	12	D
NEW-YORK	7	–1	C
OSLO	3	0	P
PALMA-DE-MAL.	16	8	P
PÉKIN	1	–7	D
RIO-DE-JANEIRO	29	23	D
ROME	7	5	P
SINGAPOUR	–	–	–
STOCKHOLM	1	1	C
SYDNEY	24	19	A
TOKYO	9	2	D
TUNIS	17	5	N
VARSOVIE	1	–10	D
VENISE	5	–8	B
VIENNE	–6	–8	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ☐ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 8 janvier

TF 1

20.35 Téléfilm : La mémoire dans la peau. De Roger Young, avec Richard Chamberlain, Jocelyn Smith (1re partie).
22.15 Magazine : Santé à la Une. De Robert Namias et Anne Barrère. Les risques de la transfusion sanguine.
23.40 Magazine : Minuit sport. Automobile : Résumé du Raid Gauloises ; Voile : Le Globe challenge et la Whitebread.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Intrigues.
1.00 TF 1 Nuit.
2.00 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.25 Info revue.

A 2

20.35 Théâtre : On m'appelle Emilie. Pièce de Maria Pacôme, mise en scène par Jean-Luc Moreau, avec Stéphane Bierry, Odette Laure, Maria Pacôme, Jean-Pierre Andréani, Elisa Servier.
▶ 22.20 Documentaire : *Derniers Far-West.* De Michel Honorin. 1. L'Amazonie.
23.15 Informations : 24 heures sur la 2.
23.30 Météo.
23.35 Magazine : Du côté de chez Fred. Association Survival.

FR 3

20.35 Téléfilm : Terreur à bord. De Douglas Heyes, avec Jean-Pierre Aumont, Horst Buchholz (1re partie).
23.10 Journal et Météo.
23.35 *Musiques, musique.* Prélude nº 15, de Chopin, par Friedrich Gulda, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : A double tranchant. ■ Film américain de Richard Marquand (1985). Avec Jeff Bridges, Glenn Close, Peter Coyote.
22.15 Flash d'informations.
22.20 Magazine : Lundi sport. Football ; à 22.30, boxe ; à 23.30, football américain.
0.25 Cinéma : La comtesse aux pieds nus. ■■■ Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1954). Avec Humphrey Bogart, Ava Gardner, Edmond O'Brien (v.o.).
2.30 Documentaire : La réserve de Gunung Leuser. De Kari Soveri.

LA 5

20.40 Téléfilm : Poursuite meurtrière.
22.20 Spécial Paris-Dakar.
22.55 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Aparté.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Le renard (rediff.).
1.05 Série : Thierry la Fronde.
1.35 Belle et Sébastien (rediff.).
2.30 La calanque (rediff.).
2.50 Thierry la Fronde (rediff.).
3.20 Le journal de la nuit.
3.40 Série : Voisin, voisine.
4.40 Tendresse et passion (rediff.).
5.05 Panorama des ateliers français de musique et de danse.

M 6

20.30 Cinéma : Le survivant *d'un monde parallèle.* ■ Film australien de David Hemmings (1980). Avec R. Powell, J. Agutter, J. Cottan.
22.00 Téléfilm : Les anneaux de Bicêtre. De Louis Grospierre, avec Michel Bouquet, Claude Jade.
23.30 Magazine : Ciné 6.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler.
2.00 Rediffusions. Les anneaux de Bicêtre ; Culture pub ; Les anneaux de Bicêtre ; Parcours santé.

LA SEPT

21.00 Cinéma : Le passe-montagne. ■■ Film français de Jean-François Stévenin (1979). Avec Jean-François Stévenin, Jacques Villeret, Alexandre Barberot.
22.45 Court métrage : Sale temps. D'Alain Pageaux, avec Jacques Villeret.
23.00 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité. De Gérald Caldéron et André Langaney. (1. La vie se complique).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : *Le rythme et la raison.* L'opéra baroque ou l'opéra de tous les excès. 1. Qu'est-ce que l'opéra baroque ?
20.30 L'histoire en direct. 1er février 1954 : l'appel de l'abbé Pierre.
21.30 Dramatique. Accouchement au clavecin, de Cécile Loveid.
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 8 septembre 1989 lors du Festival de Berlin) : Symphonie nº 6 en fa majeur op. 68, de Beethoven ; Concerto pour timbales et orchestre, de Matthus ; Suite Scythe op. 20, de Prokofiev, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur, sol. : Karl Mehlig, timbales. A 22.30, Virtuoses, virtuoses : Jeffrey Swann joue Liszt. A 23.07, *Variations sur un thème, de Haydn*, op. 56a, de Brahms ; La Forza, opéra de Pasquini.
0.30 Myosotis.

Mardi 9 janvier

TF 1

15.25 Série : Tribunal.
15.55 Variétés : La chance aux chansons.
16.55 Sport : Football. Match de gala : Auxerre-Liverpool, en direct d'Auxerre.
18.50 Avis de recherche.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : Le garde du corps. ☐ Film français de François Leterrier (1983). Avec Jane Birkin, Gérard Jugnot, Sami Frey.
22.10 Magazine : Ciel mon mardi ! De Christophe Dechavanne.
0.00 Journal, Météo et Bourse.
0.20 Série : Mésaventures.
0.45 *Série : Intrigues.*
1.05 TF 1 nuit.
1.40 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.05 Info revue.

A 2

15.20 Série : Les voisins.
15.45 Après-midi show. Emission présentée par Thierry Beccaro. Thème : *Les comédies musicales.*
17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Graffitis 5-15. Présenté par Groucho et Chico.
18.20 Série : Mac Gyver.
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.
19.40 Jeu : Rira, rira pas. Animé par Georges Beller.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Cinéma : Le grand escogriffe. ☐ Film français de Claude Pinoteau (1976). Avec Yves Montand, Agostina Belli, Claude Brasseur.
▶ 22.10 Soirée spéciale : *Eurovision contre le cancer.* Présentée par Jean-Daniel Flaysakier. Invités : le professeur Maurice Tubiana, président du Comité européen des experts cancérologues ; Elio Riboli, du Centre international de recherche contre le cancer de Lyon ; Jacques Puisais, spécialiste international du goût et du vin.
23.40 Informations : 24 heures sur la 2.
23.55 Météo.
0.00 Magazine : Du côté de chez Fred. Man Ray.

FR 3

15.25 Magazine : Télé-Caroline.
17.00 Flash d'informations.
17.05 Amuse 3. Petit ours brun ; Inspecteur Gadget ; Les petits malins ; Auto vélo bravo ; Feuilleton : Guillaume Tell.
18.00 Flash d'informations.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 INC.
20.35 Téléfilm : Terreur à bord. De Douglas Heyes, avec Jean-Pierre Aumont, *Horst Buchholz (2e partie).*
22.35 Journal et Météo.
23.00 Télévision régionale.

CANAL PLUS

15.25 Cinéma : Vivre et laisser mourir. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kotto, Jane Seymour.
17.25 Cabou cadin. *Cédric et Chloé ; Babar ; Charlotte, Fléo et Benjamin.*
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Fievel et le Nouveau Monde. ■■ Film américain d'animation de Don Bluth (1986). Avec les voix françaises d'Isabelle Ganz, Alain Dorval, Géraldine Guyon.
21.45 Flash d'informations.
21.55 Cinéma : Agnès de Dieu. ■■ Film américain de Norman Jewison (1985). Avec Jane Fonda, Anne Bancroft, Meg Tilly (v.o.).
23.35 Cinéma : La ronde. ■■■ *Film français de Max Ophuls (1950).* Avec Anton Walbrook, Simone Signoret, Serge Reggiani.
1.20 Téléfilm : Fantôme sur l'oreiller. De Pierre Mondy, avec Michel Aumont, Agnès Soral.

LA 5

16.45 Dessins animés. Les triplés ; Snorky ; Gigi ; Sous le signe des mousquetaires ; Super nana.
18.30 Spécial Paris-Dakar.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Série : Arnold et Willy.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : *Escroc, macho et gigolo.* ☐ Film italien de Bruno Corbucci (1983). Avec Bud Spencer, Tomas Milian, Marc Lawrence.
22.30 Spécial Paris-Dakar.
23.00 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

17.05 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Campus show.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Miss Amérique. De Gus Trikonis, avec Diane Lane, Cloris Leachman. *La dure vie d'une star de la beauté.*
22.15 Téléfilm : Les prisonniers de la tour. De Jim Makichuk, avec Ray Paisley, Jackie Wray. *Un ordinateur plein d'initiatives...*
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.00 Documentaire : Le studio des variétés. D'Alain Guesnier et Valérie Duval.
17.30 Vidéo danse : Dix anges. De Dominique Bagouet et Charles Picq.
18.00 Cinéma : La *momie.* ■■ Film égyptien de Shady Abdel Salam (1976). Avec Ahmed Murri, Shafik Noureddin.
19.45 Court métrage.
20.00 Documentaire : Portrait d'Edmond Jabès. De Michèle Porte.
21.00 Documentaire : Il ne suffit pas que Dieu soit avec les autres. De Borhan Alaoule et Lotfi Thabet.
22.30 Documentaire : Douze heures de la nuit. De Jean Baronnet.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.
23.55 Documentaire : Travail à domicile.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. L'opéra baroque ou l'opéra de tous les excès. 2. *Comment chanter l'opéra.*
20.30 Archipel science. L'invention de la géophysique.
21.30 Du *petit cochon rose* à la carte de crédit (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. *Histoires de secrétaires.*
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concours international de la guitare. Récital Pablo Marquez.
20.30 Orgue. Prélude 17 pour orgue, Madrigal III pour orgue, Sonate pour orgue nº 1, de Leguay ; Sonate pour orgue nº 2, d'Erb ; Sonate pour orgue en ré mineur op. 65 nº 6, *de Mendelssohn ; sol : Pascale Rouet (orgue).*
22.30 Récital. Sol. : Kurt Nikkanen (violon), Louise Bessette (piano) : Sonate pour violon nº 2 en *la majeur op. 28 de Roussel* ; Sonate pour violon et piano, de Gaillard ; Sonate pour violon et piano en fa majeur de Ferroud ; Sonate pour violon et piano, de Ravel.
0.00 Club d'archives.

Audience TV du 7 janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	53,5	7/7 25,8	Pub 11,7	Ch. Chaplin 5,0	Iceman 2,8	Happy Days 4,7	Culture Pub 3,9
19 h 45	59,4	7/7 26,8	Maguy 18,4	Ch. Chaplin 4,4	Ça cartoon 3,4	Tt le monde 3,9	Roseanne 2,7
20 h 16	69,5	Journal 25,7	Journal 19,1	Tex Avery 6,7	Ça cartoon 5,8	Journal 6,6	Mme est servie 5,1
20 h 55	73,6	Amadeus 22,4	Dern. minutes 20,6	Optique 10,8	Agnès de Die 2,9	Le flic... 17,5	Folle à tuer 3,9
22 h 08	60,4	Amadeus 23,0	Bde annonce 10,2	Soir 3 2,9	Flash 1,4	Le flic... 20,3	Folle à tuer 5,1
22 h 44	34,7	Amadeus 21,8	Opéra 1,2	Ciné minuit 3,2	Le ventre... 0,8	Paris-Dakar 5,9	Trinita 2,1

...utenances de thèses

...titut d'études politiques de ... mardi 9 janvier, à 14 h 30, ... Saint-Guillaume, salle A.-... Mme Béatrice Sabater-Bono : ... et ses fonctionnaires dans la ... du Parti communiste fran-... programme « Changer de ... 25e Congrès (1971-1985) ».

...iversité Paris-II, le vendredi ...ier, à 14 h 30, salle des conseils ...arie Gore : « L'administration ...missions en droit international ...s français ».

...niversité Paris-IV (Sorbonne), ...di 13 janvier, à 9 heures, salle ...stes, centre administratif. ...an-Pierre Bougère : « Les élé... affectifs dans l'apprentissage de ...is ».

...École des hautes études en ...s sociales, Institut d'études poli-..., le samedi 13 janvier, à 13 h. ...A.-Siegfried. M. Robert Ilbert ...andrie. Espace et société (1830... Entre empire et impérialismes, ...ergence de la communauté ...ne ».

...Université Lyon-II (Lumière), ...e Pasteur (2e étage), le samedi ...anvier, à 10 heures, salle des ...ils. Mme Antoinette Jacquemart : ... déperditions d'élèves – France ...-1987 – Ce qu'elles révèlent et ce ...les suggèrent ».

...Université Paris-IV (Paris-...onne), le samedi 20 janvier, à ...eures, amphithéâtre Est, perron ...xandre-III, cours la Reine. ...Paul-Henri Bideau : « Rudolf Stei-... et les fondements gœthéens de ...hroposophie ».

LOTO SPORTIF — RESULTATS COMPLETS Nº 01

R. MADRID 3 A. MADRID 1

231,00 F
29,00 F
8,00 F
20,00 F

LOTO — DU SAMEDI 6 JANVIER 1990

18 20 21 24 28 42 — 6

3615 LOTO

1 808 715,00 F
77 250,00 F
7 730,00 F
110,00 F
9,00 F
13,00 F

SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

Grain de sable, grain de folie

A Agadès (Niger), une journée de repos était prévue, dimanche 7 janvier, pour les concurrents du douzième rallye Paris-Dakar, mais les organisateurs n'avaient pas imaginé que cette journée serait aussi celle des changements. L'étape de la veille, longue et difficile en navigation, a modifié les classements et alimenté la polémique.

AGADÈS (Niger)

de notre envoyé spécial

Le vent s'est mis à souffler et il a *fait naître une sorte de folie. Le rallye a basculé* au moment où il devait se reposer. Les invités des sponsors, qui étaient venus les 6 et 7 janvier passer un week-end au soleil de l'Afrique, pouvaient être satisfaits : pour eux, la course a fait peau neuve.

Dans la ville aux minarets de terre rouge, on ne s'attendait pas à un tel cadeau. Pour recevoir ses habitués, Agadès s'était faite belle. Les hôtels avaient augmenté le nombre de leurs chambres, les commerçants refait leurs stocks et les taxis majoré leurs tarifs en prévoyant la dîme prélevée par les autorités. Le glacier italien était toujours là, les vendeurs de souvenirs aussi. Seul l'hôtel Agreboun avait abandonné son ancienne ruelle du centre pour s'expatrier à la périphérie. Un léger changement pour les habitants de la ville, une fierté pour le propriétaire des lieux, un pincement au cœur pour l'habitué des chambres bleues. Agadès se modernise, devient de plus en plus touristique, montre qu'elle est capable de gérer les retombées d'une course qui l'a rendue célèbre.

Bref, tout était en place pour recevoir le rallye et ses invités. Les cuisiniers s'affairaient, dans les villas louées à prix d'or. Autour des méchouis géants, les voyageurs aux visages pâles se dirigeaient vers l'arrivée de l'étape, là-bas, à la limite de la cité, sur la route de Zinder. Mais ce qui devait être un samedi de fête se transforma en une journée étrange où se mêlèrent abandons, accidents et retards.

L'étape du jour n'était pas parmi les plus faciles. Entre N'Guigmi et Agadès, les concurrents devaient affronter, pendant 780 km, les *sables du Ténéré et passer à proximité* du célèbre massif de Termit. Un parcours long et difficile où *« l'herbe à chameau »* cachait de nombreux pièges.

Dès le départ, la situation se compliquait. Par suite d'une erreur de parcours, les premiers motards empruntaient tous une mauvaise piste. *« Un fouillis »*, selon l'expression de Gilbert Sabine, se produisit alors. Le directeur de TSO prit la décision de rejoindre la tête de ces égarés en hélicoptère. Il les rattrapa pour leur signifier leur erreur et leur conseilla de regagner la bonne piste, tout en constatant que beaucoup de ces coureurs n'avaient pas pris le temps de lire le livre de route et naviguaient sans compas en état de fonctionner. Cette promenade supplémentaire laissa des traces. Gilles Lalay raconte : *« J'ai ainsi effectué 80 km de plus, en comptant la distance aller et retour. J'ai donc décidé de revenir au point de départ pour faire de l'essence. »* Une décision sage, mais à la limite de ce qu'autorisent les règlements.

La victoire échappe à Cyril Neveu

D'autres concurrents tentèrent malgré tout l'aventure avec des réserves de carburant déjà entamées. La situation s'aggravait au *kilomètre 280, endroit* où est situé un contrôle de passage. Face aux coureurs qui réclamaient du carburant, les commissaires décidèrent de n'accorder que 5 litres par moto, pour permettre aux coureurs d'atteindre le point prévu pour le ravitaillement. Lors de cette opération, Stephan Peterhansel a perdu malencontreusement 2 litres pendant le transfert. Du carburant qui lui aurait été précieux quand il s'est égaré de la piste principale peu de temps après. Hélas ! Eloigné de 28 km du point de ravitaillement principal, l'un des leaders de la course n'a eu d'autre solution que de déclencher sa balise de détresse. Le rallye était terminé pour le pilote de la Yamaha.

Il a failli l'être également pour son compagnon d'équipe, Cyril Neveu, lorsqu'il a cassé sa boîte de vitesse sur la piste. Heureusement, son camion d'assistance a pu le dépanner et le vainqueur de cinq Paris-Dakar a rejoint Agadès en empruntant une route plus courte. Mais les 3 heures de pénalité qui lui ont été infligées le mettaient *« hors course »* pour la victoire finale.

Jean-Claude Olivier, le responsable de l'équipe Yamaha-France, estime que son pilote a eu raison de ne pas abandonner : *« Il suivra Gilles Picard, son porteur d'eau au départ, qui le mérite bien après tous les services qu'il a déjà rendus. »*

Neveu dans les profondeurs du classement, Peterhansel rentré à Paris et Gilles Lalay, vainqueur de l'édition 1989, blessé à la main après une chute à la nuit tombée, l'Italien Edi Orioli semblait assuré de rester en tête du classement général.

Mais la journée des grands bouleversements ne devait pas épargner les autos. Avec une mauvaise surprise pour les personnalités acheminées de Paris par la société Peugeot. Pour une fois, ce n'est pas la 405 de Ari Vatanen qui franchissait la ligne d'arrivée première. La victoire est revenue au Japonais Shinozuka sur Mitsubishi, plus habile dans sa navigation dans les dunes, ou moins retardé par un départ précipité sur une mauvaise piste. Quant à la 405 de Bjord Waldegard, elle s'est ensablée et il a fallu une heure et demie pour la faire repartir. Une journée en demi-teinte pour les lionnes, entachée par l'aide apportée par une voiture de TSO à la 205 d'Ambrosino, « scotché » dans le sable.

Dimanche soir, alors que les commissaires sportifs se penchaient sur tous les problèmes de l'étape de la veille, Gilbert Sabine souriait. *« Thierry aurait bien rigolé de toutes ces péripéties »*, déclarait-il ravi de cette étape *« digne du Dakar »*. Le Ténéré a réveillé une course ronronnante. Le sable, la nuit, le vent et les problèmes d'essence ont transformé la journée de repos à Agadès en moment de fièvre. *Mais il fallait* sans doute tous ces éléments pour permettre à l'épreuve d'attaquer sa deuxième phase avec quelques chances de crédibilité.

Agadès a joué son rôle *a contrario*. Il n'y a pas eu pause mais *relance de l'action dans la cité des* Touaregs. Reste ces agressions dont ont été victimes cinq motards, délestés de leur argent, sur la piste, dans la nuit de samedi à dimanche. *« La police mène l'enquête »*, comme l'on dit aussi de ce côté de la Méditerranée, mais la réputation d'accueil de la population en souffrira.

SERGE BOLLOCH

HIPPISME : la saison de galop 1989

L'artisan et le cheikh

Les statistiques officielles des courses plates en France pour 1989 marquent de façon impressionnante la suprématie de *l'écurie du cheikh* Al Maktoum (émirat de Dubaï), qui, *avec plus de 15 millions* de francs de gains, devance de loin l'Agha *Khan* (6,7 *millions*) et MM. Niarchos, Wildenstein, Wertheimer, qui atteignent tout juste la barre des 5 millions. Un seul propriétaire français, M. de Moussac, figure dans les quinze premiers. Et *aucun pru-sang n'est* consacré champion de l'année.

Seules les courses de groupe I, un label international officiellement conféré aux plus importantes épreuves dans le monde, permettent de valoriser un cheval. Pour le vainqueur, c'est le gage d'une fructueuse seconde carrière au haras.

Au printemps dernier, Robert Touflan, modeste entraîneur de Maisons-Laffitte, sur le point de prendre sa retraite, possédait l'oiseau rare : Kendor, un charmant petit cheval gris qui s'était révélé en octobre 1988 en enlevant le Grand Critérium, championnat des deux ans. A l'intersaison, en avril, il effectuait une rentrée probante dans le Prix de Fontainebleau, confirmée aussitôt par un second succès dans la poule d'essai, tremplin vers la consécration. Hélas ! le nouveau champion allait manquer deux autres rendez-vous importants : *deuxième seulement du Prix* d'Harcourt, il était largement battu dans le Grand Prix de Paris en juin. Décision était prise alors de le retirer du circuit pour *« fatigue prématurée »*.

Le jeune audacieux n'avait pas *respecté la loi du milieu qui veut* désormais que les grandes courses se disputent sans train pendant le parcours et se jouent au sprint sur un démarrage comme chez les pistards en cyclisme. Kendor avait *refusé* cette partie de cache-cache. Il ne connaissait qu'une tactique : mener de bout en bout, tirant comme un fou, malgré les efforts de son cavalier, Maurice Philipperon, qui voulait le tempérer un peu. Le matin, au travail, il était tout aussi *pétulant* : aucun de ses petits camarades de box ne pouvait rivaliser avec lui. Aussi, lorsque son propriétaire, M. Adolph Bader, se décidait à lui adjoindre ce que l'on appelle un leader ou un cheval de jeu, Corviglia, pour l'accompagner *dans sa préparation ou lui ouvrir la* voie sur les pistes, il était trop tard, il n'en voulait plus.

La fragilité des pur-sang

Pour les petits propriétaires qui n'ont pas les moyens de réinvestir *sans cesse*, les espoirs de gains et même de rentabilité d'une écurie sont rares. Pour les grands investisseurs internationaux, l'hypothèse est la même au départ mais... pas à l'arrivée. Ainsi, l'écurie Al Maktoum, pour terminer l'année largement « tête de liste », a dû faire courir du 15 février au 11 novembre derniers sur les hippodromes de France soixante-sept chevaux différents disputant deux cent douze épreuves pour soixante victoires et quatre-vingt-huit places, d'où 15 790 945 francs de recettes. La méthode fondée sur l'achat massif de tous les yearlings (chevaux d'un an) les plus chers du monde finit forcément par payer. Cela en fonction de la loi des grands nombres, quelques sujets d'élite émergeant forcément du creuset.

Cette année par exemple, le meilleur élément de l'écurie de Dubaï n'était certainement pas celui qu'on attendait initialement *le plus : Old Vic*, entraîné en Angleterre chez Henri Cecil, solide mais encore très vert. Il se présentait dans le Prix du Jockey-Club à Chantilly en juin avec pour seul bagage quelques petites victoires outre-Manche. Or, du départ à l'arrivée, il dominait, gagnant de sept longueurs, ce qui est très rare. Il avait littéralement laissé en route tous ses adversaires plus titrés.

Les observateurs criaient immédiatement au génie, voyaient en lui le cheval de la décennie sinon du siècle *et au minimum* le futur gagnant de l'Arc de triomphe à l'automne. Or, comme Kendor et bien d'autres météores (Pearl Bracelet, Local Talent, Lady in Silver, In the Wings, Along all), Old Vic n'a pas terminé l'année : vainqueur du Derby irlandais dans la foulée de notre Jockey-club, il se déclarait *ensuite forfait dans tous ses engagements*. Souffrant du dos sans que les meilleurs vétérinaires puissent le guérir ou même discerner exactement son mal. La colonne vertébrale est particulièrement délicate chez les galopeurs : toute la masse repose en suspension pendant l'effort (60 kilomètres/heure) sur l'épine dorsale, jouant aussi le rôle de balancier.

La fragilité des pur-sang européens a d'autres causes : *élevés* dans le coton, plus ou moins artificiellement, ils sont ensuite préparés pour un seul objectif. Ils disputent des courses creuses avec peu de partants et manquent complètement d'endurance et d'habitude à l'effort. *Ils claquent comme du* verre. Tout cela au détriment de l'esprit sportif, du spectacle et de la sélection de la race. Pourtant la fuite en avant risque de durer bien longtemps.

Passionné, aimant les défis, le cheikh Al Maktoum a déjà annoncé la couleur : il veut en 1990 *absolument gagner toutes les* courses de groupe I en France et a envoyé pour cela chez son entraîneur cantilien, André Fabre, un contingent de jeunes sujets de valeur exceptionnelle, paraît-il. Montés par le meilleur jockey du *monde, Cash Asmussen, ils risquent* de ne guère trouver d'opposition et de faire le vide. A moins que Bleu de France à lui seul relève le défi. Ce poulain de trois ans promet beaucoup. Il appartient au baron Guy de Rotschild, qui, avec *un effectif réduit maintenant* devant les colosses du Proche-Orient, fait figure de modeste artisan du turf.

GUY DE LA BROSSE

Les aléas de la solidarité

Ce rallye est une course étrange. Sur la piste, les actes de solidarité côtoient les petites lâchetés. Certains concurrents ralentissent lorsqu'ils croisent des collègues en difficulté, d'autres font semblant de ne rien voir. Thierry Ranou n'hésite jamais à faire profiter d'autres motards du contenu de son réservoir, des camionneurs refusent parfois de dépanner des véhicules immobilisés à quelques kilomètres de l'arrivée.

Michel Berry, pilote du camion Bridgestone, raconte comment, dans l'étape Dirkou-N'Gourti, il a aidé, avec ses plaques, les occupants d'une voiture *« plantée dans les dunes »*. Ensuite ce sont des Allemands effondrés devant leur Mitsubishi en flammes, qu'il a réconfortés en leur offrant des rations, de l'eau et quelques vêtements. *« Plus loin, nous avons vu le camion Liaz des Soviétiques arrêté,* poursuit Michel Berry. *Nous avons parcouru une boucle pour voir s'il n'avait besoin de rien, malheureusement leur moteur avait rendu l'âme. »*

Ce saint-bernard des pistes a encore donné de l'eau pour un radiateur à sec, avant de fournir 50 litres de gasoil à un camion espagnol en panne. *« Au cours de cette journée, j'ai vu plusieurs concurrents refuser de filer le petit coup de main qui peut tout changer »*, explique le chauffeur, désabusé. Car Michel Berry est amer. Le résultat de cette journée de *« dépannages en tout genre »* a été la mise hors course du véhicule Mercedes numéro 534, pour être arrivé dix minutes après le temps imparti. *« Tous les soirs au bivouac notre camion, équipé de deux bancs de montage, apportait une assistance aux Mitsubishi officielles, mais aussi à tous les privés qui le désiraient,* explique le pilote, *maintenant tout cela est terminé, nous mettons le cap sur Niamey et Dakar pour embarquer vers la France. »*

S. B.

HALTÉROPHILIE : cas de dopage

Un Britannique suspendu à vie

L'appel de l'haltérophile britannique Dean Willey, convaincu de dopage en octobre dernier lors des épreuves de sélection pour les prochains Jeux du Commonwealth (27 janvier au 2 février à Auckland), a été rejeté, samedi 6 janvier, par la fédération britannique d'haltérophilie. Après qu'un taux de *testostérone anormalement* élevé eut été décelé dans ses urines, *l'haltérophile avait reconnu* avoir pris des produits interdits pour *« soigner une blessure à une cheville »*. Dean Willey, qui est âgé de vingt-sept ans, avait remporté des médailles d'or aux Jeux du Commonwealth en 1982 et 1986 et avait terminé septième aux Jeux olympiques de Séoul.

Les résultats

Basket-ball

Nationale I A masculine
(21e journée, 4e retour)

*Villeurbanne b. Mulhouse	101-82
Roanne b. *Racing Paris	78-77
Reims b. *Tours	78-70
*Limoges b. Gravelines	132-108
*Cholet b. Saint-Quentin	97-65
Antibes b. *Monaco	100-79
*Montpellier b. Nantes	95-92
*Caen b. Avignon	94-90
*Pau-Orthez b. Lorient	101-89

Classement. — 1. Limoges, 42 pts ; 2. Pau-Orthez, Mulhouse, 38 pts ; 4. Cholet, 36 pts ; 5. Antibes, 35 pts ; 6. Villeurbanne, Nantes, 33 pts ; 8. Saint-Quentin, 32 pts ; 9. Monaco, 31 pts ; 10. Reims, 30 pts ; 11. Montpellier, Racing Paris, 29 pts ; 13. Gravelines, Roanne, Tours, 27 pts ; 16. Lorient, Avignon, 26 pts ; 18. Caen, 25 pts.

A la suite de la défaite contre Roanne, la treizième de la saison, le Racing Paris, dont le commanditaire est ADIA-FRANCE, a décidé de suspendre son entraîneur américain George Fischer, qui est tenu pour responsable des mauvais résultats. Avant de signer au Racing, George Fischer avait entraîné pendant quinze ans l'Elan *Béarnais* d'Orthez avec qui il avait remporté la coupe Korac en 1984.

RAID-MARATHON

Paris-Dakar
Neuvième étape
N'Guigmi-Agadès (780 km)

Autos : 1. Shinozuka-Magne (Mit., Jap.), 3 h 26 min. 51 s. de pénalité ; 2. Wambergue-Da Silva (Peu. 205, Fr.), à 1'26" ; 3. Ickx-Tarin (Lada, Belg.), à *2'14" ; 4. Auriol (Buggy, Fr.), à 2'53"* ; 5. Ambrosino-Baumgartner (Peu., Fr.), à 25'23".

Motos : 1. Orioli (Cagiva, It.), en 10 h 12 min. 49 s. ; 2. Mas (Yamaha, Esp.), à 30'56" ; 3. Picard (Yamaha, Fr.), à 36'12" ; 4. Magnaldi (Yamaha, Fr.), à 37'31" ; 5. Rahier (Susuki, Belg.), à 48'57".

Classements généraux. — Autos : 1. Vatanen-Berglund (Peu., Finl.), 15 h 54 min. 55 s. de pénalité ; 2. Wambergue-Da Silva (Peu., Fr.), à 1 h 49' 55" ; 3. Waldegard-Fenouil *(Peu., Suède), à 1 h 56' 8"* ; 4. Ambrosino-Baumgartner (Peu., Fr.), à 4 h 23' 15" ; 5. Cowan-Delferrier (Mit., GB), à *4 h 48'13". — Motos* : 1. Orioli (Cagiva, It.), 48 h 26 min. 16 s. ; 2. Mas (Yamaha, Esp.), à 1 h 09'46" ; 3. Picco (Yamaha, It.), à 2 h 23'21" ; 4. Magnaldi (Yamaha, Fr.), à 2 h 30'10" ; 5. *Picard (Sonauto-Yamaha, Fr.), à 2 h 43'43"*.

RUGBY

Championnat de France
(sixième journée)

POULE 1

*Auch b. PUC	28-13
Dax b. *Colomiers	27- 6
*Grenoble b. Chalon	41- 6
*Blagnac b. La Rochelle	18- 6

Classement. — 1. Grenoble, Dax, 18 pts ; 3. Auch, 13 pts.

POULE 2

*Racing b. Bourgoin	19-13
*Biarritz b. Voiron	46- 6
*Montferrand b. Graulhet	26-10
Bègles b. *Bayonne	9- 6

Classement. — 1. Racing, 18 pts ; 2. Biarritz, 16 pts ; 3. Montferrand, 14 pts.

POULE 3

Toulon b. *Nice	34-18
*Lourdes b. Nîmes	16- 0
*Béziers b. Hagetmau	22- 3
*Agen b. Cognac	43- 7

Classement : 1. Toulon, Agen, Béziers, 15 pts.

POULE 4

*Tyrosse b. Narbonne	16- 3
*Castres b. Rumilly	17- 6
*Perpignan b. Brive	21-10
*Tarbes b. Toulouse	12- 9

Classement : 1. Toulouse, 16 pts ; 2. Castres, Narbonne, 14 pts.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE
Slalom féminin
de Piancavallo (Italie)

1. Schneider (Suisse)	1'18"86
2. *Maierhofer (Autr.)*	*1'20"24*
3. Strobl (Autr.)	1'20"51

Classements provisoires de la *coupe du monde féminine* (après dix épreuves). — 1. Gerg (RFA), 133 pts ; 2. Watcher (Autr.), 115 pts ; 3. Kronberger (Autr.), 100 pts ; 14. Quittet (Fr.), 41 pts ; 18. Bouvier (Fr.), 33 pts ; *29. Chedal (Fr.), 22 pts.*

Premier slalom masculin
de Kranjska-Gora (Yougoslavie)

1. Nilsson (Suède)	1'47"08
2. Strolz (Autr.)	1'47"09
3. Tritscher (Autr.)	1'47"56

Deuxième slalom masculin
de Kranjska-Gora (Yougoslavie)

1. Bittner (RFA)	1'47"84
2. Gstrein (Autr.)	1'47"95
3. Accola (Suisse)	1'48"33

Classements provisoires de la coupe du monde masculine (après 12 épreuves). — 1. Furuseth (Norv.), 137 pts ; 2. Zurbriggen (Suisse), 126 pts ; 3. Bittner (RFA), 104 pts ; 9. Piccard (Fr.), 46 pts ; 30. Galdet (Fr.), 14 pts ; 39. Crétier (Fr.), 11 pts.

TENNIS

ATP TOUR
Tournoi d'Adelaïde

Demi-finales : Arias (E.-U.) b. Fleurian *(Fr.), 6-2, 6-3 ; Muster (Autr.)* b. Bruguera (Esp.), 2-6, 6-2, 7-6 (7-1). **Finale** : Muster b. Arias, 3-6, 6-2, 7-5.

Tournoi de Wellington

Demi-finales : E. Sanchez (Esp.) b. Cane (It.), 7-5, 6-2 ; Reneberg (E.-U.) b. Novacek (Tc.), 6-7 (4-7), 6-4, 6-0. **Finale** : E. Sanchez b. Reneberg, 6-7 (3-7), 6-4, 4-6, 6-4, 6-1

RUGBY : la sélection pour le Tournoi des cinq nations

Difficile compromis

Après les turbulences qui avaient entouré l'équipe de France de rugby lors de la tournée australienne, les sélectionneurs nationaux ont bâti un XV conforme à leur *logique complexe* pour le match d'ouverture du Tournoi des cinq nations contre le Pays de Galles, le 20 janvier à Cardiff.

Le retour des anciens Serge Blanco, Laurent Rodriguez, et du capitaine Pierre Berbizier, la rentrée-surprise du centre Denis Charvet, la présence des jeunes Olivier Roumat et Thierry Devergie, le déplacement de Marc *Andrieu* à l'aile et l'absence de Franck Mesnel, suspendu par son club, sont les grandes lignes de ce XV à la porte duquel Eric Melville, le Sud-Africain naturalisé, devra patienter. La difficulté du compromis entre la sécurité et l'innovation est *illustrée* par le rôle promis à Laurent Rodriguez : avec le *numéro 7 (flanker)*, il poussera en position de numéro 8 (sa position de prédilection) sur les introductions françaises en mêlée.

Les sélectionnés sont : Serge Blanco (Biarritz) – Marc Andrieu (Nîmes), Philippe Sella (Agen), Denis Charvet (Stade Toulousain), Patrice Lagisquet (Bayonne) – (o) Didier Camberabero (Béziers), (m) Pierre Berbizier (cap.) – Laurent Rodriguez (Dax), Olivier Roumat (Dax), Eric Champ (Toulon) – Dominique Erbani (Agen), Thierry Devergie (Nîmes) – Jean-Pierre Garuet (Lourdes), Louis Armary (Lourdes), Pascal Ondarts (Biarritz). Remplaçants : Dominique Bouet (Dax), Marc Pujolle (Nice), Thierry Maset (Stade Toulousain), Henri Sanz (Narbonne), Thierry Lacroix (Dax), Jean-Baptiste Lafond (RCF).

TENNIS : le Grand prix féminin

Première victoire de Zvereva

La Soviétique Natalia Zvereva a remporté, dimanche 7 janvier, son premier tournoi du Grand prix féminin de tennis en battant en finale du tournoi de Brisbane l'Australienne Rachel Quillan (6-4, 6-0). A dix-huit ans, la Soviétique *met ainsi fin à une série de six* défaites en finale, dont la plus marquante avait été celle de Roland-Garros ene 1988 où elle avait été dominée par Steffi Graf (6-0, 6-0).

En 1989, elle avait disparu des vingt premières places à la suite d'une saison marquée par un conflit avec la Fédération soviétique de tennis au sujet de la répartition de ses gains. La joueuse de Minsk a indiqué à Brisbane que ce problème n'était toujours pas réglé mais qu'elle était repartie pour jouer *« son meilleur tennis »*.

VOILE : la course autour du monde sans escale

Deuxième abandon

Le *navigateur sud-africain* Bertie Reed (Grinaker) a annoncé, dimanche 7 janvier, son abandon dans le Vendée Globe Challenge. Le vétéran de cette course autour du monde en solitaire a indiqué aux organisateurs qu'il faisait route vers Le Cap, où Philippe Poupon est arrivé samedi 6 janvier. Le navigateur *sud-africain, toujours* très discret lors des vacations radio avec le PC de la course, aurait cassé sa bôme et son vis de mulet et n'aurait plus disposé de pilote automatique pour traverser les océans Indien et Pacifique. Au moment de son abandon, il occupait la huitième place à près de 1 500 milles de *Titouan* Lamazou *(Ecureuil-d'Aquitaine)*. Avec Philippe Jeantot *(Crédit-Agricole)*, Bertie *Reed* était le seul à avoir participé aux deux BOC Challenge, la *course* autour du monde en solitaire en quatre étapes. Lors de la dernière édition, il avait miraculeusement échappé à la mort. Assommé par une bosse de ris, il avait été éjecté de son bateau, mais s'était retrouvé accroché à la bôme lorsque le bateau s'était redressé.

BILLET

Toyota, Ford et Volvo

Les Américains n'ont pas été capables d'arrêter la déferlante japonaise. Malgré les milliards de dollars investis par les énormes machines industrielles des « trois grands » (General Motors, Ford et Chrysler), les constructeurs automobiles nippons ont continué leur progression sur le marché américain. Les ventes y sont bonnes ? Ils gagnent des parts. Reculent-elles, comme en 1989, de 6,5 % ? Ils avancent encore.

On peut être tenté de conclure de cet échec que les Japonais sont invincibles tout simplement parce qu'ils trichent. En étant protectionnistes chez eux notamment. Ceux, aux Etats-Unis, qui le pensent voient leurs rangs grossir au même rythme que la xénophobie montante à l'encontre des Japonais. En France, telle est la position de M. Jacques Calvet, le PDG de Peugeot, qui vient d'en exposer les arguments dans nos colonnes (*le Monde* du 6 janvier).

Ces arguments ne sont pas négligeables, et l'Europe ferait bien de les étudier de près, avec objectivité, avant d'ouvrir ses frontières. Il est dommage de voir, d'ailleurs, combien peu d'économistes sont mobilisés sur la question et qu'en définitive la réponse soit, comme toujours à Bruxelles, issue d'un compromis politique bancal, et d'un arbitrage entre les intérêts nationaux.

Les questions sont pourtant sérieuses. Les groupes américains ne sont-ils pas responsables d'une partie de leur échec ? Les profits énormes engrangés pendant le regain des ventes et à l'abri d'un quota accepté par Washington ont-ils été gaspillés ? Tokyo n'a-t-il pas raison de dire que le capitalisme américain est victime de ses excès financiers et boursiers, qui créent une obsession du bénéfice à court terme ? A l'autre bout : pourquoi les syndicats américains ne réussissent-ils pas à s'imposer dans les usines des constructeurs japonais bâties aux Etats-Unis ? Pourquoi celles-ci sont-elles plus productives que celles de Ford ou de GM, même après leurs complètes rénovation et robotisation ?

En Europe, les traditions sont différentes, mais toutes ces questions se posent aussi. Elles se résument en une seule interrogation : peut-on construire ici un système industriel aussi efficace que celui des Japonais mais sans en reprendre les relations sociales aliénantes ? Ford a perdu contre Toyota. Volvo peut-il gagner ?

Au bout de ces réflexions, la réponse est simple. Si l'on croit que ce « modèle européen » est possible, il faut tout faire pour en préserver la construction. Il faut être protectionniste (raisonnablement) et jouer de toutes les armes disponibles, notamment du niveau du yen. Si l'on ne croit pas ce « modèle » viable — tel est l'avis de Mme Thatcher — alors... vive les Japonais ! C'est soit l'un, soit l'autre : tel est le choix de société que posent symboliquement les voitures japonaises.

E. L. B.

Lire page 26

INSOLITE

Les files d'attente, un marché porteur

Une PME du Vaucluse, la société Savroly (9 salariés), aurait en 1989 réalisé un chiffre d'affaires de 7 millions de francs en vendant 250 millions de tickets pour files d'attente et aurait ainsi pris 95 % du marché français de la « gestion des files d'attente » dans les administrations et les magasins, selon son PDG. Mais celui-ci, tout en se félicitant du succès de son entreprise, a constaté que la consommation française ne s'élève qu'à 5,5 tickets par personne et par an, au lieu d'un vingtaine pour les Suédois ou les Américains. Le marché, estime-t-il, est « largement ouvert ». Peut-être l'ouverture économique à l'Est va-t-elle lui apporter un nouveau créneau encore plus vaste ?

Après les bouleversements à l'Est

La session du COMECON sera marquée par les critiques de plusieurs dirigeants

Pour la première fois après les événements qui ont transformé la vie politique en Europe de l'Est, les dirigeants des dix pays membres du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuel) (1) se réunissent, les mardi 9 et mercredi 10 janvier à Sofia (Bulgarie) pour discuter de l'avenir de l'organisation qui régit leurs relations économiques depuis 1949. Les critiques sur le fonctionnement du COMECON ne viendront pas uniquement des Polonais, les seuls représentés par un gouvernement non communiste issu d'une élection.

A la veille de cette 45e session du COMECON, le ministre tchécoslovaque des finances, M. Vaclav Klaus, fait sensation en annonçant son intention de demander la dissolution du Comecon, propos qu'il a amendé depuis. Le ministre polonais du commerce extérieur, M. Marcin Swieciski, s'est contenté de dire que le COMECON est une organisation « dépassée ». Le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Ryjkov — qui dirige la délégation soviétique — a annoncé une révision fondamentale des mécanismes du COMECON en se prononçant en faveur d'échanges en monnaie convertible entre les pays membres à partir de 1991.

Un faux Marché commun

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Fondé en janvier 1949 pour faire contrepoids à l'Europe du plan Marshall, le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, plus connu sous le sigle anglais de COMECON) reproduisait, à l'échelon du bloc de l'Est, le système de la planification centralisée soviétique. Il avait pour objectif d'abord la reconstruction, puis l'intégration économique de pays très différents : l'URSS de Staline, dominait, par sa taille et par les « sociétés mixtes » qu'elle contrôlait entièrement, les pays industrialisés comme l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, et les pays agricoles comme la Bulgarie et la Roumanie.

« Transférable » mais non convertible

Le COMECON a été relativement efficace pendant ses deux premières décennies dans son œuvre d'homogénéisation des mécanismes économiques (planification centralisée et monopole d'Etat du commerce extérieur) et pour le développement de l'industrie lourde. Le projet — soviétique — d'instaurer une véritable « division internationale socialiste du travail » n'a pas abouti. Le COMECON n'a enfin jamais réussi à satisfaire les besoins en produits de consommation, ni quantitativement ni qualitativement, pas plus qu'à empêcher chaque pays de poursuivre des buts différents, de développer ses propres structures de prix et de salaires et d'avoir, en fin de compte, sa propre politique économique.

On a souvent appelé le COMECON le « Marché commun des pays de l'Est », mais il n'a jamais été plus qu'une zone d'échanges administrés. Pour justifier le mot de marché, il a toujours manqué à cette organisation trois éléments fondamentaux : la demande, la monnaie et les prix.

En guise de demande, le COMECON ne connaît que les besoins définis *ex ante* par les plans quinquennaux. La rigidité d'un tel système est aggravée par les goulots d'étranglement des appareils productifs, d'où les pénuries constatées un peu partout qui, bien souvent, ne peuvent être compensées que par des importations des pays tiers payés en devises fortes. C'est la première faille d'un système conçu à l'origine pour fonctionner en circuit fermé.

La « monnaie » des échanges au sein du Comecon est le « rouble transférable », appellation trompeuse, car ce rouble n'est justement pas convertible. Les échanges sont en général réalisés entre deux pays, en vertu d'un grand nombre de contrats annuels ou quinquennaux, et visent l'équilibre comptable. Quand il y a des excédents, ils ne peuvent être employés pour acheter des produits auprès d'un troisième pays (avec lequel le commerce extérieur est aussi « ligoté » dans une autre série de contrats bilatéraux). Avoir des excédents en roubles transférables n'offre donc aucun intérêt, ce qui explique la colère des Hongrois qui accumulent depuis deux ans d'importants excédents vis-à-vis de l'URSS, cette dernière ne fournissant pas les quantités prévues par les contrats bilatéraux d'énergie et de matières premières. La valeur du rouble transférable est calculée en convertissant les prix mondiaux d'un produit en roubles au cours officiel, qui est toujours parfaitement arbitraire. Le débat sur la convertibilité — bilatérale ou multilatérale — sera central dans les tentatives de réforme du COMECON.

L'autre facette de cette question est le problème des prix. Le COMECON a toujours artificiellement fabriqué ses prix en s'inspirant des prix mondiaux. Mais la planification à moyen terme obligeait à bloquer pendant cinq ans les prix d'une période antérieure, ce qui a conduit à des aberrations, par exemple dans le cas du pétrole. Dans les années 70, l'URSS n'a pu répercuter la hausse des cours mondiaux qu'avec retard : elle a alors fortement subventionné ses partenaires, à tel point qu'une révision du système des prix glissants a dû être adoptée au début des années 80. Mais quand les cours mondiaux du brut se sont orientés à la baisse, le pétrole soviétique est resté facturé plus haut, au détriment cette fois des autres pays membres.

D'autres distorsions graves ont été introduites par ce système de prix. Les produits industriels sont en règle génrale surévalués à l'intérieur du bloc, alors que les matières premières sont sous-évaluées (par rapport aux cours mondiaux), d'où les risques de gaspillage d'énergie et la tendance à vendre des matières premières peu ou pas transformées sur les marchés occidentaux (près du tiers des exportations de la RDA — pays industriel — vers l'Ouest sont des réexportations d'hydrocarbures).

La stagnation des échanges

Le COMECON a largement failli à sa mission de développement du commerce entre pays de l'Est. Surtout depuis une dizaine d'années, la stagnation des échanges à l'Est contraste cruellement avec le dynamisme du commerce mondial. En outre, les échanges de chaque pays du membre avec l'Occident croissent davantage que les échanges avec ses partenaires. Si les contraintes des contrats à moyen terme sont levées, et si, comme les Russes eux-mêmes le souhaitent, le commerce s'effectue bientôt en devises fortes, le risque n'est pas mince de voir le COMECON se disloquer dans un sauve-qui-peut général.

Mais cela ne se produira pas du jour au lendemain. Aucune économie de l'Est n'est en mesure d'affronter la concurrence occidentale en se privant des fournitures de matières premières et des commandes de l'Union soviétique. Le géant du COMECON, même affaibli, reste, pour l'instant, maître du jeu.

SOPHIE GHERARDI

(1) Dix pays sont membres du COMECON : l'Union soviétique et six pays d'Europe de l'Est (RDA, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie), auxquels s'ajoutent, la Mongolie, le Vietnam et Cuba.

En Hongrie

De nouvelles et fortes hausses des prix inquiètent la population et mobilisent les syndicats

En Hongrie, à l'issue d'un conseil des ministres qui s'est tenu dimanche soir 7 janvier, de fortes hausses de prix ont été rendues publiques, qui sont entrées en vigueur dès lundi.

Ces relèvements, dont le principe était connu, avaient tellement inquiété les Hongrois que les magasins et les stations d'essence avaient été littéralement pris d'assaut par des consommateurs désireux de faire des provisions aux prix anciens. Les syndicats, de leurs côtés, faisaient savoir qu'ils préparaient des grèves de protestation dans tout le pays.

Le prix de la viande a augmenté de 32 %, le lait et les produits laitiers de 42 à 43 %, le pain de 26 %, les cigarettes, la bière et certains alcools de 20 à 25 %, a annoncé Radio-Budapest.

La hausse des prix est ou va être de 25 % pour les voitures et de 10 à 14 % pour l'essence. Les transports en commun augmentent leurs tarifs de 22 à 25 %. Le prix de l'eau et de l'évacuation des poubelles augmentera même de 336 %. A partir du 1er février, les loyers seront augmentés de 35 %.

Ces décisions entraînent une hausse du coût moyen de la vie d'au moins 1 300 forints par mois (environ 130 F) pour un salaire moyen brut de 8 300 forints (750 F environ), le minimum mensuel étant fixé à 3 850 forints (350 F environ). Plus de 2 millions d'habitants sur 10,6 millions vivent déjà au-dessous du seuil de pauvreté.

Ce coup dur avait déjà été précédé en décembre par des augmentations des prix de 15 à 20 % pour la viande et certains alcools. Les personnes bénéficiant des revenus les plus bas (retraité, familles nombreuses) recevront des compensations dont l'importance n'est pas encore connue.

Le Hongrois moyen ne peut cependant pas compter sur une augmentation de son salaire, du fait des importantes économies imposées par le Fonds monétaire international (FMI) à la Hongrie comme condition pour l'attribution d'un nouveau crédit indispensable au redressement de l'économie en crise. — *(AFP.)*

L'Italie annonce des mesures d'accompagnement

Scepticisme des marchés après la dévaluation de la lire

La dévaluation de la lire, décidée à la fin de la semaine dernière, a été saluée par une légère détente au sein du SME, lundi 8 janvier. Au cours du week-end, le gouvernement italien a annoncé quelques mesures d'accompagnement. Mais les milieux financiers estiment déjà que, malgré ce petit remaniement, le problème des parités monétaires n'est toujours pas réglé.

Maniement plus fréquent et plus ample de l'arme des taux d'intérêt, rigueur budgétaire : telles seront les deux conséquences les plus directes de la décision prise, samedi 6 janvier, par les autorités italiennes de dévaluer la lire.

Les trois ministres, du trésor (M. Guido Carli), du budget (M. Cirino Pomicino), des finances (M. Rino Formica), se sont réunis dimanche 7 janvier pour mettre au point — comme il est d'usage dans ce cas — une politique accompagnant le réaménagement monétaire qui vient d'avoir lieu. L'exécution de la politique budgétaire sera plus rigoureuse encore, ont déclaré en substance les ministres, M. Formica rappelant que le budget de 1990 prévoyait le gel de tout nouvel emploi dans la fonction publique.

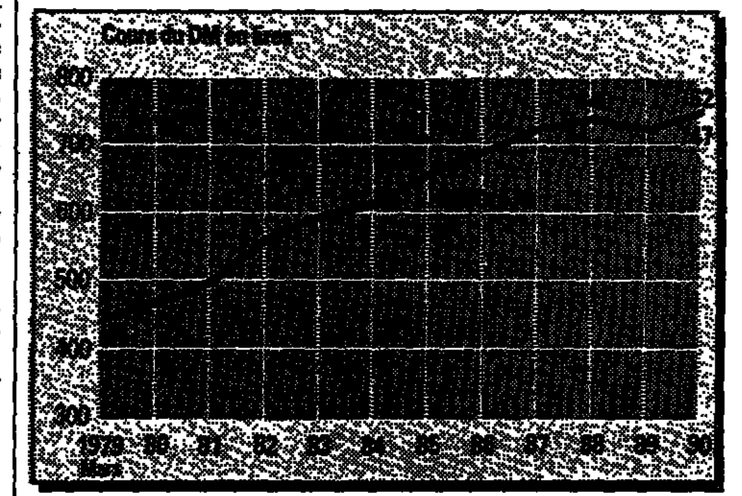
Sur les marchés des changes, la dévaluation de la lire, décidée à la fin de la semaine dernière, a été saluée par une légère détente au sein du Système monétaire européen (SME), dans les premières cotations du lundi matin 8 janvier. A Milan, le cours du mark est retombé de 752 lires, record historique établi à la veille du week-end, à 747 lires, tandis qu'à Francfort le cours du franc français se raffermissait vis-à-vis d'une devise allemande qui ne valait plus, initialement, que 3,4075 F contre 3,4175 F le vendredi 5 janvier. En même temps, le dollar se redressait un peu, à 1,6940 DM contre 1,6840 DM précédemment. Dans le courant de la matinée du 8, toutefois, une correction s'opérait, le cours du mark remontant à 3,3125 F et celui du dollar fléchissant à 1,69 DM environ.

En fait, les milieux financiers internationaux, tout en donnant un coup de chapeau poli à la cohésion du SME et à la déclaration d'intention du gouvernement italien, affichent un scepticisme poli et discret. Même s'ils donnent un bon point à ce gouvernement pour ses bonnes intentions et sa volonté de réduire les déséquilibres (budget, commerce extérieur et inflation), ils mettent en doute sa capacité à mettre fin rapidement aux errements antérieurs, faute de cohésion politique. Pour eux, le corset monétaire imposé à l'Italie par la réduction des marges de fluctuation de la lire, ramenées de 12 % à 4,50 %, est trop étroit, ce qui tôt ou tard engendrera de nouvelles tensions.

Plus généralement, ils estiment que le problème des parités monétaires, tant au sein du SME qu'à l'échelle planétaire, n'est pas vraiment réglé. La dévaluation de la lire était réclamée par tout le monde en Europe, y compris par les Italiens, et s'est donc effectuée sans difficulté. En revanche, la RFA n'a pu obtenir ce qu'elle désire, publiquement ou secrètement, à savoir une réévaluation générale du mark. Surtout, les milieux financiers internationaux s'attendent à une nouvelle baisse du dollar, au bénéfice de la devise allemande, ce qui provoquerait de nouveaux tiraillements dans le SME. Ils salueront, toutefois, la détermination de la France pour maintenir ses parités, en se demandant quel prix elle devra payer à cet effet, et sous quelle forme.

F. R.

La montée du mark



RUGBY : la sélection pour le Tournoi des cinq nations

Difficile compromis

TENNIS : le Grand prix féminin

Première victoire de Zvereva

VOILE : la course autour du monde sans escale

Deuxième abandon

ÉCONOMIE

La réforme de la grille de la fonction publique

Le gouvernement présente ses premières propositions chiffrées

Le véritable coup d'envoi à la réforme de la grille unique de la foncion publique sera donné le mardi 9 janvier. Le gouvernement annoncera aux syndicats de fonctionnaires ses premières propositions chiffrées.

Alors que le 19 décembre dernier, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, et les syndicats s'étaient livrés à un simple tour d'horizon, la réunion de mardi devrait être plus animée. Alors que les sept organisations de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, FGAF, CFTC, FEN et CFE-CGC) attendent de l'Etat qu'il prenne des engagements budgétaires importants, M. Durafour estime que la rénovation de la grille, qui s'étalera sur sept ans, ne peut être dissociée de la situation économique d'ensemble.

Il accepte de garantir une enveloppe minimale annuelle et une autre variable en fonction de la croissance (selon des critères que la négociation devra déterminer), mais réclame également des contreparties. Le gouvernement entend notamment progresser sur la voie d'une gestion plus souple des effectifs et obtenir une amélioration des services rendus.

La catégorie B au centre

Mardi, M. Durafour lèvera une partie du voile en affichant ses premières propositions chiffrées. Celles-ci pourraient être de l'ordre de 15 milliards de francs sur sept ans pour les fonctionnaires actifs de l'Etat. Au total, on aboutirait à quelque 50 milliards de francs pour les actifs et les retraités des trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux). Quant à la partie budgétaire annuelle variable, elle viendrait en complément.

Les partenaires devront aussi dégager quelques priorités. De l'avis général, la catégorie B (niveau bac) est au centre des débats car c'est dans cette population que le problème de la prise en compte de la technicité des agents est le plus aigu. Par ricochet, il faudra envisager un relèvement des rémunérations minimales en catégorie A (niveau licence) et améliorer le déroulement des carrières de la catégorie C (niveau BEPC).

Quant à la catégorie D, ouverte aux sans diplômes, sa suppression, un moment envisagée, ne paraît plus de mise. Cette mesure serait trop coûteuse pour la fonction publique hospitalière et, dans une moindre mesure, pour les collectivités locales. On paraît se diriger vers un raccourcissement des carrières des catégories les plus basses, accompagné d'un sérieux développement de la formation. La catégorie D deviendrait alors une sorte de « *sas* ».

Toutefois, en abordant ce premier round, gouvernement et syndicats auront également en tête des préoccupations plus immédiates. Derrière la réforme de la grille, se profilent en effet les enjeux salariaux 1989-1990. Dans quelques semaines, lorsque sera connu l'indice des prix définitif de 1989, les partenaires se retrouveront pour solder la politique salariale pour l'année dernière. Or la clause de sauvegarde, destinée à ajuster les traitements en fonction de l'inflation, constitue d'ores et déjà une sérieuse pomme de discorde.

Les pouvoirs publics, s'ils n'ont pas d'emblée l'intention de poser les problèmes en termes aussi tranchés, entendent lier réforme de la grille et évolution des rémunérations. Plus l'effort consacré à la première – considéré comme un « *investissement* » – sera important, plus le gouvernement sera ferme vis-à-vis des revendications salariales. D'ailleurs c'est précisément lorsque débuteront les négociations salariales que M. Durafour fera connaître les sommes (de l'enveloppe variable) qui seront consacrées en 1990 à la réforme de la grille.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ **Accord entre la Lexmar et la CGT pour la réouverture de La Ciotat.** – Le groupe américano-suédois Lexmar et la CGT ont signé dimanche 7 janvier un accord portant sur l'embauche des cent cinq salariés qui occupaient le site de La Ciotat depuis le 8 octobre 1988 et seront chargés de la remise en état du chantier naval. Embauché avec un contrat à durée déterminée, ce personnel conservera son salaire antérieur, « *comme si l'entreprise ne s'était pas arrêtée* », a déclaré le représentant français de la Lexmar, M. Benoît Barthe-rotte. Celui-ci a précisé que le plan de sa société serait mis en place « *le plus tôt possible, dans un mois et demi ou au plus dans six mois* ». Le plan prévoit la construction de trois bateaux par an sur 25 hectares de l'ancien chantier de la Normed. Les salaires seront compris entre 6 500 francs et 12 000 francs par mois.

□ **Quasi-unanimité autour du plan social de Renault-Billancourt.** – Les syndicats CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC et CSL ont signé vendredi 5 janvier un « *accord de méthode* » relatif au plan social rendu nécessaire par la fermeture progressive de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, d'ici à 1992. Seul, la CGT a refusé de parapher ce document qui entend « *promouvoir une politique de mobilité basée sur le volontariat* » dont le suivi sera assuré par un organisme paritaire. Les 3 860 salariés que comptait Billancourt au 1er janvier 1990 pourront bénéficier de mises en préretraite FNE, de mesures de reclassement à l'intérieur comme à l'extérieur de la Régie. Les ouvriers immigrés auront également la possibilité d'obtenir des aides à la reconversion dans leur pays d'origine.

TOURISME

Le gouvernement aidera les stations de ski en difficulté

Devant les difficultés rencontrées par les stations de ski françaises touchées par le manque de neige, « *le gouvernement ne restera pas les bras croisés* », a déclaré à l'AFP, samedi 6 janvier, M. Olivier Stirn, ministre du tourisme. Parmi les mesures qui pourraient être prises par un comité interministériel devant se tenir cette semaine, M. Stirn a cité des facilités de trésorerie, un étalement de certaines charges financières, des dispositions en faveur des salariés au chômage. Le ministre du tourisme a annoncé qu'avant la fin du mois il se rendrait en Savoie pour mesurer l'ampleur des pertes économiques et que le Conseil national de la montagne se réunirait autour de M. Michel Rocard.

ETRANGER

L'automobile américaine parie sur l'Europe

Suite de la première page

En trois ans, sa part du marché (voitures particulières) de General Motors est tombée de 41 % à 35 %. Six points de baisse en trois ans contre 3 points au cours des six années précédentes !

Quant à Chrysler, talonné par les voitures de Toyota, désormais *quatrième groupe « américain »*, la firme n'a ni la surface financière de GM ni les bases européennes de ses deux concurrents pour pouvoir courber le dos aussi longtemps qu'il le faudra afin de résister à l'offensive dévastatrice des constructeurs japonais.

Un marché très concurrentiel

« *Nous sommes dans un marché très concurrentiel...* », se contente de dire M. Bob Lutz, l'un des responsables de Chrysler, lorsqu'on lui demande les raisons des contre-performances de sa société et les moyens d'y remédier. « *Face à la compétition croissante, nous devons globaliser notre action* », affirme, sans être plus convaincant, M. Don Petersan, au nom de Ford, dont chacun loue, il est vrai, les progrès de compétitivité accomplis dans ses usines. Quant à M. Robert Stempel, le numéro deux de GM, il met l'accent sur les nouveaux modèles lancés par la firme et sur les améliorations apportées aux anciens, un programme d'investissement qui a dépassé les 5 milliards de dollars pour se présenter convenablement à l'actuel Salon de Detroit.

Autant de modèles qui vont s'ajouter aux quelque six cents que compte déjà le marché américain. Et sur lesquels les constructeurs ont le plus grand mal à tenir les marges. Ainsi, Chrysler, qui a longtemps gagné 5 000 dollars sur la vente de chacun de ses « vans », n'en tire plus, péniblement, que 3 000 dollars. Un seul marché reste rentable, celui de l'automobile de luxe, sur lequel les Japonais tentent de faire main basse aux Etats-Unis avec les modèles Infinity (Nissan) et Lexus (Toyota) venus concurrencer les traditionnelles marques de prestige de l'industrie automobile américaine.

D'où l'empressement des « majors » à chercher en Europe le salut qu'ils ne trouvent plus sur le sol natal, sur ce Vieux Continent où existe un marché de taille identique (plus de 13 millions d'immatriculations en 1989) promis à une croissance plus forte qu'aux Etats-Unis. En novembre dernier, Ford faisait main basse sur le britannique Jaguar. Un mois plus tard, General Motors prenait 50 % du suédois Saab. « *Une excellente opération et un modèle à suivre* », assure aujourd'hui Bob Eaton, le patron de GM Europe. Certes, mais le marché est bien saturé... Les grands noms (Ferrari, Alfa Romeo, Maserati, Lamborghini) ont déjà été repris soir par Fiat (pour les deux premiers), soit par Chrysler (pour les deux autres). C'est donc un cran plus bas qu'Américains, Européens et Japonais vont se livrer une dure bataille à l'horizon 1993. Certains constructeurs de Detroit dénonçent les quotas instaurés par certains pays (dont la France et l'Espagne) pour contrer les firmes nippones qui ont déjà établi de solides têtes de pont en Grande-Bretagne et en Espagne. C'est au nom de ce libéralisme que les Etats-Unis ont ouvert leurs portes il y a dix ans.

En pensant que les quatre colosses nationaux (American Motors faisait partie de la liste à l'époque) faisaient le poids. Sûrs d'avance de la capacité de résistance d'une industrie qui avait su garder sa suprématie mondiale en dépit de deux chocs pétroliers. Avec le résultat que l'on voit...

SERGE MARTI

La chute des « trois grands »

(Total des ventes en 1989)

Constructeurs	Voitures particulières	% d'une année sur l'autre	Véhicules utilitaires (1)	%
General Motors	3 437 086	– 10,1	1 668 973	– 1,2
Ford	2 177 866	– 4,9	1 401 994	– 4,1
Chrysler	1 019 693	– 14,4	984 354	– 3,2
Toyota	723 659	+ 5,0	221 694	– 10,3
Honda	783 102	+ 1,8	(2)	(2)
Nissan	508 281	+ 7,5	153 412	– 9,5
Mazda	263 378	+ 2,9	78 589	– 15,8

(1) Ces chiffres comprennent surtout les « vans » (mono-espace) et les « pick-up » (camionnettes à plateau), deux segments de marché en forte croissance, les camions et les bus comptant pour une faible part.

(2) Honda ne vend pas de véhicules utilitaires.

Source : Automotive Resources Inc.

Le marasme qui sévit dans l'industrie automobile américaine depuis plusieurs mois aura été particulièrement néfaste pour les « big three », qui ont vu leurs ventes s'effondrer en fin d'année. Au cours du dernier trimestre 1989, la chute a dépassé les 20 % pour les voitures particulières pour General Motors, Ford et, surtout, Chrysler, qui effectue un plongeon préoccupant. Sur l'ensemble de l'année, la firme de Lee Jacocca a fortement reculé ; y compris sur le marché des « mini-vans », où elle enregistrait pourtant de très bons résultats depuis plusieurs années. Au total, les ventes de voitures particulières et de véhicules commerciaux légers ont baissé de 6,5 % en 1989. Les « trois grands » ont vu leur part de marché reculer de 69,3 % à 67,9 % d'une année sur l'autre, dans le secteur voitures particulières. Au profit de leurs concurrents japonais, en progression de 22,8 % à 25,3 %. En revanche, la part des quatre constructeurs nippons a légèrement baissé (de 15,1 % à 14,9 %) sur les vans et les pick-up, dont les groupes américains détiennent encore 85 % du marché.

Quand General Motors s'électrise

LOS ANGELES

de notre envoyé spécial

Délaissant Detroit et les froides contrées du Michigan pour Los Angeles et le climat californien, M. Roger Smith, le patron de General Motors, avait choisi cette autre métropole tout en longueur pour présenter le 3 janvier sa dernière innovation : la voiture électrique de GM.

Baptisé Impact, ce nouveau véhicule est capable de passer de 0 à 90 km/h en l'espace de 8 secondes. Il ne comporte pas moins d'une douzaine de brevets témoignant de la capacité d'innovation des ingénieurs, qui se sont vu assigner la mission de produire une voiture électrique répondant à trois exigences : « *prendre en compte les désirs de nos clients, la protection de l'environnement et s'affirmer comme le leader technologique dans cette industrie* ». En Europe, Peugeot nourrit une même ambition.

L'Impact, qui a conservé quelques-unes des caractéristiques de la Sunraycer, un véhicule à énergie solaire précédemment mis au point par GM, devrait être commercialisée en priorité en Californie, un Etat-pilote en matière de réglementation antipollution atmosphérique, souvent supérieure aux normes fédérales. Mais GM n'en est pas encore à ce stade. Pour l'heure, la firme de Detroit n'a produit qu'un seul exemplaire de cette voiture. Et il faudra du temps avant qu'elle fabrique 100 000 unités qui, de l'aveu de son président, feraient de ce prototype un véhicule compétitif face aux traditionnelles voitures à essence.

Pour l'heure, l'Impact souffre encore de deux handicaps majeurs. En dépit de l'extension de sa zone d'autonomie à 180 km (à une vitesse moyenne de 80 km/h), celle-ci est encore trop limitée. « *Pour rester dans Los Angeles, c'est très bien mais impossible d'aller jusqu'à New York...* », admet Roger Smith. De plus, la recharge des volumineuses batteries de 320 volts (elles pèsent plus de 400 kg...) est une opération longue et coûteuse. Elle demande environ deux heures (« *Alors qu'il suffit de cinq minutes à une pompe à essence* », souligne un détracteur). Et elle revient deux fois plus cher qu'un modèle traditionnel. Tant en raison du coût de la consommation électrique lors de la recharge que du prix des batteries (1 500 dollars, soit environ 8 000 F) qu'il faut remplacer tous les deux ans.

Mais Roger Smith ne se laisse pas démonter. Les recherches se poursuivent pour allonger la durée de vie des batteries et pour réduire les coûts, affirme-t-il. « *Et l'important est d'avoir vu l'Impact battre la Nissan 300 ZX et la Mazda Miata lors des tests d'accélération* », ajoute-t-il. Une assurance qui devrait rasséréner Peugeot. Le constructeur s'acharne à « *électriser* » sa 205 dans le cadre de son programme VERT (Véhicule électrique routier à turbine). En butant sur les mêmes obstacles que General Motors, notamment une autonomie limitée à une centaine de kilomètres.

S.M.

CORRESPONDANCE

Une lettre du directeur de la réglementation générale au ministère des PTT

A la suite de l'article sur les « Trois concessions à l'Europe », publié dans « le Monde » du 15 décembre, M. Bruno Lasserre, directeur de la réglementation générale au ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, nous a fait parvenir une lettre dont voici les principaux passages :

La construction européenne suppose, pour la France comme pour les autres pays de la Communauté, de modifier des habitudes : c'est vrai aussi pour le secteur des télécommunications. Mais écrire qu'elle nous conduit à rompre avec une logique de service public et d'opérateur public fort n'est conforme ni à la réalité de ce que nous avons défendu ni au contenu de ce qui a été décidé.

En ce qui concerne les télécommunications, dossier que je connais bien pour avoir participé, à la tête de la délégation française, au conseil européen du 7 décembre dernier qui y était consacré, la réalité est moins simple que celle que l'on voudrait présenter.

Nous ne partons pas, en effet, d'une situation aussi fermée que celle qui est décrite. Le monopole des télécommunications – qui n'est d'ailleurs qu'un monopole de fait, puisque l'opérateur public n'a jamais été en France protégé par un droit exclusif – a peu à peu cédé du terrain, ces dernières années, parfois plus largement que dans d'autres pays européens. C'est ainsi que la fourniture des terminaux a été libéralisée au début des années 1980, que l'offre des services à valeur ajoutée, qui associent transport et traitement de données informatiques, a été organisée dans un contexte concurrentiel. Autant de décisions importantes que la France a prises seule, sans y être contrainte par des décisions communautaires.

La direction dans laquelle nous allons n'est pas, non plus, aussi extrême que celle qui est décrite. Rappelons que ni le monopole sur les infrastructures ni le monopole sur le service téléphonique, qu'il soit offert sur le réseau d'aujourd'hui ou sur le réseau du futur – Numéris, – ne sont remis en cause : il n'est pas inutile de rappeler qu'actuellement 90 % des recettes de l'opérateur public proviennent de cette activité. Et si les douze Etats membres de la Communauté ont, à l'unanimité, accepté d'abolir les monopoles nationaux sur les services de transports de données informatiques (4 à 5 % du marché des services de télécommunications dans les pays comme la France ou l'Italie), c'est à la condition expresse que, comme le proposait le compromis présenté par M. Paul Quilès, qui présidait le conseil des ministres, les Etats puissent assujettir l'offre de ces services à une autorisation fondée sur le respect d'un cahier des charges de service public.

Il ne s'agit donc pas d'une libéralisation sauvage, mais d'une ouverture maîtrisée à la concurence, permettant de préserver la mission d'intérêt général confiée à l'opérateur public et de prémunir ce dernier contre les risques d'« écrémage », c'est-à-dire la tentation des prestataires privés de ne satisfaire que la partie rentable de la demande.

Si un accord unanime a pu être trouvé sur un sujet qui avait jusqu'alors opposé la Commission à une forte majorité d'Etats-membres, ce n'est pas à la suite d'une « concession » de la France : celle-ci n'a rien cédé sur l'essentiel, c'est-à-dire la reconnaissance au niveau européen du caractère de service public de la transmission de données informatiques. Tout au contraire, si le dossier a pu être débloqué, c'est parce que la Commission a accepté des modifications à son projet de directive qu'elle avait refusées jusque-là.

De surcroît, il est important de souligner que la partie de l'accord relative à la libéralisation a été complétée par une décision très importante relative à l'harmonisation des réseaux en Europe : les Douze, en adoptant la directive ONP (offre de réseau ouvert), se sont engagés à mener un effort sans précédent d'harmonisation technique auquel tant les opérateurs publics que les pestataires de services privés seront conviés à participer, y compris pour des services du futur tels que le Réseau numérique à intégration de services ou les « réseaux intelligents ».

Cet effort est à rapprocher des décisions concrètes que nous avons prises au conseil des ministres européens pour lancer de nouveaux services à l'échelle européenne (par exemple la radio-messagerie unilatérale avec la directive Ermes) ou pour donner une forte impulsion à l'action de recherche et développement communautaire dans le domaine crucial des services intégrés large bande, c'est-à-dire des services qui pourront véhiculer aussi bien des images de qualité télévision haute définition que la voix et les données.

[En échange de la fin du monopole de transport de données informatiques, le compromis obtenu à Bruxelles offre en effet aux Etats la possibilité d'imposer un cahier des charges aux entreprises. Nous l'indiquions dans notre article. Mais, ce n'est qu'une possibilité. Dès lors, combien de temps sera-t-il possible de contraindre un transporteur en France s'il est complètement libre en RFA ? La concurrence européenne imposera d'y renoncer. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est que le processus européen désarme les pouvoirs des Etats sans rien reconstruire au niveau des Douze. Sans politique globale de télécommunications, seules les firmes privées, étrangères sans doute, construiront les réseaux transnationaux. Elles le feront sans aucun souci de « service public ». (ELB).]

L'Irak veut réduire sa dette de 3 milliards de dollars en 1990

Le gouvernement irakien projette de réduire sa dette extérieure de trois milliards de dollars (environ 18 milliards de francs) en 1990, a annoncé dimanche 7 janvier le ministre irakien des finances par intérim, M. Mohammed Mahdi Saleh, précisant que le budget adopté pour l'année en cours a été conçu dans cet objectif et prévoit notamment une compression des dépenses de l'Etat.

L'Irak a accumulé pendant la guerre une dette extérieure énorme, estimée à une quarantaine de milliards de dollars, sans compter l'aide apportée par les pays arabes du Golfe alliés de Bagdad. Cet endettement, dont le service dépasse 3 milliards de dollars par an, constitue pour le gouvernement, engagé dans un vigoureux effort de reconstruction, un handicap de plus en plus lourd, les principaux pays créanciers rechignant à consentir de nouveaux crédits tant que Bagdad refuse de recourir au FMI et maintient un embargo total sur toutes ses statistiques budgétaires, économiques et financières. – *(AFP.)*

Le gouvernement indonésien rassure les investisseurs étrangers

Le gouvernement indonésien a assuré, samedi 6 janvier, aux compagnies privées, nationales et étrangères, qu'elles ne seraient pas obligées de vendre une part de leur capital aux coopératives, comme le laissait supposer un discours prononcé, deux jours auparavant, par le président Suharto. « *Il s'agit d'un appel* (au secteur privé) *et non d'une nouvelle politique* », a précisé le ministre chargé de la coordination économique, ajoutant que cet « appel » ne serait pas suivi d'une loi.

Le président indonésien avait surpris les milieux financiers en annonçant, dans son discours annuel de présentation du budget, que les entreprises devraient céder 25 % de leur capital aux quelque 34 000 coopératives qui produisent et distribuent des produits, notamment agricoles, dans le pays, regrettant que celles-ci soient restées à l'écart de la *croissance* récente du pays.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Où en est la France ?

L'emploi n'est plus ce qu'il était

On a perdu cinq cent mille chômeurs... Les frontières du travail deviennent de plus en plus floues avec la multiplication des petits boulots légaux ou non

LES statistiques de l'emploi sont folles, et même doublement, si l'on tient compte d'une divergence plus ancienne entre l'INSEE et l'UNEDIC qui, chaque trimestre, publient des estimations de l'évolution des effectifs salariés sans aucun rapport entre elles. De fait, la reprise, désormais manifeste, a introduit des perturbations durables sur le *marché du travail, en voie de* recomposition, que les indices traduisent mal.

Au point de départ, l'INSEE sur la foi de son enquête annuelle réalisée en mars, révise le taux de chômage qui revient de 10,1 %, en juin, à 9,6 % en juillet, soit 0,5 point de moins, ce qui représente environ 120 000 demandeurs d'emploi.

Un détail. Du coup, toutes les données sont modifiées. Le chômage, mesuré selon les définitions du *BIT* (qui ne retiennent pas, notamment, toute personne ayant travaillé une heure dans la semaine précédant l'enquête) diminue de 5,3 % entre 1987 et 1988, puis *encore de 5,1 % entre 1988 et 1989.*

Seulement, ce qui est troublant – malgré les différences de *«champ»*, comme disent les spécialistes, – les statistiques de l'ANPE n'expriment pas la *même réalité. La baisse du* nombre d'inscrits sur les listes reste notoirement plus faible : 19 000 pour les demandeurs d'un emploi à temps plein entre mars 1988 et mars 1989, et 14 000 pour toutes les catégories de chômeurs (à temps plein, à temps partiel ou à durée déterminée). Ces demandeurs étaient 2 802 000, à comparer aux 2 308 000 au sens du BIT, reconnus par l'INSEE...

Comment peut-on perdre autant de chômeurs – près de 500 000 – en aussi peu de temps ? Les experts ne savent pas vraiment comment répondre à cette question, les conditions générales n'ayant pas à ce point changé. Hommes politiques, responsables patronaux et dirigeants syndicaux commencent à s'interroger sur la crédibilité des chiffrages à un moment où, la reprise de l'emploi *s'affirme. Il n'est pas pensable,* déclarent-ils en substance, que l'augmentation des effectifs salariés n'ait pas d'effet sur les comptes de l'ANPE.

Aussi des *tentatives d'explication* apparaissent-elles un peu partout pour reconstruire un ensemble cohérent. Selon Thierry Lacroix, dans la revue *Economie et statistique « la croissance fait reculer le chomage »*, ce qui est conforme aux résultats obtenus par l'INSEE. Pour le ministère du travail, l'augmentation des demandes d'asile, ralentirait la baisse du chômage, *tandis que jouerait* le cumul entre une inscription à l'ANPE et l'exercice d'une activité salariée.

D'anecdotique, l'affaire devient sérieuse car elle touche à l'essentiel - qu'a-t-on fait pour l'emploi avec la croissance ? - et réveille des craintes anciennes - l'immigration clandestine ou les faux chômeurs -. Fondamentalement, il semble bien que les statuts de l'emploi se sont modifiés en passant de la crise à la reprise, *entraînant des variations que* l'instrumentation statistique ne peut plus saisir. Une recomposition serait à l'oeuvre, sous les indices officiels, bien mal en point.

De nouveaux candidats

D'une façon ou d'une autre, demandeurs d'asile ou pas, la population active aurait augmenté dans des proportions plus importantes *que prévu, soit de 160 000, soit de* 125 000 en solde net, en raison de l'arrivée dans la vie active de femmes - moins que par le passé, toutefois - et de jeunes qui jusqu'à présent craignaient le chômage. Changement notable: ces nouveaux candidats à l'emploi contourneraient la case ANPE pour accéder directement à un travail qui n'est pas nécessairement stable.

L'intérim et les contrats à durée déterminée touchent un nombre croissant de jeunes, estime l'INSEE. Les *« petits boulots »*, l'emploi de courte durée, souvent à temps partiel, *s'étendent* à nouveau. En mars 1989, 17,3% des jeunes inscrits à l'ANPE *déclarent* avoir *travaillé* la semaine avant l'enquête, contre 14,1 % un an plus tôt.

Dans le même temps, l'abandon progressif du traitement social provoque des chocs en *retour. La baisse* des stages d'initiation à la vie professionnelle, de l'ordre de 60 000 en 1989, n'est pas compensée à plus de 50 % par des embauches et il en irait *de même pour d'autres formules*, le cas des TUC étant encore plus grave (le recul de 34 000, en 1989, ne serait pas effacé par des recrutements équivalents de la part des collectivités locales). *« Le retard à l'allumage »* du crédit formation, prévu pour accueillir 100 000 jeunes et qui n'en aurait attiré que 3 000 ou 20 000, n'arrange rien.

Des zones de flou apparaissent à la frontière du chômage. Si le secteur tertiaire reste le principal pourvoyeur d'emploi, les services marchands aux entreprises, sont de loin les plus dynamiques, avec 120 000 emplois crées sur les 240 000, grâce à la *croissance du travail temporaire* (de l'ordre de 40 % en 1988).

Tandis que, pour la première fois de la décennie, le nombre des emplois stables aurait progressé d'environ 70 000 entre mars 1988 et mars 1989, les *« formes particulières d'emploi »* (1) se sont parallèlement accrues de 174 000 personnes En plein développement, avec 4 520 000 personnes, elles concernent plus d'un actif occupé sur cinq.

A cette lisière, des limites imprécises peuvent également être franchies. L'INSEE, qui considère que 607 000 des inscrits à l'ANPE ne sont pas des chômeurs aux yeux du BIT, souligne la présence, dans cet énorme groupe, de 310 000 personnes qui seraient réputées avoir une activité, à défaut d'avoir un emploi puisque, une heure de travail suffit. *Cela fait quand même 12 %* des chomeurs ANPE et 17 % des jeunes de moins de vingt cinq ans.

Il s'agit de la cohorte de tous les «petits boulots», légaux ou illégaux, dont les 5,9 % de chômeurs - soit 150 000 - autorisés à pratiquer une activité réduite en vertu de dispositions, encore améliorées par le *« plan emploi »* de septembre 1989 qui a porté le contingent maximal d'heures à 750 par an. Toutes les variations sont possibles, de la paire d'heures de travail au mi-temps.

C'est dans cette frange que le cabinet du ministre du travail décèle les cas de cumul d'une inscription à l'ANPE, voire d'une indemnisation par l'UNEDIC, avec la pratique régulière d'une activité déclarée. *Impossible à mesurer*, le phénomène aurait tendance à s'étendre, d'après les directeurs départementaux de l'emploi. Beaucoup d'intérimaires, toujours entre les deux situations par *nature, se maintiendraient en permanence* sur les listes de demandeurs d'emploi.

Les salariés découragés

Enfin, il conviendrait d'ajouter *toute la partie immergée du travail* non déclaré avec cette réserve que, par hypothèse, elle ne se retrouve pas dans les créations d'emploi, mais peut contribuer au maintien officiel dans le chômage. De nombreux élus locaux, – 12 553 lettres ont été adressées au ministre du travail – expliquent *les multiples « combines »* qui peuvent exister. De même, des chefs d'entreprise évoquent les refus d'emploi de la part de personnes régulièrement inscrites à l'ANPE.

En mai 1989, une opération spéciale, montée entre l'ANPE et le patronat de la métallurgie de l'Isère, a servi d'indicateur. Pour 150 postes proposés, l'Agence retint 236 candidats potentiels dont 104, seulement, se sont présentés. Les autres prétendaient avoir retrouvé un emploi ou un stage, ont été radiés ou, pour 40 d'entre eux, *« relevaient plutôt du RMI »*.

« Il faut comprendre, précise-t-on au ministère du travail pour nuancer. *180 000 personnes par an retrouvent un emploi grâce à l'ANPE et 500 000 inscrits se placent directement alors qu'on peut évaluer le volume des embauches à 9 millions. Il est clair que l'immense majorité de l'emploi échappe au contrôle et donc aux chômeurs »*.

La confusion des statistiques ne serait pas *totale* si un autre phénomène de brouillage ne consistait pas en sens contraire, soit à accepter la présence dans les listes du chômage de personnes au nom du traitement social, *soit à en retirer d'autres*, qui pourraient légitimement réclamer de toujours travailler et sont indemnisées pour ne pas le faire. Dans son groupe de 607 000 personnes qui ne sont pas chômeurs au sens du BIT, l'INSEE en compte 300 000 qui devraient être considérés comme inactifs.

Il s'agit des gens (130 000) qui ne peuvent pas travailler pour des raisons familiales ou de santé. Ou, encore, – et c'est plus grave parce que la notion n'avait pas été reconnue en France jusqu'à présent – ceux *(170 000) qui ont abandonné toute* recherche d'un emploi et dont les perspectives de réinsertion sont incertaines, les *« chômeurs découragés »*. Leur nombre a doublé en quatre ans, sans que la reprise de l'emploi ait eu une quelconque influence positive. La moitié de ces travail*leurs découragés ont* cinquante-cinq ans et plus.

Alors que le marché du travail devient plus actif, les chômeurs sont de plus en plus désabusés, passé la cinquantaine. Près de 100 000 personnes de plus de cinquante ans, en mars 1989, reconnaissaient ne pas *avoir effectué de démarches pour la* recherche d'un emploi, contre 40 000 en mars 1986. Un inscrit sur trois de plus de cinquante-cinq ans ne cherche pas ou plus. Si l'on ajoute ceux qui ont bénéficié d'une dispense de recherche d'emploi, officiellement offerte par les pouvoirs *publics pour diminuer le nombre de* chômeurs, soit 230 000 personnes de fin 1984 à mars 1989, il faudrait actuellement estimer à 300 000 les travailleurs découragés de plus de cinquante ans...

Que ressort-il de ces notations éparses et contradictoires ? A l'évidence, que la nature de l'emploi a été bouleversée au cours du temps et que, bien loin de ramener à la norme, la reprise s'est alimentée de cette métamorphose. Une adapta*tion est en cours qui peut la rendre* durable et justifie les actuels débats sur le travail temporaire, la précarité ou même le travail clandestin.

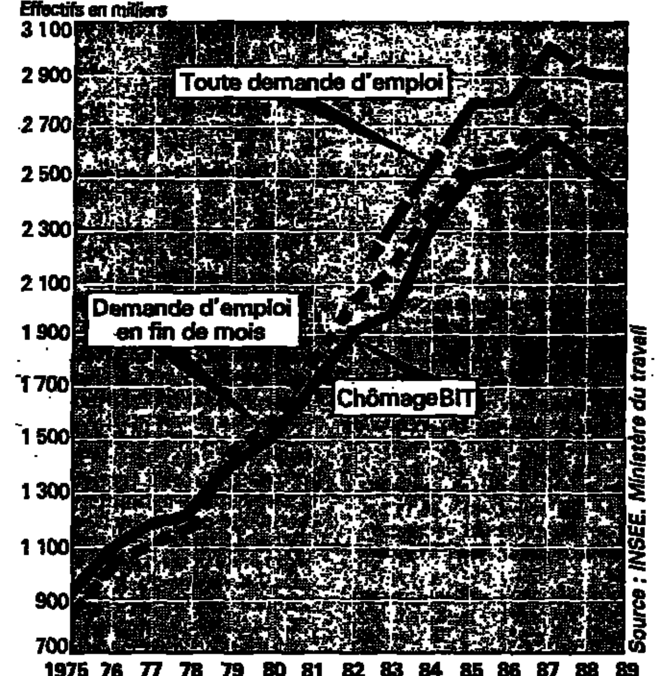
Parallèlement joue le fort mouvement de création d'emplois apparu depuis plus de deux ans et qui atteint maintenant l'industrie après s'être longtemps appuyé sur la croissance des services. Aujourd'hui, les ouvriers adultes, y compris non qualifiés, en profitent mieux que les femmes, salariées du tertiaire.

Ironie, *également: les comptes de* l'emploi sont aussi flous que ceux du chômage. Cette année encore, l'INSEE annonce une augmentation des effectifs salariés de l'ordre de 200 000. L'UNEDIC table sur une croissance d'environ 400 000. Là encore, qui faut-il croire ?

ALAIN LEBAUBE

(1) Les formes particulières d'emploi comprennent l'apprentissage, les stages, les *contrats à durée déterminée, le sous-emploi*, -défini comme une activité d'une ampleur limitée contre sa volonté,- la *recherche d'un autre emploi* et *le temps partiel* sans recherche d'un autre emploi.

Les trois courbes du chômage



Trois courbes sont censées représenter une seule et même réalité du chômage... qui, en raison de définitions différentes, ne coïncident pas toujours. La décélération est plus forte selon le BIT, *qui écarte les personnes ayant travaillé ne serait-ce qu'une heure la semaine précédente ou qui ne sont pas immédiatement disponibles pour un emploi (les malades, les stagiaires, etc.). L'évolution des demandeurs d'emploi en fin de mois, qui correspond au chiffrage de l'ANPE tel qu'il est publié chaque mois, est la plus communément admise. Mais, *si l'on additionne tous les demandeurs, à temps plein, à temps partiel et à durée* déterminée, on obtient encore une autre courbe, la plus élevée.

La rigueur sans aigreur

La poursuite d'une politique favorisant l'épargne et l'investissement n'est possible que si les salairiés y trouvent leur compte

par Christian Saint-Etienne

AVEC le retour d'une expansion annuelle supérieure à 3 % en 1988-1989, le débat public évolue du partage de l'emploi à celui de la croissance. L'enjeu est évidemment politique avant d'être *économique ; mais*, avec l'abolition récente du contrôle des changes et la baisse de la fiscalité qui se profile dans le contexte du marché unique européen, on peut s'interroger sur la pertinence de ce débat dans une économie dont le déficit commercial va croissant, le taux de chômage reste proche de 10 % et les capacités de production sont insuffisantes pour répondre à la demande.

Est-on *assuré de la pérennité de* la position économique de la France ? En effet, le partage des revenus ne s'opère pas dans une économie fermée, mais dans une économie ouverte, surfiscalisée et favorisant les inactifs, en voie d'intégration avec un pays, l'Allemagne, à la fois mondialement compétitif, moins fiscalisé et épargnant bien davantage que la France. L'insuffisance *d'épargne française* ne permet pas l'effort d'investissement nécessaire dans une économie dont la croissance est contrainte par *le manque* de capacités de production.

Les prélèvements obligatoires (recettes fiscales plus déficit public), qui étaient à un niveau comparable en France et en Allemagne *dans* les années 70, ont fortement divergé en 1981-1984. En dépit de la reprise en main des dépenses publiques françaises, le différentiel de prélèvements ne s'est que peu réduit de 1985 à 1988 avant d'augmenter à nouveau en 1989 : ce différentiel atteint environ 7 points de PIB (produit *intérieur* brut) entre la France et la RFA.

Le surplus de cotisations sociales à la charge des seuls employeurs explique l'essentiel du différentiel de prélèvements obligatoires entre la France et son partenaire européen. Ce surplus introduit un déséquilibre grave entre salaires direct et indirect, ce qui réduit la motivation des travailleurs et aggrave le décalage entre les salaires directs versés en France et dans les vastes zones frontalières.

Un grave déséquilibre

L'ajustement économique en France, incontestable depuis 1983, s'est traduit par une baisse de la part des revenus des ménages dans le PIB *en contrepartie* essentiellement de la hausse de l'épargne des entreprises. Mais la réduction de 4,5 points de PIB du revenu *des ménages* en 1983-1988 provient d'une chute de 5,3 points des salaires nets, tandis que les prestations sociales progressaient de près d'un point. Sur la *période* 1980-1988 les prestations sociales ont même augmenté de près de trois points de PIB. Le partage des revenus dans les années 80, loin de se faire au détriment des inactifs, a été plus que *proportionnellement* pris en charge par les actifs.

L'effort national d'épargne *(mesuré par le taux d'épargne brute en pourcentage du PIB)* a été remarquable en France dans les années *1960* et *1970*. Du premier choc pétrolier jusqu'en 1980, il dépassait l'effort allemand d'environ deux points de PIB. De 1980 à 1983, il a connu une chute de près d'un cinquième pour se stabiliser ensuite à 19,3 % du PIB en moyenne de 1983 à 1987 et remonter à 20,5 % du PIB en 1988.

En Allemagne, le taux d'épargne brute retrouvait en 1984 son niveau *de 1980 puis connaissait* une ascension étonnante pour atteindre 24,6 % du PIB en 1988, soit davantage qu'entre les deux chocs pétroliers. Cet effort n'a pas conduit à une remontée du taux d'investissement, qui reste modeste et comparable au taux français (les taux de croissance français et allemand sont peu éloignés sur la période 1984-1988). Mais la différence de taux d'épargne se retrouve dans le solde de la balance courante qui est positif, de l'ordre de 4 % du PIB, en Allemagne en *1987-1988, alors qu'il* est légèrement négatif en France.

Compte tenu de la faible progression de l'investissement matériel dans les années 1980 (le taux d'investissement des entreprises, défini comme le rapport de l'investissement à la valeur ajoutée des sociétés et quasi-sociétés, était encore nettement inférieur en 1989 au niveau *observé en 1980*), l'accroissement du capital productif français a été réduit.

Le sentier de croissance

Aussi, en 1988-1989, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière était-il très élevé ; il limitait les possibilités *de répondre à la forte* demande en France et à l'étranger, ce qui entraînait de nouvelles pertes *de parts de marché*.

Pour reconstituer les capacités de production en France correspondant à un sentier de croissance équilibrée supérieur à 3 % l'an, un effort important d'investissement des entreprises s'impose. Cet effort exige une nouvelle progression de l'épargne des entreprises (alors que le taux d'épargne des entreprises devrait avoir baissé de 1988 à 1989) *et une nette augmentation de* l'épargne nationale.

Lire la suite page 28

▶ Chargé de cours à l'université Paris-Dauphine.

Où en est la France ?

La rigueur sans aigreur

Suite de la page 27

Cependant, l'établissement d'un marché unique avant la fin de 1992 prévoit le développement d'un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux sera assurée. Même si cet objectif n'est pas complètement atteint en 1992 il faudra *tout de même réduire* les prélèvements obligatoires pour deux raisons :

• l'harmonisation de la fiscalité va progressivement obliger la France à réduire la TVA qui est aujourd'hui l'impôt français le plus efficace. De leur côté, les impôts directs et les cotisations de Sécurité sociale ne pourront durablement diverger dans un espace intégré où la concurrence *s'exercera à la fois* sur le coût du travail et le montant du salaire *direct après impôts. Enfin*, l'abandon du contrôle des changes devrait conduire à diminuer davantage l'imposition sur l'épargne,

• la libération des mouvements de capitaux va obliger l'Etat à continuer de réduire le déficit public afin de conforter le franc sur les marchés. Une telle action est d'ailleurs souhai*table car la dette publique étant* lourde, une baisse du déficit entraînant, toutes choses étant égales par ailleurs, la baisse des taux d'intérêt, réduit la charge de la dette.

La diminution imposée des recettes fiscales et du déficit public va évidemment exiger une baisse parallèle des dépenses publiques en pourcentage du PIB. Celles-ci atteignent environ 50 % du PIB, dont 15 % pour la recherche, l'éducation, la justice, l'investissement public et la charge de la dette, *toutes dépenses* qu'il faut maintenir (ou qu'on ne *peut éviter) pour préserver* l'avenir du pays. Mais, si le solde (35 %) pouvait être stabilisé en francs constants pendant cinq ans, la croissance économique se maintenant à plus de 3 % en rythme annuel, les dépenses publiques baisseraient sur la période d'environ 5 % du PIB.

Ce solde concerne essentiellement les *salaires des fonctionnaires et les* transferts publics : la stabilisation de *ces dépenses n'est pas nécessairement* hors d'atteinte. Les possibilités d'arbitrage sont nombreuses : choix des secteurs prioritaires et nature pas uniquement monétaire des réformes à accomplir, nombre de fonctionnaires et revalorisation des salaires, transferts économiques et prestations sociales...

Dans ce contexte, s'il est juste de parler de la nécessité d'un nouveau partage des revenus, il doit s'opérer *en faveur de l'épargne des entre*prises, des salaires directs et des *revenus des actifs. Et pourtant*, ce constat économique que l'analyse impose et qui est nécessaire pour trouver des solutions viables aux problèmes français, n'est politiquement pas acceptable. Que peut-on proposer ?

Le triple problème économico-politique à résoudre est le suivant :

– comment continuer de modifier le partage de la valeur ajoutée des entreprises en faveur de l'épargne des entreprises sans démotiver les salariés ?

– comment modifier le partage du salaire direct-indirect en faveur du salaire direct sans aggraver les charges des entreprises et sans relancer la consommation ?

– comment modifier le partage des revenus actifs-inactifs en faveur des actifs sans sacrifier la solidarité sociale ?

Il faut d'emblée dire que ce triple problème a *la double* caractéristique d'être à la fois moins grave et pratiquement insoluble si la croissance internationale s'affaiblissait et d'être très grave mais *soluble si la crois*sance (externe et interne) se maintient dans les cinq ans qui viennent au rythme observé en 1988-1989. *Dans le premier cas, les marges de* manœuvre sont nulles mais la nécessité d'investir se réduit. Dans le second cas, une croissance déséquilibrée par excès de consommation serait suicidaire ; mais la croissance permet de résoudre le triple problème posé.

Des solutions *en chaîne*

La solution esquissée, dans le contexte d'une croissance se maintenant aux environs de 3 % l'an, grâce à une demande élevée en Europe continentale, consiste à faire évoluer l'économie de manière à résoudre naturellement les deux premiers problèmes ; un mécanisme complémentaire permet d'envisager la solution *du troisième problème*.

Afin de favoriser l'épargne des entreprises *et les salaires directs*, la rigueur doit être maintenue, tout en *augmentant* les *salaires réels d'une* fraction des gains de productivité réalisés au cours des prochaines années. Cette indexation partielle pourrait se faire en partie sous forme d'intéressement aux bénéfices des entreprises. Pour accélérer le rétablissement du taux d'épargne des entreprises, les cotisations sociales à la charge des employeurs et l'impôt sur les sociétés seraient progressivement réduits (le taux de l'IS passant à 33 %).

Un plan d'épargne retraite fiscalement très favorable permettrait de diminuer l'impôt sur le revenu déclaré, tandis que la réduction sou*haitable de la TVA profiterait* également aux salariés. Il serait en outre nécessaire d'abaisser rapidement la *fiscalité* de l'épargne.

Un accord entre l'Etat, les entreprises et les salariés pourrait raisonnablement être envisagé avec une *forte probabilité de succès, tout* en limitant la perte graduelle de *recettes fiscales des administrations* publiques à 2 % du PIB sur 4 ou 5 ans hors TVA (3 % du PIB avec une réduction importante de TVA). Cette solution permet tout à la fois de favoriser l'épargne des entreprises, les salaires directs après impôts et l'épargne des ménages.

Ce « miracle » apparent n'est bien sûr possible que parce que les administrations publiques font à leur tour *l'ajustement que les entreprises et les* actifs subissent depuis 1983. Mais si l'on veut simultanément réduire les recettes fiscales de 2 à 3 % du PIB et le déficit public de 1 % du PIB pour se préparer au marché unique (sans démotiver les salariés et tout parti*culièrement les cadres), il faut accep*ter une baisse des dépenses publiques de 3 à 4 % du PIB sur 4 ou 5 ans.

Une telle évolution est possible à condition de stabiliser en francs constants les salaires des *fonction*naires et les transferts publics. Les fonctionnaires bénéficieraient de la baisse de la TVA et de la fiscalité directe, ainsi que de l'effort en faveur de l'investissement et des conditions de travail dans le secteur public. De plus, les gains de productivité dans la fonction publique sont potentiellement considérables et les fonctionnaires devraient y être asso*ciés par l'intéressement*.

En revanche, il n'y a pas de solu*tion facile envisageable pour* les transferts publics : les seuls transferts économiques pourraient baisser de 0,5 % du PIB en contrepartie de la réduction des impôts et cotisations sociales. Mais pour atteindre un objectif moyen de baisse des dépenses publiques de 3,5 % du PIB en cinq ans, avec des économies de 1 % du PIB sur les salaires et les transferts économiques, il faudrait aussi réduire les prestations sociales, qui atteignent environ 22 % du PIB, *de 2,5 % du PIB (1)*.

Compte tenu des réformes dont la *nécessité est généralement admise* dans les secteurs santé et famille (voir Rapport Teulade, Commissariat général du plan, 1989) et des économies résultant de la baisse du chômage grâce à la poursuite de la croissance, il est possible de limiter la progression des dépenses dans ces secteurs à un rythme proche de celui de l'inflation.

La situation est évidemment différente pour les retraites qui augmentent avec le vieillissement de la *population : les mesures techniques* qui pourraient partiellement *contrôler cette évolution commen*cent d'être prises sous l'empire de la *nécessité ; l'allongement de la durée* requise de cotisation n'est qu'une question de temps. Mais si l'on ne fait rien au-delà de ces mesures, il est acquis que les régimes de retraite ne pourront survivre en l'état.

C'est évidemment ici que la solution proposée se boucle : le puissant système de retraite par capitalisa*tion, évoqué comme* moyen de motivation des salariés, permettrait également de *compléter le système de* répartition. On peut raisonnablement envisager que *dans moins* de vingt ans, les retraites soient assurées pour un cinquième *par la capi*talisation et *quatre cinquièmes* par la répartition *sans bouleverser* les systèmes actuels. Un tel système permettrait donc *simultanément* de faciliter la stabilisation des presta*tions sociales en* francs constants, d'assurer la pérennité de la couver*ture sociale intergénérationnelle* et de stabiliser l'épargne en France à *un moment* de suppression du contrôle des changes.

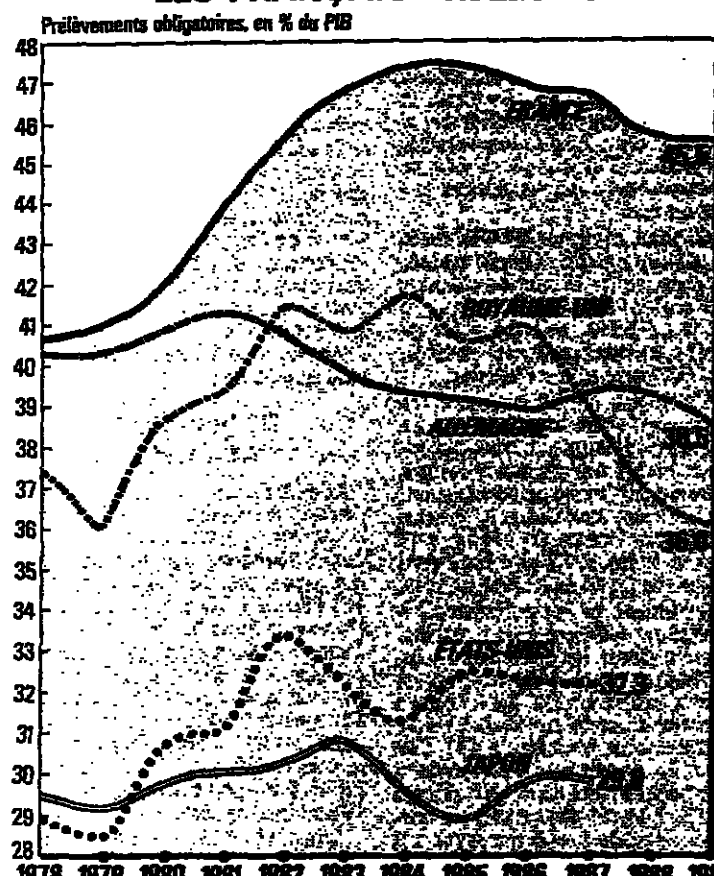
Le partage des revenus ne saurait être décrété sur la base d'une analyse vieille d'un quart de siècle. Un partage *« par le haut »* de l'épargne et l'investissement plutôt que *« par le bas »* de la consommation et des pertes de parts de marché nécessite des décisions courageuses ; mais rien ne semble hors de portée. Comme *certains évènements récents l'ont* opportunément rappelé, l'immobi*lisme économique et social n'est pas* politiquement payant.

CHRISTIAN SAINT-ETIENNE

(1) Avec un PIB croissant de 3 % par an en volume, cela exigerait de ramener leur progression en francs constants de 3 % à 0,5 % par an.

LES FRANÇAIS PRELEVENT

Prélèvements obligatoires, en % du PIB



Les prélèvements obligatoires concernent non seulement les recettes fiscales présentes mais aussi le besoin de financement des administrations publiques (déficit public) qui correspond aux impôts sur les générations futures.
Sources: Statistiques des recettes publiques. OCDE (1989). Projet de loi de finances pour 1990.

LES ALLEMANDS ÉPARGNENT

(en pourcentage du PIB)

	1980	1983	1985	1988
France				
Epargne brute	23,6	19,1	18,9	20,5
FBCF	23,0	20,2	19,3	20,1
Solde de la balance courante	– 0,6	– 0,9	– 0,1	– 0,4
Allemagne				
Epargne brute	21,8	21,1	22,3	24,6
FBCF	22,7	20,5	19,7	19,8
Solde de la balance courante	– 1,7	0,8	2,6	4,0

La différence entre le taux d'épargne brute et le taux d'investissement (formation brute de capital fixe) n'est pas égale au solde de la balance courante des paiements car d'autres éléments (comme la variation des stocks, certains investissements autres que la FBCF, etc.) doivent être pris en compte.

SOURCES : *Statistiques historiques de l'OCDE*, 1989 et *Comptes nationaux de la France et de l'Allemagne*, 1989.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry.
M. André Fontaine, *gérant*.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

CHAMPS ECONOMIQUES

Où en est la France ?

Ne pas désespérer Aubervilliers

Des rues calmes et tristes, des entrepôts, des maisons grises, une vie sans grandes envies

PROJETÉE par-delà la ligne du périphérique, la Géode de La Villette perd ses rondeurs et son brillant pour s'écraser à Aubervilliers dans un vaste triangle. Six voies et un mur antibruit séparent en principe cette banlieue du XIXe arrondissement. Mais, grâce à leurs racines *métropolitaines*, les quelque 70 000 Albertivillariens de la commune se sentent un peu moins méprisés des Parisiens que leurs voisins de « grande banlieue ».

Joseph et Eliane habitent Aubervilliers depuis toujours. Entre les rideaux dentelle du salon, on aperçoit, à 200 mètres à peine et entre deux immenses tours – « *des grandes horreurs comme on a fini d'en faire* », – le périphérique nord. De l'autre côté, la rue est calme et triste. Le petit immeuble, avec son dégradé de beiges et ses microscopiques fenêtres, date des années béton. Pas de code, bien sûr, une cage d'escalier bleu hôpital : l'ensemble aurait besoin d'un bon ravalement.

Sur les bords du canal

Lui est chaudronnier à Tremblay-lès-Gonesse ; elle, « *animatrice maternelle* » juste en face, à l'école Francine-Fromond. Les trois enfants les ont quittés, mais eux sont jeunes encore : une petite cinquantaine. Quelques légers problèmes de santé. Avec les enfants « *qu'on prend de plus en plus tôt* », Eliane doit « *se baisser de plus en plus bas* », et souffre d'une arthrose dorsale. Toutefois, avec leurs 15 000 francs de revenus nets mensuels, ils vivent, disent-ils, « *comme des privilégiés* ».

Le couple occupe – comme un habitant sur dix à Aubervilliers – une HLM de la ville. Il ne débourse chaque mois, pour le loyer de ce F4 de 110 mètres carrés que 1 700 francs. Voilà qui permet de faire des économies. La 305 a été achetée sans le moindre crédit ; le cadeau de Noël – une chaîne Sony avec platine laser – n'a pas trop dégarni le porte-monnaie. La télé a cinq ans, le lave-linge dix-sept, mais refusent, presque au désespoir de leurs propriétaires, de rendre vie.

Enfin, Joseph et Eliane n'ont pas de grandes envies. Un magnétoscope, un abonnement à Canal Plus ? Ce n'est pas leur fantaisie. Un micro-ondes ? Elle va faire ses courses dans les hypermarchés qui peuplent la ville et ses environs, achète sa viande « *à prix records* » aux abattoirs de l'Ouest, un peu plus loin dans la rue, et ses légumes aux halles « *des Asiatiques* », moins chères que le marché. Elle n'a donc pas besoin de surgelés.

Eliane travaille le samedi et pas le lundi, Joseph le lundi ; mais pas le samedi. Les week-ends sont forcément sages : télé, promenades au parc de La Courneuve ou sur les bords du canal. D'ailleurs, la famille n'aime pas beaucoup les voyages. Avec les enfants, les vacances se passaient en location sur l'Atlantique ou la Manche, des Côtes-du-Nord au sud de la Vendée.

Depuis qu'il est seul, le couple passe son mois d'août en Dordogne « *à pêcher et à se reposer* ». Les économies réalisées – 650 francs tous les mois sur le Codevi, jusqu'à 2 000 francs par mois à la caisse d'épargne – serviront sans doute à s'acheter une petite maison là-bas. A moins que ça ne soit à Aubervilliers même, parce qu'Aubervilliers leur plaît.

Michel, à quelques rues de là, a fait le chemin inverse. A trente-sept ans, il a dix ans de petits boulots (de la bonneterie aux pneumatiques) et dix autres années « *dans les fromages* ». Un jour – « *un peu tard peut-être* », il décide de monter à Paris. Rue Saint-Denis, il rencontre son futur employeur. Aujourd'hui, il a troqué son SMIC et ses huit heures par jour contre douze heures, mais « *au moins 12 000 francs par mois* ».

A Aubervilliers, dans son petit studio à 1 800 francs par mois, Michel ne fait que dormir. Et, à part quelques fringues achetées aux Quatre Chemins et un petit apéro le soir au bistrot du coin, il n'y dépense presque rien. Car Michel travaille à Paris, à Château-Rouge, à l'angle du boulevard Barbès et du marché Dejean, c'est-à-dire dans le haut lieu du *deal* de la capitale : à peine une demi-heure de métro, en changeant à la gare de l'Est. Mais, comme il se lève le matin à 5 heures, il n'a même pas le cœur, le soir, d'aller au cinéma. Même le soir du réveillon, il s'est couché à 11 heures.

Une drôle de vie peut-être, mais Michel ne s'en plaint pas. Il ne désespère pas un jour, grâce aux économies qu'il peut désormais réaliser, de s'acheter un pied-à-terre, ici, où il a de la famille auvergnate, ou même à Marx-Dormoy.

Une ville à la traîne

Les cours suivent la vie à Aubervilliers. Ceux de l'immobilier restent, en regard de la capitale si proche, exceptionnellement bas : entre 8 000 à 10 000 francs le mètre carré dans un immeuble pierre de taille du centre-ville. Ils attirent peu à peu banlieusards et Parisiens.

Aubervilliers demeure, selon le mot d'un bistrotier qui ferme au plus tard à 20 heures, « *une ville à la traîne* », fidèle à sa tradition ouvriériste, tissée de PMI et de PME qui recrutent souvent sur place. Quand une entreprise ferme ses portes, comme aujourd'hui les laboratoires Janssen, elle laisse des traces. Le taux de chômage est de 13 %.

Depuis deux ou trois ans, on observe un « *léger frémissement* », note un agent immobilier de l'avenue de la République, l'axe principal, constatant que « *les salaires augmentent chaque jour un peu plus* ». La ville a vécu ses heures douloureuses dans les années 70 et se remet peut-être doucement de cet « *assainissement* ».

Ailleurs, rue Ferragus, la charcutière se félicite d'avoir vu son chiffre d'affaires des fêtes augmenter de 13,5 % par rapport à l'année dernière. « *Les riches sont partis, les autres ont décidé de se gâter.* » Certes, la concurrence est chaque année moins grande, car « *les Chinois* » remplacent peu à peu les commerçants traditionnels. Mais ceux-ci y voient, malgré tout, un signe de prospérité.

La nuit tombe sur Aubervilliers. Les petites rues de garages, de ferrailleries et d'entrepôts, presque désertes le jour, s'éteignent tout à fait. Grises ou marron, les maisons de crépi – les mêmes que celles qu'on peut trouver à Antony, dans le vieux Suresnes ou à Puteaux – s'éclairent.

Odette et Gladys reviennent des Halles où elles ont fait leurs courses, « *pour ne pas avoir les mêmes pulls que ceux que tout le monde porte avec des jeans « zoulous » à Robespierre ou à Paul-Bert* ». Parfois, elles vont au cinéma, mais rentrent toujours de Paris avant 7 heures. D'autres élèves de leur classe, vont aux Quatre-Chemins ou à la mairie, « *là où on est sûr de rencontrer tout le collège et les seuls endroits de la ville où il y a quelque chose à faire* ».

Elles ne vont pas à la maison des jeunes, près du square Stalingrad, peut-être parce qu'avant elles habitaient Paris, peut-être seulement... Aujourd'hui, elles vivent dans des petits pavillons et, après une période d'adaptation, considèrent « *qu'on est plutôt bien à Aubervilliers* ».

Dans quelques années, le métro ira jusqu'à Roissy, le tramway de Bobigny jusqu'à Saint-Denis, et l'A 86 sera certainement achevée. Artificiellement irriguée, l'ancienne région de marécages, si une nouvelle crise ne s'en mêle pas, se remettra doucement de ses malheurs. Même si les roseaux et les poissons rouges du lac de la Maladrerie, dans la cité futuriste des années 80, sont morts, Aubervilliers ne désespère pas.

ARIANE CHEMIN

« Une France sans usines ? » de Jean-Louis Levet

Rattraper le temps perdu

« *LA santé est un état précaire qui ne présage rien de bon.* » La fameuse affirmation du docteur Knock pourrait servir d'épigraphe au livre de Jean-Louis Levet : « *Une France sans usines ?* » Depuis que nos entreprises vont mieux, qu'elles affichent des bénéfices confortables, que nombre de leurs dirigeants font la couverture des magazines spécialisés, les complaintes sur le déclin économique de notre pays paraissent démodées.

Pas du tout, répond J.-L. Levet. Sans doute, la détérioration de notre puissance productive est-elle plus complexe qu'on a bien voulu le dire jadis, mais elle se poursuit inexorablement et il est dangereux de jouer les autruches.

Des comportements d'enfant gâté

C'est que nous vivons dans un monde occidental qui bouge très vite et nous nous essoufflons à essayer – en vain – de rattraper un retard qui a pris sa source dans des comportements ancestraux d'enfant gâté et protégé. Depuis 1984, l'aiguille du baromètre de nos échanges industriels descend vers le sombre. Face à une demande mondiale qui a progressé de 19 % au cours des six dernières années, la France a perdu 10 % de ses parts de marché dans le monde, pendant que l'Italie en gagnait 9 %, la RFA 14 % et le Japon 23 %.

Nos faiblesses ? La spécialisation des concurrents est très concentrée alors que l'industrie française reste très dispersée : nos approvisionnements viennent de plus en plus de pays développés et nous tentons de combler notre déficit en développant nos ventes au tiers-monde : nous manquons de grands pôles de compétitivité et les exportations françaises de produits de haute compétitivité sont insuffisantes.

Certes, nous avons des points forts (aéronautique, aérospatial, armement, nucléaire, matériel ferroviaire, pharmacie, agro-alimentaire). Mais ils sont désormais confrontés à une période d'adaptation difficile au cours de laquelle ils devront de moins en moins compter sur les marchés publics et de plus en plus sur l'augmentation de la concurrence mondiale. Sans doute, l'appareil productif français se métamorphose et notre auteur applaudit aux grandes manœuvres des groupes qui se branchent sur l'industrie mondiale, à l'arrivée d'une nouvelle génération de managers dans les PMI, mais les blocages sont encore loin d'être tous éliminés.

La libération des prix le 1er décembre 1986, la suppression en janvier 1987 du contrôle quantitatif du crédit et du contrôle des changes en décembre 1989, ainsi que la réforme du marché des capitaux vont dans le bon sens, mais malgré ces améliorations, les charges sociales et fiscales sur les entreprises demeurent les plus lourdes de tous les grands pays industriels. D'autres blocages, hélas, ont la vie dure. Les à-coups du budget de la recherche-développement depuis une trentaine d'années sont traumatisants. Et l'on sait à quel point la formation est peu adaptée en France aux nouveaux enjeux industriels. Il ne faut pas exonérer les entreprises du mal-être de l'industrie. Pendant longtemps, la France a eu le triste privilège d'introduire avec retard les innovations technologiques et de saisir sans assez d'empressement les occasions de marché. De même commence-t-elle seulement à percevoir les avantages de la stratégie du partenariat. Aux groupes multinationaux et aux conglomérats rigides succèdent en effet les confédérations d'entreprises indépendantes, liées entre elles par toutes sortes de relations (joint-ventures, consortium, etc.).

Un pays à deux vitesses

« *Il reste*, écrit notre auteur, *que le dynamisme à l'égard de la qualité d'au moins un tiers des entreprises industrielles engendre l'espoir.* » Il n'y a pas en effet que de la morosité dans le livre de Jean-Louis Levet. S'il a mis l'accent sur les défaillances de notre appareil productif ce n'est pas par masochisme, mais pour que l'on repère bien où il faut agir.

Un ouvrage qui, sans emphase, avec des analyses très claires et des comparaisons vivantes, donne à réfléchir à ceux qui voyaient déjà un peu trop vite la sortie du tunnel. Il y manque seulement une réflexion sur le sujet suivant : si on essaie de rattraper notre retard à bride abattue, le risque n'est-il pas grand de voir l'écart se creuser un peu plus entre *les citoyens d'une France à deux vitesses* ?

PIERRE DROUIN

► « Une France sans usines ? » de Jean-Louis Levet. Préface de François Dalle. Ed. Economica. 190 p., 95 F.







CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

La maladie américaine

MOINS déterminant qu'il ne le fut dans le passé, le poids de l'économie américaine, pour ne parler ici que d'« économie », reste et restera – quelle que soit la tournure prise par les événements en Europe – suffisamment lourd pour ne pas se faire oublier. Il est une autre raison pour s'intéresser de près à ses points forts mais aussi à ses faiblesses, qui sont à peine moins évidentes.

Soit par mimétisme – cas, en gros, de la France et de la Grande-Bretagne, – soit – cas plus général – en vertu de la logique perverse du système dollar, qui continue à régner sur le monde pliant à ses exigences non seulement les marchés monétaires et financiers, mais aussi, dans une large mesure, les courants *d'échanges portant sur* les marchandises et services), les faiblesses américaines sont aussi les nôtres. L'évolution récemment constatée sur les marchés des changes en est, *hélas ! une* illustration presque parfaite.

Dans ce domaine, pourtant, *il peut* paraître absurde, à première vue, de parler de faiblesse *partagée*. Si le dollar baisse, c'est évidemment par rapport aux autres grandes monnaies convertibles, et donc pratiquement par rapport aux monnaies européennes et par rapport au yen, lesquelles sont alors en hausse. Cependant, le deutschemark, une fois de plus en tête du mouvement ascensionnel, est à grand pas en train de devenir une devise « forte » au sens américain du terme. Autrement dit dans un sens très fragile et très relatif.

Le signe presque infaillible de la bonne santé intrinsèque d'une monnaie, c'est des taux d'intérêt bas, sauf, bien sûr, si *ce bas niveau est obtenu artificiellement* par des interventions systématiques de l'Institut d'émission visant à faire monter le cours des créances, mais dans ce cas le phénomène ne durera pas longtemps. Or, il n'est plus guère que le yen – et encore de moins en moins – pour satisfaire à peu près à cette définition. Emprunter en Allemagne et en Suisse est devenu cher.

Les raisons de cette dégradation générale ou quasi générale ? C'est en Amérique qui continue à mener la danse, qu'on a sans doute les meilleures chances d'en trouver les principales. Comme cela est rituel à cette saison, toute une armée d'économistes, d'experts de tout poil, de commentateurs, font connaître leurs prévisions *sur les perspectives* de l'économie américaine, du dollar, des taux d'intérêt, de Wall Street, etc.

Le « consensus », comme on dit aux Etats-Unis (mais pour ajouter aussitôt, les cuisantes déconvenues du passé aidant : c'est donc autrement que les choses se passeront !), semble s'établir présentement autour d'un pronostic sans éclat : le ralentissement de l'activité, déjà sensible, risque de gagner un secteur après l'autre. Le résultat le plus probable est pour l'année qui commence une croissante faible, voire une légère recession ; la politique, réelle ou supposée, du Fed consistant à relâcher prudemment les rênes du crédit serait ainsi bien partie pour réussir, *menant*, pour employer le cliché à la mode, à un atterrissage en douceur *(soft landing) de l'économie et de la monnaie américaines.*

Mais les investisseurs, professionnels ou privés, doivent évidemment être plus précis pour *orienter leurs* placements. On trouve parmi eux toute la gamme des opinions. Un phénomène nouveau attire l'attention : le très net coup de frein donné par les banques au crédit, dont le formidable essor – cela est enfin très largement reconnu – a été un des traits fondamentaux des sept dernières années d'expansion (et de gains boursiers énormes). Prêteriez-vous encore à Campeau (cette société canadienne qui possède plusieures chaînes de distribution aux Etats-Unis et dont les déboires financiers défraient la chronique) demande un bon observateur. Mais cela signifie-t-il que les taux vont monter à cause des énormes besoins de liquidités d'une économie où *les* débiteurs sont massifs (l'Etat fédéral et ses « agences », ainsi *désormais que beaucoup d'administration* locales) et innombrables (sociétés et particuliers), *ou bien, au contraire*, vont diminuer, beaucoup d'emprunteurs potentiels renonçant à leurs projets de dépenses (tant d'investissement que de consommation) ? Sur cette question cruciale, simple à formuler, difficile à résoudre, les gestionnaires les plus en vue sont divisés.

Quand les commentateurs les plus *réputés* en étaient encore à ne s'intéresser qu'à l'évolution des grands agrégats de la comptabilité nationale, d'où les *notions de capital et d'endettement sont* absentes par construction, un petit groupe d'économistes anglophones publiant à Montréal sous la direction d'Anthony Boeckh un bulletin mensuel appelé *The Bank Credit Analyst* s'était attaché à *recueillir et à analyser le maximum* d'informations concernant le crédit. Son travail s'inspirait de l'idée, confirmée par l'histoire, que les oscillations du crédit n'ont cessé de régler tout au long des deux cents dernières années la succession des phases d'expansion et de récession (ou de dépression). Dans leur dernier supplément annuel du mois de janvier (« Outlook 1990 »), ils se demandent pourquoi les Etats-Unis sont devenus une nation à ce point *« non liquide »*, la liquidité étant définie par eux comme la capacité pour un débiteur quelconque de faire face à une soudaine demande de remboursement.

Et d'abord cette remarque préliminaire : *« Le processus à travers lequel une économie perd sa « liquidité » est long et complexe. Il reflète tant des changements de structure que des habitudes différentes de la société. Détenir des liquidités implique pour les individus, les sociétés, les banques à la fois un coût et un avantage. Le coût est constitué premièrement par le manque à gagner résultant de la moindre rentabilité des actifs liquides (1) par rapport aux actifs non liquides, et deuxièmement par la renonciation à faire usage en totalité de sa capacité d'emprunt. L'avantage de garder une position d'ensemble liquide est d'une part un moindre risque et une moindre vulnérabilité devant les imprévus désagréables, et d'autre part une marge de manœuvre accrue pour saisir au vol les occasions favorables qui peuvent se présenter. »*

CES lignes se dispensent de commentaires. Elles permettent d'emblée d'identifier la cause première d'une dérive vers un endettement croissant et disproportionné, d'abord synonyme de liberté vis-à-vis des règles d'une gestion trop étriquée et pusillanime, ensuite, à partir d'un certain seuil, paralysante. En termes non financiers, mais ô combien applicables à une certaine pratique des *affaires de plus* en plus répandue, en tout premier lieu dans le monde anglo-saxon (les *golden boys) :* l'obsession du « tout, tout de suite ». La tentation est d'autant plus irrésistible que, écrivent encore nos auteurs, *« une première phase, l'accroissement des dettes et l'érosion de la liquidité, a un effet stimulant. Ceux qui s'y livrent avec le plus d'entrain paraissent les plus avisés... ».*

Ces considérations amènent les analystes de Montréal à constater qu'au fil des ans les Américains *en général ont* laissé s'émousser un à un les principes d'une saine gestion financière. La formulation qu'ils en donnent pourra paraître parfois banale, sinon vieux jeu. Il se fait pourtant que, pour l'essentiel, elle rejoint des préoccupations qui refont *surface, et* apporte de l'eau au moulin au débat que plusieurs économistes de renom, et non des moindres, sont en train, par leurs critiques, de faire revivre sous une forme moderne.

Un premier principe qu'il conviendrait de respecter, écrivent Boeckh et ses amis, est le suivant : *« Il devrait y avoir un lien entre l'émission de monnaie et la création de nouveaux biens et services offerts sur le marché. »* Rappelons ici que, sous le régime de l'étalon-or, régnait une doctrine selon laquelle une banque ne pouvait porter à son actif que des créances *self liquidating*. Le modèle en était le crédit accordé à un industriel pour trois mois afin de lui permettre de financer la production d'articles vendus pendant le même délai. Ce système avait ses failles et ses rigidités, mais on s'est porté à l'autre extrême.

Autres principes qu'on a cessé aux Etats-Unis (pas seulement aux Etats-Unis, comme cela va ou devrait aller sans dire) de prendre en considération : *« Les institutions financières devraient aligner l'échéancier de leurs engagements (dettes) sur celui de leurs rentrées de fonds liquides, et se garder de la tentation d'emprunter à court terme pour prêter à long terme. Cette dernière pratique, considérée désormais par certains comme inhérente au métier de banquier, nous la dénommons, en France, transformation. »*

Maurice Allais, prix Nobel en science économique, y voit une des sources principales, sinon la principale source, du désordre financier ambiant. La solution radicale qu'il propose : interdiction aux banques de dépôts de faire des crédits et obligation *faite* aux institutions destinées à se spécialiser dans cette dernière activité de financer toute avance de fonds sur des ressources d'échéance plus longue.

SOUS une autre forme et en conclusion d'un raisonnement en partie différent, un expert américain, M. Lowell Bryan, ayant travaillé notamment pour la firme McKinsey, vient de recommander une solution très voisine dans un ouvrage traduit en français et préfacé par André Lévy-Lang (président de la Compagnie bancaire) qui a fait du bruit dans la profession (2). *« On ne devrait se permettre aucun endettement permanent auprès des banques. »*

Cette proposition est essentielle, elle fournit la clef de la « liquidité », tant pour chaque particulier et pour chaque société que pour l'économie tout entière. Mais elle est non seulement ignorée mais délibérément bafouée par ceux *qui devraient veiller à son respect*. Le perfectionnement de la perversion consiste dans le fait que c'est le créancier, en l'occurrence le banquier, qui, sur une échelle jamais vue, encourage l'endettement permanent avec les résultats qu'on a déjà vus avec le *Mexique (le dernier avatar de cette politique*, c'est l'essor du « crédit personnel »).

Aussi nous arrêterons là une énumération qui pourrait passer pour un rappel à l'ordre du genre « prêchi-prêcha ». Non toutefois sans avoir cité cette précision donnée encore par le *Bank Credit Analyst : « Beaucoup de crédits prétendument à court terme sont accordés à des entreprises qui, elles aussi, ne sont pas liquides et ne seront jamais en mesure de rembourser leurs créanciers. »* Cette dernière observation rejoint cette remarque d'Alain Minc faite il y a plus de dix ans : *« Le vrai long terme, c'est de nos jours le plus souvent le court terme. »*

(1) Rappelons ici qu'un actif liquide est un avoir qu'on peut vendre à tout moment sans perte appréciable. Le prototype en est le bon du Trésor.

(2) *La Banque éclatée*, Inter-éditions, 8, avenue du Maine, Paris.

Notes de lecture

par ALFRED SAUVY

RENÉ SÉDILLOT

Histoire morale et immorale de la monnaie

Historien, plus encore que journaliste, mais excellent dans les deux guerres, René Sédillot est, sans doute, le meilleur spécialiste, dans le monde, de ce domaine « vulgaire » qu'est la monnaie. Découverte du feu, puis de la roue, enfin, novation suprême, l'invention de la monnaie. Jusqu'à l'écu et à la « carte à puce », l'histoire ramassée des échanges défile devant nous, parfois surpris, parfois bercés, toujours sous le charme.

Nous ne sommes certes pas tenus de suivre cette marche, plume en main, et neurones alertés. Privilège du lecteur, il vole. L'inflation, vous connaissez ? Sous diverses formes et bien avant son baptême, elle se poursuit et désigne aujourd'hui, à tort bien sûr – toute hausse des prix.

Remontons cependant au déluge : que connaissons-nous des Romains ? Les guerres puniques, Mithridate, mais encore ? Rome donne, à la monnaie, sa structure, plus agissante dans l'Histoire que le nez de Cléopâtre. Peut-on se passer de monnaie ? Seul un ermite répondra négativement.

Le loyer de l'argent, le taux d'intérêt ? Rusons avec la vertu. Mais nous voilà plongés dans Marx et du coup... à Sparte ! Impitoyable et audacieux, cet agent de voyage ! Où nous mène-t-il ? Au Pérou des Incas, au Paraguay des jésuites, dans les kibboutz et aussi en URSS et, bien sûr, dans la *Chine de Mao*.

Bibliographie sérieuse où manquent cependant les noms de la Rochefoucauld-Liancourt et surtout d'Ibn Khaldoun et de Dutot, disciple, combien opti miste, de Law. Illustrations.

★ **Bordas Cultures, Paris 1989, 26,5 cm, 383 p., 195 F.**

RENÉ DUMONT

Mes combats

Nous les avons tous suivis, ces combats et approuvés, jusqu'au point où nous devions sacrifier quelque chose, ne serait-ce que notre temps. Cet ouvrage, qui devrait être lu par tous, mérite aussi de larges émissions à la télévision, le titre étant remis au singulier, tant cette lutte est une.

Moins originale, peut-être, que le « guerre à la guerre », mais révélateur, cet exposé : qui de nous n'a pas, quelque jour, tremblé, à l'idée d'une guerre nucléaire ? Le sort du monde se joue-t-il, cependant, dans les quinze prochaines années ?

La deuxième partie décrit le schéma d'une démocratie étendue à l'économie. Un droit est ici attaqué : le droit à l'automobile, présenté aujourd'hui, en Suisse, est-il dit, comme un « droit à l'assassinat ». *Au lecteur est, presque sur tous les points,* proposée une critique franche et précise.

C'est dans l'application pratique que peuvent s'élever des contestataires, notamment pour la généralisation de la limitation des naissances, si désirable qu'elle soit. La clef, eût-il été utile de le préciser, se trouve dans l'enseignement de la puériculture.

Dès l'instant que des mécanismes économiques ou démographiques échappent à notre pionnier, des relais sont nécessaires. Au-delà des soucis *écologiques*, faiblement exprimés, le gouvernement ne devrait-il pas lancer une vaste campagne, nationale et européenne ?

Un grand livre, un grand sujet, un grand homme.

★ **Plon, Paris 1989, 21 cm, 239 p., 120 F.**

PIERRE GROU

Les multinationales socialistes

Avant-propos de Carl H. Mac Millan, professeur à l'Université Carleton d'Ottawa.

Réalisé avec le concours de Ph. Bercot, Fatima Hatif, D. Mertens, Liliana Ostos et Nian Wang, cet ouvrage nous informe sur un aspect peu connu des relations entre les deux régimes. Le « rideau de *fer », nous dit l'avant-propos, n'est plus un obstacle* à la création d'entreprises situées de l'autre côté de leur siège social. Celles-ci apportent, aux pays de l'Est, de précieuses devises.

De 1980 à 1987, plus de trente-cinq nouvelles sociétés hongroises se sont établies dans les territoires de l'OCDE. *Dans l'ensemble, il y a plusieurs* centaines de multinationales socialistes. L'auteur va juqu'à employer l'expression « espace multinational » elle-même dépourvue de sens, mais significative.

Les multisocialistes à l'Ouest sont surtout des firmes commerciales et des banques. Le mouvement s'est accéléré depuis 1970, mais, vers 1980, le total investi ne dépassait pas 500 millions de dollars. Premier acte : l'exportation, suivie, si elle est suffisante, d'une acquisition et d'une implantation, surtout commerciale.

Trente-neuf firmes et quatre banques sont implantées en France ; sur les quarante-trois, onze sont Soviétiques. C'est surtout la région parisienne qui est choisie. Ces *sociétés* ont des actionnaires mais, sont, pour la plupart, en perte et endettées. Appelé cependant à s'étendre, le mouvement est peut-être la manifestation la plus franche de la normalisation des rapports. L'intérêt prime l'affectivité. Comment s'en plaindre ?

★ **L'Harmattant, Logiques économiques, Paris 1989, 21 cm, 90 F.**

CLAUDE ALBAGLI

L'économie des dieux céréaliers. Les lois de l'autosuffisance alimentaire

Nous serions impardonnables d'ignorer qu'une grande proportion des habitants de l'Afrique noire est sous-alimentée et que cette non-satisfaction des besoins vitaux entraîne des déficiences physiologiques. *Le début pouvait donc n'être qu'un très bref rappel.*

L'ouvrage commence par une citation de F. Quesnay, qui nous met bien dans le sujet, sans aborder les moyens. Bien acceptable dans une citation, cette insuffisance est regrettable pour un ouvrage consacré au sujet. Certes, plus d'un profane occidental, un peu irrité et peut-être même victime d'un certain remords, souhaite le déclenchement d'une évolution plus favorable et connaître les obstacles techniques et humains, qui *s'opposent au progrès de la technique agronomique.*

L'exemple de l'Afrique contemporaine conduit l'auteur à décrire l'histoire du développement européen, particulièrement celui de l'Angleterre du dix-huitième siècle (rappels de P. Bairoch), mais ce rappel nous éloigne plutôt de la question ; moins utiles encore, les considérations sur l'optimum de population, alors que les moyens de réduire la natalité (puériculture notamment) ne sont pas étudiés.

Faut-il suivre A. Tevœdjre, ancien directeur adjoint à l'OIT, quand il propose une migration de la ville vers la campagne ? Tout au plus pourrait-on espérer l'arrêt de l'exode rural.

Si l'on considère comme prématurée une éducation en vue de la réduction des naissances, à tout le moins eut-il fallu insister sur l'accroissement des rendements et plus particulièrement sur l'enseignement agricole, qui, en Asie, a donné le si heureux résultats.

Il n'y a pas de dieux céréaliers, mais il peut y *avoir des maîtres éducateurs quasi providentiels.*

★ **Afrique 2000, 1989, 24 cm, 219 p., 130 F.**

PHILIPPE J. BERNARD

Histoire du développement économique. XVIIIe-XXe siècles

L'auteur a été président du département, si important Humanités-Sciences sociales, à l'Ecole polytechnique. *D'où vient l'essor européen aux dix-neuvième et dix-neuvième siècles,* que l'on appelait pas encore le développement ? L'auteur préfère présenter la suite des mouvements et les commenter.

La fin des famines et la baisse de l'âge au *mariage sont citées, mais appelleraient*, elles-mêmes, une *explication. Par* contre, une fois de plus, nous ne voyons pas pourquoi la baisse de la natalité en France a précédé – et de loin – celle des autres pays et notamment de l'Angleterre.

Il semblerait qu'un bouton a été poussé, provoquant la mise en marche. Le progrès s'est accéléré, entrecoupé de crises passagères, expliquées individuellement, sans présentation d'un mécanisme général autre que l'accumulation des stocks. Vient *alors* l'inévitable et *inutile* rappel des *prétendus* cycles Kondratief, avec présentation des prix de gros aux Etats-Unis alors que ceux d'Angleterre et de France eussent été plus probants.

Un intéressant chapitre sur l'inégalité des régions est suivi d'une curieuse et *heureuse* estimation de M. Rodinson : la doctrine de l'Islam ne s'oppose pas, directement, au développement. Reprenant notre marche en avant, nous tombons sur la crise des années 30, *sans* toutefois l'exposé de l'échec du New-Deal de F. Roosevelt, ni la *reprise rapide* de Paul Reynaud. La guerre sautée, nous voici dans les Trente glorieuses et les chocs pétroliers, aussi familiers que l'emploi abusif du mot crise.

Le *développement* économique doit se poursuivre. Remarquable parcours.

★ **Ecole polytechnique, Ellipses 1989, 24 cm, 238 p.**



PAUL FABRA

Le Monde
DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT — CNPG EST MEMBRE DU RESEAU EUROPEEN ENEX

Société Conseil en Propriété Industrielle (Brevets, Marques, Modèles), nous comptons une trentaine de collaborateurs. Notre croissance régulière, notre volonté de qualité et de performance nous amène à *créer le poste de :*

Directeur Administratif, Financier et Ressources Humaines

basé à Paris

En étroite collaboration avec la Direction Générale, vous aurez en charge :
- l'organisation, le contrôle de l'activité comptable (générale et analytique)
- la mise en place d'une politique de gestion, de trésorerie et de finance
- la responsabilité du secrétariat général
- l'intendance courante.

En outre, vous aurez, en participant à la définition de notre projet d'Entreprise, à définir, construire et impulser notre gestion des ressources humaines, notamment :
- *la définition et la prévision des besoins*
- l'instauration du suivi professionnel et de l'évolution
- le lancement d'une politique de formation personnalisée
- la réflexion et les décisions quant à la politique de rémunération.

Ce poste vital pour notre développement nécessite un collaborateur expérimenté dans le domaine des services, de formation supérieure qui, à 35/40 ans, souhaite mettre en oeuvre son sens de l'organisation, sa capacité de dialogue et de négociation et son goût de l'animation.

Votre évolution personnelle accompagnera la croissance de notre Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV, prétentions) sous référence ME/M/1236 à notre Conseil :

CNPG Ressources Humaines — CNPG CONSEIL — 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.

BRUXELLES - FRANCFORT - LONDRES — MADRID - MILAN - ZURICH

Notre groupe de services compte parmi les tous premiers. Pour renforcer notre équipe de développement, nous recherchons un



Homme de prospective, de marketing et de finances

• La trentaine, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale,...) + cycle de gestion ou d'une grande école de commerce option finances et vous parlez couramment anglais.

• En Cabinet et en Entreprise, vous avez traité des dossiers importants de restructuration et d'acquisition d'entreprises.

• Votre sens de l'équipe, vos capacités de négociation, votre autonomie, votre patience et votre discrétion sont des qualités nécessaires à votre intégration et à votre évolution dans notre Groupe.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de très haut niveau où vos capacités à associer des activités opérationnelles et fonctionnelles vous ouvriront les plus larges perspectives de carrière.

oryade — *Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence LM/166, à notre Conseil : Jacques PICARD - 16 avenue Hoche 75008 PARIS*

DIRIGER ET DEVELOPPER L'ACTIVITE
"Conseil en recrutement"

D'UN DES PREMIERS GROUPES EUROPEENS DE CONSEIL EN MANAGEMENT ET ORGANISATION

Entièrement responsable de cette entreprise en France, vous coordonnerez le développement des activités existantes dans d'autres pays européens et créerez de nouvelles implantations.

HEC, d'environ 35/40 ans, vous avez exercé la pleine responsabilité d'une activité autonome. Une forte expérience du marketing de services intellectuels, de la direction de cadres professionnels et la *connaissance de différents types d'entreprises sont indispensables.* La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Adressez votre candidature sous réf. 190 à Véronique de Marco - 29 rue Championnet - 75018 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

850KF +
DONT INTERESSEMENT AUX RESULTATS

PILOTER NOTRE EVOLUTION

Nous sommes une caisse de retraite (70 personnes) et nous recherchons

NOTRE DIRECTEUR

Vous avez 35 ans minimum, une formation supérieure (**BAC + 5**), et vous êtes familiarisé avec l'informatique de gestion. Vous avez assumé des responsabilités aux niveaux **gestion, juridique** et **management**, et vous cherchez à prendre votre mesure dans un poste de Direction.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre caisse.

Vos missions comporteront notamment la définition avec le conseil d'administration de **la politique** à mettre en œuvre, la mise en place de nouvelles **procédures** de gestion à l'aide d'un outil **informatique** performant, l'**organisation** et l'**animation** des différents services et les **relations** avec les cotisants, les allocataires et les autorités de tutelle.

La connaissance du monde de l'assurance n'est pas indispensable mais faciliterait votre adaptation.



Adressez votre dossier de candidature sous réf. 687-M à notre Conseil
Elisabeth et Didier FRENCH
Conseils en Gestion de Ressources Humaines
17, rue Mirabeau, 75016 Paris. Discrétion assurée.

---

labinal — Notre filiale, spécialisée dans l'étude, le développement et la réalisation **d'équipements électromécaniques destinés à l'industrie aéronautique et militaire**, recherche son

Directeur technique
n° 2 de l'entreprise

Rattaché au PDG, vous avez une très large délégation quant au fonctionnement général de la filiale, **située en région parisienne.**

Vos missions :
- être **l'interlocuteur privilégié auprès de la clientèle** (Etat, Equipementiers aéronautiques) dans la définition des produits et le choix des solutions optimales ;
- donner **l'impulsion à la fonction conception** en animant un B.E., en le guidant dans ses choix et en contrôlant la cohérence de ses propositions ;
- superviser et **coordonner la réalisation** à travers les Essais, la fabrication et la sous-traitance ;
- conseiller le service **Qualité** dans le cadre du RAQ.

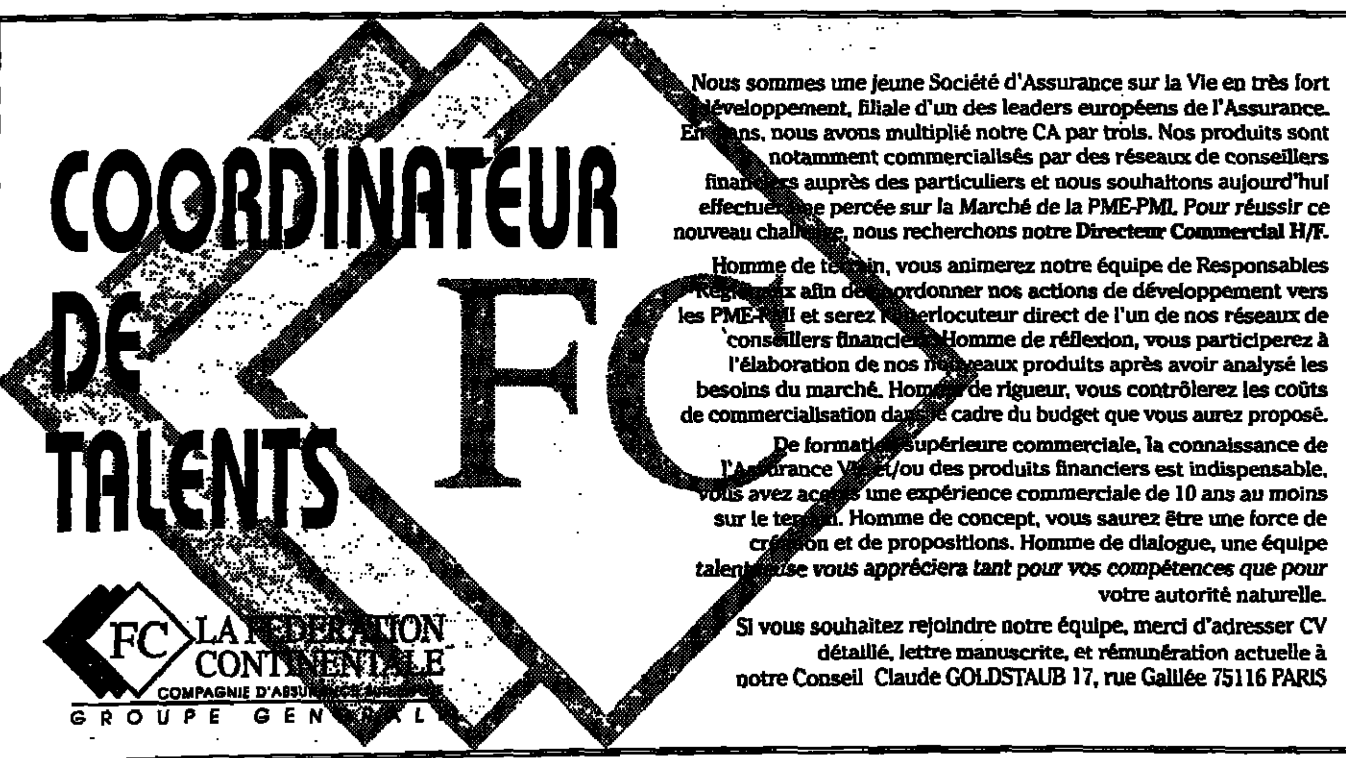
Ingénieur Electrotechnique de formation (ESE, ENSIEG, ENSEEIHT,...), vous avez au moins 40 ans. **Concepteur, réalisateur et animateur,** vous justifiez d'une expérience confirmée et réussie en PMI, dans l'étude, le développement et l'industrialisation de **machines électriques.**

Votre connaissance de l'aéronautique, de l'armement et des services officiels, votre maîtrise de l'anglais, constitueront un "plus"

Gilbert Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, **en mentionnant votre rémunération actuelle,** sous référence **8955.**

GR&P **Gilbert Raynaud & Partners** — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — 7 rue de Monceau, 75008 Paris (1) 42.89.10.25

MEDIA-SYSTEM



Nous sommes une jeune Société d'Assurance sur la Vie en très fort développement, filiale d'un des leaders européens de l'Assurance. En [illegible] ans, nous avons multiplié notre CA par trois. Nos produits sont notamment commercialisés par des réseaux de conseillers financiers auprès des particuliers et nous souhaitons aujourd'hui effectuer une percée sur la Marché de la PME-PMI. Pour réussir ce nouveau challenge, nous recherchons notre **Directeur Commercial H/F.**

Homme de terrain, vous animerez notre équipe de Responsables Régionaux afin de coordonner nos actions de développement vers les PME-PMI et serez l'interlocuteur direct de l'un de nos réseaux de conseillers financiers. Homme de réflexion, vous participerez à l'élaboration de nos nouveaux produits après avoir analysé les besoins du marché. Homme de rigueur, vous contrôlerez les coûts de commercialisation dans le cadre du budget que vous aurez proposé.

De formation supérieure commerciale, la connaissance de l'Assurance Vie et/ou des produits financiers est indispensable. Vous avez acquis une expérience commerciale de 10 ans au moins sur le terrain. Homme de concept, vous saurez être une force de création et de propositions. Homme de dialogue, une équipe [illegible] *vous appréciera tant pour vos compétences que pour* votre autorité naturelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, merci d'adresser CV détaillé, lettre manuscrite, et rémunération actuelle à notre Conseil Claude GOLDSTAUB 17, rue Galilée 75116 PARIS

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Le Monde
CADRES

Juriste d'Entreprise

SOLVAY, groupe chimique mondialement implanté (45000 personnes, CA 40 Milliards de FF) est fortement représenté en France dans le domaine de la chimie lourde, la transformation de matières plastiques, la pharmacie.

Le service juridique de la Direction Nationale France intervient dans tous les domaines du droit des affaires : contrats, *droit de la responsabilité, droit des sociétés,* contentieux... Il cherche à intégrer un cadre confirmé pour renforcer les structures existantes.

Diplômé d'études supérieures (maîtrise + *DESS* en Droit des Affaires) vous avez une expérience solide (5 à 10 ans) et polyvalente, y compris en droit communautaire, acquise soit dans le service juridique d'une entreprise, soit en cabinet d'affaires.

En fonction de vos capacités, de votre rapidité d'adaptation, vous prendrez la responsabilité d'un certain nombre de dossiers de façon autonome. La pratique de l'anglais est un atout.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. JE190 à la



Direction du Personnel
12 cours Albert 1er
75008 PARIS

DASSEIN



MAESTRO SA, filiale de MATIF SA, a pour vocation la transmission d'un savoir-faire aux adhérents de MATIF SA en matière de gestion back-office (logiciels, services d'assistance-formation et de conseil ...).
Les projets de MAESTRO SA sont nombreux et diversifiés. Ainsi pour mieux répondre aux besoins croissants de nos clients, nous renforçons notre équipe du service FORMATION-CONSEIL par l'intégration d'un nouveau :

CONSULTANT (H/F)

Vous aurez pour mission de :
- former les intervenants sur le Marché, ainsi que leurs clients, à la gestion administrative des opérations MATIF
- assister et conseiller la clientèle dans la recherche de solution de problèmes liés aux techniques de gestion back-office
- contribuer à l'évolution des logiciels et services proposés à la clientèle.

Une formation sur les logiciels de back-office est assurée.
De formation BAC + 4 (Ecole Supérieure de Commerce...), vous avez une première expérience (1 à 3 ans) en milieu bancaire et si possible une première approche des nouveaux instruments financiers.
Vous possédez de solides connaissances en comptabilité bancaire.
Votre forte capacité d'assimilation et vos qualités relationnelles vous conféreront rapidement une réelle autonomie au sein d'une structure évolutive.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence M/513 sur l'enveloppe, à notre conseil

ornicar 6, rue Halévy 75009 PARIS





Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Le soi est maître du soi, lorsque mémoire et liberté se font conscience.

Le fardeau de
l'ignorance, du désir et de
l'attachement aux fruits de
l'action pèse sur nous, mais la liberté
guide notre barque sur l'océan du monde,
vers des eaux vierges et immobiles où sa
trace devient perceptible. Une trace qui
prend sa source dans la mémoire et
se répand dans tout l'espace
pour lui revenir en une
onde éternelle.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT DES HOMMES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Membre du comité de pilotage, vous serez partie prenante de notre évolution :
1 MF en 1982 - 1 Milliard de Francs en 1992

Vos commentaires joints à votre curriculum vitae nous aideront à faire connaissance.

Jean-Claude MILLET - PDG d'Imaje S.A. - 9, rue Gaspard Monge
BP 110 - 26501 BOURG-LES-VALENCE CEDEX

marquons notre temps



MEDIAPA



FIDAL
FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

Vous souhaitez allier réussite professionnelle et qualité de vie, optimiser votre carrière dans la région à laquelle vous êtes attaché. Notre cabinet, leader dans le domaine du conseil juridique et fiscal, vous offre cette opportunité.
Participez à notre développement au sein de l'un de nos bureaux, rattachés à 23 pôles régionaux. Nous recherchons des :

Conseils Spécialisés

EN DROIT DES SOCIETES

EN FISCALITE

Expérience minimum exigée : 3 ans.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, localisation géographique, prétentions) à :

KPMG - FIDAL - 2 bis, rue de Villiers - 92309 LEVALLOIS-PERRET, à l'attention de Madame LECLERCQ.

MEDIAPA



Leader européen dans le domaine de la protection et de la sécurité et premier partenaire européen des grands constructeurs automobiles, VALEO NEIMAN recherche pour son centre de Troyes (10) :

INGENIEURS METHODES PRODUITS NOUVEAUX

Ce sont de véritables responsables de projets que nous recherchons. Dès la conception du produit, ils gèreront l'ensemble de l'industrialisation, des investissements... nécessaires à sa fabrication.
Ingénieur Grande Ecole (Arts et Métiers, INSA, etc...), 1 à 5 ans d'expérience. Connaissance produits grande série (automobile, électro-ménager...). Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence DS/RFF.M à notre conseil MF PARTNERS — 54, rue du Faubourg Saint-Honoré — 75008 PARIS. Totale confidentialité.

MF & PARTNERS

MEMBRE DE SYNTEC

Valeo *L'Equipement Automobile*



Filiale d'une compagnie aérienne (3000 personnes, 1,1 milliard de CA) est le premier groupe français de la restauration du voyage.
recrute pour son principal Etablissement situé à Roissy/Charles-de-Gaulle

un chef de division opérationnel

De formation ingénieur, vous possédez 5 ans de pratique dans la gestion d'un centre de Profits (150 personnes) et vous avez l'expérience de la maîtrise des flux.

Votre mission consiste à :

- gérer les stocks de denrées, boissons, ventes à bord
- contrôler le bon fonctionnement du système de gestion des temps décentralisé et veiller aux respects des procédures
- s'assurer de la stricte application des mesures de sécurité et du respect des instructions douanières
- étudier et mettre en place les méthodes et moyens permettant d'améliorer la productivité et la qualité.

Vous possédez le sens du dialogue et de la rigueur.
Vous parlez l'anglais couramment.

Merci d'adresser CV avec lettre manuscrite, prétentions et photo à
SERVAIR - DAGS - 4, rue Ferrus 75014 PARIS

Le Monde
DIRIGEANTS

Directeur d'imprimerie
1 an pour devenir
Directeur général

LE MAINE LIBRE, filiale des Editions AMAURY, recherche un véritable patron pour son **imprimerie** basée au **MANS** (190 personnes - CA 75 MF, soit une progression de 80% en 3 ans).
Rendant compte au PDG, vous avez pour première mission l'analyse de l'existant et l'élaboration d'un plan d'optimisation de la rentabilité de l'imprimerie.
Au terme de cette période, et **en qualité de Directeur Général**, vos responsabilités opérationnelles couvriront l'ensemble des activités:

- **Commercial**: animation et coordination des actions, négociation avec les clients les plus importants, développement de la clientèle ;
- **Gestion**: élaboration de la politique financière et budgétaire, suivi de plans d'action ;
- **Technique**: amélioration de la productivité, fiabilité des plannings de fabrication ;
- **Personnel**: coordination de la politique sociale et salariale.

Agé d'au moins 40 ans, **ingénieur de formation**, vous justifiez d'une expérience confirmée et réussie de la direction d'un centre de *profit industriel intégrant le commercial et la gestion.*
Diplomate, animateur, pragmatique et doté d'un excellent relationnel, vous êtes prêt à relever ce challenge.
Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous référence **8956 M.**

GR&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Monceau. 75008 Paris. Tél. 42.89.10.25.

MEDIA-SYSTEM



SODAE
Membre C.S.N.C.R.

LA FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
PROCHE BANLIEUE OUEST
recherche un

ACHETEUR "SENIOR"

De formation Ingénieur, ayant une expérience Industrielle de 5 à 10 ans, plus une expérience des Achats de 2 à 3 ans minimum, vous aurez à :
- Gérer un budget de l'ordre de 100 MF.
- Rechercher et sélectionner des partenaires.
- Négocier les contrats.
- Animer les relations techniques entre les prescripteurs et les fournisseurs.
- Participer à l'élaboration et à l'application du plan "Qualité".

Vous avez une bonne connaissance de l'Anglais et le sens des *relations humaines.*
Une intégration réussie associée à de bons résultats seront les meilleurs garants d'une carrière évolutive au sein du groupe.

Adresser CV + prétentions + photo (retournée) à
SODAE, sous référence TL 1190,
62 bld du Maréchal Joffre, 92340 BOURG-LA-REINE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE INGENIEUR

Commencez par le technique Evoluez vers le technico-commercial

Nous sommes une société industrielle (230 personnes - chiffre d'affaires de 160 millions de francs), filiale d'un groupe international, leader incontesté dans le domaine des matériels de freinage de haute sécurité.

Nous recherchons un jeune ingénieur AM, INSA, ENSI..., débutant ou ayant une première expérience, et nous lui proposons une carrière diversifiée.

Il se formera au sein de la Direction Technique (service essais), puis il évoluera vers le Technico-Commercial.

Cette carrière conviendrait à un candidat alliant rigueur et bonnes capacités de contact, maîtrisant l'anglais.

Poste : banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. 2A 1682-10 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Un groupe leader de l'industrie française de dimension internationale et de forte notoriété *offre au sein d'une de ses importantes filiales* (2000 personnes, 4 usines), un poste évolutif d'

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Ce poste constituera un tremplin opérationnel et la réussite du titulaire lui permettra d'accéder à une *intéressante progression de carrière au sein de la société ou des autres filiales du groupe.*

SA MISSION : Il sera associé à l'ensemble des activités de la DRH et sera plus particulièrement en charge de : • LA FORMATION : *analyse des besoins, élaboration et mise en oeuvre des programmes* en étant l'interlocuteur privilégié des opérationnels, • LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL : promoteur du changement, il aura à mener des actions type groupe de progrès, cercle de qualité ou projet d'entreprise.

SON PROFIL : 30 ans environ, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure : Droit, Sciences Po, Sciences Humaines (CIFFOP - CELSA - DESS...) et d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans *acquise en milieu industriel avec une dominante formation et relations humaines.*

Bonne maîtrise de l'anglais nécessaire.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 2B 1629-10M
Discrétion absolue

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

FUTUR DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes une société française faisant partie d'un puissant groupe alimentaire de dimension internationale, nous poursuivons une politique dynamique de développement et nous recherchons celui qui gèrera nos ressources humaines (500 personnes, 3 sites industriels).

Directement rattaché au PDG, il sera chargé dans un premier temps, en tant que responsable du personnel : • de l'élaboration et de la mise en oeuvre de méthodes rigoureuses de gestion (paye - politique de rémunération - tableau de bord - prévisions - simulation grâce à l'outil information ...) • de la préparation et de l'application de la *politique sociale (relation avec les partenaires sociaux - CE - CCE...) • du développement* du potentiel humain (formation - recrutement - système d'appréciation...)

La réussite dans cette fonction qu'il assurera d'emblée dans toutes ses composantes lui permettra d'être nommé Directeur des Ressources Humaines avec une implication plus importante tant dans l'élaboration des politiques et des stratégies à LT que dans la participation au comité de direction de la société.

Pour ce parcours, le titulaire du poste âgé de 30 ans devra disposer : d'une formation supérieure : Sciences Po, Droit, DESS de gestion; CIFFOP... • d'une expérience de 5 ans environ dans la fonction personnel avec des responsabilités suffisamment polyvalentes pour en avoir maîtrisé et/ou abordé l'ensemble de ses composantes, • des qualités de rigueur, de dialogue et d'animation

Poste à Paris. Rémunération : **300.000 +**

Ecrire sous réf. 2 A 1679-10M
Discrétion absolue

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

HEC, ESSEC, SCIENCES PO ...
600.000 +

- Vendre, faire vendre, diriger des forces de vente, élaborer et mettre en oeuvre des *politiques de marketing et des stratégies commerciales, c'est votre talent;*
- Dans ce métier, vous avez fait la preuve de votre réussite;
- Vous êtes donc celui que nous recherchons, un

DIRIGEANT DE HAUT NIVEAU

- Nous vous proposons la direction d'une de nos sociétés de Consulting, spécialisée dans le développement des forces de vente par la Formation,
- Cette société occupe une place de premier rang, jouit d'une renommée européenne et son objectif est de doubler en 5 ans ses équipes et son chiffre d'affaires,
- Si vous partagez la conviction que, dans la compétition internationale, c'est la *compétence commerciale, à tous niveaux, qui fera la réussite des entreprises,*
- Si vous avez les qualités d'un "dirigeant" et le poids pour être reconnu comme un des leurs par les "dirigeants" qui seront vos clients,
- Nous vous offrons le challenge de valoriser vos dix ans d'expérience professionnelle en prenant la Direction de cette activité passionnante.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 2B 1417-1OM
Discrétion absolue

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



Présents dans 36 pays, nous sommes en Grande-Bretagne la première banque de dépôts et *dans les toutes premières* banques mondiales.
En France, notre stratégie de croissance répond à une forte ambition (500 personnes, 10 succursales actuellement).
Nous recherchons

RESPONSABLE ORGANISATION ET METHODES

Dépendant du Directeur du service, sa mission consistera à améliorer et optimiser les procédures et systèmes de travail, tant au niveau du siège que des succursales.
Pour ce faire, après évaluation, il concevra et développera les améliorations à apporter aux méthodes de travail actuelles, ainsi qu'aux formulaires et équipements (informatique, bureautique,...) utilisés.
Il étayera son action par des rapports écrits et documentés et chaque étude fera mention de résultats prévisionnels tant au point de vue de l'économie que du coût à réaliser.
Il assurera la mise en place et aura un rôle de conseil auprès de la Direction pour le suivi des actions décidées.
Il formera les utilisateurs aux nouvelles procédures.

Il justifiera d'une formation supérieure (Bac + 4 minimum) et d'une expérience de 4 à 5 ans en organisation et méthodes dans une entreprise de services, et de préférence dans le secteur financier.
Les contacts fréquents (écrits et oraux) avec le siège à Londres rendent la **pratique de l'anglais indispensable.**
L'autonomie mais aussi l'aptitude au travail en équipe, des qualités d'analyse et de synthèse, ainsi qu'une capacité à prendre des décisions et à communiquer à tous les niveaux *(écrit et oral) complètent son profil.*

Si vous vous reconnaissez, merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 2770 à
M. Hubert de Rigaud, *Directeur des Ressources Humaines,*
National Westminster Bank s.a.,
18 place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.



COMPAGNIE GENERALE DE PRODUCTIQUE

CHEF DEPARTEMENT ACHATS

Nous sommes la filiale (430 pers - 400 MF de C.A. dont 1/3 à l'export) d'un groupe industriel, de renommée internationale, GEC ALSTHOM. Nous concevons et réalisons au sein de la Division *Robotique et Matériaux de ce Groupe des biens* d'équipement et des systèmes sophistiqués intégrant mécanique, automatismes, informatique.. destinés à une clientèle industrielle diversifiée et exigeante (automobile, aéronautique, nucléaire)

Rattaché au Directeur Industriel, vous proposerez en mettrez en oeuvre la politique d'achat et d'approvisionnement (200 MF an) pour l'ensemble des *fournitures industrielles (sauf investissements) et la sous-traitance (études et réalisations)* dans une optique d'optimisation constante du ratio qualité-coût. Vous négocierez les grands contrats, superviserez l'activité de votre service (10 pers). Vous définirez et appliquerez une politique active d'assurance qualité achat auprès de l'ensemble de nos fournisseurs, dans un esprit de partenariat

Age d'au moins 35 ans vous possédez nécessairement un diplôme d'ingénieur (ESE... ou encore AM, ECAM, ICAM, IDN .) complété si possible par une formation à l'ESAP. Vous avez une expérience de la fonction acquise dans une société industrielle de taille équivalente. Une solide pratique de l'anglais (et peut-être d'une autre langue) et une disponibilité pour vous déplacer à la demande *chez nos fournisseurs européens sont nécessaires*

Le poste est à pourvoir à Orléans, ville Universitaire à forte implantation industrielle et tertiaire dans les technologies de pointe

Ecrire sous Référence 1194 LM a

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups 75012 PARIS

GEC ALSTHOM

Division Robotique et Matériaux

Imaginez-vous...

...au cœur de la communication interne

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe : près de 2 000 hectares tout près de Paris, une conception hautement technologique, des réalisations nécessitant la multidisciplinarité, une évolution planifiée jusqu'en 2017.

Imaginez-vous dans ce royaume où le talent est roi.

CHARGE DE COMMUNICATION INTERNE H/F

Au sein de l'équipe de notre division Ressources Humaines, votre créativité vous permet d'assurer la production de tous les documents liés à la communication interne : journal interne, flashs de communication, événements spéciaux.... .
Vos capacités rédactionnelles (en français et en anglais) ainsi que votre maîtrise de la conception graphique savent exprimer notre philosophie d'entreprise. Vous avez également de bonnes notions en photographie et en édition afin d'assurer le suivi des dossiers.
De formation Bac + 3 (communication interne, ressources humaines, journalisme...), vous avez une expérience de 2 ans minimum. La connaissance de la PAO est un plus. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV français/anglais, photo), sous réf. ER/0132/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méliès, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir





MMG PATRICOF CONSEIL

Résultats, productivité, performance... Un conseil très opérationnel.

Implantés en Europe et aux Etats-Unis, nous sommes actifs dans trois domaines : le venture-capital, dont nous sommes l'un des leaders, le conseil financier et le conseil en management. C'est dans cette dernière division que nous souhaitons vous intégrer. Nos interventions très "result-oriented" s'étendent à tout ce qui est audit et transformation des structures et des organisations, gains en termes de qualité, d'efficacité, de productivité. Notre approche, originale et pragmatique, ne se résume pas à la production d'un beau rapport, mais résulte d'un travail sur le terrain en collaboration avec les opérationnels.

Diplômé(e) d'une de nos grandes écoles d'ingénieur ou de gestion, que vous avez peut-être complétée par un 3e cycle, vous totalisez aujourd'hui 3 à 5 années d'expérience, au moins en partie dans un cabinet de conseil. A l'aise dans les contacts à tous niveaux, vous aimez analyser, structurer, argumenter, convaincre. *Vous voulez vous investir à fond au sein d'une petite* équipe performante, dans un contexte très professionnel, où votre autonomie et votre évolution seront à la mesure de votre contribution personnelle.

Elizabeth Morin, associée de Sirca, traitera confidentiellement votre candidature et étudiera avec vous votre adéquation à ce poste. Voulez-vous dans un premier temps lui écrire sous référence 072 527 LM au 64 rue La Boétie - 75008 Paris. *Merci de joindre votre résumé de carrière et de préciser votre rémunération actuelle.*

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — *Membre de Syntec*



La Banque Populaire Val de France recherche

2 Chargés d'études marketing

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, votre expérience - indispensable - de 2 à 3 ans vous permettra, au sein de la *DIRECTION DU MARKETING*, de :
- déterminer les potentiels par segment de clientèle et par secteur de compétence des agences : 80 points de vente sur 6 départements (Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Vienne).
- définir et mettre en place des actions de développement en terme de produits et de marchés (actions de marketing direct et de soutien au réseau d'agences).
- suivre l'évolution des produits et services, tant au niveau interne qu'externe.

Poste basé à Tours.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, BP 1803, 37018 Tours Cedex.



BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

AVEC LA GIE, FILIALE INFORMATIQUE DES AGF,

DEA, MAITRISE DROIT, DEBUTANTS

JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

*La **GIE** (700 personnes) conçoit et développe l'ensemble des systèmes d'information du **groupe des Assurances Générales de France.***

Attiré(e)s par les techniques nouvelles, nous vous proposons de devenir **informaticien à la GIE.**
Après une **formation rémunérée de 4 mois** à l'analyse-programmation, vous intégrerez nos équipes jeunes et performantes et participerez à *des projets diversifiés.*
Les compétences acquises associées à votre professionnalisme et nos possibilités régulières de formation technique vous permettront une évolution de carrière à la hauteur de vos ambitions.

Jeunes diplômé(e)s, (libérés des Obligations Militaires), si vous souhaitez nous rejoindre, adressez lettre et CV sous réf. M 201 :
GIE - Madame Dominique BŒUF - Tour Franklin
92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION
GROUPE AGF.

L'INFORMATIQUE EN ACTION

Administration et Gestion du Personnel

Groupe Hospitalier privé - 5 établissements répartis sur toute la France. Nous voulons étoffer notre structure "personnel".
Directement rattaché au Secrétaire Général du Siège Social, vous établirez des liaisons fonctionnelles avec l'ensemble des fonctions administratives de ce siège, en particulier avec le contrôle de gestion et le service informatique.
Maîtrisant bien les techniques de la gestion administrative du personnel : paie, déclarations sociales, tableau de bord... dont vous serez responsable, vous participerez par ailleurs à l'élaboration de la politique sociale et serez progressivement impliqué dans des études qui permettront d'optimiser la gestion des Ressources Humaines.

De formation supérieure : Maîtrise en Droit Privé complétée par un DESS de Droit Social ou formation similaire, vous êtes familiarisé avec l'outil informatique et avez acquis une expérience de 5 ans environ de la fonction, en entreprise de préférence.
Vous êtes à la fois un gestionnaire rigoureux et un homme de communication à l'écoute de vos interlocuteurs.

Poste basé en Province : Région Centre de la France.

Notre Conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3366 M.



MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

CHARGE D'ETUDES EN ORGANISATION



Pour faire face à son développement constant, MANPOWER renforce ses structures et recherche un Chargé d'Etudes en Organisation.

Rattaché à la Direction Générale des Opérations et en liaison étroite avec la hiérarchie opérationnelle, le titulaire du poste analyse les situations existantes, rédige les cahiers des charges destinés au Service Informatique, puis assure les tests de réception des procédures proposées.

Pour ce poste à responsabilités et très évolutif, nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 25/30 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'une école d'ingénieurs et possédant une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une entreprise à établissements multiples ou d'un cabinet de conseil en organisation.

Familiarisé avec la micro-informatique, il en appréhende les possibilités d'utilisation.

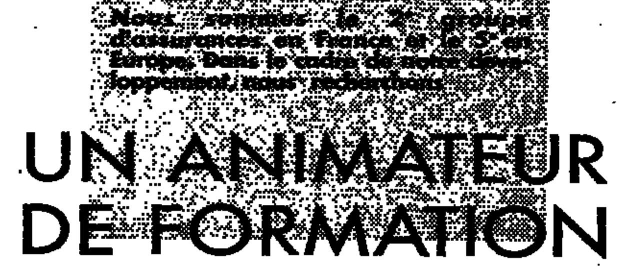
Le poste est basé à Paris et nécessite de fréquents déplacements en Province.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 56/3447 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



UN ANIMATEUR DE FORMATION

Votre profil :

Agé de 28 ans minimum, vous possédez **une formation supérieure, commerciale, économique ou financière.**
Vous justifiez d'une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine de la Vente, de la Formation ou de la Communication.
Vos compétences en micro informatique et/ou en audiovisuel seront appréciées.
Vous alliez créativité et sens relationnel.

Votre mission :
Vous serez chargé de **l'animation** des stages de formation des différents collaborateurs commerciaux de la Société. Vous serez amené au cours de votre mission à **concevoir de nouveaux outils pédagogiques.**
Des déplacements en Province sont à prévoir.

Si vous êtes passionné par la formation et l'animation des hommes, venez rejoindre notre équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2549 AF/LD à *Mme IMBERT - Groupe Victoire - 52, rue de la* Victoire - 75009 Paris.





COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE

ANDRA

AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS

Recherche

POUR SA DIVISION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

INGENIEURS DE SURETE

PROFIL
- Formation Ingénieur (Mines - Arts et Métiers - ENSI - INSA...)
- Connaissances techniques dans le domaine nucléaire, en particulier la RADIOPROTECTION.
- Ayant déjà occupé un poste en rapport avec la SURETE.
- 5 à 10 ans d'expérience.

POSTES
Au sein de notre équipe STOCKAGE DE SURFACE, vous aurez en charge :
- L'élaboration de l'analyse de sûreté des Centres de Stockage de Déchets Radioactifs
- Le développement d'études d'impact radiologique
- La rédaction de dossiers de sûreté

en s'appuyant sur la réglementation technique existante.

QUALITÉS REQUISES
- Esprit d'analyse, créatif et rigoureux.
- Aptitude à la rédaction de documents de synthèse.

Lieu de travail : 92 – FONTENAY-AUX-ROSES

Adresser LM + CV détaillé sous No 6035
Le Monde Publicité – 5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

DIRECTEURS D'AGENCE

Parlez-nous

PROFESSIONNALISME

Nous vous parlerons expansion, dynamisme, qualité du service rendu à nos *clients. Professionnels du secteur* bancaire, vous possédez une première expérience réussie à un poste d'adjoint ou de responsable d'agence. Homme de dialogue et de développement, vous serez le conseil privilégié de notre clientèle (particuliers et professionnels). Vous élargirez votre expérience à la gestion et à l'organisation d'une agence, à l'animation de votre équipe, ainsi qu'à la responsabilité globale des résultats. *Pour parler ensemble de vos nouvelles* responsabilités, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, *sous réf. LM/90/01*, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11 ou tapez 3615 code CMIDF puis emploi.

Ces postes sont à pourvoir dans l'**Essonne** et **Sud de l'Ile-de-France.**

Crédit Mutuel
Une banque à qui parler

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

du Personnel

avenue Kléber, 75116 PARIS

Abeille



CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A., est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.
CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : *Aéromaritime*, Causse-Walon, Delcer, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

LES ACTIVITÉS TISSUS AUTO (*420 millions de CA, 350 salariés* dont 30 cadres) regroupent 3 sociétés en rapide développement qui fabriquent et commercialisent des tissus pour l'habillage intérieur (sièges, contre-portes, pavillons) des véhicules automobile. Elles recherchent un

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vos missions : *sous les ordres directs du Directeur Général :*
- prendre en charge la gestion administrative et juridique du personnel,
- être le conseil de la hiérarchie en relations sociales,
- assurer les recrutements, développer la formation, animer la gestion des carrières et des rémunérations (intéressements individuels, collectif, participation...), la maintenance de la méthode HAY (évaluation de postes, développement des performances).

Votre profil : Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, DESS, Sup de Co) vous avez une première expérience de la fonction en milieu industriel et maîtrisez bien l'anglais et/ou l'allemand.

Votre évolution de carrière se fera au sein des sociétés de *CHARGEURS SA*.

Le poste est basé à SAINT-QUENTIN (02).

Envoyez votre candidature avec photo à : CHARGEURS SA
Division Maille et Textiles Techniques - Mme A. CONCHE
3, Boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

REGION PARISIENNE

Nous sommes une banque *de dimension humaine en pleine mutation : nous modernisons* nos activités bancaires traditionnelles et filialisons des activités à vocation européenne.

Pour nous accompagner dans ce développement, nous cherchons un Directeur Juridique et Fiscal. Situé sous la dépendance directe de notre Direction Générale, il en sera le Conseiller, apportant sa caution juridique à la construction de cette diversification.

Avec une équipe de quatre personnes, il sera également en charge de responsabilités plus traditionnelles : droit des sociétés, consultations internes, formation et information du réseau, études, suivi de l'évolution du droit.

A 35-40 ans, de formation juridique supérieure, vous êtes de culture bancaire. Certes, vous maîtrisez bien le droit bancaire, mais vous êtes avant tout un homme (ou une femme) de *prospective, capable de contribuer de façon éclairée à notre souci de développement.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 79170 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

33 OFFICIERS DE PROTECTION

L'OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES

VOTRE MISSION :
prendre en charge de manière autonome l'instruction des demandes de statut de réfugiés.
Pour étayer votre proposition de décision, vous vous appuyez sur vos connaissances du cadre politique et économique, ainsi que de la situation des droits de l'homme des pays concernés.

VOTRE PROFIL :
titulaire d'un diplôme universitaire, BAC + 3 minimum, vous pratiquez au moins une langue étrangère. La maîtrise d'une langue rare et des séjours prolongés à l'étranger seraient appréciés.
Ces responsabilités nécessitent un réel goût des contacts humains associé à une organisation rigoureuse. Qualités que vous avez pu développer par des activités associatives ou par votre expérience professionnelle.

Ces postes peuvent être occupés à temps plein, avec des horaires aménagés ou à temps partiel.

Les candidats seront recrutés sous le régime des contrats de la loi N° 87.588 du 30 juillet 1987, à un niveau de catégorie A.

Merci d'adresser votre candidature (lettre man. CV) s/réf. 212 M à Monique BEAUVIR, **EUROSELECTION**, 3 rue Troyon 75017 Paris. Tél. : 47 66 40 23.

EURO SELECTION

Responsable Promotion - Publicité

Créez et mettez en place la communication de nos produits

LAROUSSE NATHAN INTERNATIONAL — GROUPE DE LA CITÉ

Nous concevons et diffusons sur les marchés internationaux des manuels scolaires, dictionnaires et encyclopédies, et des ouvrages de jeunesse. Pour définir leur communication, nous **créons** le poste de Responsable Publicité-Promotion.

Fonction charnière entre la Direction Générale, les Editeurs et les Directeurs Commerciaux, vous :
- gérez le budget Promotion-Publicité,
- établissez la ligne directrice de communication de nos produits, la déclinez et l'adaptez en fonction des pays concernés,
- organisez les campagnes publi-promotionnelles,
- créez les supports (catalogues, matériel PLV) jusqu'aux bons de commandes pour tout produit nouveau.

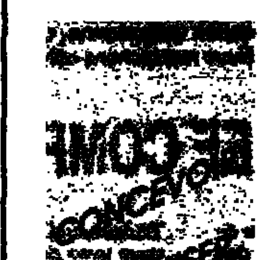
Ce poste s'adresse à un **professionnel de la Publicité**. Son expérience de 3 à 5 ans chez l'annonceur lui a permis de concevoir la communication d'une gamme de produits, d'en créer les supports PLV, plans média, d'en assurer le suivi, de connaître les techniques de fabrication. Créatif, il est également rigoureux et parle **anglais couramment**.

Sylvie Cathelain vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement **en mentionnant votre rémunération actuelle** sous référence 8954 LM.

GR&P **Gilbert Raynaud & Partners** CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — 7 rue Monceau, 75008 Paris. Tél. (1) 42.89.10.25

MEDIA-SYSTEM







Premier opérateur privé de transport de voyageurs - 88 sociétés, 16000 collaborateurs - recherche, pour faire face à un développement continu :

- **PROFESSIONNELS DU MARKETING :**
  CHEFS DE SERVICE, CHEFS DE PRODUIT, CHEFS DE MARCHE, RESPONSABLES DE COMMUNICATION V/502
- **CHEFS DE SERVICE EXPLOITATION** V/503
- **DIRECTEURS DE FILIALES, DIRECTEURS DE CENTRE** V/501
- **RESPONSABLES DE PROJETS SPECIFIQUES (METRO, VAL, TRAMWAY...)** V/504

• Etre partenaire des collectivités locales (communes, départements, régions) et répondre aux besoins de déplacement de nos clients *constituent les fondements de notre métier.*

Implantées sur toute la France, nos sociétés (de 100 à 500 personnes) sont responsables de leur développement et disposent d'une large autonomie de gestion.
Notre écoute du Marché, des besoins des utilisateurs, nous permet de devancer les attentes de nos clients.

• *Capacité d'initiative et d'innovation, sens marqué du service et* contact humain permettent à nos cadres de jouer un rôle socio-économique pertinent dans la vie locale. La mobilité géographique est indispensable pour évoluer chez **VIA GTI**.

Prenez contact avec **VIA GTI** - Tour Europe - 92049 PARIS LA DÉFENSE Cédex 7 - par courrier ou par fax : (1) 47 74 87 58, en mentionnant la référence du poste concerné.

PUBLIPANEL

PROGRAMMES ARIANE

NEGOCIATEUR REDACTEUR DE MARCHES

REJOIGNEZ LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES A EVRY (91)

De formation **Maîtrise ou DEA en droit** ou équivalent, vous possédez, de préférence, **une première expérience industrielle dans la négociation de marchés.**

Une connaissance de la réglementation applicable aux **marchés de l'Etat**, ainsi que des mécanismes de formation des prix et des méthodes d'analyse de coûts, seraient appréciés.

Le poste implique des déplacements de courte durée en Europe et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Le Centre National d'Etudes Spatiales vous propose un emploi à durée déterminée (CDD ou intérim) pour 1 à 2 ans, pouvant éventuellement déboucher, à terme, sur un poste définitif.
Veuillez adresser vos candidatures avec CV et photo sous la référence *AG/C à Monsieur le Chef du* Département Personnel, Centre National d'Etudes Spatiales, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.
Minitel 3615 code CNESPACE.

cnes CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA-SYSTEM

Responsable des Achats

Nous sommes un important groupe industriel (CA 2,5 milliards, 2000 personnes) filiale d'une entreprise de dimension internationale, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement.

Nous renforçons nos structures et recherchons un **Responsable des Achats.**

Rattaché à la direction industrielle, en étroite relation avec le bureau d'études et la fabrication, vous êtes responsable des achats pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 milliard de francs avec des objectifs de prix et de respects des programmes.

A l'écoute des besoins des utilisateurs internes (qualité, BE, production, méthodes) et soucieux de *renouveler et d'élargir le panel des fournisseurs, vous vous comportez en véritable chef de produit achats*, et améliorez les méthodes et outils de travail du service achats.

A 35/45 ans, **de formation supérieure (type ingénieur)**, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en tant que Responsable "achats" dans un environnement similaire (industrie, travaux publics, etc.).

Bon gestionnaire et fin négociateur, vous êtes un homme de relations et d'animation d'équipe et vous savez anticiper les situations pour obtenir les meilleurs résultats.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Note d'information à tout candidat présélectionné.

Adresser dossier avec rémunération actuelle, s/réf. 101 P à **France Marketing**
60, bd Diderot - 75012 PARIS.

PARIS
MARSEILLE
LYON
TOULOUSE
BORDEAUX
NANTES
RENNES
LILLE
DIJON
STRASBOURG
LA REUNION



ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
cherche pour le Val de Marne

Le DIRECTEUR de son CAMPUS

Il assurera la gestion d'un internat de 200 chambres, aura la responsabilité d'un parc immobilier en rénovation de 8 ha *et représentera sur place la Direction des Etudes.*

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous réf. 8811 à LTA, Antenne St Lazare 4, rue du Fbg Poissonnière 75010 Paris - qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ABSICOM

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres **3615 LM**



Ce symbole représente l'Univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Télecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

Rejoignez un leader dans les télécommunications

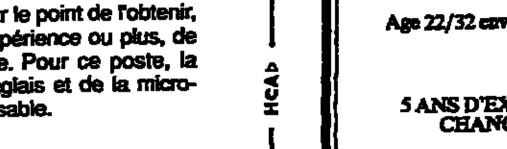
Situés dans un secteur de pointe, nous investissons près de 13 % de notre C.A. dans la Recherche et le Développement. Nous créons à Marne-la-Vallée notre Centre de Recherche et Développement. Pôle d'excellence à vocation européenne, ce centre, en pleine croissance, conforte notre implantation internationale. Nous recherchons notre

FUTUR CHEF COMPTABLE

Chargé dans un premier temps du contrôle de la comptabilité, du suivi des achats et des budgets d'investissement, il prendra rapidement la responsabilité de l'implantation de notre système comptable.

Titulaire du DECSF ou sur le point de l'obtenir, vous avez deux ans d'expérience ou plus, de préférence en entreprise. Pour ce poste, la pratique courante de l'anglais et de la micro-informatique est indispensable.

Veuillez adresser votre candidature sous référence CC/91/M à :
NT MERIDIAN - 41-49 rue de La Garenne
92318 SEVRES CEDEX



HCAP



Conseil Juridique

Cabinet d'expertise comptable et de conseil parisien en pleine expansion recherche un(e) CONSEIL JURIDIQUE ayant une expérience minimum de 7 ans. Dynamisme et compétence dans les domaines droit des sociétés, droit des affaires, droit social constitueront nos critères de sélection.

L'objectif que nous poursuivons, est une association à court terme.

Envoyer lettre manuscrite de candidature et C.V. à :

BLA 13-15, rue BUFFON
75005 PARIS

THE MITSUI BANK LTD

● **1 COMMERCIAL**
Age 22/32 env. UNIVERSITÉ, BILINGUE FRANÇAIS/ANGLAIS
● **1 COMPTABLE**
22/30 env., NIVEAU BAC
● **1 BACK OFFICE CHEF**
5 ANS D'EXPÉRIENCE MINIMUM. TITRES, TRÉSORERIE, CHANGE, N.P.F. BILINGUE FRANÇAIS/ANGLAIS
● **1 BACK OFFICE**
NIVEAU BAC, TRÉSORERIE, CHANGE
● **1 TÉLEXISTE**
CONNAISSANCE SYSTÈME SAGEM-SWIFT, NIVEAU BAC
● **1 RÉCEPTIONNISTE**
25/35 env. NOTIONS ANGLAIS. NIV. BAC

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo obligatoire, à l'attention de M. Matsumoto, MITSUI BANK, 32, avenue Hoche, 75008 Paris

Nous sommes une banque d'affaires spécialisée dans la gestion, les opérations de trésorerie et l'ingénierie financière, en relation avec une clientèle nationale et internationale de haut niveau.

CONTROLEUR DE GESTION TRESORERIE

De formation comptable supérieure - DECS ou ÉQUIVALENT - une première expérience dans un cabinet d'audit ou en établissement financier vous a donné la maîtrise des produits de trésorerie et la pratique des tableurs micro-informatiques. Directement opérationnel, vous avez des qualités de rigueur, de précision et de disponibilité - anglais courant.

Au sein de la Direction de la Trésorerie, vous serez quotidiennement RESPONSABLE DU REPORTING EN TEMPS RÉEL DE L'ENSEMBLE DES DONNÉES issues des tableaux de bord économiques et comptables. En liaison avec le contrôle de gestion et la comptabilité, vous ferez évoluer le système de contrôle et la présentation des données comptables. Vous créerez les outils de suivi des nouveaux produits et participerez à l'élaboration du budget de la Direction.

Ce poste présente de RÉELLES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à : BUE - Direction des Ressources Humaines réf. 1234 - 4, rue Gaillon - 75107 PARIS Cedex 02.







BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

PUBLIPANEL



CONTRIBUER A LA STRATEGIE "RISQUE" DE L'ENTREPRISE

Filiale du Groupe Renault située à Marne-la-Vallée, notre activité est centrée sur le financement des véhicules et avec 2 000 collaborateurs, nous avons distribué l'an passé plus de 20 milliards de crédits nouveaux. Nous recherchons un

Analyste Risque

De formation supérieure (ENSAE, Ecole d'Ingénieur ou Université) à forte composante statistique (analyse des données, régression...), vous avez l'expérience de SAS ou NOMAD sur gros systèmes ainsi qu'une première expérience sur PC.

Véritable CONSULTANT INTERNE, au sein d'une structure légère, vous participerez à des projets stratégiques pour notre entreprise.

En particulier, vous aurez la mission de concevoir les modèles statistiques et outils d'aide à la décision nécessaires pour la maîtrise de nos risques.

Vos talents de communication vous permettront de comprendre les besoins des utilisateurs, votre rigueur technique vous permettra d'y apporter des solutions adaptées et efficaces.

Si vous avez l'ambition, la compétence et la motivation nécessaire pour évoluer au sein du premier établissement de crédit automobile en Europe, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE en faisant parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous réf. AR/LM, à U'MAN - 9, av. Matignon 75008 PARIS.



MEDIAPA

Un CA de 9,5 Milliards de F dont 49 % réalisé à l'étranger, 12 500 personnes, 80 filiales dans 20 pays, SOMMER ALLIBERT conforte sa position de leader Européen dans la tranformation des matières plastiques et de la fabrication des revêtement de sols.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe jeune au sein de notre holding basé à Neuilly sur Seine en tant que

AUDITEUR INTERNE

Diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, titulaire du DECS, vous justifiez d'une première expérience en entreprise ou en cabinet.
De fréquents déplacements en France et à l'étranger exigent une grande disponibilité et une bonne connaissance de l'Anglais (plus autre langue souhaitée).

CONTROLEUR DE GESTION

De formation Ecole Supérieure de Commerce **vous êtes débutant**, parlez couramment l'anglais, pratiquez d'autres langues et maîtrisez la micro informatique.

Hommes de contact, votre curiosité naturelle, votre rigueur, votre objectivité, votre pouvoir de conviction sont les atouts pour réussir dans ces fonctions. Mais plus que toute autre qualité c'est votre ambition, votre fort potentiel, votre caractère affirmé qui feront la différence pour évoluer au sein de SOMMER ALLIBERT.



Merci d'adresser votre Curriculum Vitae avec photo et prétentions à : Direction des relations humaines Service du Recrutement - 20, Boulevard du Parc
92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex

LA SOCIÉTÉ, BASÉE A NANTES,
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, SPÉCIALISÉE DANS
L'ÉTUDE, LA FABRICATION ET L'INSTALLATION
DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES DE POINTE,
RECHERCHE :

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur Général de la société, vous êtes responsable de l'ensemble des fonctions financières, administratives, de contrôle de gestion et d'informatique de gestion de l'entreprise.

Vous intervenez également sur toutes les décisions liées à la Direction du Personnel (organisation, paye, formation, relations avec les partenaires sociaux...) et à la Direction des services fonctionnels (achat, magasin, secrétariat).

Vous êtes le garant auprès de la Direction Générale de l'organisation du bon fonctionnement et de la rentabilité de l'Etablissement.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure BAC + 5 (école de gestion et/ou DECS), vous possédez une expérience acquise en milieu industriel d'au moins 5 ans dans la fonction de contrôle de gestion, complétée par de réelles connaissances juridiques fiscales, comptables ou de la fonction personnel.

D'un tempérament dynamique, vous savez convaincre grâce à votre esprit d'analyse et votre capacité de synthèse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manus., CV, photo et prét.) s/réf. 79247 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE



GROUPE INTERNATIONAL DE REASSURANCE

Pour prendre des engagements financiers, tant en France qu'à l'étranger, nous recherchons pour notre département spécialisé :

CADRES FINANCIERS

pour sélectionner et développer nos activités sur certains secteurs géographiques.
Nous vous confierons les analyses financières nécessaires à la décision de souscription des affaires qui nous sont proposées.
Notre activité internationale vous conduira à voyager un quart de votre temps, afin d'assurer les contacts indispensables avec nos partenaires. Vous aurez aussi à consacrer une partie de votre temps aux études spécifiques propres à nos opérations financières.
De formation supérieure (Sciences Po, Ecole Supérieure de Commerce, Université...), vous avez impérativement une expérience d'analyse financière acquise dans la banque ou une compagnie d'assurance-crédit. Vous parlez parfaitement l'anglais et l'italien.

Votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions est à adresser, sous référence 353 à
C. ROY - SCOR
CEDEX 39
92074, PARIS LA DEFENSE



RAYCHEM 11000 personnes dans le monde - 1 milliard de C.A.
Notre spécialité : des produits industriels performants à partir de technologies de pointe, tels que les polymères réticulés, les polymères conducteurs, les métaux à mémoire de forme.
Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour la division électronique France notre



RESPONSABLE du PERSONNEL

Avec une première expérience industrielle, vous avez découvert l'importance de la gestion des hommes et souhaitez valoriser votre acquis en orientant votre carrière vers les relations humaines.
En relation avec le directeur des ressources humaines, vous êtes prêt à vous investir et apprendre à *recruter, gérer les carrières, manager...*

Vous évoluerez dans un contexte varié et très international.; votre connaissance de l'anglais sera appréciée.

Fabrication, développement, marketing, commercial, vos interlocuteurs seront les opérateurs de fabrication, tout comme les directeurs de divisions.
Si votre enthousiasme, votre goût du contact, votre efficacité sont motivés par ce challenge, prenez contact avec nous.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RP à
RAYCHEM - Direction du personnel. BP 8300. 95802 Cergy Pontoise cedex.



Raychem

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche

JEUNE ORGANISATEUR BANCAIRE

Au sein de la direction commerciale, vous assisterez le responsable chargé de la mise en place de notre nouveau système informatique de gestion de clientèle.
Véritable interface entre les informaticiens et les utilisateurs vous aurez pour mission de :
• prendre en charge de nouveaux développements informatiques ;
• participer aux études d'organisation ;
• suivre l'application des procédures administratives et informatiques.

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en informatique de gestion (Bac + 2, + 3) et une première expérience dans ce secteur vous a doté d'une bonne culture bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.884 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

RESPONSABLE GESTION/ ADMINISTRATION COMMERCIALE

Notre Division Grand Public (audio, vidéo, TV, Hi-Fi) connaît une forte expansion (2 milliards de F de CA en 1989). Nous recherchons aujourd'hui notre Responsable gestion/administration commerciale.

Rattaché à notre Directeur Commercial, votre fonction s'étend de la gestion commerciale (définition de conditions commerciales, tarifs, règles de facturation, contrôle des prix...), aux promotions (analyse, procédures, application...) et aux statistiques (gestion des tables et outils, analyse des besoins, développement...). Dans cette mission vous serez en relation avec le service administration des ventes et le marketing.

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous avez de préférence une première expérience en administration des ventes ou en gestion commerciale ; elle vous a permis d'acquérir une parfaite connaissance des mécanismes commerciaux (force de vente, clients).
Homme de communication, familiarisé avec l'outil informatique, votre méthode et votre rigueur sont associées à votre créativité.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 801/RGA, à Eric Bastard, Sony France, 19/21, rue Madame de Sanzillon, 92110 Clichy.

SONY

Groupe Financier
de tout premier plan recherche un

CADRE COMPTABLE SPECIALISTE DES PROCEDURES

Au sein de la direction de la comptabilité générale, il intègre l'équipe chargée de la définition des normes et principes comptables et de la consolidation.

Il participe à la gestion de la nomenclature ainsi qu'à la rédaction de notre "bible" comptable groupe. Il intervient auprès des opérationnels pour définir, valider, mettre en place les procédures liées aux nouvelles opérations financières. Enfin, il prend part à des missions ponctuelles (consolidation, analyses de clôture...).

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un comptable titulaire du DECS riche d'une expérience comptable d'environ 3 ans, si possible dans un environnement bancaire ou financier. La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.887 à CONTESSE PUBLICITE, 38, rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

SNPE

6000 p. - CA : 3,5 Milliards F

CONTROLEUR DE GESTION de HAUT NIVEAU / 280 - 300 KF +

Société nationale de droit privé, mondialement connue dans les domaines de la propulsion et de la chimie fine.
Pour le Service Contrôle de Gestion Central de notre siège de PARIS, nous recherchons

• **Rattaché**, au sein de la DAF, au Chef du Service, il aura des responsabilités très complètes - conception, mise en place, suivi et contrôle - sur les Budgets, les Tableaux de Bord de D.G. et les Systèmes d'Information.
• **Ses liaisons** seront étroites, à tous niveaux, avec les Services Fonctionnels Centraux de même qu'avec les Directions et services opérationnels des 3 Divisions, des 8 Etablissements industriels et des filiales.
• **Le poste requiert** une formation supérieure en gestion ESSEC, ESCP, IEP, Maîtrise Dauphine, etc... et une expérience de 3 à 5 ans comme Contrôleur de Gestion dans une grande Société industrielle ou un Cabinet Conseil de 1er plan. Personnalité affirmée et capacités de communication à haut niveau sont nécessaires et permettront une évolution ultérieure dans les Directions Finances, Gestion, Administration du Siège, des Etablissements ou des Filiales.

Merci de prendre contact avec notre conseil en écrivant sous référence SNPE/CG/MI ou en téléphonant à Catherine BONNAFOUS (47.83 94 74).

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIAPA

Serono-Diagnostics France

Directeur Administratif et Financier

Nous sommes un groupe multinational opérant sur les principaux marchés mondiaux dans les domaines de la pharmacie et du diagnostic. Avec une croissance du chiffre d'affaires de 30 % par an, l'ensemble du groupe mobilise 3 200 personnes dans le monde.
Le Directeur Administratif et Financier anime les services comptables et administratifs ; il assure les opérations périodiques de clôture des comptes de bilan et d'exploitation, supervise le reporting et l'établissement des déclarations fiscales et sociales. Il participe à l'établissement du bilan et des comptes de résultat (selon les normes françaises et anglo-saxonnes).
Agé de 30 à 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez des responsabilités comptables dans un environnement industriel et international. Vous maîtrisez les normes financières anglo-saxonnes, la micro-informatique, les logiciels financiers et la langue anglaise.
Ce poste est basé à RUNGIS et implique un certain nombre de déplacements.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 912098/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 186-07 - 75326 Paris Cedex 07.

L'EQUIPE

CONTROLEUR DE GESTION

Vous élaborez le budget annuel de la société en liaison avec les responsables des différents services, établissez les tableaux de bord et analysez les écarts, contrôlez les coûts de fabrication du journal. Par des études ponctuelles et l'amélioration des outils de gestion, vous contribuez aussi à l'amélioration de la productivité.

Diplômé d'une école de commerce, une première expérience en entreprise vous a permis d'acquérir une réelle compétence en gestion et en comptabilité. Votre technicité mais aussi votre sens *du dialogue vous permettent aujourd'hui d'envisager un rôle plus* opérationnel auprès du Directeur Financier, dans un environnement évolutif et sportif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 1259/M à Michèle RUDLOFF
CEGOS - Département Recrutement
Tour Vendôme
92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres
Madrid - Milan - Paris

Membre de Syntec



Le 1er Assureur Français de la Construction
CA + 2 milliards - Effectif : 1.500 personnes
recherche son

RESPONSABLE COMPTABLE

Sa mission :
Rattaché directement au Responsable des services comptables, il encadre une équipe d'une vingtaine de personnes. Sa responsabilité recouvre l'ensemble des comptabilités générales des sociétés du groupe.
Il est notamment responsable de l'élaboration des bilans, du respect des obligations fiscales, de la préparation des états ministériels, des relations avec les banques et les établissements financiers et du suivi de la trésorerie.
Il supervise l'outil informatique dans son utilisation comptable et met en place de nouvelles applications.
Il a une autorité fonctionnelle sur les responsables comptables des implantations locales.

Son profil :
De formation supérieure, DECS + Expertise, c'est un vrai professionnel justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans une compagnie d'assurance appliquant des méthodes modernes de gestion.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous réf. RC à SMA BTP - Service Recrutement
114, avenue Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15.

Importante société de production audiovisuelle

recherche

COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Chargé d'études auprès du Directeur des services de comptabilité/trésorerie, et travaillant en étroite liaison avec l'ensemble des services comptables et financiers.
Larges possibilités d'évolution vers des postes de responsabilités.

Le candidat sera titulaire du diplôme d'expertise comptable ou du DECS complet et possédera 5 années d'expérience en cabinet ou en expertise.

Prière d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous nº 8 727 :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Auditeur interne

Filiale du Groupe **LYONNAISE DES EAUX,** nous sommes au service des collectivités locales. Par la qualité et le sérieux de nos prestations, nous sommes présents sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger.

A travers un réseau de 200 succursales et 600 implantations, nous employons 4300 personnes et réalisons 1.6 Milliard de C.A.

Nous créons auprès de notre Directeur Général la fonction Audit et recherchons un **AUDITEUR INTERNE.**

ESC + DECF, vous avez acquis une première expérience d'environ 2 à 3 ans en cabinet et/ou en entreprise.

Votre mission : Audit comptable, financier et opérationnel en France dans un premier temps, puis à l'étranger.

Basé à Paris, le poste nécessite de fréquents déplacements.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

La réussite à ce poste vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) sous la réf. FM 89 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Notre groupe (300 personnes, C.A. 400 MF, 8 usines en France) compte parmi les leaders sur le marché des matériaux isolants.
Dans le cadre du développement de notre système de gestion, nous recherchons

JEUNE RESPONSABLE COMPTABLE

Vous animerez une équipe de 6 personnes et assurerez :
- toutes les opérations comptables classiques (bilan, déclaration sociales et fiscales)
- le suivi de la trésorerie
- la recherche et la mise en place d'un nouveau logiciel comptable.

De formation DECS ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience en cabinet ou en entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Mme VERDIER, EFISOL,
5 rue du Dôme, 75116 PARIS.

EFISOL
L'AVANCE TECHNIQUE EN ISOLATION

CONTESSE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important groupe de tourisme et de loisirs recherche son

chef des services comptables

Futur directeur financier

Rattaché au Directeur Général, membre du Comité Directeur, il supervisera une équipe de 12 comptables et sera chargé de :
- contrôler l'établissement du bilan, des déclarations fiscales et des procédures comptables ;
- établir le budget ;
- assurer le suivi du contrôle budgétaire et du contentieux ;
- analyser les marges des différentes activités ;
- améliorer le système informatique comptable.

A 30 ans, vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce ou DECS...), une expérience de 5 ans minimum.

Rigoureux, disponible, impliqué, vous êtes aussi un bon technicien.

Le poste est basé en proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo, sous la référence 6520, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

MEDIAPA

La filiale française (CA 300 MF) d'un groupe américain fabriquant et commercialisant des produits haut de gamme recherche son

Directeur Administratif et Financier

Cergy **380 KF+**

Rattaché au Directeur Financier Europe, il sera responsable d'une équipe de 15 personnes et devra assurer l'ensemble des responsabilités en matière de comptabilité (générale, budgétaire et analytique), de contrôle de gestion, de reporting, de fiscalité et de trésorerie. Par ailleurs, il aura la responsabilité financière et administrative des opérations belges et hollandaises.

Ce poste très complet à forte responsabilité, s'adresse à un candidat âgé de 35 à 45 ans, de formation universitaire ou ESC, et ayant acquis une expérience professionnelle d'au moins 7 ans. Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des principes comptables anglo-saxons. Anglais requis.

Contacter **Xavier d'Anglade** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunéraction actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.XA4505MO.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

LBW

Le Groupe Ecole Supérieure de Commerce de TOURS

RECHERCHE

UN PROFESSEUR FINANCE/CONTROLE

Poste permanent. Temps partiel souhaité.

Expérience pédagogique et/ou professionnelle souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

Monsieur Ph.-G. CAPELLE, E.S.C. TOURS, B.P. 535
37005 TOURS CEDEX

Notre BANQUE LUXEMBOURGEOISE, filiale d'un groupe bancaire français, recherche plusieurs cadres à potentiel élevé, fortement motivés et intéressés par une expérience internationale.

Gestionnaire de patrimoine

Hautement qualifié, vous serez capable d'élaborer et de mettre en œuvre une politique d'investissement, de conseiller une clientèle haut de gamme et d'assurer le développement de cette dernière en Europe.

De formation universitaire ou équivalent, vous avez une expérience de gestionnaire de portefeuille de plusieurs années. *La pratique de l'anglais est nécessaire,* celle de l'allemand souhaitée. (réf. 68247/A).

Trésorier

Vous serez chargé de réaliser les placements de trésorerie, francs et devises, de la banque et de la clientèle. Vous contribuerez également à la mise en œuvre des procédures de back-office, de contrôle et de reporting.

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience bancaire de plusieurs années. *La maîtrise de l'anglais est indispensable.* (réf. 68247/B).

Administratifs-titres et comptables

Très motivés, vous assisterez la Direction administrative soit pour créer et développer un service comptable de gestion de patrimoine, SICAV, sociétés diverses ; soit pour assurer le traitement administratif des opérations boursières et sur titres.

De formation Bac + 2 (BTS, IUT) à Bac + 4 (DECS), vous avez une expérience professionnelle de plusieurs années. La pratique de l'anglais et de l'allemand serait appréciée. *Des connaissances en informatique sont souhaitées.* (réf. 68247/C).

Ces postes sont basés à Luxembourg.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Grande Ecole de Commerce

Région parisienne

recherche

DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ ET DE CONTROLE DE GESTION

Connaissance informatique nécessaire.
Expérience poste similaire 3 à 5 ans.

C.V. et prétentions à adresser à :
M. AUDIBERT — 109, *rue de Rennes*, 75006 Paris.

"Controleur de gestion au GAN, une assurance de réussite."

Nous réalisons le quart de notre chiffre d'affaires à l'étranger. Le développement de nos activités internationales nous permet de proposer aujourd'hui une opportunité nouvelle à un :

Controleur de gestion

En étroite relation avec nos intermédiaires financiers et nos contrôleurs de gestion à l'étranger, vous assumez une double mission :
- participation au suivi des activités de nos filiales,
- détection et évaluation des sociétés d'assurances étrangères susceptibles de faire l'objet d'une acquisition.

Pour chacune de nos implantations étrangères, vous analysez donc et interprétez le reporting.

Vous étudiez et appréciez plus largement les dossiers d'acquisition qui parviennent à la Direction Internationale, déterminez nos cibles sur le marché étranger. Enfin vous élaborez les dossiers d'évaluation.

A 30 ans environ, issu d'une formation supérieure en gestion, idéalement complétée par le DECS, vous justifiez impérativement d'une première expérience significative de l'analyse de comptes et du contrôle d'activité.

A l'aise avec la micro-informatique, vous maîtrisez l'anglais ainsi qu'une seconde langue et êtes parfaitement disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger.

De vos nombreux contacts tant en France qu'à l'étranger, vous acquerrez une solide connaissance de nos activités qui pourra vous permettre de prendre, à moyen terme, des responsabilités opérationnelles au sein d'une de nos filiales étrangères.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. M/ED/45 à EMPLOI et CARRIERES, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets **gan** assurances

Directeur Financier

Filiale d'un Groupe Anglo-saxon, nous fournissons des biens d'équipement à l'Industrie. Notre chiffre d'affaires se situe aux environs de 200 MF.

Nous vous confierons notre Direction Financière : Reporting, Comptabilité, Budgets, Trésorerie, Fiscalité, Credit Control, Relations avec les banques, Informatique... Votre responsabilité est large, donc motivante. Vous dirigez une dizaine de personnes.

La trentaine, DECS, votre expérience en milieu Anglo-saxon vous a permis d'acquérir une réelle compétence du reporting. Votre sens des responsabilités, votre rigueur et votre esprit PME vous feront réussir à ce poste situé dans une ville universitaire à 100 km de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo, prétentions) sous réf. 2021-M à M. BUSI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L



Vous privilégiez dans votre carrière:
- la **RESPONSABILITE**,
- le **DEVELOPPEMENT** de vos **COMPETENCES**,
- la **MOBILITE** dans l'entreprise et au sein d'un *Groupe International*.

UNISABI, leader du marché des aliments pour animaux familiers et filiale de Mars Incorporated, + de 4 milliards de CA, une croissance soutenue, 4 usines, 1200 personnes, située à 130 km au Sud de Paris, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

320 KF +

Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP... et possédez une première expérience en entreprise ou dans un cabinet anglo-saxon. Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune dans un contexte très opérationnel. Vous serez amené à travailler de plus en groupe de travail européen..

Vos responsabilités vont consister à assurer l'analyse de nos relations avec la grande distribution en coordination avec nos *responsables de ventes et marketing, à participer à la mise en forme et à la communication du plan stratégique et du plan annuel,* à centraliser les résultats à date et les dernières prévisions, à analyser les risques et opportunités.

Téléphonez dès maintenant du lundi au vendredi de 9h à 18h30 au 47.59.30.30 à Paris ou envoyez votre dossier de candidature à UNISABI - Département Personnel et Organisation - BP 7 - 45550 St Denis de l'Hôtel sous référence JB/CG.

CARRIERE (1) 47 59 30 30 Ligne directe

CONTESSE

CESAR, PEDIGREE PAL, CANIGOU, FROLIC, THOMAS, LOYAL, SHEBA, WHISKAS, KITEKAT, RON-RON, BREKKIES

AUDITEURS FISCALISTES

Un des premiers cabinets français d'audit - 600 collaborateurs.
Forte croissance - Bureaux en France et à l'Etranger.

recherche

AUDITEURS-FISCALISTES

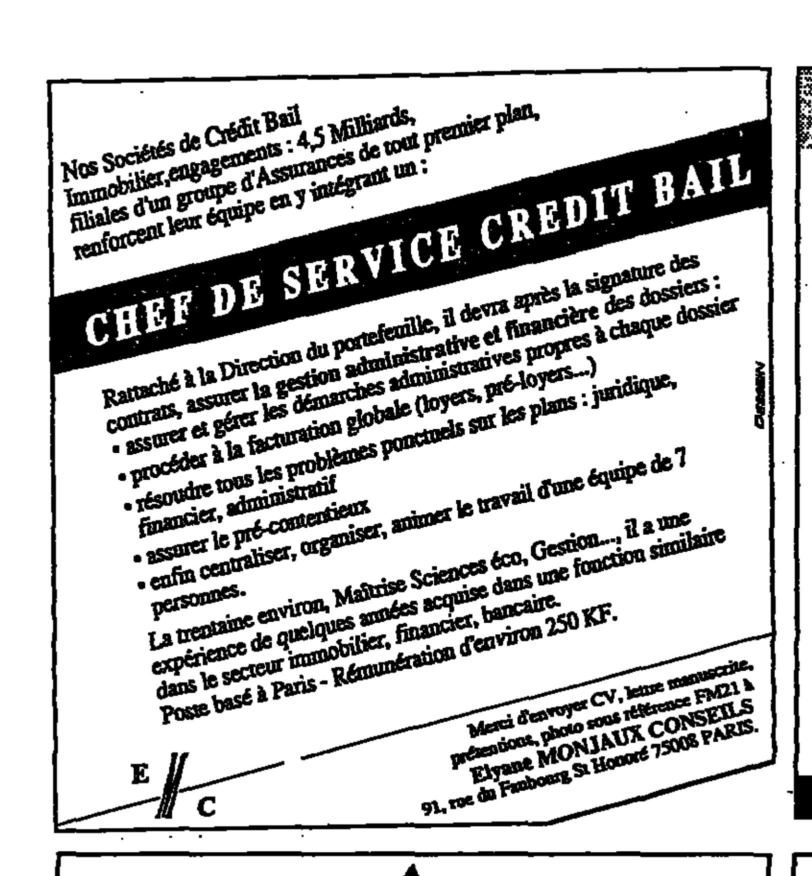
2 ans d'expérience en *Cabinet* exigés.

Possibilités de carrière attrayantes au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
Françoise AUGUSTE - GUERARD VIALA
125, rue de Montreuil 75011 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Notre client, un groupe de très forte notoriété, se développe rapidement par croissance interne et par acquisitions dans le domaine des services et de l'industrie, son équipe financière doit se renforcer et nous recherchons :

UN JEUNE CONTROLEUR INTERNE

Ayant complété sa formation initiale supérieure par une bonne pratique des techniques de gestion, il se verra confier des missions de contrôle interne et d'organisation sur une zone géographique ou sur l'une des activités de la société.

En plus de bonnes connaissances techniques, ce poste basé à Paris demande de la mobilité et de grandes facilités de contacts pour entraîner l'adhésion des interlocuteurs. L'implantation progressive du groupe à l'étranger exige une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous êtes intéressé par ce poste, envoyez rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 7995 à Contesse Publicité, 38, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

CONTESSE — MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous sommes une PME dynamique créée en 1860, fabriquant des mastics et des produits d'étanchéité : CA 97 MF (doublé en 5 ans), 100 personnes.
Notre fort développement nous amène à rechercher notre

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

(proche banlieue parisienne)

Rattaché au Président Directeur Général, vous serez chargé de l'établissement et du suivi des budgets et des prix de revient. Vous élaborerez et contrôlerez les tableaux de bord. Vous organiserez et développerez les systèmes d'informations.

A la trentaine, de formation supérieure (type ESC ou Maîtrise de gestion), vous bénéficiez d'une expérience de contrôle de gestion d'au moins 5 ans au sein d'une PME secteur industriel, vous alliez à une maîtrise de techniques informatiques de gestion une bonne connaissance de l'anglais.

Pragmatique, rigoureux, votre sens du contact et de l'écoute vous permettront de dialoguer avec de nombreux interlocuteurs et d'évoluer au sein d'une Société qui a et qui favorise la volonté d'entreprendre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous réf.: LC/M/1242 au

CNPG Ressources Humaines — 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.



BRUXELLES - FRANCFORT - LONDRES — CNPG CONSEIL — MADRID - MILAN - ZURICH

AUGUSTE-THOUARD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- Assister et former les collaborateurs du Groupe dans leur utilisation des outils informatiques,
- Participer aux études et au conseil interne,
- Assurer une prestation de qualité dans un but d'efficacité et de bonne image relationnelle,

Telle est la mission confiée à un :

Consultant Junior Assistance et Conseil H/F

par **DATA**, filiale du Groupe **AUGUSTE THOUARD**, chargée des applications et services informatiques.

Les standards de la micro-informatique vous sont familiers, MS DOS, MICROSOFT et NOVELL en particulier.
La connaissance de l'environnement Wang VS serait un plus.

Vous avez 30 ans, une formation BAC + 3 minimum et une expérience en systèmes d'information en activité de service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence JPB/LM/058, à C.E.E. - 24, rue Louis Armand - 75015 PARIS.

C.E.E. — CEGID EXPERT EXECUTIVE

MEDIAPA

ORGANISME CENTRAL D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE RECHERCHE

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE DES OPCVM

De formation comptable supérieure (DECF minimum), vous avez plusieurs années d'expérience et avez pratiqué l'animation d'équipes.

Vous prendrez en charge, en relation avec le Chef du Service, la responsabilité de la gestion comptable de SICAV et FCP, créés pour notre Groupe et pour notre clientèle.

Vous aurez à organiser, coordonner et contrôler l'activité de près de 40 collaborateurs.

Si cette opportunité d'allier la technique comptable, le sens des contacts et le management vous motive tout particulièrement, nous vous invitons à adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), sous référence 6507/LM, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra

---

FIMACOM, Société financière de MATRA COMMUNICATION

est spécialisée dans le crédit bail et la location de produits et installations conçues et réalisées par MATRA COMMUNICATION et commercialisées par les filiales françaises et européennes : du radiotéléphone au PABX...
Quelques chiffres sur notre développement rapide : 58 millions de «Production» en 86, 300 millions en 89.
Nous vous proposons un poste de :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

L'intérêt de votre mission est d'avoir une responsabilité globale et diversifiée au sein d'une petite structure impliquant :
- le contrôle de gestion et la trésorerie
- la gestion comptable et financière
- la maîtrise des opérations de recouvrement des créances.

De formation supérieure en comptabilité - finance (DECS ou équivalent) vous avez une expérience financière de 5 ans minimum acquise dans une société financière ou dans une banque.
Vous aimez animer et encadrer une équipe de collaborateurs et vous vous impliquez personnellement dans la réussite de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RAF/F/LM à Nicole Kamerzac - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - rue J.-P. Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.



MATRA COMMUNICATION
IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

BANQUE PRIVEE RECHERCHE UN

Ingénieur financier DE HAUT DE BILAN

Vous serez chargé de créer et d'animer une équipe de risk arbitrage et de la mise en place d'opérations de haut de bilan.

De formation scientifique supérieure (X, ECP, MINES...), vous avez acquis impérativement une expérience en "corporate finance" vous ayant conduit à nouer des relations de haut niveau en entreprise. Passionné par les méthodes quantitatives, vous avez également le goût de l'animation d'une équipe et la volonté d'aboutir.

Nous vous offrons de rejoindre une équipe très dynamique. Il vous sera offert une rémunération motivante et de fortes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre C.V. avec photo à RSCG CARRIERES - 48, Rue Saint Ferdinand 75017 PARIS - sous la référence FHB, qui transmettra.

Fabricant en Bijouterie-Horlogerie, leader de sa branche, 500 personnes, 2 centres de production, recherche un

Assistant contrôleur de gestion

Vous avez 24 ans minimum, une formation supérieure en Gestion, vous travaillez sur micro-informatique et dBase ou Clipper n'ont pas de secret pour vous.
Vous aimez les contacts et les problèmes concrets, et vous pouvez être rapidement opérationnel en liaison avec les services de production.
Notre Contrôleur de Gestion souhaite vous confier l'élaboration et la maintenance de programmes permettant de gérer sur micro les stocks de matières, les lancements et contrôle de *fabrication de l'une de nos gammes de* produits.
La connaissance des contraintes liées aux réseaux de micros serait un plus.
Poste basé à Paris.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant votre salaire actuel et prétentions sous réf. 348 M à Denis JOUSSET PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



à l'écoute du talent



FAUGERE & JUTHEAU

Premier Courtier d'Assurances en Europe Continentale recherche pour son département

Aviation et Risques Spatiaux

Gestionnaire de Sinistres

Vous prendrez en charge l'ensemble des sinistres de l'unité et interviendrez tant au niveau de la gestion courante des dossiers que des relations avec la clientèle, les experts en assurance et les avocats.

Ce poste requiert de la méthode et le sens de l'initiative.

Vous avez une formation juridique, un bon niveau d'anglais et pouvez faire valoir une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous réf. GS à :
Patrick Hunsebaut
FAUGERE & JUTHEAU
13, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS.

Debis

ASSISTANT DE GESTION

ECOLES DE GESTION (BAC + 4)

NOTRE GROUPE INTERNATIONAL DE PREVENTION DES RISQUES 4200 COLLABORATEURS 500 CENTRES DANS 120 PAYS RECHERCHE POUR SON SIEGE DE LA DEFENSE

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience, vous utilisez la micro-informatique et vous pratiquez l'anglais aisément.
Rattaché au Directeur, vous établirez les objectifs, vous effectuerez le contrôle budgétaire et vous suivrez l'évolution des affaires en collaboration avec les ingénieurs de l'unité.
Votre sens du dialogue et votre ambition ont besoin de se concrétiser, alors venez relever ce challenge qui sera pour vous un tremplin pour évoluer dans notre groupe.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. AG - Direction Technologie Océanique (DTO) BUREAU VERITAS
CEDEX 44 - 92077 PARIS-LA DEFENSE

Groupe Bureau Veritas

BUREAU VERITAS 1828

ENSEMBLE, PREVENIR LES RISQUES

SAGA

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICE AU TRANSPORT RECHERCHE

Ecole Commerciale A

Controleur de gestion de division

30 ans environ

Une expérience de 3 à 5 ans en Contrôle de Gestion dans une Société de Service ou d'Audit serait appréciée.
Mission : Assister le Directeur de la Division (Comptes, Trésorerie, Contrôle, Études de développement).
Evolution : Des responsabilités importantes dans des fonctions opérationnelles.
Le poste est basé en Région Parisienne mais nécessite une mobilité géographique et une affectation ultérieure à l'étranger.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Nous vous remercions d'envoyer votre candidature en précisant vos prétentions à l'adresse suivante :
SAGA - Direction du Personnel - Mr Jean RODIN - Tour Atlantique - 92080 Paris La Défense Cedex 6.

Cabinet de Conseil spécialisé en organisation et en monétique, un des leader dans son domaine d'activité, recherche pour renforcer son équipe d'intervenants auprès de grands établissements un

CONSULTANT BANQUE SENIOR

Vous avez : • une formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, Universités)
• une expérience de 3 à 5 années environ acquise au sein d'un Cabinet de Conseil, d'une SSII, d'un groupe de distribution ou d'un établissement bancaire.

La connaissance du secteur des moyens de paiement est nécessaire, la pratique de la langue anglaise, un atout apprécié.

Formé à nos méthodes, vous aurez la responsabilité de missions de haut niveau et superviserez une équipe de consultants. Homme ou femme de dialogue, vos talents de négociateur, votre rigueur et votre ambition vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre groupe.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, salaire actuel), sous réf. ACM à notre Conseil :

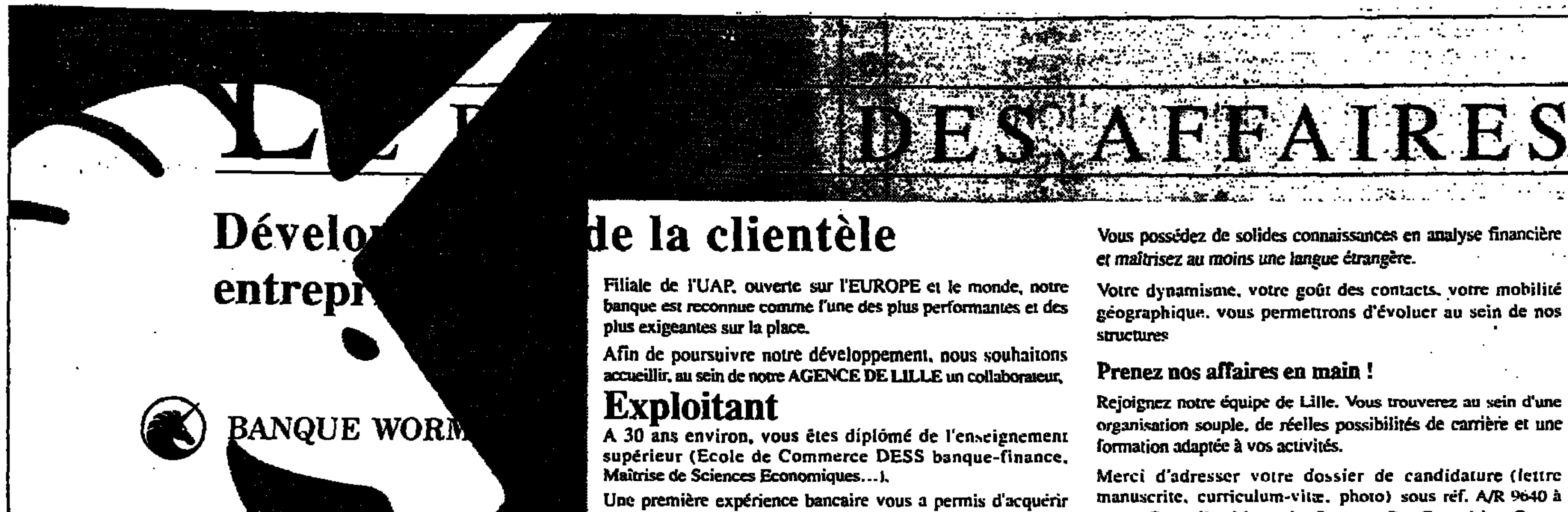
GROUPE ACP — ELECTIQUE - 4 bis, rue de Cléry - 75002 PARIS



ELECTIQUE



Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM



de la clientèle

Filiale de l'UAP, ouverte sur l'EUROPE et le monde, notre banque est reconnue comme l'une des plus performantes et des plus exigeantes sur la place.

Afin de poursuivre notre développement, nous souhaitons accueillir, au sein de notre **AGENCE DE LILLE** un collaborateur,

Exploitant

A 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce DESS banque-finance, Maîtrise de Sciences Economiques...).

Une première expérience bancaire vous a permis d'acquérir une excellente capacité pour développer et gérer une clientèle de façon autonome.

Vous possédez de solides connaissances en analyse financière *et maîtrisez au moins une langue étrangère.*

Votre dynamisme, votre goût des contacts, votre mobilité géographique, vous permettrons d'évoluer au sein de nos structures

Prenez nos affaires en main !

Rejoignez notre équipe de Lille. Vous trouverez au sein d'une organisation souple, de réelles possibilités de carrière et une formation adaptée à vos activités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum-vitæ, photo) sous réf. A/R 9640 à notre Conseil : Marc de Souza - PA Consulting Group 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

MEDIAPA

UNICRÉDIT

L'activité bancaire exige un haut niveau de compétences.

Banque commerciale du Groupe CREDIT AGRICOLE, notre société est spécialisée dans le *crédit et le service financier aux* entreprises. Sa taille humaine, le savoir faire et le dynamisme de ses équipes contribuent largement au rythme soutenu de son développement.
Forts de 250 professionnels, nous attachons beaucoup *d'importance à la qualité des hommes et à leur évolution.*
Pour poursuivre notre action, nous souhaitons intégrer au sein de l'équipe de Direction des Ressources Humaines et de la Communication,

RESPONSABLE FORMATION/RECRUTEMENT

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, spécialisé en gestion des Ressources Humaines, vous avez une première expérience de la fonction.
Doté d'excellentes qualités relationnelles, vous prendrez en charge l'ensemble des fonctions Formation (études des besoins, conception des actions, mise en œuvre) et Recrutement (interne et externe). réf. M/01

ASSISTANT FONCTION PERSONNEL

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures en gestion des Ressources Humaines, nous vous proposons de débuter votre carrière en prenant en *charge l'étude de projets tels que* informatisation, organisation administrative... ainsi que des missions ponctuelles intéressant tous les aspects de la gestion des Ressources Humaines. réf. M/02

Pour ces deux postes rapportant directement au Chef du Personnel, nous vous prions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, c.v., photo) en indiquant la référence du poste qui vous intéresse à notre Conseil :


V.I.P CONSEILS

VIP Conseils,
18 CHAMPS ELYSEES, 75008 PARIS.

AXIAL

Imaginez-vous...

...coordonner les études financières d'Euro Disneyland

CHARGE D'ETUDES FINANCIERES H/F

En tant qu'Assistant du Responsable Financement, vous analyserez des projets de développement, élaborerez des plans de financement et rechercherez la structure financière optimale, en relation étroite avec les responsables de projets, les juristes, les fiscalistes et les banques.
De formation ingénieur et possédant une bonne maîtrise des mécanismes *financiers, vous savez analyser un projet et optimiser les plans de* financement d'une entreprise. Vous justifiez de 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction similaire et vous voulez faire partie d'un grand projet.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. FN/0131/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méliès, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir

SOCIETE DE SERVICES
LEADER dans son activité
recherche
pour proche BANLIEUE OUEST

SON RESPONSABLE SERVICE COMPTABILITE ET INFORMATIQUE

(12 collaborateurs)

UNE OPPORTUNITE :

- pour un candidat jeune Diplômé D.E.S.C.F. ou équivalent.
- Ayant une expérience minimum de 2 ou 3 ans en Cabinet d'Expertise ou en Entreprise.

Adresser C.V. + Prétentions à :
S.I.P. Publicité (sous réf. PM)
11, rue d'Uzès - 75002 PARIS
(qui transmettra)

Paris

Groupe de presse et rigueur de gestion

Sous l'autorité du directeur administratif et financier, vous participez à l'élaboration des budgets, à leur suivi et conduisez de façon autonome diverses études liées à notre développement.

HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez une première expérience du contrôle de gestion ou êtes débutant.
Vous êtes rigoureux, adaptable et très évolutif.

500 personnes, 1 MMF de CA, des résultats positifs, nos titres sont porteurs *et notre nom prestigieux.*

Si vous *souhaitez participer à ce recrutement*, merci d'envoyer votre CV sous la référence 20-035 M à notre Conseil.



26, rue de Berri - 75008 Paris.
*Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE * ONOMA.*

MEDIA-SYSTEM

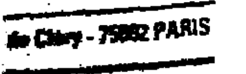
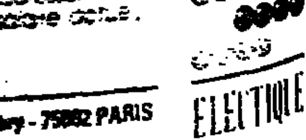


Imaginez un monde où vous ne pouvez plus manquer l'offre d'emploi de votre vie.

Cadres, découvrez un monde d'offres d'emplois sur 36 15 LM. En quelques minutes, 36 15 LM vous permet de consulter un mois d'annonces parues dans le Monde. 36 15 LM personnalise vos demandes en sélectionnant et en conservant dans une « boîte aux lettres » confidentielle, toutes les offres d'emplois correspondant à votre C.V. Avec 36 15 LM, vous êtes assurés d'être informés de tous les postes importants pour votre carrière.

36 15 LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres


UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Dans le cadre de l'évolution de ses structures, la Direction Financière d'une banque à réseau recherche pour sa division patrimoniale un

Spécialiste de la Création des Produits Financiers

Classe VI

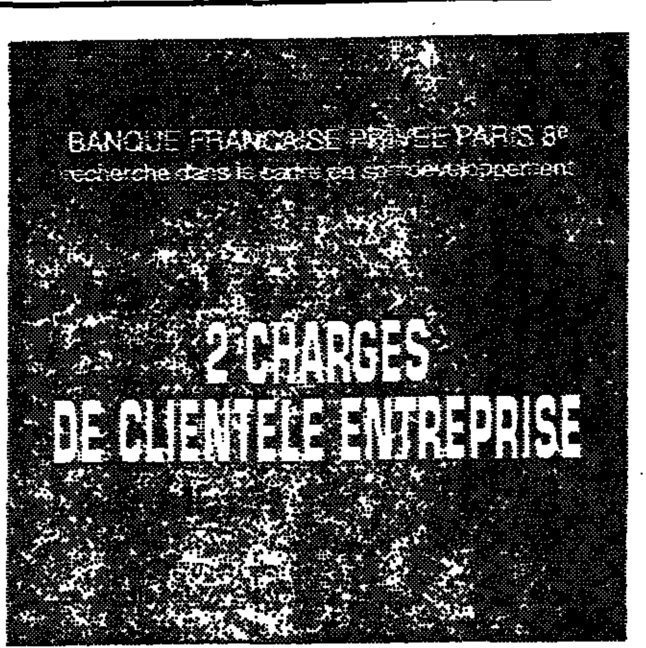
Vous aurez en charge la création des produits financiers en relation avec les Directions logistiques du siège : organisation, informatique, juridique, leur suivi et leur présentation auprès des responsables de clientèle privée.

Votre connaissance de l'actualité financière vous permettra de les informer des nouveautés du marché.

Vous aurez également à réaliser des études techniques d'ingénierie patrimoniale *à la demande du réseau.* De très bonnes compétences en gestion patrimoniale seront indispensables mais aussi l'expérience de conseil auprès d'une clientèle de qualité. Pour ce poste, une formation supérieure (Ecole de Commerce de préférence) est exigée.

Curiosité et imagination vous permettront d'innover des produits et services en vous appuyant sur vos compétences en gestion financière et en micro-informatique.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous réf.LBW2CP à LBW, 5 rue Lebouteux, 75017 Paris, qui transmettra.





- 30/33 ans environ,
- Diplômés de l'enseignement supérieur,
- Disposant de plusieurs années d'expérience bancaire,
- Motivés, dynamiques, animés d'un esprit commercial développé.

Ils rejoindront des équipes légères mais ambitieuses, où s'épanouit le sens de l'autonomie et des responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, *curriculum-vitæ*, photo et prétentions sous la réf. 6519 à

MEDIAPA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Secteur bancaire

Structure régionale en Champagne-Ardenne d'un des plus grands réseaux bancaires français, notre développement nous amène à :

CREER la fonction AUDIT

Vous êtes rattaché au Président du Directoire, et après analyse de l'existant, vous proposez et mettez en œuvre les procédures de contrôle interne, les règles de sécurité et les solutions organisationelles nécessaires pour l'ensemble des services.

Votre formation Bancaire ou supérieure en finance/gestion vous a permis de réussir dans une fonction similaire exercée en cabinet ou en entreprise, de préférence dans le domaine bancaire.

Pour ce poste basé à REIMS, merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous la référence M 8184E, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, 15, rue du Louvre, 75001 Paris.
Répondeur télématique (42.36.10.30).



PARIS
LONDRES

NANTES



Présents dans 36 pays, nous sommes en Grande-Bretagne la première banque de dépôts et dans les toutes premières banques mondiales.
En France, notre stratégie de croissance répond à une forte ambition (500 personnes, 10 succursales actuellement).

Nous recherchons pour notre succursale de **NANTES**

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

Il lui sera confié la responsabilité de développer et gérer une clientèle de petites et moyennes entreprises du Grand-Ouest fortement exportatrices, donc soucieuses de bénéficier d'un réseau bancaire de premier ordre à travers le Monde.

Ce poste concerne un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 minimum), justifiant d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans le même secteur d'activité.
La pratique courante de l'anglais est indispensable.

En fonction du potentiel, des responsabilités élargies au sein du Groupe peuvent être envisagées.

Si vous vous reconnaissez, merci de nous préciser vos motivations accompagnées de vos c.v., *photo et prétentions sous réf.* 2769 à M. Hubert de Rigaud, Directeur des Ressources Humaines, **National Westminster Bank s.a.**, 18 place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.

Contrôleur de gestion

PARIS SUD — 250-300 KF

LA SOCIETE : Division française (CA 550 MF +) d'un groupe américain de haute technologie en pleine expansion et leader mondial dans son domaine.

LE POSTE : Reporting interne, analyses, plans et budgets relatifs aux dépenses de toutes les fonctions de la division ; la nature opérationnelle de ce poste impliquera de nombreux contacts avec les départements commercial et marketing.

LE CANDIDAT : Après une formation école de commerce et une première expérience de 2 à 4 ans en cabinet d'audit ou entreprise anglo-saxonne, vous recherchez un poste relationnel dans un environnement dynamique. Un bon niveau d'anglais est requis pour évoluer au sein de ce groupe international.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Ivor ALEX au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 1213/IAM à : NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 Paris.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

PUBLIPANEL



Le fruit nu

La société a acquis sa notoriété à travers la qualité des produits à base de fruits qu'elle élabore depuis 60 ans. Elle recherche aujourd'hui son

Futur directeur financier

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion (ESC, Sup de Co, EDHEC, ESCAE...), vous possédez une expérience réussie dans les domaines comptables et financiers, en cabinet d'audit ou en P.M.E.

Véritable bras droit du Directeur Financier, à l'aide d'une petite équipe vous prendrez en charge le suivi, la supervision du contrôle de gestion et de la comptabilité. A vous de vérifier et de mettre en place les procédures.
Vous souhaitez vous investir dans une P.M.E. qui compte sur votre potentiel.
JOKER vous propose une évolution de carrière intéressante.

Merci, d'adresser votre dossier de candidature avec CV + photo à notre Conseil Françoise GAUTIER (Réf. 126).

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

68, rue Duquesne  **69006 LYON**

MEDIA-SYSTEM

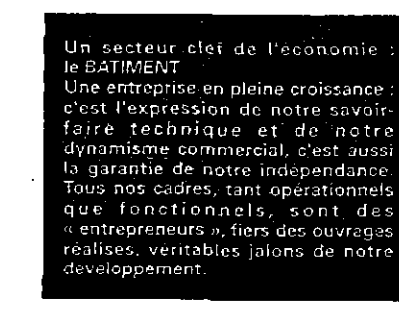
DIRECTEUR DE GESTION

Nous sommes l'un des grands noms de la distribution (42 Mammouth et Miami, 200 supermarchés...) avec 25 milliards de CA. Nous recherchons aujourd'hui pour notre filiale parisienne un Directeur de Gestion.

Vous avez de 35 à 38 ans et possédez une formation Grande Ecole (HEC, Centrale, Science Po). Après une première expérience réussie, vous souhaitez aujourd'hui exprimer tout votre potentiel.
Cadre supérieur, vous serez membre du Comité de Direction et aurez pour mission · le contrôle budgétaire et le suivi des résultats, le bilan, la trésorerie...
De solides connaissances en comptabilité générale et analytique sont requises.
Outre votre compétence, votre sens de la communication mais aussi de la pédagogie, votre esprit de synthèse et de rigueur seront vos qualités déterminantes.
Adressez votre dossier de candidature à Colette GRIVAUD
DOCKS DE FRANCE 94, rue Albert Calmette 78350 JOUY-EN-JOSAS

Groupe Docks de France

MEDIAPA



CONSTRUIRE DANS L'INDEPENDANCE

Aujourd'hui, nous sommes 900 personnes et réalisons un CA de 700 MF.

Notre **DIRECTION REGIONALE de METZ** représente 400 personnes et un CA prévisionnel 1990 de 250 MF : elle regroupera l'activité de deux agences et intégrera une filiale luxembourgeoise appelée à une forte expansion.

Elle renforce sa structure en créant la fonction de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bras droit du directeur régional

Entre 28 et 35 ans, de formation supérieure, vous êtes déjà **un professionnel de la gestion dans l'univers BTP.** Votre expérience vous permettra d'assumer efficacement les responsabilités confiées : mise en place de tableaux de bord, suivi des résultats et de la trésorerie, relations avec les Banques, suivi des dossiers assurances (sinistres et contentieux), harmonisation des méthodes de gestion de la filiale luxembourgeoise, liens fonctionnels avec le Secrétariat Général au Siège à Nanterre.

Votre compétence acquise, vos qualités de rigueur alliées à une bonne adaptabilité et une souplesse de comportement seront des critères de choix.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'écrire avec CV + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence GT/LM2, à

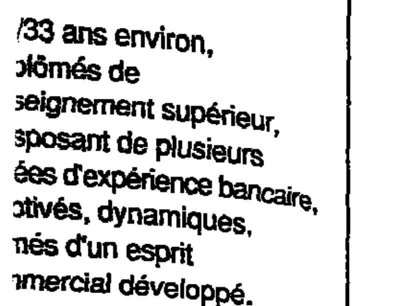
PARIS
LILLE
LYON
NANCY



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard 75015 PARIS

MEDIAPA

ndes ambitions.



/33 ans environ,
plômés de
seignement supérieur,
sposant de plusieurs
ées d'expérience bancaire,
otivés, dynamiques,
nés d'un esprit
mmercial développé.
ejoindront des équipes
ères mais ambitieuses,
s'épanouit le sens
l'autonomie et des
ponsabilités.
rci d'adresser lettre
nuscrite, curriculum-vitae,
oto et prétentions
us la réf. 6519 à

ster

première banque de dépôts
ne forte ambition
nent).
NANTES

NTREPRISES

entèle de petites et moyennes
uses de bénéficier d'un réseau

(Bac + 4 minimum), justifiant
ctivité.

roupe peuvent être envisagées.

ons accompagnées de vos c.v.,
teur des Ressources Humaines,
, 75021 Paris Cedex 01.

financier

LYON

ONSTRUIRE
'INDEPENDANCE

REGIONALE de METZ

TIF ET FINANCIER
ur régional

au Siège à Nanterre.

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

EPAD
LA DEFENSE

La Grande Arche, les Tours, 600 sociétés, 100.000 salariés, 30.000 résidents, des parcs, des espaces verts, 25.000 parkings, de nombreux services, de l'animation. L'EPAD (Etablissement Public pour l'Aménagement de la Région de la Défense) recherche pour son service Exploitation :

Cadre Administratif et Financier Responsable de Subdivision

A la tête d'un service de 10 personnes :
- Etablissement et suivi d'un budget de plus de 200 MF.
- Etablissement des marchés d'entretien et des travaux.
- Etablissement des conventions et des contrats.
- Comptabilités fournisseurs et clients, factures, imputations (le tout sur IBM 36).
- Suivi administratif des différentes Associations de quartier.
- Gestion des occupations du Domaine Public.

Cette opportunité convient soit à un ingénieur ayant acquis des connaissances de la comptabilité publique et une expérience pratique (type PME), des comptabilités, du juridique et de l'informatique, soit à un Diplômé BAC + 5 option finance-comptabilité ayant de bonnes connaissances juridique et informatique acquises en environnement public.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 50 81203 M à notre Conseil EQUIPES ET CARRIERES - 4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS - qui vous garantit la confidentialité.

EQUIPES ET CARRIERES
UNE EXIGENCE LA REUSSITE



ETABLISSEMENT (800 PERSONNES) D'UNE SOCIETE DE SERVICES

Implantée dans la région PACA, notre société en pleine expansion est amenée à mettre en place, pour l'un de ses établissements, une structure de contrôle interne. A ce titre, nous recherchons un

Contrôleur Interne HF

280.000F + Véhicule

Placé sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement, vous êtes le garant du respect de la transparence financière de celui-ci.
Vous en contrôlez l'application des règles internes. Vos domaines d'intervention portent sur les charges et les produits comptables, les immobilisations et la trésorerie.
Agé de 35 ans au moins, vous devez, pour tenir ce poste, posséder une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou équivalent) associée à une expérience significative (de l'ordre de 5 ans) de contrôle de gestion acquise soit en entreprise, soit dans un cabinet spécialisé.
Le fait d'avoir utilisé les moyens modernes de l'informatique est nécessaire.



Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 2036 ainsi qu'un numéro de téléphone à Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP. Discrétion assurée.

Guy Postel

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Français recherche pour sa Division Biomédicale

UN CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge la gestion économique d'un *chiffre d'affaires de 200 millions de Francs.*

Directement rattaché à la Direction Générale et en liaison avec les services du Groupe (Comptabilité, Finances et Contrôle de Gestion), il devra notamment :
- mettre sur pied les différents plans et procédures budgétaires,
- vérifier la cohérence économique des plans marketing,
- assurer le contrôle de gestion de l'activité industrielle,
- intervenir dans la mise au point des nouveaux systèmes d'information de gestion,
- définir une stratégie économique des plans de développement de l'activité.

Diplomés Grande Ecole Commerciale, Technique ou Généraliste, les candidats devront, à travers une formation complémentaire (MBA, ISA...) et une solide expérience, justifier de réelles capacités d'ouverture à la fonction financière. Anglais et pratique de l'informatique indispensable.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 89/151 MO à l'attention de : D. VOLTZ - SYNTHELABO
BP 72 - 22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

GROUPE CIC

POUR NOUS, LA RESPONSABILITE A UN SENS

Le CIC Paris, banque à taille humaine avec 110 implantations à Paris et en Région Parisienne, renforce ses équipes de Direction et intègre des

DIRECTEURS ADJOINTS D'AGENCES

Au CIC Paris, un Directeur Adjoint est responsable au sens plein du terme. A la fois commercial et gestionnaire, doté d'une très large délégation de compétences et jugé sur ses résultats, il encadre et anime son équipe dans toutes ses actions auprès d'une clientèle de Particuliers et d'Entreprises. Sa mission est clairement définie : offrir le meilleur service client tout en optimisant ses résultats.

A 26-36 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESC, Maitrise,...) ou issu du milieu bancaire (ITB, CESB,...), vous possédez une bonne connaissance de ces deux marchés acquise lors d'une première expérience de l'encadrement (2 ans minimum) dans un établissement bancaire.

Vous avez donc fait vos preuves et *souhaitez aujourd'hui élargir votre horizon* et exercer de véritables responsabilités. *Contactez-nous. Nous saurons de plus* vous offrir une rémunération motivante, *fonction de votre expérience et de vos* résultats, ainsi qu'une évolution de carrière *à la hauteur de votre potentiel.*

Merci de transmettre votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. M12 à Loïc Allain - CIC Paris Division de la Gestion des Carrières 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS

CIC *Paris*



UNE IDEE FIXE : LA FORCE DU SERVICE

Consultant trésorerie

Peat Marwick Consultants est membre du réseau mondial KPMG.
A Paris, 200 professionnels de haut niveau accompagnent les entreprises dans leur évolution.

Diplômé(e) d'une grande école, vous avez acquis dans une entreprise du secteur industriel ou bancaire une expérience de 5 ans en gestion de trésorerie ou en opérations de marché.

Vous maîtrisez les outils de prévision, les techniques de mesure des risques et les principaux instruments financiers.

Nous vous proposons de valoriser votre expérience dans le Conseil. Vous participerez, auprès d'une clientèle diversifiée, à des missions de type : optimisation des flux financiers, contrôle des opérations, organisation de back-office, schéma directeur des systèmes d'information...

Le fort développement de Peat Marwick Consultants vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Régnier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-40 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

KPMG Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVIEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK, VOUS Y SERIEZ DEJA

J'avance

Chef de bureau au coeur de la Savoie olympique

Notre banque, fortement implantée sur les deux départements *savoyards, recherche des Responsables de points de* vente. Si vous êtes un chef de bureau confirmé, depuis déjà 2 ou 3 ans, ou chargé de clientèle diversifiée en agence. Si vous possédez une expérience du management et de la gestion de fonds de commerce... Alors, vous nous intéressez. Responsable d'un bureau de 3 personnes réalisant de 25 à 50 millions de francs de ressources et d'emplois, vous serez chargé de développer les ressources et les engagements ainsi que de manager votre équipe en relation avec l'agence à laquelle vous serez rattaché. Votre dynamisme et votre rigueur, alliés à une formation supérieure Bac + 3/4 du type IAE, ESC..., vous permettront de valoriser vos compétences en misant sur une entreprise *à taille humaine qui* favorise l'épanouissement individuel.

Merci d'adresser votre candidature à la Banque Populaire Savoisienne de Crédit, DRH, 30 avenue des Afforets, 74808 La Roche-sur-Foron *cedex.* Tél.(16) 50.25.31.31.



BANQUE POPULAIRE SAVOISIENNE DE CREDIT

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

DIRECTEUR DE LA GESTION DU PATRIMOINE

NANCY. Cet important organisme de construction et de gestion immobilière compte un effectif de 370 personnes assurant la gestion locative et la vente de près de 20 000 logements.
Souhaitant renforcer son encadrement supérieur, le directeur général recherche

UN COLLABORATEUR

à qui sera confiée la gestion du patrimoine.
Ce poste s'adresse à un cadre de formation juridique, expérimenté dans la gestion immobilière (5 ans environ d'expérience professionnelle dans cabinet immobilier ou organisme HLM).
Les conditions offertes ainsi que le dynamisme de l'équipe de direction seront de nature à intéresser des candidats de valeur pour ce poste évolutif.

**Ecrire à C. GERBELLI
OPAC de Meurthe-et-Moselle
B.P. 610 - 54010 NANCY CEDEX.**

Filiale française d'un groupe International renforce ses structures financières et recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Réf. : 5628

Vous serez responsable du contrôle de gestion d'une unité industrielle *et commerciale réalisant un CA de 750 MF.*
De formation gestion type Dauphine, IAE ou équivalent, vous avez 3 à 5 ans d'expérience similaire en milieu industriel.

AUDITEUR INTERNATIONAL

Réf. : 5629

Vous interviendrez auprès des filiales européennes sur le plan comptable, financier et opérationnel. De formation ESC ou équivalent, vous avez au moins 2 ans d'expérience en cabinet d'audit.

Ces 2 postes nécessitent l'anglais et sont évolutifs.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. choisie à RESSOURCES & DEVELOPPEMENT - 6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS.

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Arme financière de la Caisse nationale du Crédit agricole

Segespar, vingt ans d'âge et premier gestionnaire d'Europe

Depuis le début de l'année 1969, lorsque la direction des affaires financières de la Caisse nationale du Crédit agricole prit le nom de Segespar, bien du chemin a été accompli. Cette *année-là, forte de ses 10 000 guichets, permanents ou temporaires, la « banque verte » lançait sa première société d'investissement à capital variable (SICAV).*

Forme d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières ouverte au public, la première SICAV, créée en 1963, allait connaître un fort bel essor, avec 15 000 milliards de francs de capitaux gérés à l'heure actuelle à l'échelon national.

En 1974, ce fut la deuxième Sicav, Uni-Foncier, spécialisée dans l'investissement en « pierre ». En 1978, la Segespar, devenue Segespar-Titres, profite de la création des SICAV Monory dont le revenu est partiellement dégrevé d'impôt et gère 2,7 milliards de francs de capitaux.

En 1982, un événement majeur se produit avec les restrictions apportées au *régime* des comptes à *terme* après l'arrêté du 3 septembre 1981 et la création des SICAV « de trésorerie », destinées aux particuliers d'abord, aux entreprises ensuite. Segespar-Titres gère plus de 15 milliards de francs, et lance Univar, SICAV de *trésorerie* à 100 F l'action. Aujourd'hui, Univar est la plus grosse SICAV de trésorerie française, avec plus de 80 milliards de francs de capitaux gérés, et le Crédit agricole *via* Segespar-Titres occupe le premier rang national dans cette spécialité, *avec plus de 120 milliards de francs* de capitaux et 16,6 % environ du marché national.

En 1984, Segespar-Titres gère 41 milliards de francs, et Jean-Claude Seys, son directeur général, flanqué de Monique Bouven, directrice de Gestion Actions, *(lire l'encadré)*, met au point une stratégie à long terme. En même temps, une *direction du marketing* est créée. Confiée à Anne Prugnet, elle adopte des modes de communication adaptés à un réseau de 10 000 points de vente, notamment la vidéo-transmisson, avec des *forums finances video* qui associent à une *table ronde animée* de *Paris* les caisses régionales et leur clientèle (un déposant sur trois dans le système financier français).

En 1985, Segespar-Titres gère 76,5 milliards de francs et en 1989, pour son vingtième anniversaire, ce *montant est passé à* plus de 300 *milliards* de francs, avec 22 SICAV et 73 fonds communs de placement collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) et 2,1 % du marché mondial (les SICAV capitalisant 219 milliards de francs, les fonds commun de placement 17 milliards de francs et la gestion privée et professionnelle – 90 % en personnes morales – 67,7 milliards de francs).

Outre Monique Bourven, patron de l'ensemble, Anne Prugnet, déjà citée, pour le marketing, l'homme clé est *Michel Paradis, Sciences Eco* de Lyon, seize ans d'ancienneté au Crédit agricole, analyste financier il y a dix ans et maintenant directeur de la gestion de valeurs mobilières avec neuf services, 230 personnes et toujours les 300 milliards de francs de *capitaux gérés*.

Trois sociétés de Bourse acquises

A ces activités, ajoutons celle de la gestion des sommes collectées par le numéro un français de la « bancassurance », Predica, filiale du Crédit agricole, qui connaît un développement *spectaculaire* avecplus de 20 milliards de francs de primes collectées en 1989. Enfin, le Crédit agricole est devenu numéro deux français dans l'émission et le placement d'obligations et un opérateur de poids sur le marché des actions, où Monique Bourven a fait racheter, pour sa maison, totalement ou partiellement, trois charges d'agents de change, pardon, trois sociétés de Bourse : Yves Soulié, qui traite des ordres des caisses régionales, Bertrand Michel, pour la clientèle étrangère, et Edmond Richard à Lyon.

Pour l'avenir immédiat, cap sur l'Europe de 1993 : trois nouvelles SICAV à compartiments à partir du Luxembourg et une nouvelle ligne de gestion de fortune, Taurus, pour la clientèle nationale et internationale. « *Devenez capitaliste* », propose la « banque verte » dans sa publicité télévisée : il y a loin du Crédit agricole de bon-papa, fournisseur de l'agriculteur, à la première banque d'Europe, qui se déploie aujourd'hui « *tous azimut* ».

FRANÇOIS RENARD

Monique Bourven : « Mlle 300 milliards »

Qui dirige le premier gestionnaire français de titres ? Une femme, une *Bretonne* (gens de l'Ouest ultime, dressez la tête), Monique Bourven, que beaucoup *surnomment* « *Mlle 300 milliards* », montant des capitaux gérés par Segespar-titres, qui vient de fêter le vingtième anniversaire de son entrée au Crédit agricole, la maison mère, en même temps que les vingt ans de cette filiale.

Dans cet univers de mâles qu'était et qu'est de moins en moins la gestion financière, où ces dames tiennent maintenant la dragée haute aux hommes, Monique Bourven a très tôt fait exception. Après avoir préparé une agrégation d'histoire à *Montpellier, elle entre à* Sciences-Po, d'où elle sortira en 1967, après avoir suivi les cours de Raymond Barre et surtout de Daniel Petit, alors secrétaire général de la Chambre syndicale des agents de change, qui lui fait découvrir les valeurs mobilières et la Bourse. Elle la visitera une des premières en *1967, déclenchant* un beau chahut car le palais Brongniart était alors interdit aux femmes : encore un tabou qui est tombé ! Son premier emploi est celui d'analyste financier à la Caisse nationale de crédit agricole, qui l'engage en 1969. A cette époque, la gestion financière à la « banque *verte » était encore* dans les limbes. « *A mes débuts, le service dans lequel je travaillais comprenait à peine dix personnes et nous ne gérions pas un sou : j'ai vu entrer le premier franc* », confie-t-elle.

Championne de l'éthique

Petit à petit, son service *s'étoffe*, avec la création de deux SICAV, *mais* en 1977 l'équipe ne comprend encore *que vingt personnes*. *Monique* Bourven devient alors chef du service « valeurs mobilières » et, cinq ans plus tard, *chef* du département « marchés financiers et titres », avant de devenir, en mai 1987, numéro un de la division « marchés de capitaux », puis en janvier 1989 l'un des trois directeurs généraux *adjoints de la Caisse nationale* de crédit agricole, fonction qu'elle cumule avec celle de directrice générale de Segespar-titres, le bras séculier de la « banque verte » en gestion mobilière. En avril 1988, elle a été élue au Conseil des Bourses de valeurs.

Toujours souriante, mais pleine d'autorité, elle est réputée avoir « *une main de fer dans un gant de velours* ». Elle est grande championne de l'éthique professionnelle, qu'elle entend faire appliquer par ses collaborateurs, lesquels, en avance sur la réglementation récente, ont été, dès juillet 1988, tenus de respecter les règles de la déontologie dans le cadre de leur travail avec leurs intermédiaires financiers et les opérateurs sur le marché.

Mélomane enragée, cette femme menue et blonde, à l'œil bleu, a dû abandonner le théâtre de Vérone, d'Aix et même le palais Garnier, ses horaires de travail ne correspondant pas avec ceux des représentations. Elle en est réduite à écouter ses *amis d'Opéra sur sa chaîne* laser et se console en faisant soutenir par la Segespar-titres l'Orchestre philharmonique de France, première formation privée de France, dirigée par Laurent Petit-Gérard.

F. R.

Investir à l'Est

Décidément, les financiers *ne perdent pas le nord*. A peine les frontières entre l'Est et l'Ouest se sont-elles ouvertes qu'ils « *se précipitent* » de l'autre côté. Ou presque. Dès le début de cette année, un établissement financier français propose à sa clientèle de particuliers un nouvel *instrument* de placement *orienté* vers l'Est. En association avec Cholet Dupont Gestion, Paluel Marmont Banque vient en effet d'annoncer la création d'un fonds commun de placement Europe Centrale Fund, « *un véhicule spécialisé sur l'Europe centrale* ».

En fait, ce fonds n'ira pas directement placer l'argent de ses clients sur la nouvelle Bourse de Budapest, déjà en fonction, ou sur celles, prochaines, de Varsovie ou de Prague, mais il orientera ses achats de titres sur des sociétés occidentales qui devraient bénéficier de l'ouverture économique des pays d'Europe de l'Est, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Ce fonds sera investi, pour l'essentiel, dans les sociétés cotées d'Europe centrale et plus particulièrement en Autriche. « *Europe Centrale Fund s'intéressera, par exemple, aux actions des sociétés allemandes fortement exportatrices en Europe de l'Est* », indique-t-on à la Banque Paluel Marmont.

Fermeture des Fourrures de la Madeleine

Petit froid sur le vison

La fausse fourrure et les doudounes seraient-elles en train de détrôner les visons, marmottes et autres zibelines ? « *La femme jeune et active se désintéresse de la fourrure* », affirme M. Paul Imbert pour justifier l'annonce de la fermeture le 15 mars prochain des Fourrures de la Madeleine, qu'il avait créées avec son frère jumeau Christian. Depuis le début de la décennie, les magasins à cette enseigne avaient fait de la « *démocratisation de la fourrure* » une véritable politique de marketing. Et les frères Imbert s'en étaient donné les moyens : budgets publicitaires importants (10 % à 15 % du chiffre d'affaires) et prix compétitifs. Fabriqués pour la plupart en Europe de l'Est ou en Asie du Sud-Est, les pelisses, vestes ou manteaux des Fourrures de la Madeleine *étaient vendus nettement* moins cher que chez les autres fourreurs. Au grand dam des membres de la profession, toujours prêts à *susurrer* que *la qualité* n'était pas toujours parfaite.

Néanmoins, dans ses trois magasins parisiens et ses boutiques de Lyon et de Strasbourg, les Fourrures de la Madeleine réalisaient un chiffre d'affaires de 100 à *120 millions de francs*, et, d'après ses responsables, des bénéfices avoisinaient les 10 millions de francs : « *Nous avons toujours gagné de l'argent, même quand le chiffre d'affaires baissait. Notamment nous préférions vendre à prix coûtant que financer des stocks. Mais il est vrai que nous avons été pris à notre propre piège. La fourrure était un produit mythique : en la rendant accessible, nous en avons peut-être détourné une partie de la clientèle* », affirme M. Paul Imbert pour expliquer une chute de 30 % du chiffre d'affaires au cours de l'hiver 1988-1989.

Cette morosité du marché est confirmée par les responsables de la Fédération de la fourrure, qui reconnaissent que les deux derniers hivers n'ont pas été fastes pour eux. « *Le krach en 1987 et la clémence de l'hiver dernier sont les principales causes de la baisse du marché*, affirme M. Georges Constant, président du Syndicat de la fourrure. *D'ailleurs les vendeurs de pardessus pour hommes ont enregistré un phénomène comparable. Cette année, en revanche, la zibeline et le vison se vendent très bien.* » Cette tendance à la demande haut de gamme est confirmée par les Fourrures du Nord : « *La grande diffusion pour les jeunes n'a en fin de compte pas très bien marché. Il vaut mieux tirer la clientèle vers le haut* », affirme M. Edgard Vermont, président des Fourrures du Nord, qui, sans vouloir donner de chiffres, affirme que ses ventes sont en augmentation.

Une belle opération immobilière

En réalité, les professionnels de la fourrure ne veulent pas que la fermeture des Fourrures de la Madeleine ternisse l'image de leur profession, dont les ventes représentent environ 2,5 milliards de francs par an. Et tout le monde s'empresse de rappeler que les frères Imbert réalisent au passage une belle opération immobilière. En effet, le GAN (Groupe des assurances nationales), propriétaire de l'immeuble du 14, boulevard de la Madeleine, souhaitait y effectuer des travaux de rénovation. Pour récupérer la partie occupée par le fourreur, le GAN a dû verser une « *indemnité d'éviction* » dont certains murmurent qu'elle s'élèverait à plusieurs millions de francs.

« *Notre décision de fermeture est antérieure aux offres du GAN*, assure M. Paul Imbert. *Car dès qu'une affaire devient difficile à gérer, nous décidons de l'arrêter.* » Il est vrai que depuis vingt ans les frères Imbert ont changé leurs activités au fur et à mesure que celles-ci passaient de mode et que les bénéfices diminuaient. C'est ainsi qu'ils ont *abandonné la moquette* pour la fourrure d'ameublement, puis pour les manteaux de fourrure. Et ils ont déjà préparé leur reconversion dans deux secteurs bien différents : le contrôle des chèques volés et la création de meubles inspirés de Walt Disney.

FRANÇOISE CHIROT

s de la Madeleine

r le vison

rdessus pour hommes ont enre-
tré un phénomène comparable.
tte année, en revanche, la zibe-
e et le vison se vendent très
en. » Cette tendance à la
mande haut de gamme est
nfirmée par les Fourrures du
ord : « *La grande diffusion pour*
jeunes n'a en fin de compte pas
ès bien marché. Il vaut mieux
er la clientèle vers le haut »,
firme M. Edgard Vermont, prési-
nt des Fourrures du Nord, qui,
ns vouloir donner de chiffres,
firme que ses ventes sont en aug-
entation.

Une belle opération immobilière

En réalité, les professionnels de
fourrure ne veulent pas que la
ermeture des Fourrures de la
Madeleine ternisse l'image de leur
rofession, dont les ventes repré-
entent environ 2,5 milliards de
rancs par an. Et tout le monde
'empresse de rappeler que les
rères Imbert réalisent au passage
ne belle opération immobilière.
En effet, le GAN (Groupe des
ssurances nationales), proprié-
aire de l'immeuble du 14, boule-
vard de la Madeleine, souhaitait y
effectuer des travaux de rénova-
tion. Pour récupérer la partie occu-
pée par le fourreur, le GAN a dû
verser une « *indemnité d'éviction* »
dont certains murmurent qu'elle
s'élèverait à plusieurs millions de
francs.

« *Notre décision de fermeture*
est antérieure aux offres du GAN,
assure M. Paul Imbert. *Car dès*
qu'une affaire devient difficile à
gérer, nous décidons de l'arrêter. »
Il est vrai que depuis vingt ans les
frères Imbert ont changé leurs acti-
vités au fur et à mesure que celles-
ci passaient de mode et que les
bénéfices diminuaient. C'est ainsi
qu'ils ont abandonné la moquette
pour la fourrure d'ameublement,
puis pour les manteaux de four-
rure. Et ils ont déjà préparé leur
reconversion dans deux secteurs
bien différents : le contrôle des
chèques volés et la création de
meubles inspirés de Walt Disney

FRANÇOISE CHIROT

MARCHÉS FINANCIERS

Affaire LVMH

Nouvelles actions devant les tribunaux

M. Bernard Arnault, président de LVMH (Moët-Hennessy Louis-Vuitton), a trouvé un nouveau motif pour guerroyer devant les tribunaux contre M. Henry Racamier, PDG de Louis-Vuitton. Le vendredi 5 janvier, le groupe LVMH a en effet décidé de demander en référé au tribunal de commerce de Paris le report de l'assemblée générale de Louis-Vuitton convoquée pour le 25 janvier. M. Racamier avait organisé cette réunion pour s'expliquer devant ses actionnaires sur l'affaire de la société Bluebell Asia, partenaire commercial de Louis-Vuitton en Asie du Sud-Est.

M. Arnault conteste la teneur des contrats par lesquels le malletier aurait racheté ses parts à Bluebell Asia afin de récupérer le contrôle de sa filiale asiatique. D'après LVMH, ces contrats s'« *avèrent contraires à l'intérêt social du groupe LVMH, tout en portant sur des montants financiers très élevés et n'ont de surcroît pas été mentionnés dans les comptes 1988* ». A cela, les dirigeants de Louis-Vuitton répondent que « *les commissaires aux comptes ont été chargés d'établir un rapport détaillé sur tous les points faisant l'objet des allégations contenues dans les plaintes récemment déposées* ».

Les entreprises de construction attaquent Eurotunnel en justice

Transmanche Link (TML), qui réunit les entreprises participant à la construction du tunnel sous la Manche, a décidé d'attaquer en justice la société Eurotunnel, responsable de la construction. Elle a assigné celle-ci en référé devant le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour obtenir le paiement des travaux engagés par les groupes de BTP (Dumez, SAE, Bouygues, Spie-Batignolles, SGE du côté français et leurs homologues britanniques) : un total de 416 millions de francs reconnus par Eurotunnel.

Celle-ci aurait dû payer ces sommes le 2 janvier 1990. Mais le 28 décembre 1989, elle avait demandé aux constructeurs de ne payer que 40 % du montant dans un premier temps et d'échelonner le reste du paiement. Elle demandait aussi un accord sur le montant du surcoût des travaux, en discussion depuis plusieurs mois entre Eurotunnel, TML et les banques. Le rapport remis le 15 décembre par les cabinets Setec et Atkins, chiffrant à 10 milliards les dépassements de devis (*le Monde* du *19 décembre 1989*), n'a pas mis fin aux polémiques sur ce sujet et sur la répartition du fardeau entre les différents partenaires.

Les difficultés du groupe australien Alan Bond

L'homme d'affaires australien Alan Bond a décidément du mal à éponger ses dettes. Les négociations qui se sont déroulées pendant le week-end à New-York avec les créanciers américains n'ont pas abouti. Ceux-ci, qui ont avancé à Bond Corporation Holdings quelque 650 millions de dollars australiens (2,9 milliards de francs), semblent pressés de récupérer leurs fonds et ils ne sont pas disposés à accorder à M. Bond le mois de délai supplémentaire qu'il réclame.

En revanche, M. Bond a échappé à la mise en liquidation. La Cour suprême de l'Australie occidentale a en effet rejeté, vendredi 5 janvier, la demande de la Western Australia's State Government Insurance Commission, l'organisme financier du gouvernement.

Par ailleurs, M. Peter Lucas, porte-parole du groupe australien, a indiqué que des négociations étaient en cours avec M. Jeff Reynolds, un homme d'affaires américain basé au Texas et sur la côte ouest des Etats-Unis, qui serait disposé à investir 250 millions de dollars (1,2 milliard de francs) dans la compagnie australienne à condition d'en reprendre le contrôle.

EN BREF

□ **Compagnies d'eau britanniques : le ministère de l'industrie saisit la commission des monopoles.** – M. Nicholas Ridley, ministre britannique de l'industrie, a décidé vendredi 5 janvier de soumettre à la commission des monopoles deux acquisitions de parts dans les compagnies privées de distribution d'eau : la première concerne General UtilitieS, filiale à 100 % de la Générale des eaux, qui, en mars 1989, a porté sa participation dans la Mid Kent Water Company de 15 % à 29 % ; la seconde, la société régionale privatisée Southern Water, qui, en février 1989, a porté de 14,8 % à 25,05 % sa part dans Mid Sussex. Par extension de la loi sur les fusions, les acquisitions impliquant des sociétés ayant des actifs supérieurs à 30 millions de livres (280 millions de francs, peuvent être soumises à la commission : pour les sociétés de distribution d'eau, le délai expirait en janvier. La commission doit rendre sa décision pour le 12 avril.

□ **Campeau renonce à vendre Boomingdale's.** – Le groupe canadien de distribution Campeau, lourdement endetté, a renoncé à vendre la chaîne de magasins Bloomingdale's, principal actif de Federated Department Stores, qui doit rembourser d'ici à la fin d'avril 1,15 milliard de dollars (environ 6,7 milliards de francs). Le groupe canadien, qui avait été notamment en discussion avec les japonais de Tokyu, n'a pas obtenu le 1,5 milliard de dollars qu'il souhaitait obtenir pour la vente de la chaîne. Citibank, principale banque de Campeau, a demandé un projet de restructuration du groupe au plus tard pour la mi-janvier.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 29 décembre 1989

	29 déc. *	5 janv.
Valeurs franç. à rev. variable	129,4	100,7
Valeurs industrielles	124,3	101
Valeurs étrangères	118	102,5
Pétroles-Energie	143,6	103,8
Chimie	115,7	101
Métallurgie, mécanique	131,6	98,9
Electricité, électronique	118,9	102,9
Bâtiment et matériaux	113,1	101,8
Ind. de consommat. non alim.	119	99,6
Agro-alimentaire	137,9	100
Distribution	150	99,4
Transports, loisirs, services	145,1	100,2
Assurances	201,1	99,8
Crédit banque	118,6	100,9
Sicomi	106,9	100,6
Immobilier et foncier	123,6	99,3
Investissement et portefeuille	132,5	100,8
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	94,9	98,6
Emprunts d'Etat	95,9	98,1
Emprunts garantis et assimilés	94,7	98
Sociétés	94,5	99
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 593,7	4 628,2
Valeurs étrangères	4 677,6	4 799,6
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	863	867,6
Valeurs étrangères	624,9	641,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	115,5	113,8
Emprunt d'Etat	115,7	94,1
Emprunts garantis et assimilés	115,2	113
Sociétés	115,3	114,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	553,8	554,7
Produits de base	372,8	380,4
Construction	538,6	532,2
Biens d'équipement	357	360,2
Biens de consom. durables	614,8	611,2
Biens de consom. non durables	664,3	667
Biens de consom. alimentaires	887,4	886,9
Services	566,1	565
Sociétés financières	681,7	679,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	576,1	587,1
Valeurs industrielles	520,3	522,4
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	388,8	389,3

* Les indices INSEE du 29 déc. sont en base 100 31 déc. 1988.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	28 décembre 1989
Total actif	791 497
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	72 931
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 403
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	50 598
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	300
Effets privés	208 968
Effets en cours de recouvrement	65 783
Total passif	791 497
dont	
Billets en circulation	251 160
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	78 886
Compte courant du Trésor public	92 993
Reprises de liquidités	18 516
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	60 659
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 10 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours 10,75 %
– Taux d'escompte .... 9,50 %
– Taux des avances sur titres .. 12 %

LONDRES

Changement d'horaires de cotation

Le London International Stock Exchange annonce des changements d'horaires de cotation applicables aux valeurs britanniques à partir du printemps prochain, en *principe* à la date du 26 mars.

Pour le SEAQ (système informatisé de cotation), les cotations, actuellement effectuées entre 7 h 30 et 18 heures, heure locale, *seront avancées à 7 h 15-16 h 45.* La période pendant laquelle les teneurs de marchés sont tenus de faire des cotations (*mandatory quotation period*), qui va actuellement de 9 heures à 17 heures, sera avancée d'une demi-heure à 8 h 30-16 h 30. Elle coïncidera désormais avec les heures officielles de cotation, alors qu'actuellement la clôture officielle a lieu non à 17 heures mais à 15 h 30, les transactions effectuées entre 15 h 30 et 17 heures étant enregistrées officiellement avec celles du lendemain.

L'indice Footsie des cent valeurs sera calculé également entre 8 h 30 et 16 h 30, au lieu de 9 heures à 17 heures.

Le but de cette réforme est d'augmenter la part des transactions réalisées pendant la période de cotation officielle.

TOKYO, 8 janvier ↑

Progrès

La tendance a été assez contrastée, lundi à Tokyo. D'abord en hausse, le marché s'est ensuite replié pour se raffermir ensuite durant la deuxième partie de la séance.

En clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 38 294,96 avec une avance de 20,20 points (+ 0,1 %). Selon les professionnels, le facteur technique a joué à plein. Après la chute de 438,12 points, vendredi, les investisseurs se sont, de fait, mis à chasser les bonnes occasions, d'où l'effet de levier enregistré.

Par la suite, ce sont les ventes à terme qui ont favorisé le renversement de tendance.

Mais résolument optimistes, des opérateurs ont néanmoins continué à prendre des positions favorisant une reprise de dernière minute.

La demande s'est concentrée sur les valeurs de pâte à papier et de ciment.

VALEURS	Cours du 5 janv.	Cours du 8 janv.
Akai	970	989
Bridgestone	1 710	1 730
Canon	1 840	1 840
Fuji Bank	3 520	3 520
Honda Motors	1 870	1 830
Matsushita Electric	2 360	2 390
Mitsubishi Heavy	1 150	1 160
Sony Corp.	8 560	8 560
Toyota Motors	2 530	2 530

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Travail temporaire : accord Ecco-Bernard Julhiet.** – Un accord intervenu, jeudi 4 janvier, entre les sociétés Ecco (travail temporaire) et Bernard Julhiet (conseil, télémarketing, formation et recrutement) fait de Districom, entreprise spécialisée dans la location de « *force de vente* », jusque-là département de Bernard Julhiet, une filiale commune aux deux sociétés. Ecco, qui réalise un chiffre d'affaires de *10 milliards de francs, dont 75 %* dans le travail temporaire et 15 % dans la sécurité, en détiendra 51 %, Bernard Julhiet, dont le chiffre d'affaires a été de 110 millions de francs en 1988, en aura 41 % et les dirigeants de l'entreprise 8 %. Le bénéfice brut de Districom (30 salariés) a atteint 15 millions de francs en 1988.

□ **La SOAEO réduit sa part dans Mox (Malaisie).** – La société Alboc, filiale à 37 % de la Société d'oxygène et d'acétylène d'Extrême-Orient (SOAEO, groupe d'Air liquide), va devoir réduire sa participation dans Malaysian Oxygen (Mox) en raison de la réglementation locale. Alboc devra faire passer sa participation dans Mox de 55 % à 45 %. Cette vente dégagera une plus-value exceptionnelle de 27 millions de francs (après impôts) dans les comptes consolidés 1989 de la SOAEO.

□ **Campbell Soup : M. David Johnson, nouveau directeur général.** – Le groupe agroalimentaire américain Campbell Soup, qui a fait ces dernières semaines l'objet de rumeurs d'OPA, a annoncé, mercredi 3 janvier, la nomination d'un nouveau directeur général, M. David Johnson, qui était jusqu'ici directeur général de la société de produits alimentaires Gerber Products. Campbell était à la recherche d'un directeur général depuis plus d'un an. M. Johnson remplacera à ce poste M. Gordon McGovern. Cette nomination intervient alors que des dissensions importantes sont apparues au sein de la famille Dorrance, fondatrice de Campbell, qui contrôle au total environ 59 % du capital de ce groupe.

□ ***OMP : 39 % de chiffre d'affaires* en plus pour 1990.** – Créé à l'automne 1986 pour commercialiser les mémoires de masse amovibles optiques ou magnétiques, l'OMP (Optique, magnétique, périphériques) continue de se développer très rapidement. Déjà plus que doublé pour 1988, son chiffre d'affaires *pour l'exercice écoulé devrait encore* s'accroître de 53 % pour atteindre 23 millions de francs, permettant de dégager un bénéfice de 1,9 million de francs, accru de 72,7 %. Fondateurs de l'entreprise, MM. C. Cardot et D. Soulier restent très optimistes pour l'avenir. Dès 1990, la société va diversifier ses activités dans le développement logiciel permettant l'intégration des unités bibliothèques disques optiques dans les grands et moyens systèmes informatiques, ainsi que la création d'un service de maintenance spécialisé dans les unités bibliothèques et robots manipulateurs de disques optiques. Pour l'exercice, qui commence ainsi que pour 1991, ils pensent réaliser des chiffres d'affaires respectivement de 32 millions de francs (+ 39,1 %) et de 45 millions de francs (+ 40 %)

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	400	Locamic	....	138
Asystel	....	140	Matra Communication	....	236
B.A.C.	....	280	Metallurg. Minière	....	238 50
B. Demachy & Assoc.	....	598	Métroservice	....	172 60 o
Banque Tarneaud	190	190	Métroservice (bons)	....	....
B.I.C.M.	....	800	Molex	210	202
Boiron	....	455	Navale-Delmas	....	1150
Boisset (Lyon)	....	290	Olivetti-Logabax	240	....
Câbles de Lyon	....	2629	Om. Gest.Fin.	....	590
Calberson	....	736	Pinault	....	528
Cardif	....	765	Presbourg (C.In & Fin)	....	94
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	930	Présence Assurance	....	532
C.D.M.E.	....	1799	Publicat. Filipacchi	....	890
C. Equip. Elect.	....	385	Razel	....	705
C.E.G.E.P.	....	294 50	Rémy & Associés	....	388
Ciments d'Origny	....	710	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	327
C.N.I.M.	....	780	St-Honoré Matignon	....	240 50
Codetour	....	272	S.C.G.P.M.	....	730
Conforama	....	1170	Segin	315	319
Creeks	....	432	Sélection Inv. (Lyon)	....	117 50
Dafsa	....	180	S.E.P.	....	435
Dauphin	....	621	Seribo	....	549
Devanlay	....	1180	S.M.T.Goupil	....	368
Deville	....	528	Sodinforg	....	175 90 o
Dolisos	....	198 70	Supra	....	278 10
Editions Belfond	....	165	Thermador Hold. (Lyon)	....	280
Elysées Investissem.	....	15 90	TF 1	....	295
Finacor	....	220	Unilog	....	200 20
Gavazzi	....	865	Union Financ. de Fr.	....	500
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	309	Vial et Cie	....	209
Guintoli	....	902	Yves Saint-Laurent	....	1160
I.C.C.	....	262			
Idia	....	318			
Idianova	....	142 10			
IN2	....	300			
Int. Metal Service	....	1100			
Le gd livre du mois	....	448			
Loca Investissement	....	287			

Marché des options négociables le 5 janvier 1990

Nombre de contrats : 15 701.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Accor	920	30	–	–	–
Bouygues	680	14,50	28	–	–
CGE	560	20	34	28	31
Elf-Aquitaine	480	72	76	4	8
Eurotunnel SA-PLC	70	6,70	11,70	10,50	12,10
Havas	1 400	75	–	–	–
Lafarge-Coppée	388	24	–	11	–
Michelin	160	–	24,50	–	8
Midi	1 500	45	–	–	–
Paribas	720	38,50	70	37	–
Pernod-Ricard	1 600	43	–	–	–
Peugeot SA	850	27	55	62	–
Rhône-Poulenc CI	480	22,20	–	–	–
Saint-Gobain	640	45	–	19	–
Source Perrier	1 900	105	–	118	–
Société générale	560	10	25	–	–
Suez Financière	440	29	42	13,50	–
Thomson-CSF	140	17,30	22	4,50	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 5 janvier 1990

Nombre de contrats : 68 000.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	102,82	103,26	103,76
Précédent	103,06	103,52	103,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
103	0,88	1,69	0,93	1,52

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7650 F ↓

La dévaluation de la lire a apaisé un peu les tensions au sein du système monétaire européen, aux dépens du mark. En conséquence, le dollar s'est légèrement raffermi par rapport à son cours de clôture de vendredi 5 au soir, tout en s'inscrivant en recul par rapport à ses cours de ce même vendredi en fin de matinée. A Paris, le franc s'est raffermi par rapport au mark, dont le cours est revenu de 3,4175 F à 3,4125 F.

FRANCFORT	5 janv.	8 janv.
Dollar (en DM)	1,69	1,6850
TOKYO	5 janv.	8 janv.
Dollar (en yens)	143,10	144,60

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (8 janv.) .... 11-11 1/8 %
New-York (5 janv.) .... 8 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	4 janv.	5 janv.
Valeurs françaises	100,7	
Valeurs étrangères	103,9	
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	550,2	554,7
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 006,42	1 994,36

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles	2 796,08	2 773,25

LONDRES (Indice « Financial Times »)

Industrielles	1 957,3	1 948,8
Mines d'or	298,7	306,4
Fonds d'Etat	84,06	84,10

TOKYO

	5 janv.	8 janv.
Nikkei Dow Jones	38 274,76	38 294,36
Indice général	2 834,61	2 825,68

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. +	ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	ou dép. –
$ E-U.	5,7670	5,7700	+ 140	+ 155	+ 280	+ 305	+ 870	+ 940
$ can.	4,9651	4,9720	– 50	– 21	– 75	– 37	– 121	– 25
Yen (100)	3,9869	3,9917	+ 158	+ 182	+ 299	+ 334	+ 846	+ 922
DM	3,4100	3,4132	+ 85	+ 100	+ 159	+ 182	+ 453	+ 509
Florin	3,0178	3,0209	+ 57	+ 72	+ 116	+ 136	+ 345	+ 394
FB (100)	16,2359	16,2535	+ 63	+ 162	+ 171	+ 332	+ 591	+ 998
FS	3,7460	3,7528	+ 40	– 62	+ 116	+ 147	+ 398	+ 468
L (1 000)	4,5589	4,5649	– 76	– 18	– 127	– 062	– 341	– 241
£	9,4406	9,4513	– 349	– 294	– 596	– 498	– 1503	– 1334

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 1/8	8 3/8	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8
DM	7 3/8	7 5/8	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
Florin	8 5/8	8 7/8	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9
F.B. (100)	10 1/4	10 5/8	10 1/4	10 9/16	10 5/16	10 5/8	10 5/16	10 5/8
F.S.	9 3/4	10	9 7/16	9 9/16	9 3/16	9 5/16	9	9 1/8
L (1 000)	12	13	12 3/4	13 1/4	12 3/4	13 1/4	12 3/4	13 1/8
£	14 15/16	15 3/16	15	15 1/8	15	15 1/8	14 7/8	15
F franç.	10 5/16	11 3/16	11 3/16	11 5/16	11 3/8	11 1/2	11 1/2	11 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 JANVIER

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3770	C.N.E. 3% ★	3830	3836	3800	- 0 78
1038	B.N.P. T.P.	1040	1045	1045	+ 0 48
1210	C.C.F. T.P.	1205	1224	1220	+ 1 24
1068	Créd. Lyon. T.P.	1063	1067	1063	....
1835	Renault T.P.	1823	1825	1820	- 0 16
2050	Rhone-Poul. TP	2055	2069	2046	- 0 44
1248	St-Gobain T.P.	1235	1279	1278	+ 3 48
1250	Thomson T.P.	1310	1310	1310	....
885	Accor	892	893	896	+ 0 45
660	Air Liquide	692	689	689	- 0 43
2600	Als. Superm.	2720	2400	2400	- 11 76
560	A.L.S.P.I. ★	635	625	617	- 2 83
3020	Arjom. Prioux ★	3180	3080	3082	- 3 08
620	Ausedat-Rey ★	610	608	606	- 0 66
1040	Aux. Entrepr. ★	1050	1050	1031	- 1 81
490	Av. Dassault ★	706	710	700	- 0 86
405	BAFIP ★	379 20	382	382	+ 0 74
380	Bail-Equipem. ★	359 90	357	354 10	- 1 61
1000	Bail Investiss. ★	994	1009	1006	+ 1 21
395	B.N.P. C.I. ★	435	435	434	- 0 23
900	Bolloré Tech.	910	910	911	+ 0 11
630	Cie Bancaire ★	631	633	640	+ 1 43
810	Bazar H.-V. ★	806	808	804	- 0 25
645	Béghin-Say ★	764	768	755	- 1 18
1590	Berger (Ma)	1590	1580	1590	....
750	Bic ★	786	790	790	+ 0 51
910	B.I.P. ★	1099	1095	1097	- 0 18
615	B.I.S. ★	602	610	589	- 2 16
3290	Bongrain S.A. ★	3300	3341	3290	- 0 30
1010	Bon-Marché ★	1047	1043	1047	....
670	Bouygues ★	646	650	627	- 2 94
148	B.P. France ★	160 80	158	155 10	- 3 54
740	B.S.N. ★	774	769	767	- 0 90
740	Canal Plus ★	760	765	788	+ 3 68
520	Cap Gem. S. ★	494	500	500	+ 1 21
3490	Carrefour ★	3667	3670	3644	- 0 63
210	Casino ★	211	211 10	208 50	- 1 18
135	Casino A.D.P. ★	142	141 50	135 90	- 4 30
1050	Castorama D.I.	1150	1110	1110	- 3 48
150	C.C.M.C.	154	154	155	+ 0 65
695	C.E.G.I.D.	740	740	735	- 0 68
245	Centrest	252	252	252	....
580	C.E.P. Comm.	573	578	574	+ 0 17
1150	Cerus CER	452 10	451 20	453	+ 0 20
620	Cetelem ★	611	609	608	- 0 33
645	C.F.A.O. ★	726	728	722	- 0 55
510	C.G.E.	554	556	551	- 0 54
1760	C.G.I. Informat.	1800	1800	1797	- 0 17
1530	C.G.I.P. ★	1510	1524	1495	- 0 99
685	C.G.P.	690	680	670	- 2 90
1320	Chargeurs S.A ★	1347	1325	1320	- 2
796	Cics	835	840	840	+ 0 60
1610	Ciments franç. ★	1645	1642	1666	+ 1 28
695	Club Méditerr. ★	700	690	698	- 0 29
230	C.M.B. Packag.	234	234 90	228	- 2 56
172	Codetel ★	175	175 10	185	+ 5 71
420	Colimeg ★	418	417	419	+ 0 24
....	CPR (Par.-R.) ★	464	462	470	+ 1 29
895	Colas ★	901	902	898	- 0 33
230	Cpt. Entrepr. ★	249 90	247 80	247	- 1 16
1160	Compt. Mod. ★	1216	1219	1238	+ 1 81
380	Concept S.A.	407	405	400	- 1 72
1230	Créd. Foncier ★	1350	1339	1330	- 1 48
520	C. F. Internat. ★	538	538	538	....
220	C.C.F. ★	225 80	224	222 10	- 1 64
715	Cr. Lyon. (CI) ★	726	720	720	- 0 83
1200	Crédit Nat. ★	1193	1179	1200	+ 0 59
385	C.S.E.E. ★	386	381 10	380	- 1 55
4030	Damart S.A. ★	4200	4180	4180	- 0 48
2190	De Dietrich ★	2180	2185	2175	- 0 23
220	Dév. P.d.C. (Li)	220	220	220	....
340	Dév. R. Sud-Est	346	344	343	- 0 87
580	D.M.C.	590	588	587	- 0 51
380	Drouot Assur ★	370	369 50	365	- 1 35
5280	Docks France ★	5510	5380	5280	- 4 17
825	Dumez ★	927	922	923	- 0 43
2340	Eaux (Gén.) ★	2350	2328	2345	- 0 21
495	Ecco ★	500	492	494 40	- 1 12
1100	Electrofinanc. ★	1029	1049	1065	+ 3 50
475	El. S. Dassault ★	492	490	490	- 0 41
485	Elf-Aquitaine	539	539	538	- 0 19
415	— (certific.) ★	440	439	432	- 1 82
1310	Epeda B.-F.	1380	1390	1400	+ 1 45
3000	Essilor ★	3010	3006	3000	- 0 33
1430	Essil. Int.(DP) ★	1435	1425	1415	- 1 39
610	Esso S.A.F. ★	712	700	697	- 2 11
2550	Eurafrance ★	2650	2626	2650	....
1980	Eurocom ★	1990	1990	1999	+ 0 45
92	Eurodisneyland	95 25	94 50	94 60	- 0 68
4450	Euromarché ★	4887	4850	4800	- 1 78
1040	Europe n° 1 ★	1097	1075	1066	- 2 84
53	Eurotunnel ★	56 50	56 10	55	- 2 88
1920	Exor ★	2029	2025	2015 c	- 0 10
1580	Facom ★	1719	1713	1740	+ 1 22
1220	Fichet-Bauche ★	1180	1180	1162	- 1 53
205	Finextel ★	218 50	217	218 20	- 0 14
355	Fives-Lille ★	406 90	423	425	- 0 23
2450	Fromager. Bel ★	2640	2590	2565	- 2 84
1980	Gal. Lafayette ★	2132	2115	2150	+ 0 84
540	Gascogne ★	551	559	559	+ 1 45
1710	Gaz et Eaux ★	1751	1730	1770	+ 1 09
910	Géophysique ★	1031	1028	1100	+ 6 69
635	Gerland ★	705	695	690	- 2 13
715	Groupe Cité ★	754	745	739	- 1 99
2280	Gr. Victoire	2285	2285	2285	....
1140	— (certif.)	1127	1127	1127	....
1180	GTM-Entrep. ★	1396	1380	1385	- 0 79
1220	Guyenne-Gas. ★	1315	1255	1280	- 2 66
390	Hachette ★	414	416	413	- 0 24
1360	Havas ★	1407	1409	1390	- 1 21
625	Hénin (La) ★	643	640	636	- 1 09
1280	Hutchinson ★	1290	1290	1275	- 1 16
325	Imétal ★	332	333	330	- 0 60
135	Ingénico ★	152	150 10	150	- 1 32
5830	Inst. Mérieux ★	6000	6010	6090	+ 1 50
520	Interbail ★	530	535	525	- 0 94
1860	Intertechnique ★	1819	1790	1785	- 1 87
1260	J. Lefebvre ★	1240	1250	1237	- 0 24
1210	Labinal ★	1250	1225	1235	- 1 20
2590	Lab. Bellon ★	2551	2521	2505	- 1 80
1490	Lafarge-Coppée	394 50	396	393 50	- 0 25
1430	Lebon ★	1400	1438	1438	+ 2 71
3650	Legrand ★	3701	3785	3665	- 0 97
1900	Legrand (DP) ★	1949	1949	1945	- 0 21
2080	Leroy-Somer ★	2080	....	....	....
770	Locabail Im. ★	800	780	799	- 0 13
516	Locafrance ★	524	525	526	+ 0 38
870	Locindus ★	866	865	861	- 0 58
360	Luchaire ★	452 10	446	435	- 3 78
5110	L.V.M.H. ★	5370	5350	5310	- 1 12
535	Lyonn. Eaux ★	588	587	576	- 2 04
77	Mais. Phénix ★	82 40	80	80	- 2 91
310	Majorette (Ly) ★	333	330	336	+ 0 90
490	Mar. Wendel ★	477 10	480	485	+ 1 66
395	Matra ★	393	394	391 50	- 0 38
4900	Merlin-Gerin ★	4970	4970	4935	- 0 70
260	Métaleurop ★	257 60	255 50	257 90	+ 0 12
240	Métrologie Int. ★	239 90	238	235	- 2 04
163	Michelin	171 50	171	171 70	+ 0 12
1370	Midi (Cie)	1425	1425	1425	....
176	Midl. Bk SA ★	178	180	180	+ 1 12
490	Min. Salsig. (Ma)	455	455	455	....
199	M.M.M. ★	201	203	199 60	- 0 75
143	Moulinex ★	149	152 10	149	- 1 97
....	Navig. Mixte ★	1898	1890	1888	- 0 53
190	Nord-Est ★	189 50	200	189 90	+ 0 20
315	Nordon (Ny)	342	351	360	+ 5 26
795	Nouvelles Gal. ★	815	800	805	- 1 23
785	Occid. (Gén.) ★	785	781	784	- 0 13
1620	Omn.F.Paris ★	1670	1670	1663	- 0 42
400	Olipar ★	438	434	427	- 2 51
4680	Oréal (L') ★	4950	4910	4910	- 0 81
715	Paribas	703	701	714	+ 1 56
1650	Pechelbronn ★	1623	1610	1610	- 0 80
305	Pechiney CIP ★	305	306	303 50	- 0 49
195	Pechiney Int.	196 90	196	192	- 2 49
560	Penhoet ★	610	611	606	- 0 66
1480	Pernod-Ricard ★	1543	1545	1515	- 1 81
800	Peugeot S.A.	811	809	802	- 1 11
470	Plastic Omn. ★	490	488	489	- 0 20
630	Poliet ★	587	584	580	- 1 19
1180	Préfabail Sic. ★	1240	1249	1237	- 0 24
905	Primagaz ★	925	925	920	- 0 54
700	Printemps ★	777	774	766	- 1 42
4410	Promodès ★	4450	4449	4450	....
530	Radiotechn. ★	575	580	578	+ 0 52
175	Raff. D. Total ★	176 10	176 10	176	- 0 06
3560	Redoute (La) ★	3585	3595	3560	- 0 70
460	R.-Poulenc CIP ★	466	465	463	- 0 64
350	Robur financ.	350	355	355	+ 1 43
172	Rochette (La)	157	157	154 90	- 1 34
2160	Roussel-Uclaf ★	2379	2338	2347	- 1 35
4880	R. Impér. (Ly)	4900	4900	4850	- 1 02
187	Sade	187 50	187	187	- 0 27
1580	Sagem ★	1578	1580	1580	+ 0 13
620	Saint-Gobain	670	660	657	- 1 94
1520	St-Louis ★	1608	1605	1599	- 0 56
2970	Salomon	2930	2930	2923	- 0 24
585	Salvepar	585	585	585	....
1070	Sanofi ★	1142	1140	1138	- 0 83
1880	S.A.T. ★	1450	1435	1450	....
315	Saul-Chât. (B) ★	345	341	344	- 0 29
1000	Saupiquet (Na)	1085	1090	1090	+ 0 46
920	Schneider ★	955	955	957	+ 0 21
51	S.C.O.A. ★	45 40	45	43	- 5 29
1120	S.C.R.E.G. ★	1218	1198	1196	- 1 81
1050	Seb ★	1180	1187	1175	- 0 42
500	Sefimeg ★	523	529	525	+ 0 38
605	Sextant A.	635	630	615	- 3 15
1600	S.F.I.M. ★	1600	1645	1645	+ 2 81
235	S.G.E. ★	257 90	252 10	249	- 3 45
840	Silic ★	830	830	835	+ 0 60
610	Simco	615	615	617	+ 0 33
1080	Sk. Rossignol ★	1080	1045	1074	- 0 56
925	Sligos ★	905	905	910	+ 0 55
530	Société Génér.	528	528	526	- 0 38
141	Sodecco	744	747 10	741 10	- 2 01
173	Sodero (Na)	170 10	170	170	- 0 06
756	Sodexho ★	751	768	769	+ 2 40
98	Sogenal (Ny)	104	104	104	....
455	Sogerap ★	479	478 10	490	+ 2 30
2530	Somm-Allib. ★	2675	2650	2644	- 1 16
1840	Source Perrier ★	1869	1870	1843	- 1 39
775	Sovac ★	741	757	739	- 0 27
730	Spie-Batignol. ★	730	730	723	- 1 63
1180	Strafor ★	1215	1210	1206	- 0 74
435	Suez	453 50	450 10	449	- 0 99
410	Synthélabo ★	446	443	442	- 0 90
149	Thomson-C.S.F.	155	151 80	151 50	+ 0 66
550	Total (CFP) ★	575	588	589	- 1 04
103	— (certific.) ★	107 50	108	105 30	- 2 14
395	Truffaut (Fin.)	414	414	412	- 0 48
465	U.F.B.-Locab. ★	460	460	455 50	- 0 98
1100	U.I.C. ★	1116	1100	1110	- 0 54
700	U.I.F. ★	707	701	701	- 0 85
970	U.I.S. ★	976	998	1000	+ 2 46
235	U.C.B. ★	242	241	243	+ 0 41
890	Unibail ★	889	885	885	- 0 45
820	Valéo ★	845	835	835	- 1 18
455	Vallourec ★	489	485 60	481 30	- 1 57
410	Via Banque ★	401	405	402	+ 0 25
1350	Zodiac	1422	1440	1400	- 1 55
990	Elf-Gabon ★	1125	1125	1144	+ 1 69
130	Amax Inc.	142	140 20	140 20	- 1 27
187	Amer. Express	208	200 20	200 20	- 3 75
270	Amer. Teleph.	272 50	263 10	263 10	- 3 45
178	Anglo Amer. C.	185	188 90	192	+ 3 78
590	Amgold	560	573	575	+ 2 68
295	Banco Santander	304	304	304	....
955	BASF (Akt)	1067	1050	1059	- 0 75
980	Bayer	1117	1099	1099	- 1 61
118	Buffelsfont.	104 50	108	110	+ 5 26
192	Chase Manh.	209	203 50	203 50	- 2 63
116	Echo Bay Mines	108 80	109 10	109 50	+ 0 64
98	De Beers	103	103 20	106	+ 2 91
2840	Deutsche Bank	2872	2834	2844	- 0 97
1410	Dresdner Bank	1503	1472	1471	- 2 13
87	Driefontein Cst	82 10	85	85 80	+ 4 51
735	Du Pont-Nem.	732	725	725	- 0 96
245	Eastman Kodak	251	249	241 50	- 3 78
33	East Rand	28 70	31 15	32	+ 11 50
255	Electrolux	273 20	277	277	+ 1 39
815	Ericsson	856	865	870	+ 1 64
295	Exxon Corp.	292	284	284	- 2 74
245	Ford Motors	269	263 50	263 50	- 2 04
85	Freegold	75 60	81	83	+ 12 51
175	Gencor	167	173 50	178	+ 6 59
375	Gén. Electr.	390 10	382 50	382 50	- 1 95
545	Gén. Belgique	559	561	561	+ 0 36
245	Gen. Motors	259 90	255	255	- 1 89
57	GdMetropolitain	62 20	60 50	60 60	- 2 57
50	Harmony	45 10	48	48 95	+ 8 54
270	Hewlett-Packard	286	279	279	- 2 45
61	Hitachi	64 10	63 55	63 45	- 1 01
920	Hoechst Akt.	1046	1020	1030	- 1 53
118	Homestake	111 50	111 60	112 60	+ 0 99
106	Imp. Chemical	112 90	113	112 90	....
580	IBM	571	576	576	+ 0 88
350	ITT	348	339	341	- 2 01
199	Ito-Yokado	190	186 50	186 20	- 2
200	Mac Donald's	200 50	198	198	- 1 25
93	Matsushita	98	94 80	95	- 3 06
22	Maxwell	21 20	21	21 10	- 0 47
450	Merck	470	455	455	- 3 19
475	Minnesota M.	473	470	470	- 0 63
380	Mobil Corp.	361	348	350	- 3 05
240	Morgan J.P.	264	255	255	- 3 41
32800	Nestlé	33770	33610	33610	- 0 47
1060	Nixdorf	1114	1098	1098	- 1 44
143	Norsk Hydro	157 30	151 70	151 70	- 3 56
198	Ofsil	186 50	189	194	+ 4 02
1930	Petrofina	2085	2055	2055	- 1 44
240	Philip Morris	254 80	242	242	- 5 06
138	Philips	142	140	140	- 1 41
111	Placer Dome	105 50	108	111 10	+ 5 31
360	Quilmès	393	395	397	+ 1 02
510	Randfontein	499	523	538	+ 7 82
440	Royal Dutch	450	444 50	445 50	- 1
53	Rio Tinto Zinc	56 10	56	56	- 0 18
22	Saat. & Saatchi	28 30	28	28	- 1 14
70	St Helena Co	68 40	72	75 50	+ 10 38
280	Schlumberger	285	279 50	279 50	- 1 93
46	Shell transp.	46 40	45 40	45 90	- 1 08
2260	Siemens A.G.	2670	2508	2601	- 2 68
345	Sony	355	346	346	- 2 54
151	Sumitomo	151 10	145	145	- 4 04
46	Telefonica	49 15	48	48 05	- 2 24
220	T.D.K.	234	230	230	- 1 71
51	Toshiba Corp.	52 60	51 45	51 45	- 2 19
475	Unilever	499 50	492 70	492 70	- 1 36
310	Unit. Techn.	320	315	310	- 3 13
650	Vaal Reefs	626	653	656	+ 4 46
415	Volvo	420	420	419 50	- 0 12
300	West Deep	290	295	295	+ 1 72
330	Xerox Corp.	340	339 50	339 50	- 0 15
137	Yamanouchi	140	139 50	139 50	- 0 36
2 42	Zambia Corp.	2 67	2 71	2 73	+ 2 25

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 8,80 % 77	120 95	5 473
9,80 % 78/93	98 97	4 752
10,80 % 79/94	100 65	3 639
13,25 % 80/90	101	7 841
16,20 % 82/90	100 17	15 846
16 % juin 82	101 87	9 205
14,60 % fév. 83	103 93	12 720
13,40 % déc. 83	110 35	0 551
12,20 % oct. 84	103 86	2 976
11 % fév. 85	107 27	9 584
10,26 % mars 86	101 50	8 405
OAT 10 % 2000	102 75	6 110
OAT 9,90 % 1997	102 40	0 624
OAT 9,80 % 1996	100 15	9 129
Ch. France 3 %	142 50	..
CNB Bques janv. 82	98 40	0 097
CNB Paribas	98 80	0 097
CNB Suez	99 25	0 097
CNI janv. 82	98 38	0 097
PTT 11,20% 85	103 06	1 132
CFF 10,30% 86	99 25	8 889
CNE 11,50% 85	102 10	6 125
CNT 9% 86	94	6 068
CRH 10,90% déc. 85	103 85	0 161
C.N.C.A. T.P.	....	108
Cons 4%	2200	220
C.G.E. 6% janv. 89-98	....	54
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 090

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (Sté Fin.)	....	1652
A.G.F. (St Cent.)	....	1112
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1235
Arbel	....	960
Arsorg	....	323 30
Avenir Publicité	....	1750
Axa Midi Assurances	....	368
Bain C. Monaco	....	582
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Béghin-Say (C.I.)	....	515
Blanzy-Ouest	....	2100
B.N.P. Intercontin.	....	311
Bénédictine	....	4284 d
B.T.P. (Compagnie)	....	110 50
Cali	....	....
Cambodge	....	770
C.A.M.E.	....	192
Carbone-Lorraine	....	959
Case-Poclain	....	31 50
C.E.G.Frig.	....	448 80
Centen. Blanzy	....	6430
Cerabati	....	152
Champex (Ny)	156	152
C.I.C. (Financ. de)	....	238 50
C.I. Maritime	....	730
Cirem (B)	2400	2400
Clause	....	1051
Cofradel (Ly)	....	....
Cogifi	....	395
Comiphos	....	795
Cie Industrielle	....	9200
Comp. Lyon-Alem.	....	631 d
Concorde (La)	....	1450
C.M.P.	....	20
Créd. Gén. Ind.	....	550
Cr. Universel (Cie)	....	733
Crédital	....	141
Darblay S.A.	....	627
Degremont	....	770 o
Delalande S.A.	....	1880
Delmas Vieljeux	....	4755
Didot-Bottin	....	1218
Eaux Bass. Vichy	....	1295
Eaux Vittel	....	4200
E.C.I.A.	....	1880
Electro-Banque	....	359 70
Elf-Antargaz	....	1045
E.L.M. Leblanc	....	595
Esalif-Bretagne	....	398
Entrepôts Paris	....	1867 o
Europe Soudre Indust.	....	....
Exmit	....	2350
Finalens	....	220
FIPP	....	255 50
Fnac	....	1920
Foncière (Cie)	....	850
Fonc. Lyonnaise	....	900
Foncina	....	530
Forinter	....	....
Fougerolle	....	925
France I.A.R.D.	....	1450
France (La)	....	17500
From. Paul Renard	....	2150 o
GAN	....	2167
G.F.I.I.	....	320
Gaumont	....	942
Gerafim	....	361
Gévelot	....	554
Gr. Fin. Constr.	....	418
Gds Moulins Paris	....	1480
G. Transp. Ind.	....	820
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immiovest	....	....
Immobail	....	432
Immobanque	....	802
Immob. Marseille	....	8870
Immofice	....	527
Invest. (Sté Cent.)	....	3325
Jaeger	....	256
Lambert Frères	....	520
Lille-Bonnières	....	1850
Loca-Expansion	....	279
Localinancière	....	405 10
Locatel	....	450
Louis Vuitton	....	1365
Louvre (Sté)	....	4149
Lucia	....	....
Machines Bull	....	86 80 d
Magasins Uniprix	....	168
Magnant S.A.	....	124 50
Maritimes Part.	....	390
Métal Déployé	....	601
Mors	....	158
Navig. (Nat. de)	....	217
Nozal	....	280
Optorg	....	410
Oréal (L') C.I.	2300	2300
Origny-Desvroise	....	1345
Palais Nouveauté	....	1200
Paluel Marmont	....	728
Parfinance	....	245
Paribas-CIP	370	376
Paris France	....	230
Paris-Orléans	....	256
Partenba	....	435
Patern. Risq. Div.	....	1655
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2260
P.L.M.	....	420
Porcher	....	740
Promodès	1790	1781
Publicis	....	1104
Rochefortaise S.A.	....	1070
Rosario (Fin.)	....	612
Rougier et Fils	....	402
Rozières (usine de)	....	....
Sacer	....	799
SAFAA	....	420
Safic-Alcan	....	824
SAFT	....	3028
Saga	....	232
Salins du Midi	....	610
Satam	....	128
Savoisienne (M)	380	350
SCAC	....	560
Senelle Maubeuge	....	510
S.E.P. (M)	189 50	189 50
Sicli	....	475
Sennor (Li)	....	....
Simnor	....	406 50
Siph (Plant. Hévéas)	....	485
Sofal financière	....	776
Soficel	....	1120
Sofio	....	684
Soficomi	....	730
S.O.F.I.P. (M)	450	449
Sofragi	....	1600
Sopagri	....	165 10 o
Sophia-Bail	....	455
Soudure Autog.	....	980
Sovabail	....	636
Suez (Fin. de)-CIP	245 40	246
Stenni	....	748
Taittinger	....	4395
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	860
Tour Eiffel	....	348
Ufiner S.M.D.	....	812
Ugine A. Chat. Gueug.	....	420
U.A.P.	....	855
U.T.A.	....	2611
Vicat	....	3115
Viniprix	....	2425
Virax	....	184 40
Waterman S.A.	....	....
Brass. du Maroc	....	193 20 o
Étrangères		
A.E.G.	871	1650
Akzo	390	....
Alcan Alum.	138 90	140
Algemene Bank	125	126
American Brands	405	400
Arbed	890	....
Asturienne Mines	195	....
Bco Pop Espanol	465	465
Banque Ottomane	2000	1930
B. Régl. Internat.	38100	40000
Br. Lambert	720	720
Canadian-Pacific	125	126
Chrysler corporation	112	....
CIR	22 50	....
Commerzbank	1050	1040
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	409	408
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1210	....
Glaxo	149 90	150
Goodyear	269	268
Grace and Co	191	192
GTE corporation	414	409 50
Honeywell Inc.	500	501
Johannesburg	1530	1500
Kubota	54	53
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	36 90	....
Mineral-Ressourc.	96	98 95
Noranda	120	120
Olivetti	22 20	21 90
Pakhoed Holding	430	430
Pfizer Inc.	413	413 o
Procter Gamble	400	386 10
Ricoh Cy Ltd	53	....
Rolinco	329	315
Robeco	330	320
Rodamco	238	236 20
Saipem	10	9 90
Sema Group	36	38
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	146	....
Steel Cy of Can.	106	....
Tenneco	374	360
Thorn EMI	75	74 50
Toray indust. inc	41	41 20
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1400	1460
West Rand	13 95	14 50
Whitman Corporation	163	161
Hors-cote		
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	315	....
Bretoni	850	850
Calciphos	186 80	186
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	360	....
Cogenbor	120	120
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	348	....
Europ. Accumul.	75	70 10
Gachot	125	125
Guy Degrenne	590	550 o
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	257	....
Madin Immobilier	240	....
Nicolas	921	....
Particip. Percier	355	355
Rorento N.V.	178 80	178 10
St-Gobain-Emballage	2150	....
Sanne-Mors	298	296
S.E.P.R.	2610	....
S.P.R.	590	....
Sté Lectures du Monde	475	450
Ulinex	380	....
Union Brasseries	104	....
Wonder	1470	....

SICAV (sélection) 5/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1176 22	1147 53
Actilion	242 68	236 17
Actions France	613 63	591 45
Actions sélectionnées	708 62	683 01
Aedificandi	688 08	663 21
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1256 62	1225 97
A.G.F. 5000	724 80	707 12
A.G.F. ECU	1081 70	1070 99
A.G.F. Foncier	127 83	124 71
A.G.F. Interfonds	442 52	431 73
A.G.F. Invest	137 49	134 14
A.G.F. OBLIG.	1116 01	1110 46
A.G.F. Sécurité	11055 04	11055 04
Agimo	729 45	711 66
Altefi	207 88	200 37
A.L.T.O.	177 65	171 23
Amal-Gan	6655 06	6353 28
Amplitude	674 78	655 13
Arbitrages court terme	5741 84	5730 17
Associc	1153 98	1153 98
Atout Futur	378 62	366 17
Aurecic	1494 94	1451 40
Avenir C.I.C.	114 93	111 58
Avenir Alizés	1576 88	1545 96
Axa Europe	124 63	118 98
Axa Investissements	133 18	127 14
Axa N.P.I.	106 81	101 97
Axa Valeurs PER	138 69	132 40
Bred Associations	2583 10	2575 37
Capitacic	1039 06	1022 72
Capital Plus	1673 19	1673 19
Cardan-Pierre	36 41	34 84 ◆
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comris	1053 30	1037 73
Compavalor	5629 30	5620 87
Compteraiste	113 11	109 82
Convertissimo	437	420 19
Creditor	565 04	538 87
Crédit Mutuel Capital	1038 59	1018 23
Diese	1181 04	1151 88
Drouot-France	910 36	869 08
Drouot-Investiss.	1117 16	1066 50
Drouot-Sécurité	255 58	243 97
Drouot-Sélection	146 88	140 22
Ecucic	1150 30	1133 30
Ecureuil Capitalisation	2058 35	2035 99
Ecureuil Investissement	422	409 71
Ecureuil Monepremière	53452 40	53452 40
Ecureuil Monétaire	31494 99	31494 99
Ecureuil Trimestriel	1967 43	1947 95
Elicash	2221855	2221855
Energia	278 96	266 31
Eparcic	2877 54	2877 54
Eparcourt Sicav	4317 26	4306 49
Epargne Associations	25478 61	25440 45
Epargne-Capital	8602 78	8517 58
Epargne Court-Terme	544 71	544 71
Epargne Croissance	1704 84	1659 21
Epargne-Industr.	100 67	97 98
Epargne Inter	616 55	600 05
Epargne J.	56078 17	56078 17
Epargne Long-Terme	194 54	189 33
Epargne Monde	1412 37	1374 57
Epargne Première	11769 53	11678 94
Epargne-Oblig.	197 18	191 80
Epargne-Unie	1075 41	1047 60
Epargne-Unis	1428 13	1376 51
Epargne-Valeur	469 71	456 17
Epsilon	1164 72	1153 19
Eurocic Leaders	1157 05	1123 35
Eurodyn	1216 30	1176 31
Euro-Gan	7522 53	7181 41
Fonsicav (div. par 10)	11453 19	11453 19
Fondival	273 35	264 75
France Avenir 4/4 Rec.	......	......
France-Gan	10136 79	9677 13
France-Garantie	268 14	267 80
France-Index Sicav	119 48	116 62
France-Investiss.	459 92	448 70
France-Obligations	456 58	452 06
Francic	520 89	505 72
Francic Pierre	127 27	123 58
Francic Régions	1353 74	1314 31
Fructi-Associations	28 76	28 76
Fructi-Epargne	30 06	29 33
Fructicapi	34 09	33 59
Fructicourt	113907 85	113907 86
Fructidor	238 46	232 97
Fructifrance	997 74	973 40
Fructimmo	33 31	32 50
Fructivar	4411 95	4400 95
Fructi ECU	574 09	565 81
Fructi-Première	10819 80	10659 90
Futuroblig	1155 36	1117 36
Gestilion	58998 94	58851 81
Gestion Associations	165 76	162 11
Horizon	1276 59	1239 41
Interépar	107051 61	103933 60
Interoblig.	11882 68	11425 65
Interselect France	583 05	566 08
Japacic	202 23	196 34
Jeune épargne	241 17	237 61
Laffitte-Amérique	236 04	225 34
Laffitte Europe	303 93	290 05
Laffitte-Expansion	295 93	282 51
Laffitte-France	376 98	359 89
Laffitte-Immobilière	277 34	264 76
Laffitte-Japon	455 35	434 70
Laffitte-Oblig.	138 49	132 21
Laffitte-Rend.	191 41	182 73
Laffitte-Tokyo	394 48	376 59
Latitude	5446 62	5438 46
Leumi Court terme	10181 56	10181 56
Leumi Long terme	5456 40	5297 48
Lion-Associations	11633 67	11633 67
Lion-Institutionnels	23460 92	23392 44
Lioplus	774 81	767 14
Lion Trésor	2153 41	2132 08
Livret Bourse Investiss.	568 55	561 99
Livret portefeuille	755 44	733 44
Méditerranée	205 27	195 98
Manuel CIC	10061 75	9980 93
Mondiale Investissem.	457 56	436 81
Monecic	5619 93	5619 93
Monédor	53949 20	53949 20
Moné J.	59460 79	59460 79
Mutualité Dépôts	10848 96	10827 31
Mutuelle Unie Sél.	156 49	149 39
Natio-Epargne	14196 04	14055 49
Natio-Epargne Trésor	6343 92	6331 26
Natio-Court terme	226464	226464
Natio-Inter.	1185 95	1154 21
Natio-Monétaire	20490 14	20490 14
Natio-Obligations	541 65	527 08
Natio-Patrimoine	1513 80	1473 28
Natio-Placements	66600 04	66600 04
Natio-Revenus	1017 25	1007 18
Natio-Sécurité	11392 25	11392 25
Natio-Valeurs	880 49	866 66
Nippon-Gan	7148 53	6824 37
Nord-Sud Développ.	1243 67	1241 09
Normatif	12125 77	11688 01
Obli Association	122 79	121 57
Oblicic Mondial	2280 55	2246 85
Oblicic Régions	1038 33	1022 98
Oblig. toutes catég.	149 05	146 85
Oblilion	1081 96	1071 25
Obliséculité	10313 51	10313 51
Oraction	1288 92	1244 60
Orvalor	6329 02	6100 26
Paribas Epargne	16604 71	16571 57
Paribas Opportunités	130 54	125 22
Paribas Patrimoine	577 18	553 65
Paribas Revenu	89 94	89 05
Patrimoine Retraite	178 83	175 32
Pervalor	708 59	687 95
Phenix Placements	266 34	258 58
Pierre Investiss.	781 13	762 08
Placement A	1256 47	1231 83 ◆
Placement crt-terme	72357 08	72212 68 ◆
Placement J	5783 47	5771 93 ◆
Placement Premier	53705 07	53597 87 ◆
Plénitude	117 49	114 35
Poste Gestion	52392 31	52392 31
Première Obligations	10918 98	10908 07
Prévoyance Ecureuil	114 57	111 50
Priv'Association	23624 36	23624 36
Quartz	127 52	124 38
Rentacic	162 81	160 40
Revenus Trimestriels	5281 86	5229 56
Revenu Vert	1136 35	1119 56
St-Honoré Bio-alimen.	968 37	924 46
St-Honoré Global	288 49	275 41
St-Honoré Matignon Pl.	247 81	236 57 ◆
St-Honoré Pacifique	635 94	607 10
St-Honoré P.M.E.	566 79	541 09 ◆
St-Honoré Réel	12076 50	12028 39
St-Honoré Services	541 43	520 61 ◆
St-Honoré Technol.	841 75	803 58
Sécuricic	1417 14	1416 72
Sécuri Taux	11250 72	11250 72
Sélection (Cardan SP)	701 38	681 01
Sicav-Associations	1497 44	1495 20
S.F.I. fr. et étr.	736 26	714 82
Sicav 5000	454 18	442 02
Slivafrance	718 79	697 61
Slivam	465 27	452 82
Slivarente	214 54	212 42
Slivinter	449 63	437 60
S.N.I.	1309 54	1271 40
Sogepargne	333 05	321 02
Sogevar	1173 27	1120 07
Soginter	1457 24	1391 16 ◆
Soleil Investissement	587 45	560 81
Stratégie Actions	1245 32	1187 42
Stratégie Rendement	1185 93	1129 23
Technocic	1201 46	1186 47
Techno-Gan	8496 86	8202 25
Thesora	524 58	519 39
Transcontinents	90 42	86 65
Trésor Plus	1038 07	1027 79
Trésor Réel	11533 56	11533 56
Trésoricic	111996 96	111996 96
Trilion	5081 35	5031 04
U.A.P. Investiss.	494 08	476 22
U.A.P. moyen terme	110 45	108 46
Uni-Associations	110 91	110 91
Unifrance	629 14	606 40
Unifoncier	1516 51	1461 70
Uni-Garantie	1348 75	1322 28
Uni-Régions	3434 86	3310 52
Universe	2325 82	2249 34
Univar	194 31	194 31
Univers-Actions	1343 58	1299 40
Univers-Obligations	1622 72	1589 36
Valorem	605 14	590 38
Valorg	1891 55	1889 86
Valrexal	42912 02	42880 57
Vauban	23315 40	23292 08

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 830	5 793	5 600	6 100
ECU	6 923	6 896	....	....
Allemagne (100 DM)	341 690	341 660	331	351 500
Belgique (100 F)	16 257	16 255	15 750	16 800
Pays Bas (100 fl.)	302 670	302 550	293	312
Danemark (100 krd)	87 880	87 750	85	92
Norvège (100 k)	88 180	88 010	85 500	92 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 438	9 425	9 100	9 800
Grèce (100 drachmes)	3 664	3 658	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 557	4 563	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	373 590	372 800	362	386
Suède (100 krs)	93 600	93 480	90 500	97 500
Autriche (100 sch)	48 585	48 590	47	50 100
Espagne (100 pes.)	5 285	5 279	5 050	5 600
Portugal (100 esc.)	3 872	3 884	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	5 020	4 990	4 800	5 200
Japon (100 yens)	4 033	4 023	3 870	4 090

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/1
Or fin (kilo en barre)	74500	74800
Or fin (en lingot)	74900	74800
Pièce française (20 fr)	436	439
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	486	488
Pièce latine (20 fr)	430	431
Souverain	543	544
Pièce de 20 dollars	2620	2690
Pièce de 10 dollars	1465	1500
Pièce de 5 dollars	980	.....
Pièce de 50 pesos	2850	2805
Pièce de 10 florins	449	449
Or Londres	...	.....
Or Zurich	...	...
Or Hongkong		
Argent Londres		

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

La contestation au sein du PCF

La direction communiste dirige sa contre-offensive sur M. Fiterman

Alors que la contestation continue au sein du PCF, et singulièrement contre son secrétaire général, la direction, après avoir publié une nouvelle déclaration du bureau politique (*le Monde* daté 7-8 janvier), semble organiser sa contre-attaque à la fois envers MM. François Mitterrand et Charles Fiterman, des « reconstructeurs » communistes et des dirigeants socialistes.

« Contre les communistes, le déchaînement s'amplifie chaque jour. Les titres se téléscopent. Le Monde *et* Libération *rivalisent. Mensonges et mauvaise foi, falsifications et censure sont monnaie courante.»* M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de *l'Humanité*, s'en prend aux journaux, lundi 8 janvier, dans l'éditorial du quotidien communiste, alors que la contestation se développe au sein de son propre parti et que le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a contribué, dimanche 7 janvier, à l'alimenter. M. Roman a fait état, lors de l'émission « 7 sur 7 »,sur *TF1*, des difficultés qu'éprouve le PCF à se défaire de son stalinisme *(lire ci-dessous)*. La veille à Pantin (Seine-Saint-Denis), à l'occasion de l'inauguration - perturbée par le Front national - de la rue Timisoara, M. Jacques Isabet, maire de cette ville de l'ancienne *« ceinture rouge »* de la capitale, avait réclamé - après quelques autres élus communistes, dont MM. Théo Vial-Massat, député de la Loire, et Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis -un changement à la direction du parti.

Une campagne jugée « abjecte »

Adepte d'un langage direct bien moins académique que celui de M. Bertelhot, M. Isabet a dit de M. Georges Marchais : *« Je souhaite qu'il s'en aille ; je suis pour la retraite à soixante ans. »*

La direction du PCF n'a de cesse depuis une dizaine de jours de dénoncer l'Elysée, le gouvernement et le PS comme promoteurs supposés d'une campagne anticommuniste *« abjecte »*. Comme il se doit, « écriture automatique » oblige, cette campagne est qualifiée, comme de coutume en pareilles circonstances, de *« sans précédent »*, ainsi que M. Leroy l'écrit. On trouve, dans cette dénonciation, les ingrédients habituels : *« L'intolérance, la haine, la violence, la perversité, l'hypocrisie. »* Et pour tout dire, M. François Mitterrand en est le *Deus ex machina*... depuis 1972 car il avait affirmé, quelques jours après la signature du programme de commun de gouvernement de la gauche, sa volonté, selon *l'Humanité*, *« d'affaiblir le PCF afin de déblayer la voie à une puissante force social-démo crate »*.

Mais, reconnaît M. Leroy : *« Il faut bien constater que quelques camarades prennent leur part à cette campagne. »* Sans le citer, il critique M. Félix Damette et il concentre, en le citant, sa contre-attaque sur M. Rigout accusé de s'être exprimé dans le *Figaro-Magazine* pour donner une *« troisième interview de la semaine »*. Le choix n'est pas fortuit car l'ancien ministre fut déjà l'auteur d'une charge, en 1984, contre M. Marchais baptisé *« homme de l'échec »* aux yeux des communistes et qu'il suggère, en 1989, de *« changer d'analyse, de méthode et d'équipe »* en envisageant l'arrivée de M. Charles Fiterman au poste de secrétaire général . *« Ainsi*, écrit M. Leroy, *il est clair que l'enjeu est bien le même qu'en 1984 : le changement de direction viserait à une autre politique, celle du consensus avec le PS et le grand capital, et à construire un autre parti, de type social-démocrate »*.

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que M. Fiterman, qui fut le chef de file des ministres communistes entre 1981 et 1984, est *« ainsi »* désigné comme cible principale de la contre-offensive conduite par la direction du parti. Si certains membres du bureau politique, même parmi ses plus fidèles partisans, semblent se montrer très circonspects sur l'avenir politique de M. Marchais et si des alliances nouvelles se nouent au sein de cette instance, une volonté fondamentale unit toutes les factions qui la constitue : barrer la route du secrétariat général à l'ancien ministre d'Etat, à défaut d'un accord sur le nom d'un éventuelsuccesseur.

Cette animosité envers M. Fiterman trouve son expression dans un article de *l'Humanité* du même jour sous la signature de M. Rémy Auchedé, premier secretaire de la fédération du PCF du Pas-de-Calais . Ce dirigant rapporte un souvenir - de ces « épisodes qu'on préfère *enfouir au plus profond de soi-même* » mais qu'on sait fort bien déterrer pour l'édification des masses - qui remonte à la Fête de *l'Humanité* de 1984, celle qui suivit la mise en cause de la direction lors d'une réunion du comité central en juin 1984 après l'échec électoral du PCF aux élections européennes. M. Auchedé dit avoir rencontré M. Damette qui l'entretint de la situation du parti en ces termes : *« Il faut changer la direction. il faut enlever Georges Marchais ; il y en a beaucoup qui sont d'accord »*. Le dirigeant nordiste, prouvant que la question était effectivement d'actualité à ce moment là dans les rangs du parti, s'enquit de savoir par qui son interlocuteur voulait remplacer le secrétaire général. *« Charles Fiterman »*, répondit M. Damette. Membre du comité central, M. Auchedé précise qu'il avait informé la direction de ces faits qu'il qualifie de *« véritable putsch civil »* et de *« complot sournois »*. Fallait-il une meilleur illustration de ce *« stalinisme »* à la française évoqué par un premier ministre roumain?

OLIVIER BIFFAUD

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Globules jaunes

ÉTEIGNEZ vos cigarettes et attachez vos ceintures. On va décoller dans un trip insensé là, aujourd'hui. C'est le dalaï-lama, le dieu vivant d'un peuple écrasé, asservi, exilé par Mao depuis bientôt quarante ans, eh ben il est pas plus tibétain que vous ou moi, il est... chinois ! Si, si, je vous jure, c'est officiel. J'ai sous les yeux une dépêche de l'agence Chine nouvelle retransmise par l'AFP.

Et qu'est-ce que je vois ? Des experts de l'Institut de pédiatrie de Pékin ont découvert des similitudes génétiques entre les Tibétains et la majorité des Chinois, les Han. Mais voici mieux : leurs antigènes sont différents de ceux des Népalais ou des Indiens ! Donc ils font partie de la nation chinoise, je cite. Donc le Tibet est un territoire chinois, je cite encore. Donc les quelques séparatistes tibétains qui revendiquent l'indépendance, je cite toujours, veulent ignorer les irréfutables données de la science.

Ça, c'est pas mal ! Faire dépendre l'identité d'un peuple d'une prise de sang, nier une religion, une culture, une langue, une tradition, millénaires et parfaitement originales, dont les rares emprunts ne doivent rien à la Chine justement — c'est en Inde que les moines tibétains sont allés chercher les caractères de leur écriture au septième siècle, — tout effacer pour une histoire de globules blancs, rouges ou jaunes, ça ne vous rappelle rien ?

Moi, si. Les théories nazies. Personne, jamais, ni avant Hitler ni depuis, n'avait osé justifier l'annexion pure et simple d'un pays en s'appuyant sur de prétendues similitudes raciales dont chacun sait qu'elles ne tiennent pas debout. Le Führer, lui, en a tiré argument pour occuper l'Autriche et la Tchéco. A ce compte-là, je me demande un peu ce qu'on attend pour retraverser le Channel sur les talons de Guillaume le Conquérant, vu qu'entre les British et les Normands, question gènes, ça doit être à peu près kif-kif.

Que le marxisme-léninisme finisse par donner, au bout d'un demi-siècle d'obscurantisme, la rime à nazisme, personne ne s'en étonnera. Reste que dans le cas précis, si tous les Tibétains sont chinois, tous les Chinois sont tibétains. Alors je vois vraiment pas pourquoi Deng ne céderait pas ses palais de la Cité interdite, à deux pas de la place Tiananmen, au dalaï-lama.

L'ESSENTIEL

Le numéro du «Monde» daté dim. 7-lundi 8 janvier 1990 a été tiré à 536 285 exemplaires.

M. Petre Roman estime que le PCF « n'a pas fait une analyse complète de son stalinisme »

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, invité, dimanche 7 janvier, de l'émission « sur 7 » de TF1, a notamment affirmé, à propos du PCF : *« Si je suis indifférent au sort du PC roumain, alors imaginez un peu pour le Parti communiste français... Néammoins, je connais tout de même un peu l'histoire du Parti communiste français. Mon père était journaliste en France pendant la période du Front populaire, juste avant d'aller combattre dans les Brigades internationales en Espagne. A l'époque (...) le Parti communiste était un grand porteur d'espoir. Cela, je crois que tout Français le sait.*

Les liaisons que le Parti communiste avait, était obligé d'avoir, avec Staline, avec le stalinisme, lui ont causé un tort peut-être irrémédiable. Je m'excuse devant les communistes français (...) pour ce que je dis maintenant. J'ai un peu l'impression (...) que le Parti communiste français n'a pas fait une analyse complète, à fond, de son stalinisme. » M. Roman a précisé qu'il avait déjà émis ce jugement lorsqu'il était en France, comme étudiant, il y a une quinzaine d'années.

L'Humanité de lundi réagit à ces propos en affirmant : *« Rappelons (...) que les communistes français avaient rejeté, en théorie et en pratique, les conceptions staliniennes lors du 22ème congrès et à chaque congrès suivant »*.

De son côté, M. Félix Damette, l'un des chefs de file des « reconstructeurs » du PCF, a affirmé dimanche, sur *(* France-Infos après l'émission « 7 sur 7 » : *« On peut dire que le Parti communiste français a raté le coche de la déstalinisation en 1956, alors qu'au contraire le parti communiste italien s'y est lancé, lui, très vigoureusement et que, depuis cette date, le Parti communiste français traîne un boulet considérable et qu'il en voit bien aujourd'hui les effets. »*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 janvier

Baisse

Déjà bien amorcée à la veille du week-end, la baisse des cours s'amplifie lundi matin rue Vivienne. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 accusait un retard de 1,13 %. Les ventes touchent notamment Eurotunnel, Docks de France, Luchaire, groupe Victoire, Hachette, Raffinage-Distribution, Fives, CFOA, Locafrance.

Une élection cantonale partielle

Guadeloupe : canton de Capesterre-Marie-Galante (1er tour).

Inscr., 3 227 ; vot., 1 875 ; abst., 41,89 % ; suffr. expr., 1 843. MM. Benoît Camboulin, div. g., 1 156 voix (62,72 %), RÉÉLU ; Rémy Boulogne, PS, 427 (23,16 %) ; Jean-Marc Pasbeau, div. g., 232 (12,58 %) ; Marcel Morvany, ext. g., 21 (1,13 %) ; Ernest Coudoux, PCG, 7 (0,37 %).

[L'élection de M. Benoît Camboulin, au premier tour des cantonales de septembre 1988, avait été annulée pour distribution tardive de tracts. M. Camboulin avait battu le conseiller général sortant socialiste, M. André Pasbeau, de 27 suffrages. Cette fois, le PS qui avait changé de porte-drapeau est devancé de 729 voix, par M. Camboulin et il enregistre un recul de 25,23 points de pourcentage.

Bien que le nombre des suffrages exprimés soit en augmentation de 345 unités, le candidat du Parti communiste guadeloupéen, M. Coudoux, perd un tiers de ses électeurs et 1,03 point de pourcentage.

Au premier tour de septembre 1988, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 2 836 ; vot., 1 530 ; abst., 46,05 % ; suffr. expr., 1 498 ; MM. Camboulin, div. g., 752 voix (50,20 %) ; André Pasbeau, cons. sort., PS, 725 (48,39 %) ; Coudoux, PCG, 21 (1,40 %).]

□ **ETHIOPIE : deux cargos polonais attaqués au large de l'Erythrée.** – Deux bateaux polonais ont été attaqués en mer Rouge, au large de l'Erythrée. L'*Adam-Asnyk* a essuyé, vendredi, des coups de feu tirés depuis le rivage, peu après avoir découvert le cargo *Boleslaw-Krzywousty*, échoué et en feu à 50 milles du port érythréen de Massaoua. – *(Reuter.)*